

Pascal Rocha da Silva
Département d'Histoire Economique et Sociale
Faculté SES
Université de Genève
Août 2006



UNIVERSITÉ DE GENÈVE

La politique de l'enfant unique en République Populaire de Chine



Introduction.....	6
Chapitre 1 L’histoire des politiques de fécondité en Chine (1949-1979)	10
I. - La pré-histoire de la politique de l’enfant unique	10
II. - Bilan	14
III. - La politique de l’enfant unique : sentiment d’urgence irraisonné ou anticipation ?.....	16
A. La création scientiste d’un péril démographique ?	18
B. Les projections de Song Jian, un simple moyen de propagande ?	22
C. Quelle fiabilité accorder aux projections du graphique du groupe de Song?	24
1) Les projections démographiques	25
2) La capacité porteuse de la Chine	25
IV. - Alternatives à l’enfant unique ?	26
Chapitre 2 La politique de l’enfant unique de 1980 à nos jours : Aspect législatif	29
I. - Introduction : Contextualisation et rôle du gouvernement central	29
A. Leadership	30
B. Légitimation.....	30
C. Directives	30
II. 1979 - 1992.....	31
A. Des contrats de planning familial aux excès de début 1983	31
B. Le document 7 : une preuve de pragmatisme et non un changement de vision	35
C. Le document central 13 : Une vision nouvelle ?	37
III. - 1992-2006.....	39
A. Des campagnes brutales à une certaine prise de conscience : 1992-2001 ..	39
B. La Loi de 2001 sur la Population et la Planification des Naissances	41
IV. - L’eugénisme.....	44
Chapitre 3 Les applications et résistances différenciées	47
I. - Les acteurs.....	47
II. - Propagande et éducation	51
III. - Système d’incitations et de pénalités économiques	52
A. Incitations.....	52
B. Pénalités économiques	54
IV. - Les Mesures de coercition.....	55
V. - Les moyens techniques mis en oeuvre.....	57

A. Contraception.....	57
B. L'avortement	59
VI. - La peur de la population	60
VII. - La politique de l'enfant unique à la ville	61
VIII. - La politique de l'enfant unique parmi les minorités « ethniques »	62
IX. - Les résistances : Typologie.....	63
A. La résistance sans conséquences	64
B. Les stratégies d'évitement	65
C. Autres formes de résistance	66
X. - Conclusion.....	66
Chapitre 4 La politique de l'enfant unique : quelle incidence sur le bien être et le statut de la femme chinoise ?	69
I. - Visions de la femme	69
A. En Chine impériale.....	69
B. En Chine Maoïste (1949-1979)	70
II. - Conséquences de l'imposition forcée et généralisée d'une basse fécondité	71
A. Contexte socio-économique : les réformes Dengistes et le renforcement du patrilignage.....	71
B. Discours de l'état : Idéologie et propagande	71
C. Application étatique contradictoire	72
D. Conséquences.....	73
1) Souffrances physiques.....	73
2) Souffrances psychologiques	75
E. Perspectives futures ?.....	75
III. - La politique de l'enfant unique : tant de souffrances ont-elles abouti à une amélioration du statut et des conditions de vie de la femme chinoise ?	76
A. Quel outil de mesure du statut ?	76
B. Bilan en 2006 : l'égalité ?	76
1) Désir de fils à la campagne	76
2) Désir de fils à la ville.....	79
C. La politique de l'enfant unique a-t-elle abouti à une amélioration de la condition « matérielle » féminine ?	80
D. Conclusion	82
IV. - Que réserve le futur aux femmes chinoises ?	83
A. Pénurie prévisible de femmes sur le marché matrimonial.....	83
B. Quelles perspectives pour le statut de la femme chinoise ?	84

1) Valeur accrue mais pas d'effet direct sur le statut.....	84
2) Nouvelles formes de mariages en R. P. Chine.....	85
3) Dangers potentiels de la politique de l'enfant unique	86
4) Quid de la vision des femmes d'elles-mêmes ?	87
V. - Conclusion.....	88
Chapitre 5 Les suites de la Politique : un futur incertain.....	89
I. - Abandons, infanticide et foeticide féminins.....	89
II. - Que faire face à la vague annoncée de futurs célibataires ?	98
A. Introduction	98
B. Une vague de guang guan : quelles conséquences ?	99
III. - La peur du vieillissement : 4 – 2 – 1	101
A. Causes.....	101
1) Espérance de vie	101
2) Baisse de la natalité	101
B. Projections des taux de dépendance	102
C. Conséquences : le système traditionnel de prise en charge familiale des seniors a vécu	104
D. Quelles stratégies pour le futur ?	106
1) Désintérêt gouvernemental et manque d'alternatives	106
2) Que devrait faire le gouvernement ?	108
IV. - L'enfant unique est-il mal éduqué ?	109
A. Une génération de « petits empereurs » ?	109
1) Le péril « impérial », un héritage occidental.....	109
2) Autres facteurs influençant la psychologie des enfants en Chine contemporaine.....	110
3) Comparaison des enfants selon le rang de naissance.....	111
B. Autres conséquences négatives de la politique de l'enfant unique vis-à-vis des enfants.....	112
1) La pression à exceller	113
2) Quid du bien être des filles uniques à la campagne ?	114
3) Les enfants non-uniques en ville, quelle santé mentale ?	114
4) La population « noire », quelles conditions de vie, quel avenir ?	115
V. - La politique de l'enfant unique : un mal nécessaire ?	115
Chapitre 6 Le national et l'international : la Chine et le paradigme de la santé reproductrice	119
I. - Historique de l'influence Occidentale en matière démographique ...	119
II. - Contexte de la première moitié de la décennie 1990	120
A. Au niveau international.....	120

B. Au niveau domestique.....	121
1) Un souci croissant de l'opinion internationale	121
2) Changement du contexte domestique.....	122
III. - Impact des grandes conférences internationales : 1994-2000.....	123
A. La Chine est convaincue : Pékin se lance et autorise des expériences pilotes de quality care	123
B. Bilan en 1999	129
C. Qui dit santé de la reproduction ne dit pas forcément eugénisme	130
IV. - Approfondissement et généralisation des réformes.....	130
A. Du point de vue législatif et politique.....	130
B. Du point de vue de l'application	132
C. Sinisation et « communicisation » des emprunts à l'Occident	132
D. Les organisations internationales permettent-elles d'introduire plus d'humanité dans la Politique ?.....	133
V. - Conclusion.....	136
Conclusion.....	139
Annexes.....	144
Bibliographie.....	147

Introduction

La Politique démographique radicale de l'état chinois, qui date du virage pris par Deng Xiaoping, que l'on nomme Politique de l'enfant unique, est sans équivalent dans l'histoire, et ceci à plusieurs égards. Il n'est tout d'abord pas d'autre pays au monde où le gouvernement s'est arrogé le droit de contrôler la reproduction de ses habitants d'une manière aussi massive et prolongée. C'est le cas en Chine, où toute naissance est soit conforme au plan et autorisée, soit hors-plan et illégale, depuis un quart de siècle. Et puis la Chine est un géant démographique, c'est pourquoi la planification des naissances, constitue probablement la Politique démographique de tous les superlatifs¹.

Cette dernière est souvent abrégée à l'aide du spécificatif "de l'enfant unique", ce qui cache une réalité autrement plus complexe et changeante. Les lois et règlements présentent une variation importante tant dans le temps que dans l'espace. Il n'y a donc pas réellement lieu de se référer à *une* politique et, par ailleurs, tous les couples chinois ne sont pas forcés à se limiter à *un* enfant, ni en théorie ni en pratique. La problématique en filigrane de ce travail consiste à brosser un tableau de ce qu'en Occident l'on nomme, par souci de commodité sans doute, la politique de l'enfant unique.

Ce sujet est très fertile en travaux académiques, car en effet, ce terme occidental englobe plus ou moins étroitement tous les paradigmes et la pratique démographique de l'état chinois depuis l'avènement de l'ère communiste jusqu'à nos jours. Les potentialités en matière d'axes d'analyses de la question sont donc nombreuses : politiques, économiques, historiques, statistiques, féministes, etc. Ce présent travail constitue une tentative de sélection des aspects les plus fondamentaux, le noyau dur en quelque sorte, pour qui veut comprendre la Politique. C'est aussi la limite de ce travail, mais le lecteur désireux d'en savoir plus sur un sujet en particulier est invité à consulter les notes en bas de page et la bibliographie finale.

Ce sujet étant de nature foncièrement démographique, il nécessite une base de données conséquente et fiable. Or, ce qui va de soi dans de nombreux pays du monde n'est pas une sinécure en Chine. Les données, une fois récoltées, doivent être traitées, et ce processus nécessite de surmonter plusieurs obstacles dont, selon moi, deux majeurs. Tout d'abord, la Chine se distingue par l'aspect obligatoire de la planification des naissances, et la coercition dont l'état est prêt à faire usage pour imposer son but ultime : une basse fécondité. Ainsi il n'est probablement pas d'autre pays du globe où les naissances soient aussi lourdement, parce que volontairement, sous-enregistrées². Cette pratique est bien évidemment le fait des parents, mais les cadres de la planification des naissances y contribuent également en faisant preuve

¹ A titre de comparaison l'Inde, l'autre géant asiatique, n'a eu de Politique démographique coercitive (nationale) que durant l'état d'urgence (1975-1977). Cf. *Compulsory sterilization*, cf. Site de Wikipédia, encyclopédie libre en ligne

² Poston D. L. Jr. & Glover K. S., *Too many males : marriage market implication of gender imbalances in China*, 1 sept. 2004, Department of sociology, Université A & M du Texas, pg. 10

d'un certain penchant pour la falsification des statistiques³. Les réformes dengistes favorisent la propagation de ces pratiques, au gré de la baisse de la capacité de contrôle de l'état et de l'explosion des migrations internes. En conséquence, les démographes estiment que les données en provenance de l'état chinois sont d'un usage singulièrement délicat, et plus encore à partir de 1990. Le fossé entre réalité et chiffres fournis par l'administration est maximal s'agissant de la fécondité, qui est précisément le paramètre crucial en la circonstance⁴.

La seconde difficulté que pose une lecture critique des chiffres a trait aux critères de classification utilisés. A titre d'exemple particulièrement éloquent, comment décider si un habitant est rural ou citadin? De la bonne réponse à cette question dépend la crédibilité d'une majorité des études tournant autour de la politique de l'enfant unique. Disons-le d'emblée : aucune des définitions chinoises ne reflète la réalité. En 1987 par exemple, parmi les 347 villes officielles, moins de la moitié est composée d'une majorité d'actifs employés hors du secteur agricole⁵. L'on pourrait penser que ces données permettent au moins une comparaison chronologique, mais il n'en est rien car Pékin redéfinit les concepts de rural et d'urbain au rythme d'un chamboulement par décennie en moyenne : 1955 ; 1965 ; 1984 ; 1986 ; 1990 et 2000⁶. Calculez-donc la population urbaine de 1990 au moyen de la définition de 1987 et vous obtiendrez un total de 529 millions. En utilisant les critères de 1990, vous arriverez à un chiffre de 834 millions de citadins⁷. En l'an 2000, la dernière définition en date a fait "gagner" à la Chine 5% d'urbains du jour au lendemain⁸.

Cette situation n'empêche toutefois pas les scientifiques d'étudier la population de la Chine en profondeur, mais cet exercice requiert simplement un usage de la statistique plus conséquent. En effet, le manque de transparence des chiffres peut

³ Le chapitre 3 analysera ce phénomène plus en profondeur.

⁴ Il semble que la divergence entre chiffres officiels et réalité soit partiellement due, pour l'aspect « incompressible », à la persistance de la Politique dans un contexte de réformes, qui rendent la surveillance toujours plus difficile (par exemple, les danwei sont abolies, cf. pg. 14). La fluctuation de la qualité des statistiques dans le temps est fonction de la sévérité de la Politique, ce soit envers le peuple qu'envers les cadres chargés de son application. Ainsi, les chiffres officiels sont d'une utilisation particulièrement délicate dans les années suivant la transition au tout-enfant-unique : entre 1980-1984 environ (la surestimation est encore aggravée par des questions de compétence statistique). Cf. Blayo Y., 1997, *Des politiques démographiques en Chine*, 1997, Paris, pg. 192. Puis il semble que la situation s'améliore quelque peu, notamment car la Politique s'adoucit progressivement entre 1984 et 1988 (Ce changement est notamment motivé par la volonté d'améliorer la crédibilité des statistiques), cf. pg. 36. A partir de fin 1988, les chiffres s'éloignent à nouveau de la réalité, et le rythme est si rapide que certains démographes considèrent que les chiffres publiés à partir de la décennie 1990 ne sont plus exploitables efficacement. Voir : Attané I., *Les sources chinoises en démographie*, cf. *La Chine au seuil du XXI^e siècle, questions de population, questions de société*, 2002, INED, pg. 55-57. La qualité des données continue d'empirer, au point où l'on estime que la sous-estimation des naissances dans le recensement de 2000 est le triple de celui observé dans les recensements précédents. Il semble que cette évolution soit due aux nouvelles mesures gouvernementales du début de la décennie 1990 qui renforce la responsabilité personnelle des cadres dans l'application de la Politique. Cf. Goodkind D. M., *China's missing children : The 2000 census underreporting surprise*, Population studies, 2004, pg. 281-282 & 293-294.

⁵ Attané I., *Définir la population rurale*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 388

⁶ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 73-77 ; Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 388 ; Chan K. W. & Ying H., *Urbanization in China in the 1990's : new definition different series and revised trends*, oct. 2003, China review, pg. 51

⁷ Attané I., cf. Attané I. (éd.), 2002, op.cit., pg. 388

⁸ Chan K. W. & Ying H., 2003, pg. 51

être, pour une bonne part, contourné, notamment au moyen d'échantillonnages, d'enquêtes, et de regroupement de plusieurs statistiques officielles⁹.

Ce travail est divisé en six chapitres, qui couvrent autant d'aspects particuliers, et qui ambitionnent de se compléter les uns les autres, pour, au final, donner un tableau « panoramique » qui permette de comprendre l'essentiel de la Politique, à partir de différentes perspectives.

Le chapitre 1 remonte en aval, à l'ère "pré-enfant-unique", pour examiner les paradigmes démographiques de la période maoïste. Cette trentaine d'années (1949-1979), depuis la "libération" jusqu'à l'orée de la rupture dengiste, est principalement caractérisée les errements de Mao, notamment en matière de population. Ces trois décennies ont tout de même abouti à autant de Campagnes : des périodes plus ou moins longues où le Parti tente de contrôler la croissance de la population. L'on peut les considérer comme les ancêtres de la Politique. Mais il n'y a en fin de compte que la dernière, surnommée *wan-xi-shao*, qui agit significativement sur la fécondité. Dans un second temps, je me concentre sur les racines à l'origine du virage à 90% que constitue la décision du pragmatique Deng Xiaoping de passer de *wan-xi-shao* à la politique de l'enfant unique, vers 1979-1980. En effet, pourquoi le gouvernement radicalise-t-il sa politique démographique à ce moment précis ? La temporalité n'est pas innocente, nous le verrons. Par la suite, j'analyse la manière dont le Parti "vend" cette Politique aux masses. La dernière partie s'attache à savoir si la politique de l'enfant unique, comme l'affirme le P. C. C., constitue bel et bien la seule alternative qui s'offrait à un Deng enfin libéré du fondamentalisme idéologique et tyrannique de Mao.

Après avoir traité des racines, le second chapitre rentre dans le vif du sujet. Il traite du volet réglementaire, constitutionnel, puis législatif de la planification des naissances. J'analyse tout d'abord le rôle du gouvernement central, qui est particulier. Par la suite, il s'agit d'observer et d'éclairer les évolutions législatives, notamment en se mettant à la place des dirigeants pour considérer les mêmes paramètres que ces derniers, et en premier lieu, le degré de succès dans l'application sur le terrain, que devraient renseigner les statistiques de fécondité. L'on comprendra par ailleurs pourquoi la Chine, malgré le souhait du Parti, ne se dote pas d'une loi nationale de planification des naissances (ci après PN) avant 2001.

Le chapitre 3 apporte une compréhension additionnelle à l'évolution législative car il décrit la concrétisation du processus d'application des règlements et autres directives, qui diffère fortement de la théorie, tant légale que statistique, ce que les

⁹ L'échantillonnage est d'ailleurs une méthode qu'utilise le gouvernement chinois depuis 1982, lorsque est créé un échantillon (qui varie dans le temps, mais de l'ordre de plusieurs centaines de milliers à un million de personnes) qui va servir de population de référence afin de pallier aux lacunes statistiques. Cf. Attané I., 2002, op. cit., pg. 56. Les enquêtes sont un moyen privilégié des démographes de la Chine, pour autant que le village ou la région étudiée soit représentatifs. Cf. Blayo, 1997, op. cit., pg. 192. S'agissant de confrontation de statistiques, voici une illustration. Daniel M. Goodkind compare les résultats du recensement de l'année 2000 (par âge), aux projections basées sur les résultats du précédent recensement (1990). De cette manière, il parvient à estimer de manière relativement précise le taux de sous-enregistrement par âge et par genre du recensement de l'année 2000. Cf. Goodkind D. M., *China's missing children : the 2000 census underreporting surprise*, 2004, population studies.

dirigeants mettront un certain temps à saisir. Cette partie se concentrera sur la réalité des villages, qui abritent la grande majorité de la population et, différentiel de fécondité et de structure de la population obligeant, l'écrasante majorité de la natalité. Nous verrons quelles stratégies le cadre du dernier échelon de la hiérarchie administrative utilise afin de concilier les exigences contradictoires de ses voisins, d'une part, et des quotas imposés par l'état, d'autre part. Les villageois et, dans une moindre mesure, les urbains, ont eux-aussi des manières de composer avec une Politique allant à l'encontre de leur vœux, notamment au moyen de la résistance, dont typologie est proposée. L'état, quant à lui, cherche bien évidemment à constamment surmonter ces obstacles, et le résultat est nuancé. Quelles sont donc les relations entre l'état et son administration de la PN, les cadres locaux et les habitants ? Pourquoi la Politique est-elle caractérisée par une application ponctuée de vagues, qui cessent finalement en 1992 ?

Cette application n'influe pas uniquement sur la fécondité, son but, mais provoque toute une cascade de répercussions sur le court, le moyen, et le long terme. Le chapitre 4 analyse l'une des conséquences non-planifiées de la Politique : son impact sur le statut et le bien être des femmes chinoises. Il retrace brièvement la condition féminine dans la tradition impériale puis sous Mao, pour ensuite se poser la question des retombées de l'imposition d'une basse fécondité dans un tel contexte social. La planification des naissances a par ailleurs accéléré et exacerbé la masculinisation des naissances, signe par ailleurs fiable de l'infériorité du statut féminin. Nous verrons qu'il y a là un lien avec ce présent chapitre, s'agissant de la condition féminine dans le futur.

Le chapitre 5 quant à lui complète le tableau des principales retombées involontaires, et majoritairement négatives, de la planification des naissances. La croissance de la masculinité tout d'abord, signe que l'avortement est massivement utilisé comme moyen de s'assurer un garçon. L'action de l'état n'est pas seule en cause, mais il n'en demeure pas moins que le lancement de la Politique se perçoit très rapidement dans la raréfaction anormale des naissances féminines. Le vieillissement et le nombre importants de célibataires forcés, constituent des conséquences décalées de plusieurs décennies, et donc encore à venir. Finalement, le chapitre se penche sur ce fameux enfant unique, afin de savoir dans quelle mesure il correspond, ou non, au cliché du "petit empereur".

Le dernier chapitre observe l'influence de l'international sur l'intégration par la Chine du paradigme de la santé reproductrice. Quelle est l'évolution des contextes, tant international que domestique, qui convainc Pékin de réformer la Politique à partir de 1995 ? Quelle est la motivation gouvernementale derrière le processus qui transforme la planification des naissances vers un idéal de *quality care* ? Qu'en est-il de la situation actuellement ?

Enfin, la conclusion reprendra les principaux éléments de chaque chapitre puis soulignera que le mouvement de réforme amorcé depuis la fin des années 1990 vise avant tout à préserver la Politique. Bien que constituant, en apparence, une rupture, ce processus s'inscrit dans la continuité et témoigne avant tout, à défaut d'un assouplissement, du pragmatisme des dirigeants.

Chapitre 1

L'histoire des politiques de fécondité en Chine (1949-1979)

Les spécificités qui caractérisent la situation dans laquelle se trouve la Chine lorsque la politique de l'enfant unique est lancée, soit entre 1978 et 1980, sont issues de trois décennies d'évolutions chaotiques qui débutent en 1949 avec l'instauration de la République Populaire. Cela est particulièrement patent au niveau institutionnel, démographique et politique, et apporte donc une nuance dans l'impression de rupture fondamentale que les nouvelles mesures ont semblé constituer. Trois décennies de décisions humaines en témoignent. C'est en remontant en aval de 1978, dans la genèse de la politique de l'enfant unique (ci-après P.E.U) que l'on peut analyser ces décisions afin de saisir le raisonnement qui les sous-tend, et leurs multiples conséquences. Ce chapitre se bornera à cet exercice, qui a comme but de permettre de mieux comprendre trois aspects de la P.E.U., à savoir : le pourquoi de sa mise en œuvre à une date si tardive, d'une manière aussi brutale, et enfin la véracité de la croyance, universellement répandue, d'un grand péril démographique.

I. - La pré-histoire de la politique de l'enfant unique

Au lendemain de leur victoire sur le Guomindang, les communistes chinois sont aveuglés par leur idéologie, et cela est particulièrement manifeste s'agissant de démographie. Ils ne conçoivent simplement pas que la Chine puisse désormais connaître de problèmes de surpopulation. De plus, le Communisme est profondément anti-malthusien, notamment car Thomas Malthus, qui avançait un modèle où la croissance de la population menace la prospérité, est perçu comme l'incarnation de la mentalité bourgeoise¹⁰. Pour les Maoïstes au contraire, l'homme est avant tout un producteur et la prospérité de la Chine dépend directement de sa croissance démographique. De l'avis de Mao Zedong lui-même, « Il est fort heureux que la Chine soit très peuplée. Même avec une population plusieurs fois multipliée, la Chine est tout à fait capable de trouver une solution ; cette solution, c'est la production [...] de tous les biens du monde, l'homme est le plus précieux... »¹¹. Par conséquent, l'état applique une position pro-nataliste et favorise systématiquement les familles nombreuses¹². Les visions malthusiennes sont régulièrement attaquées car il paraît évident que la limitation des naissances ne peut être que négative dans un pays socialiste¹³.

¹⁰ Brackett J. W., *The Evolution of marxist theories of population : marxism recognizes the Population problem*, 1968, Population Association of America, pg. 159 ; Attané I., *Une Chine sans femmes ?*, 2005, Paris, pg. 180 ; Gimenez M. E., *The population issue : Marx VS. Malthus*, déc. 1973, Journal of the institute for development research

¹¹ Cité par Blayo Y., *Des politiques démographiques en Chine*, 1997, Paris, pg. 139

¹² Domenach J.-L., *La politique chinoise au miroir de la démographie*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 7

¹³ *Chinese statements on population at Bucharest, 1974 and Mexico city, 1984*, juin 1994, Population and development review, pg. 455

Les années 1953-1954 obligeront les dirigeants à ouvrir les yeux, à accepter que la réalité diffère du dogme. En juillet 1953, le responsable du *Parti pour le Travail Rural* déclare que la récolte de 1952 est insuffisante pour répondre à l'accroissement de la population. En effet, quelques mois plus tard les autorités prennent connaissance des résultats du recensement de 1953, qui indique une population de 100 millions supérieure aux attentes, et à la croissance très rapide¹⁴. Les faits contredisent brutalement et violemment l'idéologie ; il s'ensuit une grande confusion parmi les dirigeants, qui s'exprime par des discours contradictoires. Finalement, le pragmatisme prend le dessus et Liu Shaoqi déclare en 1954 : « Maintenant nous disons clairement que le Parti approuve la pratique de la contraception [...] notre Parti est favorable au contrôle des naissances¹⁵ ».

Cependant, il est impensable que la justification de la limitation des naissances puisse trouver ses sources dans des conclusions un tant soit peu malthusiennes. Cela rend difficile et risqué le travail des intellectuels chargés de justifier ce changement brutal de discours. En septembre 1954, Shao Lizi¹⁶, partisan de la planification des naissances depuis les années 1920, s'y essaye et déclare « Bien que le Malthusianisme soit exclu, la contraception et l'avortement devraient être autorisés pour la protection de la santé des mères, les soins, et l'éducation des enfants¹⁷ ». Cet argument a, semble-il, plu aux hautes instances du Parti, car peu après, le discours de Liu Shaoqi, président du comité de l'ANP prévient « Considérer que le contrôle des naissances est inhumain n'est pas correct, et relève de l'humanitarisme bourgeois¹⁸ ». Dans les faits donc, la volonté politique de limiter les naissances trouve des racines dans un raisonnement économique ; la limitation des naissances est d'ailleurs intégrée au Plan quinquennal de développement de l'économie qui couvre la période de 1956 à 1960¹⁹.

La Première Campagne est ainsi lancée le 25 janvier 1956. Ce développement n'empêche pas les hésitations de continuer jusqu'à l'été 1956, lorsque le retour des restrictions alimentaires semble enfin définitivement convaincre Mao Zedong, qui s'exprime en ces termes : « De par le passé, quelques personnes nous ont critiquées pour avoir été partisans du contrôle des naissances, mais à présent le nombre de personnes qui approuvent s'est agrandi²⁰ ». Mao avance une autre justification de ce changement de discours « Il est nécessaire de faire connaître et de populariser le

¹⁴ Le 30 juin 1953, la Chine compte 582,3 millions d'habitants. Par ailleurs, la population s'accroît de 12-13 millions par an. Cf. Attané I., *Trois décennies de limitations des naissances*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 79. ; Cela est dû à ce que la Chine n'est pas encore sortie de la seconde phase de la transition démographique. La mortalité a fortement chuté dans les 20 années précédentes, mais la fécondité n'a pas encore entamé sa baisse. Cf. Peng F. & Cambois E., *Mortalité et transition épidémiologique en Chine depuis les années 1950*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 88 ; Banister J., *Population policy and trends in China, 1978 - 1983, 1984*, pg. 717

¹⁵ Cité par : Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 141

¹⁶ Il vécut de 1882 à 1967. Il fut député à l'Assemblée nationale populaire. Sa femme est décédée suite à une hémorragie survenue en tentant de perdre son 6^{ème} enfant. Cf. *Shao Lizi*, Site de Wikipédia

¹⁷ Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 142

¹⁸ Cf. Ibid., pg. 141

¹⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., *Governing China's population : from leninist to neoliberal biopolitics*, 16 sep. 2005, Stanford university press, pg. 70

²⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 71

contrôle de la fécondité [car certaines zones sont déjà] densément peuplées²¹ ». La Campagne reposera avant tout sur la propagande pour les mariages tardifs, faute de pouvoir permettre un accès important aux moyens contraceptifs et chirurgicaux (stérilisations et avortements). Mais Mao change de nouveau d'avis à la mi-1957 et fait disparaître le terme de « limitation des naissances » de ses discours : la répression anti-droitière a débuté. Elle provoque la fin brutale du mouvement et les partisans de la limitation des naissances sont attaqués²². La brièveté, associée à la faible échelle d'application de la politique de limitation des naissances, ne permet pas de diminution notable de la fécondité. Une année plus tard la Chine se lance dans le Grand Bond en avant (1958-1961), période caractérisée par un retour à l'idéologie pure. L'anti-malthusianisme est alors de nouveau de rigueur. On craint soudain que les bras nécessaires à l'édification socialiste viennent à manquer, car l'utopie (ou plutôt l'idiotie) du Bond provoque une surmortalité massive²³.

La récupération des naissances²⁴ pèse lourd sur une agriculture qui peine à se remettre en marche, ce qui accentue la nécessité d'une planification des naissances efficace. Ainsi débute en 1962 ce qu'on nomme communément la Seconde Campagne. A présent, l'intérêt collectif est totalement prioritaire et la limitation des naissances est devenue nécessaire afin d'accélérer le développement du pays²⁵. L'application repose encore avant tout sur le retard de l'âge au mariage²⁶. Les mesures modernes, principalement les dispositifs intra-utérins (DIU), sont désormais disponibles²⁷. Les méthodes de pression économiques font leur apparition et se multiplient à la campagne. L'arrivée d'un enfant de rang 3 ou plus risque de s'accompagner de retrait des primes à la naissance, entre autres mesures. Cet effet est pourtant compensé par certains règlements pro-natalistes qui continuent à être appliqués : par exemple, la quantité de céréales ainsi que la surface de lopins privés que chaque famille reçoit dépend du nombre de ses membres²⁸. La population rurale, qui représente dans les faits²⁹ l'écrasante majorité de la population du sous-continent chinois, n'est concernée par le mouvement que tardivement, à partir de 1965, lorsque la mise en place d'un système de santé rural est achevée³⁰. Dans les villes, l'application n'est pas vraiment plus précoce ni plus intense, car la nécessité de la Campagne est loin de faire l'unanimité au sein du pouvoir. En conséquence,

²¹ Attané I., 2005, op. cit., pg. 182

²² Ibid., pg. 184

²³ Le chiffre précis est cependant incertain. Cf. Peng X., *Demographic consequences of the Great leap forward in China's provinces*, 1987, Population and development review, pg. 645

²⁴ Cela étant, on estime que la compensation n'est pas totale, le Grand bond en avant aurait coûté, in fine, l'équivalent de 90% de la fécondité d'une année normale. Cf. Ibid., pg. 643

²⁵ Les mères auront plus d'énergie pour s'investir dans l'éducation idéologique et pour produire. De plus, moins de dépenses pour les enfants signifient que l'état aura plus de fonds à consacrer à la construction socialiste. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 151.

²⁶ En Chine, le mariage est universel et l'intervalle proto-génésique très court. Le mariage tardif constitue l'une des deux composantes du frein vertueux (préventif) préconisés par Malthus : la restriction de l'accès au mariage (le second étant un taux élevé de célibat définitif). Cf. Spoorenberg T., *Malthus et l'Asie : relecture et mise en perspective du système démographique préindustriel japonais*, 2004, Cahiers québécois de démographie, Montréal

²⁷ Attané I., 2005, op. cit., pg. 186

²⁸ Blayo Y., 1997., op cit, pg. 153

²⁹ Les statistiques chinoises sur ce point, comme sur de nombreux autres, ne sont pas fiables. Cf. pg.

7

³⁰ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 176

celle-ci n'est largement appliquée qu'une seule année, soit entre 1965 et 1966. Son incidence sur la fécondité, bien que difficile à pondérer, est nul doute faible.

A partir de mai 1966, la Révolution Culturelle interrompt d'un coup le mouvement amorcé en 1962. Les partisans de la planification des naissances (PN) deviennent à nouveau, du jour au lendemain, l'une des cibles principales de Mao, au travers des gardes rouges³¹.

Ce n'est qu'en juillet 1971 que Zhou Enlai, Premier Ministre, annonce la reprise des activités de Planification des naissances. C'est alors que débute ce que l'on appelle la Troisième Campagne. La politique prend le nom de *wan-xi-shao*³² 1973 flanquée du slogan : « un ce n'est pas peu ; deux juste bien et trois c'est trop ». A la Conférence Mondiale de la Population de 1974, à Bucarest, la Chine ne change pas son discours mais ajoute, puisqu'il semble désormais indéniable que problème il y a, que : « Les deux superpuissances représentent les principaux exploiters et oppresseurs d'aujourd'hui et les principaux responsables du chômage et de la pauvreté de par le monde ³³ ». Par ailleurs, selon les autorités chinoises, leur politique est tout à fait humaine, notamment car elle tient compte des spécificités de situations différentes. Elle ne contient pas de coercition et elle prévoit des consultations et une assistance pour les couples désirant avoir recours au planning familial³⁴, en théorie s'entend.

Les objectifs sont désormais fixés et sont spécifiques au type de population. Trois catégories sont créées afin de tenir compte des grandes différences socio-économiques : à côté de la dichotomie rural/urbain, s'ajoute le groupe des minorités ethniques³⁵. Il s'agit de réduire le taux d'accroissement naturel annuel à 1% dans les villes et 1.5% dans les campagnes, les minorités n'étant quant à elles pas incorporées au programme³⁶. Fin 1974, ces taux seront revus à respectivement 0.9 % et 1.9%, ce qui indique que la baisse a été plus rapide que prévue parmi la population urbaine et inversement en milieu rural³⁷. La planification des naissances (P.N.) est désormais incorporée à la lutte des classes, toute résistance devient par conséquent un délit. Ce raisonnement justifie la coercition et les moyens à disposition des agents de l'état à cet égard ne manquent guère.

C'est aux unités de travail qu'il revient de décider des méthodes de contraception de leurs « employés » et de la répartition des autorisations de conception. En général, faute de moyens financiers et afin de s'assurer du respect des quotas, les cadres

³¹ Officiellement, cette période prend fin avec la mort de Mao, en 1976. Dans les faits, le chaos et les violences cessent presque totalement à partir de 1969, c'est à dire lorsque Mao a réussi à retourner au pouvoir et à consolider sa position au sein du Parti (l'objectif de la Révolution Culturelle).

³² Littéralement « tard (mariage et mise au monde) ; espacées (naissances) et peu (nombre moyen d'enfants par femme) ».

³³ *Chinese statements on population at Bucharest, 1974, and Mexico City, 1984, 1994*, op. cit., pg. 454

³⁴ Ibid., pg. 456

³⁵ Attané I., cf. Attané I.(éd.), 2002, op. cit., pg. 79. Pour une définition du terme de minorité ethnique telle que la conçoit la R. P. C., cf. Poston D. L. Jr., *Patterns of contraceptive use in China*, 1986, Studies in family planning, pg. 223

³⁶ A l'exception de la minorité Zhuang et des Mandchous qui, en tant que minorités les plus nombreuses, sont soumise au programme. Cf. Attané I., 2005, op. cit., pg. 195

³⁷ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 158

font massivement appel à des moyens peu coûteux à produire, dont l'efficacité est aussi grande que possible et qui ne peuvent être retirés/inversés que par le corps médical³⁸. Ce sont donc les dispositifs intra-utérins pour espacer les naissances et la stérilisation après le second enfant, qui ont été très largement imposés³⁹.

Chacun est entièrement dépendant de son collectif ou unité de travail, la *danwei* (en ville), pour sa survie. Ainsi, l'exécution de la politique repose d'abord, à côté de la propagande, sur le contrôle et la pression sociale exercés au sein de ces mêmes *danwei*. Cette pression, qui permet de forcer l'utilisation « volontaire » des moyens contraceptifs ou de retarder l'âge au mariage⁴⁰, prend de nombreuses formes tel les: pressions collectives; dénonciations publiques; privation de tickets de rationnement; ou visites collectives de harcèlement à domicile, etc.. Par ailleurs, sans permis de conception, point d'examen pré-natal, ni d'admission à la clinique pour l'accouchement ni d'avantages post-natals. Des incitations sont aussi mises en places, sous forme de congés pour les opérations de PN⁴¹.

La mise en application de la nouvelle politique est décalée dans le temps selon les régions, et elle est souvent tardive (1973 au Hebei; 1974 au Jilin). La proportion des naissances autorisées, c'est à dire le pourcentage des naissances planifiées par rapport à l'ensemble des naissances, à l'aube de wan-xi-shao (en 1979), peut atteindre 84% et 87% à Pékin et Shanghai respectivement, mais peiner à dépasser 50% au Jiangxi (53.3%). La proportion de naissances autorisées pour l'ensemble de la Chine est importante: près des 2/3⁴².

Le succès de la troisième Campagne dans l'atteinte des quotas est grandement imputable à la coercition, qu'elle soit psychologique, physique (avortements) ou encore financière. Les cadres en font usage car ils savent que le discours donnant priorité à la nation signifie que le Parti, bien que la condamnant officiellement, l'admet dans la pratique⁴³.

II. - Bilan

A la veille de la politique de l'enfant unique, qui constitue une radicalisation de la politique démographique, il convient de tirer le bilan des tentatives « pré-enfant-unique » de limitation des naissances. D'un point de vue purement quantitatif, on pourrait mesurer leur efficacité, et en particulier s'agissant de la dernière Campagne, par l'évolution de la courbe de fécondité, tout en sachant que d'autres facteurs influent sur cette courbe⁴⁴.

³⁸ En R. P. C., les dispositifs intra-utérins, par exemple, ne disposent pas de cordon permettant leur retrait aisé et en sécurité sans personnel médical. Cf. Greenhalgh S., *Shifts in China's population policy, 1984-86: views from the central, provincial and local levels*, sept. 1986, pg. 501

³⁹ Zhang W., *Implementation of state family planning programs in a northern chinese village*, 1999, The China quarterly, pg. 210

⁴⁰ Le nombre de naissances hors mariage est négligeable en Chine maoïste. Cf. Jiang L., *Has China completed demographic transition?*, 2000, Institut de recherche en populations

⁴¹ Banister J., 1984, op. cit., pg. 722

⁴² Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 165

⁴³ Greenhalgh S., *Missile science, population science: the origins of China's one-child policy*, juin 2005, pg. 253-276, The China quarterly, pg. 273

⁴⁴ Notamment le changement de niveau de vie. Cf. Montgomery K., *The demographic transition*, 2006

Figure 1. - Evolution de la fécondité en Chine, 1950-2000

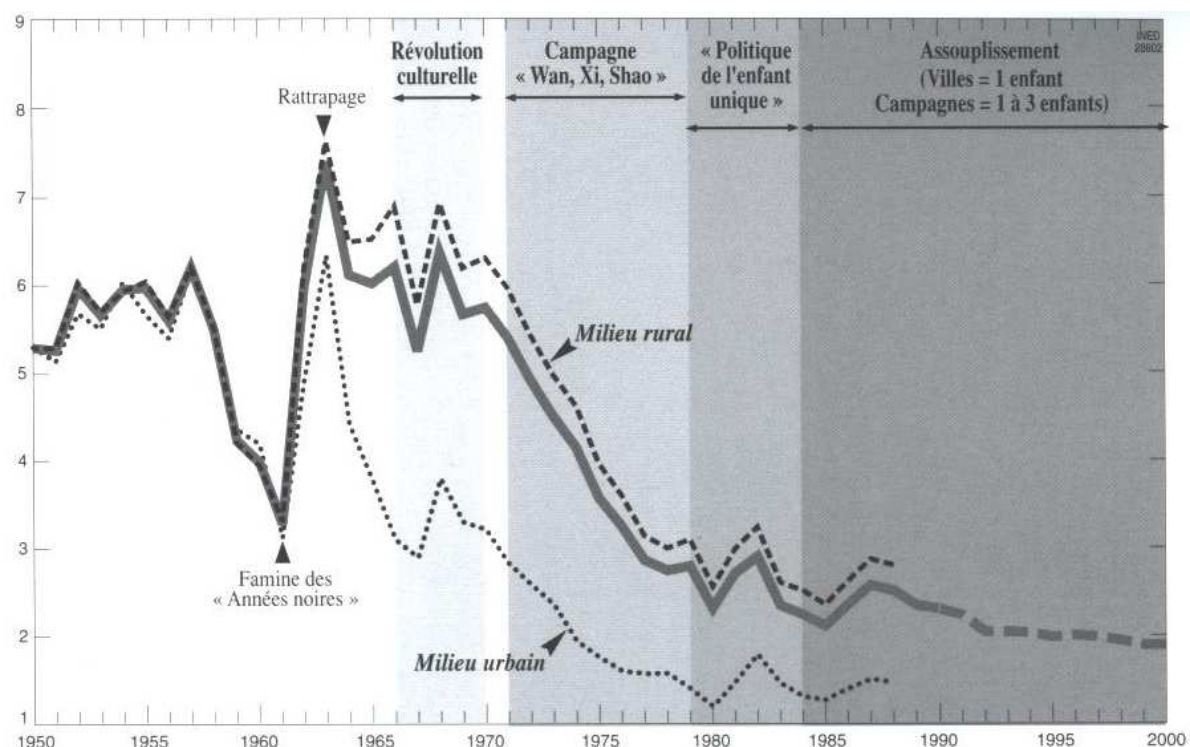


Figure reprise de : Peng X., *La fécondité chinoise : constats et perspectives*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 61

Entre 1970 et 1979, la fécondité chute dramatiquement (figure1), passant de 5,8 à 2,7 enfants par femme, ce qui constitue la baisse la plus sensible jamais enregistrée⁴⁵. De même, entre 1971 et 1979, le taux de croissance naturel de la population est tombé à 1.17% en venant de 2.34%⁴⁶. On estime, vu la mortalité infantile et enfantine de la Chine des années 1980, à environ 2.3 enfants par femme le taux de renouvellement des générations. Or, le taux de fécondité de la période 1978-1982 se situe seulement 0.4 points au-dessus, à 2.7 enfants par femme⁴⁷. Il semble donc que la situation est sous contrôle, et la fécondité en passe d'arriver au niveau du seuil nécessaire au renouvellement des générations.

Le graphique de la figure 1 permet d'observer le décalage temporel entre population urbaine et rurale dans l'amorce du mouvement de transition vers une fécondité basse⁴⁸. A la ville, cette baisse a lieu au lendemain du rattrapage des naissances repoussées durant le Grand Bond en Avant, alors qu'il faudra attendre 1970 dans les campagnes pour que la descendance théorique commence à baisser sans retour. Cependant, il serait plus juste d'estimer l'année d'entrée dans la troisième phase du modèle de transition démographique⁴⁹ en définissant ce point comme étant l'année

⁴⁵ Attané I., 2005, op. cit., pg. 188

⁴⁶ Greenhalgh S., *Science, modernity, and the making of China's one-child policy*, 2003, Population and development review, pg. 173

⁴⁷ Peng X., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 60

⁴⁸ La définition des termes de rural et d'urbain en Chine ne reflète parfois pas le type d'activité économique. Se référer à l'introduction.

⁴⁹ Délimitée par la période constituée entre le moment de l'amorce de la baisse de la fécondité et la stabilisation de celle-ci à un bas niveau.

où la courbe de fécondité tombe définitivement en dessous de 5 enfants par femmes (le minimum atteint par les deux courbes [rurales et urbaines] entre 1950 et 1960). Cette définition, à l'observation du tableau (figure 1), donne respectivement les années 1964 et 1973. On peut remarquer que la pente du taux de fécondité diminue à partir de 1977 et se stabilise l'année suivante, puis remonte légèrement en 1979.

Tableau 1. - Comparaison du déclin de la fécondité entre la Chine et d'autres pays asiatiques

<i>Country or region</i>	<i>Year</i>		<i>TFR</i>		<i>Years needed</i>	<i>Total amount of decrease</i>	<i>Annual decrease</i>
	Start	End	Start	End			
China ^a	1965-1970	1990-1995	5.94	1.95	25	3.99	0.16
Taiwan ^b	1955	1986	6.53	1.68	31	4.85	0.16
Hong Kong ^a	1960-1965	1990-1995	5.31	1.21	30	4.10	0.14
Japan ^b	1930	1957	4.71	2.02	27	2.69	0.10
Singapore ^a	1950-1955	1980-1985	6.40	1.69	30	4.71	0.16
Thailand ^a	1965-1970	1990-1995	6.14	2.10	25	4.04	0.16

Tableau tiré de : Jiang L., 2000, op. cit., pg. 23

La coïncidence temporelle ne suffit toutefois pas à attribuer la chute de la fécondité à l'effet de la Seconde Campagne en ville et de la campagne wan-xi-shao à la campagne. Il est en effet probable que cette baisse ne soit que partiellement attribuable à la politique de l'enfant unique, bien que la pondération de son impact relève de l'exploit. En effet, la transition démographique de la République Populaire de Chine a requis un nombre d'années identique ou similaire, et a été d'intensité comparable, à celles d'autres pays de la région comme la Thaïlande, Taiwan ou Singapour (tableau 1). Le tableau ci-dessous n'est pas si surprenant lorsque l'on prend en compte le caractère fulgurant du développement socio-économique de ces pays⁵⁰. Le débat sur cette question demeure d'ailleurs encore d'actualité⁵¹.

III. - La politique de l'enfant unique : sentiment d'urgence irraisonné ou anticipation ?

L'origine de la politique de l'enfant unique demeure encore actuellement, 27 années plus tard, un mystère. La mort de Mao en 1976 fait entrer la Chine dans une période de transition. Cet événement permet l'émergence rapide d'un quasi-consensus sur la nécessité de planifier les naissances. Ainsi arrive la première recommandation officielle de familles uniques, dans le document numéro 69 d'octobre 1978 publié par le Comité Central⁵². Les restrictions sévères s'agissant de la reproduction sont encore justifiées au moyen d'une terminologie communiste : il s'agit de s'accorder avec l'économie socialiste et d'améliorer la santé des femmes et des enfants. Entre

⁵⁰ Les moyennes de P. N. B ne sont pas très parlantes à cet égard, il faudrait comparer la croissance du revenu médian, mais les données me manquent et l'exercice dépasse le cadre de cette étude.

⁵¹ Susan Greenhalgh attribue un poids important à la variable « mobilité » dans son article : Greenhalgh S., *Fertility as mobility : sinic transitions*, Population and development review, 1988

⁵² Greenhalgh S., 2005, op. cit., pg. 260

fin 1979 et 1980, certaines provinces⁵³ surenchérissent et imposent l'enfant unique universel, d'autres tardent de sorte que l'application diffère grandement entre les provinces⁵⁴. A la mi-1979, des articles soulignant le retard économique chinois tout en pointant du doigt la croissance démographique⁵⁵ font leur apparition, désormais cette dernière serait devenue un problème essentiel. Cette stratégie permet de soulager un Parti encore faible puisqu'il doit, d'une part, récupérer de la révolution culturelle et, de l'autre, assumer la responsabilité des conséquences des erreurs monumentales de la période Maoïste.

A partir de mars 1980, les journaux (*le Quotidien du Peuple* notamment) publient les résultats des recherches d'un groupe de scientifiques dirigé par Song Jian, qui inclut comme élément central le graphique ci-dessous (figure 2). La publication, qui indique que *Zhongnanhai*⁵⁶ approuve le travail et ses conclusions, suggère fortement que la Chine doit absolument appliquer une politique de planification de la procréation stricte. En septembre, la politique de l'enfant unique est annoncée publiquement dans une lettre ouverte du Comité Central du Parti. L'argument majeur de l'état est que la Chine ne dispose d'aucune alternative pour sortir de son sous-développement et pour simplement assurer sa survie, ce que semble effectivement démontrer le graphique (figure 2), qui accompagne régulièrement les articles journalistiques traitant de la politique de l'enfant unique. La Chine se présente ainsi tout à coup au bord d'un gouffre creusé par la croissance encore rapide de sa gigantesque population. La planification des naissances devient dans la foulée un devoir dans la nouvelle loi sur le mariage promulguée dans le courant de l'année 1980⁵⁷.

Face à un gouvernement qui, en l'espace de quelques années à peine, saute d'un anti-malthusianisme extrême à un opposé qui n'ose dire son nom, certaines questions émergent d'elles-mêmes:

- ❖ Ce graphique catastrophiste a-t-il réellement convaincu les hautes instances du Parti ?
- ❖ Si tel est le cas, alors pourquoi et comment les leaders chinois ont-ils soudainement cru, en 1979-1980, que la Chine était en péril ?
- ❖ Quelle fiabilité accorder aux projections du graphique du groupe de Song ?
- ❖ N'y avait-il vraiment pas d'alternative ?

Ces questions sont abordées ci-dessous l'une après l'autre.

⁵³ Ce terme sera dorénavant utilisé comme synonyme de l'ensemble des unités administratives de R.P.C, c'est à dire : les provinces (à l'exclusion de Taiwan), municipalités et régions autonomes.

⁵⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 9

⁵⁵ Greenhalgh S., 2003, op. cit., pg. 13

⁵⁶ Le Kremlin Chinois

⁵⁷ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 172

A. La création scientifique d'un péril démographique ?

Susan Greenhalgh est une spécialiste de la Chine et a été associée supérieure au Conseil de la Population depuis la décennie 1980 jusqu'au début des années 1990⁵⁸. Ses vingt années de recherche dans le domaine de la démographie en Chine lui ont permis un accès privilégié à des acteurs et des documents cruciaux s'agissant de comprendre la genèse de la politique de l'enfant unique. Selon elle, l'hypothèse expliquant ces informations de la manière la plus satisfaisante est la suivante : Un groupe de scientifiques ébloui par les prévisions malthusiennes du Club de Rome serait parvenu à convaincre les hautes sphères du Parti Communiste de l'inévitabilité d'une politique aussi extrême que celle de « l'enfant unique » pour littéralement « sauver » la Chine.

D'après elle, cette « histoire scientifique » débute en 1977-1978 lorsque, le secteur de la défense déclinant⁵⁹, Deng Xiaoping encourage les scientifiques (alors presque tous employés dans le domaine militaire), à s'adonner à résoudre les nombreux problèmes du pays. Song Jian, un éminent chercheur au ministère de l'industrie aéronautique, décide alors de former un groupe de scientifiques sous sa direction afin de mettre leurs compétences au service de la recherche d'une solution au problème démographique. Il choisit deux cybernétistes et un économiste marxiste. Ce dernier doit leur expliquer les rudiments de la science de la population, bien que ce domaine lui soit tout aussi étranger⁶⁰.

Lors d'une visite à Helsinki, à l'occasion d'un congrès de la *Fédération Internationale de Contrôle Automatique*, Song prend connaissance de ce que C. Freeman appelle « Malthus with a computer⁶¹ ». Il s'agit d'une nouvelle science de la population, naturelle et non sociale, basée sur la cybernétique, et contrôlée par le Club de Rome⁶². Selon S. Greenhalgh, Song Jian est alors ébloui par ce qui lui semble un instrument de loin supérieur à la perspective traditionnelle des sciences sociales marxistes. Cela à un point tel qu'il ne tient pas compte des nombreuses critiques vis-à-vis notamment du travail de référence de ce monde de cybernétistes⁶³. Il pense avoir devant les yeux l'outil qui permettra de définir la meilleure des solutions. « J'ai pris connaissance de l'application de la théorie des systèmes d'analyse à l'étude des problèmes de population par des scientifiques européens.[...]ces documents m'ont enthousiasmé et m'ont déterminé à essayer la méthode de la démographie⁶⁴ ».

Le groupe se met rapidement au travail et utilise les méthodes et les théories du Club de Rome, associées à leur propre logique militaire, pour redéfinir les questions démographiques à partir d'une perspective de science naturelle. Ils créent un modèle dans lequel ils entrent des données démographiques et déterminent ainsi que la

⁵⁸ Une organisation internationale, non lucrative, dont le but est la recherche dans les domaines du biomédical, des sciences sociales et de la santé publique.

⁵⁹ Cela est dû à la fin de la Révolution culturelle.

⁶⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 10

⁶¹ Freeman C., *Malthus with a computer*, cf. Cole H. S. D. (éd.), *Models of doom : a critique of the limits to growth*, 1973, Science policy research unit

⁶² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 6

⁶³ Cf. Freeman C., op. cit., cf. Cole H. S. D. (éd.), 1973, op. cit.

⁶⁴ Cité par : Greenhalgh S., 2003, op. cit., pg. 203

population idéale de la Chine (soutenable à long terme) se situe entre 650 et 700 millions d'habitants. Comme la population en 1980 avoisinait le milliard, il s'agissait d'emblée de la réduire fortement. Ils ont par la suite construit des projections sur cent ans assumant différents taux de fécondité, que présentent le graphique suivant.

Figure 2. – Projection sur cent ans de la taille de la population chinoise
(β = Nombre d'enfants par femme)

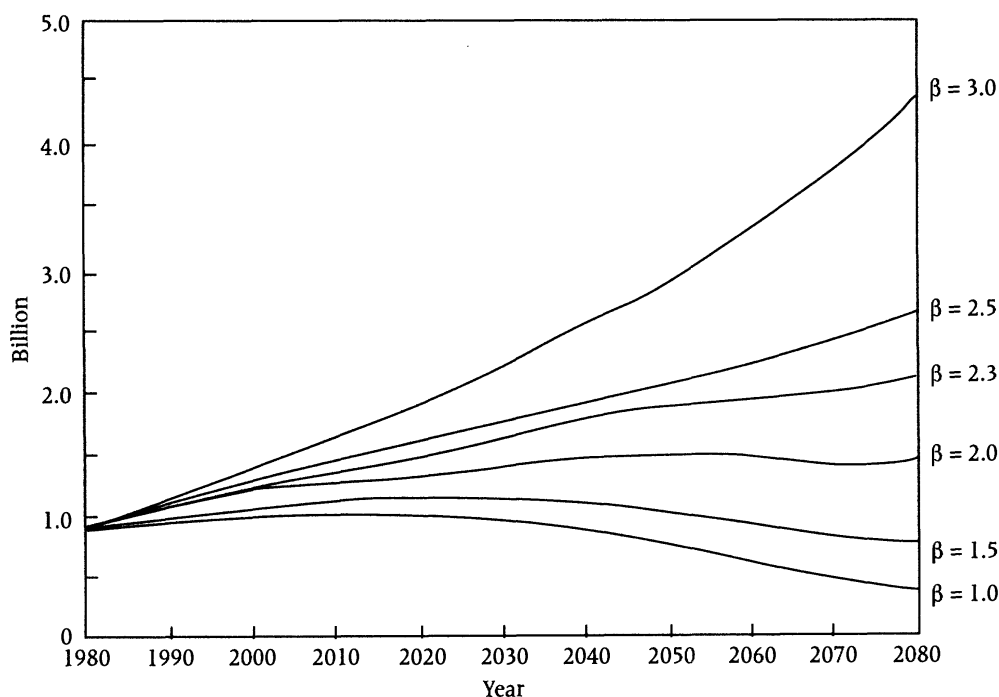


Figure reprise de : Greenhalgh S., 2005, op. cit., pg. 264

Ces projections indiquent que ce n'est qu'en faisant baisser le taux de fécondité à 1 ou 1.5 enfants par femme que l'on peut éviter la catastrophe qui attend la Chine. D'après l'équipe de Song en effet, si la taille de la population ne diminue pas rapidement, la Chine sera confrontée à deux dangers majeurs. Tout d'abord, l'explosion démographique détruit l'environnement au point que la survie de la population chinoise et peut-être même mondiale va s'en trouver menacée. Deuxièmement, il y a un enjeu stratégique, car la croissance est un obstacle à la modernisation de l'économie. Le péril imminent appelle à des solutions radicales, et le futur de la planète est en jeu.

Ces cybernétistes de la démographie déterminent ensuite la meilleure *trajectoire* de fécondité afin de ne jamais dépasser un certain plafond démographique et d'atteindre la *cible* soutenable de 650-700 millions de personnes dans cent ans. Les termes qu'ils utilisent (trajectoire, cible...) relève d'une approche militaire, de même que l'approche qu'ils défendent. Le groupe de Song conçoit cette dernière comme allant du sommet vers la base ; avec un coup de collet initial d'une vingtaine à une quarantaine d'années. Après quoi le danger aura été éloigné. Ils n'ont pas jugé utile de tendre la main au domaine des sciences sociales. L'homme est ainsi devenu un objet biologique, et l'aspect social de la question leur est au mieux secondaire.

Le groupe de Song, persuadé d'avoir LA solution, tente alors de convaincre leurs nouveaux collègues, les démographes. Du 7 au 13 décembre 1979 se tient le *Second Colloque National sur la Théorie de la Population*. Song et son équipe semblent y faire une très forte impression, notamment car ils utilisent une méthode tout à fait nouvelle, qui crée une dichotomie entre leur méthode moderne et scientifique, et les autres sciences-sociales marxistes, dépassées. Leur présentation produit un effet si puissant que le graphique ci-dessus convint les officiels présents, dont Chen Muhua⁶⁵. Les scientifiques du social n'étaient de loin pas tous enthousiastes, mais ces derniers ne disposaient pas des bases statistiques pour questionner les résultats du groupe de Song.

Ce premier succès renforce la motivation du groupe, qui publie son rapport détaillé dans *Recherche Economique Mondiale* un mois plus tard, en fin janvier 1980. Ils concluent que l'enfant unique universel à partir de 1985 constitue la seule solution. Et la prise de cette décision n'est rien de moins qu'un « devoir *stratégique* extrêmement urgent⁶⁶ ». Selon eux, les sceptiques ont tort car il n'y a pas de conséquence négative à craindre avant au moins 30 ans. Le groupe parvient en quelques mois à déposer son rapport sur le bureau de l'élite dirigeante, et à la convaincre⁶⁷. Selon Jian lui-même, « Chen Muhua a décidé de la politique de l'enfant unique après avoir lu le rapport ⁶⁸ ».

En février 1980, le Conseil d'Etat et le Comité Central décident de l'objectif : 1.2 milliards en 2000, ce qui est extrêmement optimiste. En avril, des séries de discussions secrètes sont tenues afin de déterminer quelle politique appliquer en matière de fécondité pour respecter l'objectif. Song semble avoir convaincu toute l'assemblée. Le 25 septembre 1980, la politique de l'enfant unique est officiellement lancée et devient une politique nationale. La lettre ouverte interdit toute coercition, bien qu'il soit évident que la réalisation de tels objectifs en dépende.

L'influence de Song Jian dans l'adoption de la politique de l'enfant unique est cruciale, de l'avis même de Yu Wang⁶⁹ « La recherche de Song a persuadé les dirigeants de la Chine d'appliquer une politique de l'enfant unique [universelle] ⁷⁰ ». Les leaders chinois voulaient tous que la fécondité diminue aussi vite que possible, mais il y avait une large hésitation quant à la possibilité d'appliquer une politique aussi radicale à la campagne. Song Jian fait franchir le pas de « conseiller un enfant » à n'en « autoriser plus qu'un », en les convainquant que c'est là la seule solution afin d'éviter le pire.

Comme il y avait des alternatives proposées, comment se fait-il que Song soit parvenu si rapidement à convaincre les plus hautes instances du Parti d'appliquer

⁶⁵ Vice Premier ministre en charge du planning familial.

⁶⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 18

⁶⁷ Ibid., pg. 19

⁶⁸ Cf. Ibid., pg. 19

⁶⁹ Député de Li Xiuzhen, Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 108 ; Il est second dans le *Leading group*, l'ancêtre de la Commission nationale de planification des naissances (cette dernière naît en 1981). Cf. Greenhalgh S., 2003, op. cit., pg. 23 ainsi que Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 103

⁷⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 22

une politique aussi extrême à partir d'un modèle et de données très peu scientifiques ?

D'après Susan Greenhalgh, le groupe de Song a bénéficié de trois facteurs. Tout d'abord la quasi-vénération dans la culture chinoise du 20^{ème} siècle pour la science (phénomène appelé *scientisme*), en particulier occidentale, que le *Mouvement du 4 mai 1919*⁷¹ illustre clairement. Les grands scientifiques chinois sont appelés pour résoudre tous les types de problèmes, comme si la science était l'unique solution à tout et monopolisait la vérité. Ce courant de fond a rendu l'équipe de Song particulièrement confiante en elle et a fortement contribué au non-questionnement du modèle par les scientifiques du social, ainsi que par les dirigeants.

La différence de ressources constitue le second facteur d'explication. Ce groupe a accès aux technologies les plus avancées et possède des compétences scientifiques poussées, qui leur permettent de créer des modèles tout à fait révolutionnaires de par leur complexité et leur (apparente) précision⁷². De plus, le spectre de Mao est toujours présent : les scientifiques du social, sans pratique et régulièrement persécutés depuis deux décennies⁷³, n'ont ni les capacités de rivaliser avec, ni le courage de questionner le travail du groupe de Song⁷⁴. Cela d'autant plus que, des scientifiques au sommet de la recherche militaire, tel Song, ont des relations privilégiées avec l'élite dirigeante⁷⁵.

Le dernier facteur est historique : une planification aussi précise satisfait la volonté d'ordre à la suite du chaos qui a caractérisé la Révolution Culturelle et convient au système socialiste. Une fois le soutien du Parti acquis, toute critique ou remise en question devient dangereuse⁷⁶.

Par ailleurs, la possibilité d'autoriser une fécondité de 1.5 enfants par femme, ce qui d'après le graphique de la figure 2 aurait permis d'éviter d'atteindre le chiffre de 1.2 milliards d'habitants, est abandonnée⁷⁷. On craint en effet que les paysans demanderont alors deux enfants. Ainsi, les dirigeants chinois, bien qu'ils aient lancé une politique de l'enfant « unique » n'ont clairement jamais eu comme intention de parvenir à une fécondité de 1 enfant par femme.

Song et son groupe parviennent donc très rapidement, à l'aide de ces trois avantages, à persuader les dirigeants du P. C. C. qu'il y a une crise et qu'il n'y a d'autre choix que de sévèrement planifier les naissances. Il est probable que les hautes instances dirigeantes croient réellement à un succès de cette politique. Cela est peut être dû à ce que Jean-Luc Domenach appelle un « pacte⁷⁸ » entre le Peuple et le Parti. L'état Dengiste pense qu'en échange de certaines libertés publiques et

⁷¹ Les étudiants manifestaient avec pour slogans la science et la démocratie.

⁷² Deux décimales sont notamment utilisées pour les projections à cent ans.

⁷³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 73 & 76

⁷⁴ Les scientifiques militaires, considérés comme vitaux, ont été protégés des vagues maoïstes de persécution des intellectuels.

⁷⁵ Greenhalgh S., 2005, op. cit., pg. 256

⁷⁶ Greenhalgh S., 2003, op. cit., pg. 219

⁷⁷ Ibid., pg. 217

⁷⁸ Domenach J-L , op. cit., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 7

individuelles, le peuple, convaincu de sa nécessité, accepterait une ingérence importante de l'état sur la procréation via la Politique de l'Enfant Unique.

B. Les projections de Song Jian, un simple moyen de propagande ?

Car si les dirigeants n'ont pas été convaincus d'un péril, la possibilité alternative est que la figure 2 ait simplement été utilisée afin de faire accepter une politique forcément impopulaire. Dans cette hypothèse, quelles sont les raisons qui auraient poussé le P.C.C. à lancer la Politique de l'Enfant Unique ?

Probablement l'explication fondamentale réside dans l'anticipation des effets pronatalistes des réformes économiques lancées par Deng Xiaoping qui, pragmatique, réalise que la longévité du Parti dépend de l'amélioration du niveau de vie et ne réside plus dans le dogme. D'où son objectif très élevé pour l'année 2000 : atteindre le revenu de 800 à 1000\$ par habitant⁷⁹. Ces réformes font graduellement disparaître les Communes populaires et les coopératives et décentralisent l'exercice du pouvoir politique. Sachant que la campagne wan-xi-shao a été un succès certain, la rupture de 1979-1980 ne peut avoir que deux causes sous la seconde hypothèse : soit les dirigeants pensent que la modernisation ne permettra plus la continuation efficace de la campagne wan-xi-shao, soit ils considèrent que les résultats de celle-ci sont insuffisants.

Le graphique de la figure 1 permet d'observer que la vitesse de chute de la fécondité rurale (et totale⁸⁰) décélère fortement en 1977 et s'inverse même au cours de l'année 1978. Cela semble indiquer que la Troisième Campagne n'est plus efficace⁸¹. L'année 1977 marque en effet la fin de la collectivisation et l'instauration du système dit « de responsabilité ». Les paysans ont de nouveau une incitation économique à avoir plusieurs enfants, au moment même où le contrôle et le système de récompense/punition financière s'affaiblit⁸².

Ce changement se produit car la famille est redevenue l'unité de production, de sorte que les revenus des paysans dépendent de leur productivité. Ainsi, avoir plusieurs enfants améliore la situation financière familiale, car le coût financier de ceux-ci dans les campagnes est encore faible. De plus, l'effondrement du système de santé rural et l'absence de toute assurance, deux caractéristiques des campagnes sous Deng, signifie qu'avoir un garçon constitue souvent le seul moyen d'assurer ses vieux jours. Car la Chine rurale est une société qui demeure traditionnelle : le garçon a le devoir, ainsi que sa future épouse, d'assurer la retraite de ses parents. Un fils est donc un minimum, deux enfants constitue un idéal. Ainsi l'on peut s'attendre à ce que les 50% de couples donnant naissance à une fille, veuillent absolument une deuxième « chance », et cela mène à un taux fécondité d'au moins 1.5. A ceci s'ajoute la diminution de l'âge au mariage, car bien que la loi

⁷⁹ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 167

⁸⁰ Les ruraux constituent en 1980 environ 80% de la population totale, et contribuent à plus de 90% des naissances. Cf. Cai F., *Les migrations internes en Chine : mains « invisibles » et pieds « visibles »*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 180

⁸¹ Il n'est pas certain qu'en 1979 les dirigeants disposent de cette information.

⁸² Cf. White T., *Two kinds of production : the evolution of China's family planning policy in the 1980's*, 1994, Population and development review, pg. 145

sur le mariage de 1980 augmente l'âge légal, elle fixe le minimum en dessous de l'âge auquel on parvenait à « encourager » les jeunes à se marier durant wan-xi-shao⁸³. Les réformes économiques produisent un second effet, qui amplifie le premier : la dé-collectivisation fragilise le contrôle de l'état sur la société rurale, et cela se fait d'autant plus sentir que le Parti est déjà affaibli par la Révolution Culturelle. La surveillance de tous les instants, qui permettait de détecter toute grossesse non-planifiée, n'est plus possible⁸⁴. La pression collective, moyen fort efficace de « convaincre » les couples de retarder leur mariage ou d'utiliser des moyens contraceptifs pour espacer la première et la seconde naissance, non plus⁸⁵.

Il se peut aussi que les dirigeants chinois ne soient pas satisfaits de la rapidité de la chute de la fécondité, particulièrement car la marge de manœuvre pour diminuer la natalité, et donc la croissance de la population, va se restreindre sous peu. En effet, la part d'inertie dans la croissance future de la population, entre 1982 et 1990 (due à la forme de la pyramide des âges, figure 3) est estimée à 80% de la croissance totale⁸⁶. Héritage du pro-natalisme Maoïste, l'effectif de la classe d'âge née entre 1962 et 1972 est très important. Le Parti redoute par ailleurs un baby-boom⁸⁷ lorsque la génération née dans les années 1960 arrivera sur le marché matrimonial. Comme le taux de croissance naturel annuel se situe à 1.17%, cela signifie qu'en 1982 et 1990, la fécondité ne sera responsable que d'environ 20% de ce taux, soit de 0.25% de croissance naturelle annuelle⁸⁸.

Par ailleurs, la stratégie de développement Dengiste donne la priorité au développement des régions côtières et de leurs grandes villes en particulier⁸⁹. Parallèlement le succès des quatre modernisations dépend de l'assouplissement du système dit de *hukou*, c'est à dire d'assignation de la population à résidence. L'effet combiné de ces deux facteurs prédit une explosion des migrations rural-urbain⁹⁰, et en conséquence un chômage urbain très important, scénario que le Parti a en tous temps considéré comme cauchemardesque⁹¹, car annonciateur de troubles sociaux.

⁸³ Kaufman J. (éd.), *Family planning policy and practice in China : a study of four rural counties*, 1989, Population and development review, pg. 728

⁸⁴ Attané I., 2005, op. cit., pg. 182

⁸⁵ Ibid., pg. 189

⁸⁶ Monnier A., *Mouvement et structure de la population de la Chine (1950-2000)*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 45

⁸⁷ Cf. Banister J. (éd.), *Fertility policy and implementation in China*, 1986-88, juin. 1988, China quarterly (The), pg. 247

⁸⁸ Ces calculs sont simplifiés par l'absence virtuellement totale de migration internationale durant cette période. L'élite dirigeante ne dispose bien évidemment pas de tels chiffres au moment de prendre la décision de mettre en place la Politique. Cependant, ils savent que la génération née au cours de la période pro-nataliste est en train d'arriver en âge de procréer, et les conséquences en terme de natalité sont évidentes. Cf. Ibid.

⁸⁹ Cité par : Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 64

⁹⁰ Cheng T. & Selden M., *The origins and social consequences of China's Hukou system*, 1994, The China quarterly, pg. 668

⁹¹ L'état maoïste prend de nombreuses mesures pour limiter la taille des villes, en envoyant par exemple les vagabonds et les sans emploi à la campagne, et ce dès 1949. En 1953, le gouvernement tente de fixer les populations rurales dans les villages. Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 55 & 56

Figure 3. - Pyramide de la Population de la Chine en 1982

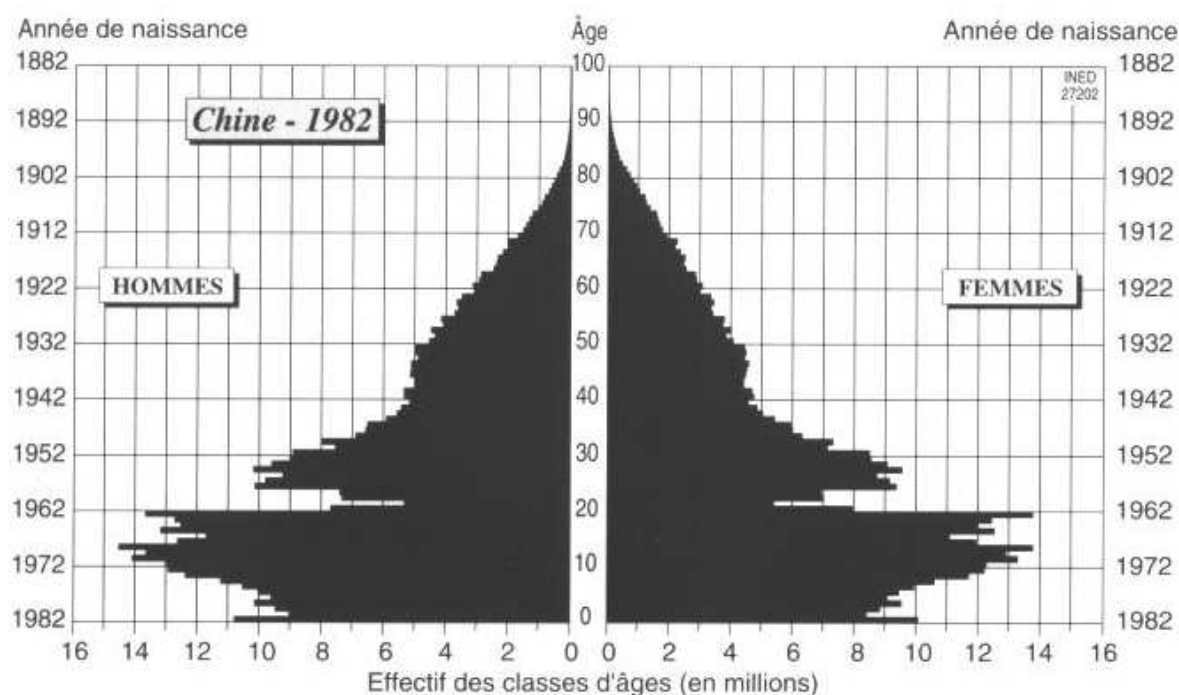


Figure reprise de : Monnier A., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 41

Un second signe indique que la motivation de la politique de l'enfant unique est fortement économique, car après tout, malgré la soi-disant crise potentiellement apocalyptique, c'est bien la production humaine qui doit s'ajuster aux besoins de l'économie, et non l'inverse. En 1995 encore, le Plan national de planning familial dit « le planning familial doit servir et être subordonné à la tâche centrale du développement économique »⁹². Ainsi, afin d'atteindre un revenu par tête de 800 à 1000\$ en l'an 2000, il est impératif selon *Zhongnanhai*, que le nombre d'habitants n'atteigne pas 1.2 milliards. Cette nouvelle politique économique nécessite des réformes qui vont provoquer, de manière prévisible, deux changements 1) une plus grande incitation rurale à avoir des enfants et 2) la perte de contrôle étatique sur la société rurale, ce qui se traduit déjà par une remontée du taux de fécondité en 1978 et 1980. Face à cette situation, il est possible que la tentation d'un *big-push* : d'une politique radicale pendant 20 à 40 ans afin de régler le problème démographique pour de bon, ait été plus forte que les craintes s'agissant des problèmes sociaux⁹³ et de la coercition inévitable qu'une telle politique ne manquerait pas d'engendrer.

C. Quelle fiabilité accorder aux projections du graphique du groupe de Song?

Les travaux du groupe de Song sont très proches (au niveau de leurs hypothèses de départ, de leurs constructions, ainsi que de leurs conclusions) des thèses du Club de Rome, qui publie en grande pompe un livre intitulé *The Limits to Growth* en 1968. Très rapidement, de nombreux scientifiques remettent en questions les conclusions

⁹² China (P. R.), *National family planning program of China (The) : 1995-2000*, 1994 (?), State family planning commission, pt. 5

⁹³ Les conséquences sociales de la politique de l'enfant unique feront l'objet du chapitre 5.

alarmistes du Club⁹⁴, et remarquent que ce travail comporte de nombreuses failles. L'opinion de Y. Blayo, qui exprime bien les jugements du monde des démographes, est que les résultats du groupe de Song « ne présentent aucun intérêt scientifique⁹⁵ ».

1) Les projections démographiques

Ces dernières sont faites en assumant des taux de fécondité constants pendant 1 siècle, donc une croissance démographique à tendance exponentielle. Les facteurs difficiles à quantifier (sociaux notamment) sont ignorés. Il est pourtant connu de tous que les taux de fécondité ont tendance à long terme, en parallèle au développement socio-économique, à baisser, propension que l'on appelle la transition démographique. Par ailleurs, les données insérées dans le modèle ne sont pas publiées, alors que l'on sait que le dernier recensement national remonte à 1964, soit à une quinzaine d'années⁹⁶.

2) La capacité porteuse de la Chine

L'évaluation qui donne le chiffre de 650 à 700 millions est clairement arbitraire et non scientifique. Notamment parce que le modèle est fondamentalement malthusien. Ainsi, ces cybernétistes démographes supposent que « la population, le capital et la pollution croissent de manière exponentielle dans tous les modèles, mais les technologies pour développer les ressources et contrôler la pollution ne sont pas autorisées à croître, ou alors, de manière très limitée⁹⁷ ». De plus, on sait maintenant que la surface cultivée a été fortement sous-estimée. Les champs occupent officiellement 96 millions d'hectares en 1989, alors qu'un recensement a montré que la surface cultivée était en réalité proche de 133 millions d'hectares⁹⁸. Cela n'est pas étonnant, car en Chine les paysans ont pris l'habitude de sous-déclarer leurs surfaces cultivées⁹⁹. Il s'ensuit son décalque : une sur-estimation des rendements d'environ 1/4¹⁰⁰. Une évaluation de la capacité porteuse du sous-continent chinois devrait en outre tenir compte des terres potentiellement cultivables « de réserve », qui sont estimées à 30 millions d'hectares¹⁰¹. La sous-évaluation de la marge d'augmentation future des rendements des modèles du groupe de Song est donc très importante

Le Groupe d'Analyse des conditions nationales de la Chine estime quant à lui que dans la situation actuelle, le maximum soutenable est de l'ordre de 950 millions d'habitants, et le plafond à ne pas dépasser se situe entre 1.5 et 1.6 milliards¹⁰². Ce chiffre est cependant débattu. L'équipe dirigée par Isabelle Attané estime en 2002

⁹⁴ Cole H.S.D. (éd.), 1973, op. cit.

⁹⁵ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 170

⁹⁶ Il y aura un nouveau recensement en 1982.

⁹⁷ Allen Kneese A & Riker R., *Limits to Growth*, cf. Wikipédia, op. cit.

⁹⁸ Aubert C., *Le problème alimentaire en Chine : incertitudes statistiques, optimisme raisonné*, cf.

Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 518

⁹⁹ Ils sont en effet taxés selon l'importance de cette même surface.

¹⁰⁰ Les surfaces non-déclarées sont en général moins fertiles.

¹⁰¹ *Various population projections for China : The problem of uncertainty*, Site de : International Institute for Applied System Analysis

¹⁰² Jiang L., *Population, environnement et développement en Chine*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 547

que des gains de productivité entre 1 et 1.5% par an sur le moyen terme sont « tout à fait possibles¹⁰³ ».

Un modèle à l'évidence inutilisable pose la question de la probabilité de l'hypothèse selon laquelle Song Jian serait parvenu à convaincre les plus hautes sphères du Parti Communiste. Est-il plausible que l'élite politique n'ait pas cru utile de vérifier s'il n'y avait pas de critiques en Occident même ? De nombreux rapports et articles de scientifiques rejetant le Modèle (du Club de Rome) sont parus, et ce dès 1972. Par exemple, Henry C. Wallich, un éminent économiste de Yale, conclut que le livre constitue « un morceau d'absurdités irresponsables¹⁰⁴ ». Cependant, il est probable que les dirigeants chinois ne savent pas que ces projections sont dérivées de modèles occidentaux faute de quoi, le nationalisme étant ce qu'il est en 1980, ils ne les auraient jamais acceptées. Par ailleurs, l'élite politique de la R.P.C. du début des années 1980 n'a en général pas poursuivi d'études supérieures¹⁰⁵. Il est donc fort possible que des scientifiques éminents les aient éblouis. Cela étant, le fait que des hauts dirigeants et scientifiques se soient confié à S. Greenhalgh¹⁰⁶ ne signifie pas qu'ils étaient de bonne foi. La seconde hypothèse est que le modèle n'a en réalité pas convaincu en haut lieu mais a simplement été (commandé ?) utilisé par le Parti à des fins de propagande. Celle-ci conserve une certaine plausibilité, qui est par ailleurs concordante avec E. Winckler, qui juge que « l'approche Post-Maoïste du droit considère que garantir la subsistance économique et parvenir au développement économique [pour la race chinoise autant que pour ses membres individuels] est indispensable pour l'exercice des autres droits¹⁰⁷ ». Quoi qu'il en soit, il est certain que ces projections ne manqueront pas d'avoir un puissant effet sur le monde paysan, qui lui ne peut certainement pas juger de la « scientificité » du Rapport, encore moins lorsque le Parti contrôle tous les médias.

IV. - Alternatives à l'enfant unique ?

Il devient rapidement clair que la politique de l'enfant unique comporte de nombreux effets négatifs et ne parviendra pas à atteindre les objectifs annoncés. Certains auteurs arguent, et ce dès 1985, que la Chine dispose d'autres alternatives tout aussi efficaces dans la réduction de la fécondité, mais à un coût social bien moindre. Notamment, Susan Greenhalgh prend l'objectif d'un maximum démographique de 1.2 milliards comme donné et suppose que la poursuite de la campagne wan-xi-shao signifierait un taux de fécondité constant de 2.3 (voir figure 2), soit bien trop élevé¹⁰⁸.

Selon elle, l'impact sur le taux de fécondité d'un recul de l'âge moyen à la première naissance et d'une augmentation de l'intervalle inter-génésique a été sous-estimé. La marge qui reste à ce niveau est conséquente, d'autant plus que la politique de l'enfant unique en pratique se focalise presque uniquement sur la limitation de la

¹⁰³ Aubert C., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 533

¹⁰⁴ Cf. *Limits to Growth*, Site de Wikipédia, op. cit.

¹⁰⁵ Deng Xiaoping par exemple n'a pas terminé son école secondaire. Cf. *Deng Xiaoping*, Site de Wikipédia, op. cit.

¹⁰⁶ Voir : Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 22

¹⁰⁷ Winkler E. A., *Chinese reproductive policy at the turn of the millennium: dynamic stability*, sept., 2002, pg. 379-418, *Population and Development Review*, pg. 408

¹⁰⁸ Greenhalgh S. & Bongaarts J., *An Alternative to the one-child policy in China*, déc. 1985, *Population and development review*

fécondité totale¹⁰⁹. Des techniques de projections rarement appliquées permettent de saisir cet effet sur le long terme (figure 4).

Figure 4. - Projections de la taille démographique de la Chine 1985-2050, selon la variante médiane des Nations Unies, la Politique de l'Enfant Unique, et les variantes d'une hypothétique politique d'arrêtez-vous-à-deux, en supposant un intervalle entre les deux naissances de 4 années.

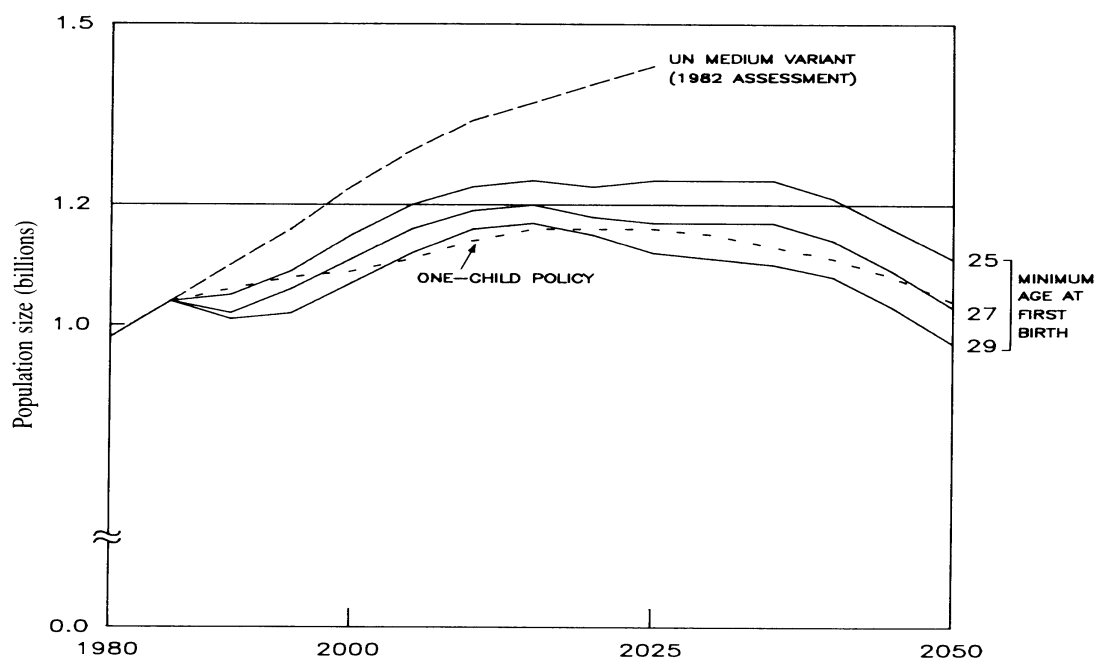


Figure reprise de: Greenhalgh S. & Bongaarts J., 1985, *An alternative to the one-child policy in China*, déc.1985, *Population and Development Review*, pg. 602

Selon ces projections (figure 4), une politique que Susan Greenhalgh a nommé « arrêtez-vous-à-deux » (c'est à dire d'un maximum autorisé de deux enfants pour tous) permettrait, selon les variantes, soit d'éviter de percer le plafond d'1.2 milliards d'habitants, soit de le dépasser mais faiblement et sur le court terme seulement (figure 4). Premièrement car un recul de l'âge primo-génésique et une augmentation de l'intervalle inter-génésique moyen d'une durée de N années aurait pour effet de faire gagner à la Chine $N \times F$ (taux de fécondité) habitants¹¹⁰. A cela s'ajoute le fait qu'un nombre conséquent de couples ne pourront ou ne voudront pas de second enfant¹¹¹. Ainsi, la figure 4 montre que si l'âge moyen à la première naissance venait à atteindre 27 années, et l'intervalle inter-génésique 4 années, alors la population atteindra un maximum de 1.206 milliards. Si cela s'avère culturellement inacceptable¹¹², fixer l'âge minimal à 25 ans (1.4 années de plus que l'âge médian au début des années 1980) avec le même intervalle inter-génésique aboutira à un pic qui ne dépassera pas 1.250 milliards. D'autres combinaisons entre l'intensité des

¹⁰⁹ Ibid., pg. 612

¹¹⁰ Ibid., pg. 600

¹¹¹ Pour cause de stérilité, rupture matrimoniale, etc. Cf. Ibid., pg. 599

¹¹² Il semble que les ruraux soit très peu enclin à accepter un mariage aussi tardif ou de repousser la mise au monde plusieurs années après celui-ci, cf. Ibid.

reculs de l'âge à la première naissance et de l'intervalle génésique donnent des projections similaires qui sont toutes significativement inférieures à la projection moyenne de l'ONU¹¹³.

Les évaluations de la faisabilité des propositions de S. Greenhalgh et J. Bongaarts que j'ai répertoriées sont positives¹¹⁴. Il est probable qu'ayant le choix entre avoir un enfant ou deux mais à certaines conditions, les couples chinois opteraient pour la seconde alternative.

¹¹³ Qui projette la population chinoise sachant que la politique de l'enfant unique est peu respectée. Elle est considérée comme une estimation fiable.

¹¹⁴ Zheng Y. (éd.), *A demographic decomposition of the recent increase in crude birth rates in China*, 1991, Population and Development Review, pg. 453 ; Li J., China's one-child policy : How and how well has it worked? A case study of Hebei province : 1979-88, 1995, Population and Development Review, pg. 584

Chapitre 2

La politique de l'enfant unique de 1980 à nos jours :

Aspect législatif

I. - Introduction : Contextualisation et rôle du gouvernement central

Cette nouvelle politique¹¹⁵, de par sa coercition intrinsèque, se trouve d'emblée à contre courant du mouvement de dé-collectivisation et de modernisation, qui est perçu comme progressiste, car en faveur d'une plus grande liberté (commerciale et sociale), dans lequel se lance au même moment la République Populaire. Cela d'autant plus qu'elle a comme but de restreindre fortement la taille de ce que les paysans considèrent comme leur première ressource : la famille¹¹⁶. La nouvelle politique de PN sera par conséquent, et de manière prévisible, mal accueillie. Le gouvernement a donc crucialement besoin de parvenir à la légitimer. C'est ainsi qu'à partir du début de l'année 1980, les médias publient massivement le rapport du groupe de Song Jian¹¹⁷. Ils insistent sur son caractère scientifique et soulignent l'urgence du problème, en laissant entendre que cela est une évidence¹¹⁸. Lorsqu'il semble que la propagande a atteint son objectif, c'est à dire que le peuple est convaincu de la nécessité d'une politique démographique radicale, le gouvernement peut intervenir en prétendant être préoccupé par le problème et, par ce biais, officialiser sa solution « scientifique ».

En septembre 1980, le Congrès National du Peuple fixe l'objectif pour l'an 2000 : rester sous la barre des 1.2 milliards d'habitants¹¹⁹ et parvenir dès 1985 au chiffre de 90% et 95% de familles d'enfant unique, à la campagne et à la ville respectivement¹²⁰. Le 25 du même mois le Comité Central publie une Lettre Ouverte, annonçant au Peuple le lancement de la Politique de l'Enfant Unique¹²¹ et son but. Ce texte est, sans surprise, « rempli de chiffres en tous genres »¹²². Les réformes « Dengistes », en plein élan durant la décennie 1980 produisent un effet inévitable et non-voulu : une fragilisation importante et rapide de la structure institutionnelle au travers de laquelle était mené jusqu'alors le programme de planification familiale¹²³. D'où la

¹¹⁵ Les démographes considèrent généralement que la politique de l'enfant unique débute en 1979, avec le slogan « un c'est le mieux, deux au plus, en aucun cas un troisième », qui implique que l'on décourage les deuxièmes naissances et interdit celles de rang supérieur. Mais les secondes naissances ne sont interdites et pénalisées qu'à partir de 1981. Cf. Short S. E. & Zhai F., *Looking locally at China's one-child policy*, 1998, Studies in Family Planning, pg. 375

¹¹⁶ Greenhalgh S., *Controlling Births and Bodies in Village China*, 1994, American Ethnologist, pg. 11

¹¹⁷ Cf. chap. 1., partie III

¹¹⁸ Greenhalgh S., 2003, op. cit., pg. 211-212

¹¹⁹ Ibid., pg. 217

¹²⁰ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 171 ; Hong L. K., *Potential effects of the one-child policy on gender equality in the People's Republic of China*, sept., 1987, Gender and Society, pg. 317

¹²¹ Greenhalgh S., 2003, op. cit., pg. 217

¹²² Ibid., pg. 217

¹²³ Banister J., 1988, op. cit., pg. 262

permanence du souci, au cours des décennies 1980 et 1990, de renforcer l'institution de PN. Cet état d'esprit se perçoit clairement au niveau législatif.

S'agissant de la politique, Pékin n'en fournit que les éléments directeurs, à savoir: a) un leadership actif du Parti b) une légitimation idéologique et c) des directives¹²⁴.

A. Leadership

La Politique de l'Enfant Unique suppose une forte intervention du sommet du Parti, qui mobilise le gouvernement dans son ensemble, car les activités de Planification des Naissances représentent une des tâches prioritaires à tous les niveaux du P.C.C.¹²⁵. L'implication de hauts cadres dans la PN débute dès 1977, lorsque le Conseil d'Etat¹²⁶ s'engage directement dans les recherches et les débats gravitant autour de la politique démographique à adopter. Cette évolution se poursuit et s'amplifie rapidement avec la nomination d'un cadre de haut rang, Chen Muhua¹²⁷, à la direction du « Groupe de Tête » pour la PN (qui dirige cette dernière)¹²⁸. En février 1981, le Groupe de Tête est remplacé par la Commission Nationale pour la PN. Ce changement traduit la volonté d'un effort soutenu sur le long terme. Ce groupe sera doté de pouvoirs accrus, dont notamment un mandat afin qu'il crée un système fournissant des services de contrôle des naissances et pour travailler au besoin en coordination avec d'autres ministères¹²⁹.

B. Légitimation

La légitimation idéologique est fournie par la science, puisque le marxisme se veut précisément scientifique et non-utopiste. Cela qui permet d'étiqueter les opposants et sceptiques comme « non-scientifiques », donc non-crédibles, et ainsi de faire taire la critique et rapidement clore le débat. Le Comité Central est allé jusqu'à réhabiliter Ma Yinchu¹³⁰.

C. Directives

Il n'y a pas de loi de Planification des Naissances au niveau national malgré la volonté du gouvernement d'en créer une. Cela est dû, à la réticence du législateur à établir des lois sur les familles d'enfants uniques, ainsi que sur les punitions légales : il souhaite laisser des possibilités d'assouplissement futures. D'autre part, il convient de prendre en compte la grande diversité socio-économique du sous-continent chinois, qui rend l'écriture d'une loi appropriée à toutes les régions et groupes sociaux que compte le pays très difficile, voire impossible¹³¹. Le Centre se limite donc à fournir une politique de direction, principalement constituée des objectifs de

¹²⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 102

¹²⁵ Blayo Y., 1997, op. cit., pg 176 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 102

¹²⁶ Le premier organe étatique de la puissance exécutive et de l'administration étatique, cf. *The State Council*, Site de China daily online, journal quotidien de R. P. C pour anglophones

¹²⁷ 1 des 4 Vice-premier ministres du Conseil d'Etat. Cf. *State Council of the Republic of China*, cf. Site de Wikipédia, op. cit.

¹²⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 103

¹²⁹ Ibid., pg. 103

¹³⁰ Economiste et recteur de l'université de Pékin. Promoteur de la planification des naissances dans les années 1950, qui avait pour cela été libellé « droitier » à la fin de la décennie. Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 143

¹³¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 104-105

chaque plan quinquennal successif ; des discours officiels ainsi que de la législation émise par le Congrès National du Peuple¹³². Les Provinces disposent par conséquent d'une marge de manœuvre conséquente dans l'établissement de leurs propres lois de PN. En échange de quoi, Pékin attend d'elles qu'elles créent des règlements adaptés aux conditions locales, suivent les directives du Parti et respectent les objectifs du Plan.

Cette approche change en 2001, lorsque est promulguée la première loi de Planification des Naissances.

II. - 1979 - 1992

La Chine fait figure d'exception mondiale, car non-seulement le gouvernement impose 1 (parfois 2) enfant à toute sa population, mais qui plus est toute naissance ne peut que relever de deux catégories : autorisée et incluse au plan ou bien interdite et exclue de celui-ci¹³³. Sans compter qu'il n'existe pas d'autre pays où l'arrêt de la contraception est assimilé à un crime¹³⁴.

Le corpus législatif initial au niveau national est composé des lois sur le mariage de 1980 ainsi que de la Constitution de 1982, qui toutes deux rendent obligatoire la pratique de la PN¹³⁵. Le mariage tardif étant officiellement encouragé, la Loi augmente sans surprise l'âge minimal de 2 ans pour chaque genre. Dans les faits, les limites sont fixées par les provinces, et ces dernières sont déjà en général plus sévères¹³⁶. L'effet est donc inversé : l'âge au premier mariage diminue dans la première moitié des années 1980¹³⁷. Comme la préférence traditionnelle pour les garçons a été un obstacle majeur à la baisse de la fécondité durant la période wan-xi-shao, l'état profite de la nouvelle Loi sur le Mariage pour promouvoir l'égalité et s'attaquer aux traditions « féodales »¹³⁸. Particulièrement au moyen de l'article 8, qui stipule que « une fois le mariage enregistré, la femme peut devenir un membre de la famille de l'homme, ou l'homme peut devenir un membre de la famille de la femme, selon les souhaits concertés des deux parties »¹³⁹.

A. Des contrats de planning familial aux excès de début 1983

Tout au long de la décennie 1980, l'état tente de sur-compenser l'effet pro-nataliste des réformes agraires en obligeant les couples à signer des « contrats » de planning

¹³² Ibid., pg. 104

¹³³ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 273

¹³⁴ Ibid., pg. 277

¹³⁵ Attané I., cf. Attané I. (éd.), op. cit., pg. 80

¹³⁶ Ibid., pg. 80

¹³⁷ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 234

¹³⁸ Celle-ci est très ancrée en Chine. Cette spécificité culturelle est principalement la conséquence du traditionnel devoir du fils de s'occuper de ses parents jusqu'à leur mort, alors que la fille n'a cette obligation qu'envers sa future belle-famille. La préférence pour les garçons à des nombreuses autres causes. Cf. Hong K., 1987, op. cit. ; Domenach J-L., Intro., Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 6. ; Lee J. & Wang F., *Malthusian models and chinese realities: the Chinese demographic system 1700-2000*, mai 1998, Population and development review ; Cf. pg. 68 & passim

¹³⁹ Engel J. W., *Marriage in the People's Republic of China: analysis of a new law*, nov. 1984, Journal of marriage and the family, pg. 960

familial, dont le contenu leur est imposé¹⁴⁰. Le respect des engagements donne lieu à des avantages, la rupture du contrat à des sanctions.

Le certificat d'enfant unique constitue le premier « contrat » de ce type. Lancé en 1981, il met par écrit la promesse d'un couple de n'avoir qu'un enfant (s'ils n'en ont pas encore) ou de ne plus en avoir (s'il en a déjà un). Sa signature conditionne parfois l'enregistrement du mariage. Son obtention est encouragée par des stimulants et son respect assuré par une batterie de sanctions¹⁴¹, dont les particularités respectives varient fortement entre provinces, usines, etc., mais qui sont similaires de par certaines caractéristiques. Les incitations sont généralement financières (les retraites sont majorées ; une prime est versée les 14 années suivant la naissance de l'unique enfant) et matérielles (l'enfant de parents ayant le Certificat compte double dans l'attribution de logement et de lopins de terre, ses parents sont prioritaires dans l'attribution de prêts, etc.)¹⁴². Les sanctions sont aussi financières. Elles comportent notamment le remboursement des avantages économiques perçus et leur annulation, ainsi qu'une réduction de salaire¹⁴³. Par ailleurs, une seconde naissance sera traitée comme illégitime et ainsi pénalisée par les règlements locaux, bien que toute discrimination soit officiellement interdite¹⁴⁴.

Le second type de contrat de planning familial se nomme le « double contrat », et est mis en place en 1980-81. Il est une condition à la signature du contrat annuel de production agricole¹⁴⁵. Il porte l'engagement du couple à n'avoir qu'un enfant s'il n'en a point ou de ne pas en avoir de deuxième s'il en a déjà un¹⁴⁶.

Afin de s'assurer de l'application à la lettre de la politique de l'enfant unique par les cadres locaux, qui ont souvent sous leur responsabilité des amis et voisins¹⁴⁷, le système dit de responsabilité des cadres a été introduit en 1981, puis étendu les années suivantes. Il englobe l'ensemble de la hiérarchie de l'administration de la PN. Le salaire des cadres locaux peut varier fortement, dans les deux sens, en fonction de la réalisation ou non des objectifs fixés par le Centre¹⁴⁸.

Dans le but de renforcer les chances d'atteindre les objectifs, le Parti fait encore appel, tout comme la Chine impériale avant lui, à la responsabilité collective, qui constitue plutôt une sorte de « punition collective ». En ville, tous les bénéfices sont ainsi enlevés aux détenteurs de certificats d'enfant unique dans le groupe de travail pour une durée de 1 à 12 mois si, parmi eux, se produit une naissance hors plan. Aux champs, le respect de la PN devient un critère essentiel dans l'élection de villages au statut de « modèle » ou « avancé ». Par ce biais, l'état s'assure que le niveau de vie de l'entourage de chaque habitant est affecté par son comportement

¹⁴⁰ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 261

¹⁴¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 176-178

¹⁴² Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 502

¹⁴³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 177

¹⁴⁴ Palmer M., *The Re-emergence of family law in post-Mao China : marriage, divorce and reproduction*, mars 1995, China quarterly (the), pg. 114 ; cf. chap. 3

¹⁴⁵ Les réformes économiques à la campagne instaurent un système basé sur des contrats que passent des collectifs avec les familles (au travers des collectifs de travail). Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 179.

¹⁴⁶ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 261

¹⁴⁷ Attané I., 2005, op. cit., pg. 205

¹⁴⁸ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 181 ; cf. chap. 3

individuel¹⁴⁹. Cela permet de recréer cette pression collective qui s'érode chaque jour d'avantage avec les réformes.

L'année de transition 1979-1980 marque un durcissement de la politique démographique étatique, signe que la Chine entre dans la période du tout-enfant-unique. Une des premières mesures des autorités est de tenter d'étendre le certificat d'enfant unique pour affronter le péril démographique. Le sentiment d'urgence est renforcé par les données démographiques qui indiquent que l'année 1978-1979 a vu la fécondité légèrement augmenter (voir figure1). Par la suite et ce jusqu'à la fin de l'année 1982, les autorités se montrent relativement clémentes¹⁵⁰. L'effet pro-nataliste de la poursuite des réformes¹⁵¹ n'est alors pas compensé par la politique de planification des naissances, en conséquence, le taux de fécondité passe de 2.23 à 2.90 entre 1980 et 1982¹⁵². En septembre, le système conduit une étude de la fécondité à travers un sondage au 1/1000^{ème}. Elle conclut que la situation est plus sombre encore que ne le montrent les statistiques : la croissance de la population a été fortement sous estimée¹⁵³. Cette remontée est due à plusieurs facteurs dont a) l'effet pro-nataliste des réformes b) une mise en œuvre des nouvelles mesures très inégale selon les provinces¹⁵⁴ c) des problèmes d'application des pénalités (de nombreux paysans se trouvent tout juste au-dessus du minimum vital, comment dès lors leur faire payer des amendes ?) et des avantages économiques (la décentralisation qu'engendrent les réformes appauvri encore plus les localités marginales, qui ne peuvent tenir leurs promesses en termes d'incitations financières)¹⁵⁵. Par ailleurs on recense de nombreux cas de corruption¹⁵⁶. Cette situation inquiète d'autant plus le gouvernement que le taux de croissance du nombre de femmes en âges "de grande intensité de mise au monde"¹⁵⁷ va progresser.

¹⁴⁹ Ibid., pg. 180

¹⁵⁰ Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 491

¹⁵¹ Palmer M., mars 1995, op. cit., pg. 118

¹⁵² Peng X., op. cit., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 60

¹⁵³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 110

¹⁵⁴ Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 173.

¹⁵⁵ Ibid., pg. 178

¹⁵⁶ Ibid., pg. 179.

¹⁵⁷ En anglais : "Peak childbearing ages". Entre 21 et 30 ans. Cf. Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 247

Figure 5. - Nombre de femme en âge de grande intensité de mise au monde, 1982-2000.

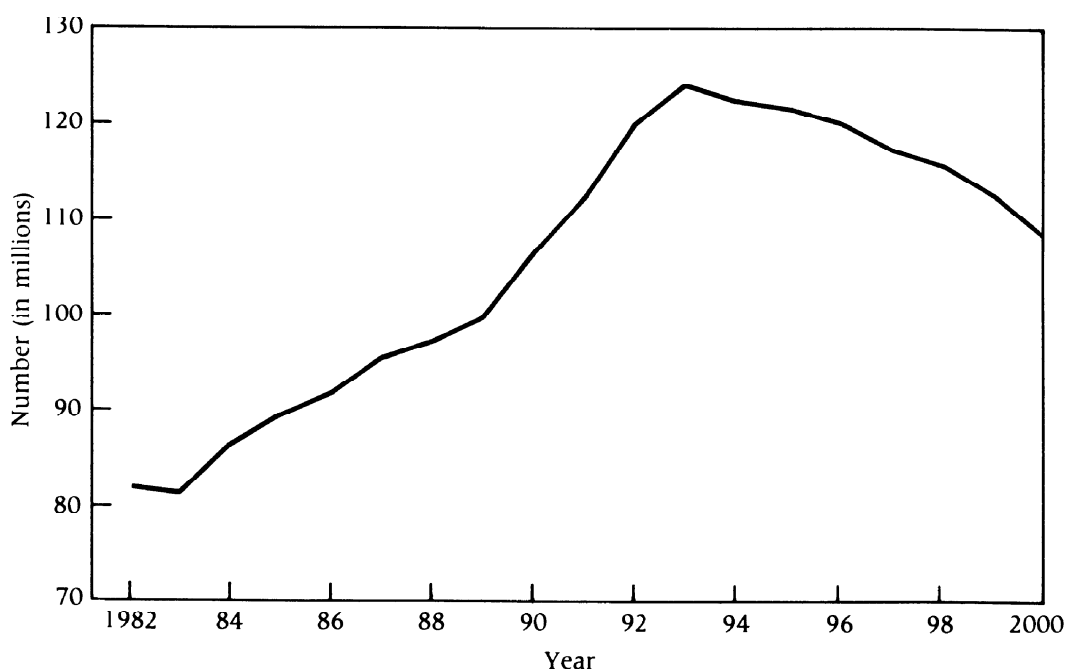


Figure reprise de : Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 248

Le choc psychologique est encore accentué par le fait que ce renversement se produit après une longue période de baisse de la fécondité. Les autorités ressentent une perte de contrôle à partir de la fin de l'année 1981 déjà, mais elles ne réagissent qu'une année plus tard, lorsqu'elles passent outre leur réticence à faire usage de coercition et préparent « un mois de propagande pour la PN¹⁵⁸ ». Cette vague est prévue pour la période de début janvier au 13 février 1983. Le programme est constitué de mesures coercitives, principalement a) les insertions de stérilet pour les mères d'un enfant, b) la stérilisation de l'un des deux époux parents de plus d'un enfant et c) l'avortement de toutes les grossesses illégales¹⁵⁹. L'effort sera mis sur la population paysanne, qui enregistre une proportion importante de naissance hors plan au vu de la difficulté souvent rencontrée de surveiller les femmes d'âge fécond dans des localités qui sont souvent isolées¹⁶⁰. Cela étant, l'état espère probablement que la propagande sera suffisante dans la majorité des cas pour que le « volontarisme » domine¹⁶¹.

La réaction de la population est très négative, non seulement car celle-ci se trouve en pleine décollectivisation et que son nouvel idéal est individualiste (devenir riche), mais aussi en réaction à la conduite de la campagne qui utilise brutalité et parfois humiliation¹⁶², pour imposer massivement ce que les Chinois appellent les 4 opérations¹⁶³. La réaction des cadres locaux, chargés d'appliquer une politique si

¹⁵⁸ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 173

¹⁵⁹ Ibid., pg. 183

¹⁶⁰ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 274

¹⁶¹ Ibid., pg. 271

¹⁶² Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 251.

¹⁶³ A savoir : ligature des trompes ; stérilisation ; insertion de stérilet ; et avortement. Cf. Greenhalgh S., 1994, op. cit., pg. 8 ; Zhang W., 1999, op. cit., pg. 210

impopulaire à une population qui constitue en grande partie leur voisinage, voire même des membres de leur famille, l'est tout autant. Les liens triangulaires entre la population, les cadres locaux et le Parti atteignent un niveau de tension tel que la stabilité socio-politique s'en trouve menacée. L'échec, de par l'usage massif de la coercition et des conséquences indirectes parfois tragiques qu'il engendre¹⁶⁴, traumatise une large partie de la population. Ce résultat est partiellement prévisible, étant donné que le régime exerce une pression très importante sur les cadres de PN, qu'il n'a pas encore construit la capacité d'une mise en œuvre contrôlée et qu'il applique une politique qui ne tient pas compte de la diversité de la Chine, en particulier s'agissant des spécificités rurales¹⁶⁵. Une conséquence directe de cet échec est la nomination de Wang Wei, perçu comme plus modéré, qui remplace Qian Xingzhong au poste de ministre en charge de la Commission Nationale de Planning Familial dès le mois de décembre 1983¹⁶⁶. Ce dernier deviendra par la suite le bouc émissaire pour les nombreux excès qui caractérisèrent les premiers mois de l'année 1983.

B. Le document 7 : une preuve de pragmatisme et non un changement de vision

Face à une situation potentiellement dangereuse, le C.C.P.¹⁶⁷ réagit et édite le document 7¹⁶⁸, qui doit servir de guide jusqu'au printemps 1986¹⁶⁹. Le but est essentiellement de ne pas compromettre l'objectif de « 1.2 milliards d'habitant en l'an 2000 » en « ouvrant une petite brèche pour colmater la grande¹⁷⁰ ». Cela signifie que les provinces doivent élargir le nombre de possibilités d'avoir un second enfant aux situations où tenter d'imposer l'enfant unique serait contre-productif, et pour autant que cela ne remette pas en cause l'objectif. L'état est désormais moins intransigeant : il reconnaît pour la première fois que la politique de l'enfant unique est perfectible. Il s'agit de diminuer le mécontentement populaire et la résistance qu'il engendre, afin de faire diminuer les cas de contournements, de corruption et de falsification des statistiques¹⁷¹. La volonté de faire diminuer le nombre d'opérations tel que la stérilisation et l'avortement découle aussi, mais secondairement, de raisons financières : les vagues opératoires de la PN se sont révélées fort coûteuses¹⁷². L'assouplissement n'est sans doute qu'une stratégie, car lorsque la résistance est moins forte ou simplement son exercice plus ardu, les cadres sont au contraire sommés d'intensifier leur travail¹⁷³.

¹⁶⁴ Cf. chapitre 5 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 111 & 112

¹⁶⁵ Ibid., pg. 106

¹⁶⁶ Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 491 ; Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 183.

¹⁶⁷ Comité central du Parti

¹⁶⁸ Tous les documents que le P. C. C. publie sont numérotés en commençant par 1 chaque année. Le document 7 n'a pas été publié dans les détails, mais on peut le supputer. Cf. Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 494

¹⁶⁹ Lorsque sera publié le 7^{ème} Plan quinquennal de 1986-1990

¹⁷⁰ Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 492

¹⁷¹ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 709

¹⁷² White T., 1994, op. cit., pg. 147

¹⁷³ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 184

La crise enseigne au pouvoir, cela s'observe dans la prise de conscience que l'application en vagues et de manière uniforme n'est pas acceptable pour la population¹⁷⁴. Punir au moyen de lourdes amendes les plus pauvres (qui enregistrent la fécondité la plus élevée) n'a pas grand sens et va à l'encontre de l'idéal Dengiste d'accroissement du bien être. Or, pour assurer son succès, la planification des naissances se doit justement d'être juste, réaliste et aisée à appliquer localement. C'est l'évolution que tente d'apporter le document 7. Dès lors, la Chine entre dans une politique à deux vitesses, qui discrimine entre villes et campagnes.

Les grandes lignes du texte spécifient que :

- Les cadres de la PN doivent effectuer un travail régulier, scientifique et routinier. L'usage de la coercition leur est strictement interdit (bien que les objectifs indiqués en dépendent à l'évidence). Cette formulation permettra plus tard (durant l'été 1985) au Centre de rejeter toute la responsabilité sur les cadres inférieurs¹⁷⁵. Ceux-ci doivent par ailleurs s'appuyer tant que faire se peut sur la propagande plutôt que sur la coercition. La réduction de la fécondité doit ainsi passer par une liberté de contraception et par moins d'avortements¹⁷⁶. Dans le but d'améliorer encore davantage les relations avec le peuple, les cadres sont appelés à manifester leur souci pour le bien être de la masse en pratiquant les « 5 visites » et en se renseignant à propos des « 5 questions »¹⁷⁷.
- Le Centre encourage une responsabilité accrue des bureaux locaux afin que les règlements tiennent mieux compte de la diversité infinie du pays. Parallèlement, le système de responsabilité des cadres est renforcé et leurs tâches plus clairement définies¹⁷⁸.
- Le travail de PN doit inclure une assistance socio-économique et de santé¹⁷⁹. L'assistance aux vieux sans enfant doit être améliorée, de même que les services de santé destinés aux mères et aux enfants, et un système de pension avec retenue sur salaire mis sur pied. Le gouvernement comprend que l'application de la PN doit rimer avec une amélioration de la qualité de vie, car c'est en cela que consiste la nouvelle idéologie que promeut le Parti. Cette assistance accrue aux couples qui pratiquent la PN est bien sûre aussi censée faire diminuer la fécondité, particulièrement en régions rurales, en résolvant les problèmes à la racine des désirs de plusieurs enfants¹⁸⁰.

¹⁷⁴ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 18

¹⁷⁵ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 184

¹⁷⁶ White T., 1994, op. cit., pg. 12

¹⁷⁷ 1) Aux couples qui, après la naissance de leur premier enfant, n'en souhaitent pas un second ; 2) A des individus ou des activistes "modèles" du planning familial ; 3) A des individus ayant subis des opérations de contrôle des naissances ; 4) A des individus punis pour des raisons en lien avec la planification familiale 5) Aux nouveaux-mariés. Les cadres doivent se renseigner à propos : 1) de la grippe ; 2) de la fièvre ; 3) de la santé maternelle et infantile ; 4) des difficultés familiales 5) des opinions concernant le travail de planification des naissances. Cf. Blayo, 1997, op. cit., pg. 184

¹⁷⁸ Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 493

¹⁷⁹ Pour plus de détails, cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 117

¹⁸⁰ Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 501

La concrétisation au niveau provincial est rapide. La proportion de couples ruraux autorisés à concevoir un second enfant a augmenté partout¹⁸¹. La politique de PN répartit les exceptions de manière à réduire les inégalités spatiales et sociales, dont nous reparlerons plus loin¹⁸². Il semble que le but soit aussi de préserver la famille patrilinéaire, car la naissance d'une fille est souvent considérée comme une difficulté suffisamment grande pour justifier une exception à la Politique¹⁸³.

L'influence du document 7 se manifeste dans la remontée du taux de fécondité entre 1985 et 1987 (figure 1). Cela illustre que les incitations économiques n'attirent pas suffisamment la population rurale¹⁸⁴. Le but doit être révisé en 1985 à « environ » 1.2 milliard, puis de nouveau en 1987 à 1.25 milliards¹⁸⁵.

C. Le document central 13 : Une vision nouvelle ?

Ce texte, qui remplace et clarifie le document 7, est publié à côté du 7^{ème} Plan Quinquennal de 1986-1990, soit en avril 1986¹⁸⁶. Dans les faits, il représente la confirmation du Parti de tenir ses objectifs pour l'an 2000 et donc la continuation de son prédécesseur de 1984¹⁸⁷. Cette « déclaration » est devenue nécessaire, face aux rumeurs persistantes d'une fin proche de la politique de l'enfant unique¹⁸⁸. Le Document amène quelques assouplissements supplémentaires ; ainsi les exceptions à la règle de l'enfant unique peuvent-elles passer de 10 à 20%¹⁸⁹. Sa lecture indique une évolution significative de la perception gouvernementale vis-à-vis de la croissance démographique, car celle-ci n'est plus perçue comme un danger majeur pour le développement économique. Le raisonnement est désormais inverse : c'est le niveau socio-économique qui est le facteur primordial dans la baisse du taux de fécondité¹⁹⁰. Les architectes du document expriment leur logique de pensée en ces termes : « Le fait que des localités individuelles aient des taux de naissances qui diffèrent illustre qu'un développement économique et culturel inégal influence le niveau des naissances, ce qui souligne le rôle important s'agissant de la transformation du taux de fécondité, du développement économique, culturel et éducatif...¹⁹¹ ». Cependant cette nouvelle vision n'est pas partagée par tous¹⁹².

La croissance rapide de l'économie agricole a lourdement contribué à ce changement de paradigme, en permettant un faible niveau de chômage dans les campagnes¹⁹³. La situation économique, qui s'oriente vers une instabilité croissante,

¹⁸¹ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 186

¹⁸² Pour plus d'information concernant l'avantage en terme de revenus et de mobilité à avoir plusieurs enfant et particulièrement des garçons, cf. Greenhalgh S., 1988, op. cit.

¹⁸³ Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 497

¹⁸⁴ Li J., 1995, op. cit., pg. 571

¹⁸⁵ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 186

¹⁸⁶ White T., 1994, op. cit., pg. 150

¹⁸⁷ Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 494

¹⁸⁸ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 248

¹⁸⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 124

¹⁹⁰ Cela rappelle le vieux slogan : « le développement est la meilleure pilule ».

¹⁹¹ White T., 1994, op. cit., pg. 150

¹⁹² Ibid., pg. 150

¹⁹³ Ibid., pg. 150

divise le pouvoir en deux camps opposés¹⁹⁴, ce qui ne permet pas à ce nouveau raisonnement de se concrétiser¹⁹⁵.

Un second effet des réformes qui semble influencer le niveau de fécondité est constitué par la croissance quasi exponentielle de la population migrante ou « flottante » des villes, qui atteint déjà 5% de la population au milieu de la décennie 1980. Ce groupe semble échapper à grande échelle au système de Planning familial, de par la difficulté à le contrôler (ce qui débouche sur environ 10% de naissance hors plan soit une proportion de naissances non-autorisées environ deux fois supérieure à la moyenne nationale). En conséquence, les grandes municipalités créent des certificats de planification familiale spécifiques afin de mieux suivre ce groupe¹⁹⁶. Cet effort est supporté par l'informatisation de l'administration, qui débute au milieu de la décennie 1980 et permet une meilleure surveillance du peuple et des cadres à tous les échelons¹⁹⁷.

La politique demeurera stable dans ses grandes lignes de 1984 à 1990, bien que le pays traverse une période de croissance du taux de fécondité (de 1985 à 1987), en premier lieu car le gouvernement considère comme essentiel que le niveau de tension atteint lors du désastre de l'année 1983 appartiennent à jamais au passé¹⁹⁸. Répondant aux critiques face aux mauvais résultats, Peng Peiyun¹⁹⁹ déclare que ceux-ci sont dus à « un problème de travail et non une erreur de politique²⁰⁰ ». En arrière plan de la continuité concrète, la hausse de la fécondité attise le débat entre planificateurs extrêmes et partisans d'une souplesse accrue²⁰¹. Certains décideurs se rendent finalement progressivement compte du coût conséquent et des dangers de la politique de l'enfant unique, qui va notamment occasionner un vieillissement accéléré²⁰².

Dès 1988, des études montrent que les objectifs ne seront pas atteints²⁰³. La modération de Wang Wei devient une tare et celui-ci est promptement remplacé²⁰⁴. Il deviendra par la suite un bouc émissaire pour les « mauvais » résultats²⁰⁵. Peng Peiyun²⁰⁶, une des femmes les plus haut placées du Parti, est nommée à sa place. L'une des premières mesures qu'elle prend consiste à réajuster la cible à 1.3

¹⁹⁴ Une partie du gouvernement pense que la solution à l'instabilité économique passe par un approfondissement des réformes. La seconde au contraire pense que l'instabilité est justement causée par les réformes. L'incident de Tiananmen est une conséquence indirecte de cette scission. Finalement la faction de Deng Xiaoping reprend le contrôle du pouvoir et massacre les étudiants. Cf. Feigon L., *The meaning of Tiananmen*, 1990, Chicago : Ivan R. Dee, publisher, pg. 221 & *passim*.

¹⁹⁵ Le contexte sera de nouveau favorable dans la première moitié des années 1990. Cf. chap. 6

¹⁹⁶ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 198

¹⁹⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 188

¹⁹⁸ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 245

¹⁹⁹ Ministre en charge de la Commission Nationale de planification familiale.

²⁰⁰ White T., 1994, op. cit., pg. 152

²⁰¹ Ibid., pg. 152

²⁰² Li S., *Enfants « rois » et vieillards « délaissés » : implications socioculturelles de la transition démographique en Chine*, cf. Attané I., (éd.), 2002, pg. 490. Concernant les conséquences négatives de la Politique, cf. chap. 5.

²⁰³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 125

²⁰⁴ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 245

²⁰⁵ Ibid., pg. 238

²⁰⁶ Ibid., pg. 237

milliards pour l'an 2000²⁰⁷, probablement afin de s'assurer que le Parti ne perd pas la face. Mais fin 1988, le programme se durcit tout de même et publie la première d'une série de 4 instructions pour des « mois de propagande en hiver²⁰⁸ », afin de revenir à une application stricte de la Politique²⁰⁹. Cela aboutit à de nouveaux chocs car les provinces entrent alors dans une surenchère²¹⁰. L'effet se fait sentir rapidement : la fécondité chute entre 1988 et 1990 de 2.5 à 2.3 enfants par femme²¹¹, atteignant pour la première fois le seuil de renouvellement des générations²¹².

Malgré ces « bons » résultats, le recensement de 1990 révèle un « excédent » de l'ordre de 20 millions de personnes par rapport au but du Plan quinquennal, et de nombreux sous-enregistrements²¹³. Le pire semble à venir car le nombre de femmes d'âge particulièrement féconde va atteindre son maximum (voir figure 5). La réaction des autorités ne se fait pas attendre, et en mai 1991 est publié le document numéro 9. Ce texte agit sur trois fronts : il accentue la pression sur les cadres avec le slogan « un vote un veto²¹⁴ », et cible désormais principalement les ruraux avec deux et plus enfants, ainsi que la population « flottante »²¹⁵, et tente de renforcer l'institution de la PN²¹⁶. La fécondité prolonge sa baisse et atteint son plus bas niveau historique à environ 2 enfants par femme en 1992²¹⁷, le remplacement des générations n'est plus assuré.

Avec la mise en œuvre des réformes, la Chine se doit de choisir entre accorder la priorité à la croissance économique rurale ou privilégier la diminution du taux de fécondité. L'état adopte un compromis entre plan et marché : la planification centralisée de la population est conservée, tandis que dans le même temps le gouvernement concède que le meilleur moyen de réduire la fécondité à long terme est au travers d'un développement rural dirigé par le marché²¹⁸.

III. - 1992- 2006

A. Des campagnes brutales à une certaine prise de conscience : 1992-2001

Il semble que la baisse rapide du taux de fécondité ait dépassé les attentes réelles des dirigeants, de sorte que certain d'entre eux commencent à penser qu'ils sont

²⁰⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 125

²⁰⁸ Les suivantes le seront en 1989-1990-1991.

²⁰⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 125 ; White T., 1994, op. cit., pg. 154

²¹⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 128-130

²¹¹ Peng X., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit. pg. 60 & 62

²¹² Ce seuil se situe à environ 2.3 enfants par femme compte tenu des taux de mortalité infanto-juvénile de la Chine des années 1980. Peng F. & Cambois E., Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 109.

²¹³ White T., 1994, op. cit., pg. 143

²¹⁴ L'échec au niveau d'une tâche (la planification des naissances) pèse plus lourd que l'ensemble des succès enregistrés à d'autres niveaux. Ainsi les résultats de PN sont-ils décisifs s'agissant de l'évaluation en vue de promotions, de bonus ou de punition. Cf. Banister J., 1988, op. cit., pg. 245

²¹⁵ Le Document souhaite généraliser les cartes de contrôle des naissances. Cf. *Birth control card for roving workers*, Xinhua general news service, 27 déc. 1991, Pékin

²¹⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 126

²¹⁷ Peng X., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit. pg. 60 & 62

²¹⁸ White T., 1994, op. cit., pg. 155

peut être allés trop loin²¹⁹. Comme la situation économique est favorable et que le pays est en train de sortir de la phase de pic (figure 5), le gouvernement a confiance qu'il est maintenant possible d'éviter le recours à la coercition et de rendre la politique de l'enfant unique bien plus acceptable, et même synonyme de progrès aux yeux du peuple. Cependant, l'application doit demeurer relativement stricte car Pékin est conscient que : « Le niveau de fécondité actuel déjà atteint à présent n'est pas stable et risque de probablement remonter à un haut niveau dans l'éventualité où nos efforts diminueraient. Cela est dû au fait que les conditions sociales et économiques ne se sont pas suffisamment améliorées...²²⁰ ».

En avril 1991, lorsqu'il explique sa stratégie pour le 8^{ème} plan quinquennal (1991-1995), le Centre exprime son but : rester sous le taux de 1.25% de croissance naturelle jusqu'en 2001²²¹. Afin de tenir son objectif, le gouvernement publie 2 documents légaux. Le premier est une décision qui consiste en un appel à « renforcer le travail de planning familial et (de) strictement contrôler la croissance de la population », et en une demande d'universaliser le système de responsabilité des cadres²²². Le second document concerne les migrants, qui forment un groupe désormais gigantesque (110 millions de personnes) ; ils seront dorénavant requis de porter une carte d'identité spécifiant de nombreux détails de leur vie reproductive (statut matrimonial ; nombre d'enfants ou de naissances et mesures de contrôle des naissances usitées). La possession de celle-ci et sa conformité avec les règles de PN devient une condition à l'obtention de tous les documents administratifs (permis de résidence temporaire ; permis de travail)²²³. Le gouvernement tente aussi de parachever la « routinisation » et la professionnalisation du travail de PN afin d'éviter tout choc à l'avenir²²⁴.

L'année 1995 est marquée par le rôle croissant de l'*Association de Planification des Naissances de Chine*, qui est chargée d'aider à contrôler le comportement reproductif des masses et de les mobiliser pour se conformer au programme. Son travail est rendu difficile par les problèmes de financement importants²²⁵. C'est aussi en cette année que le programme national débute une lutte féroce contre la corruption et les abus, concrétisée par un avis de la commission nationale qui stipule aux cadres de PN les « 7 ne pas », qui consiste en 7 interdictions²²⁶.

²¹⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 129

²²⁰ Statement by a Chinese official : *accomplishments of China's family planning program*, juin. 1993, Population and development review, pg. 401

²²¹ Boland R., *Selected legal developments in legal reproductive health in 1991*, juil.-août 1992, pg. 181

²²² Notamment car la falsification des statistiques est devenue un problème important, cf. Ibid. . Au point que les données démographiques recueillies par les enquêtes nationales sur la fécondité et le contrôle des naissances ne sont plus exploitables efficacement. Voir : Attané I., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 55

²²³ Boland R., 1992, op. cit., pg. 181

²²⁴ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 383

²²⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 199

²²⁶ A savoir : 1) arrêter ou blesser les contrevenants ou les membres de leur familles ; 2) détruire de la propriété ; 3) confisquer de la propriété sans suivre le processus légal ; 4) ajouter des taxes ou lever des amendes comme bon leur semble ; 5) emprisonner les associés des contrevenants ou user de représailles contre les gens qui forment des plaintes ; 6) refuser la permission pour une naissance légale afin d'atteindre l'objectif du plan ; 7) organiser des tests de grossesses pour des femmes célibataires. Cf. Ibid., pg. 191 ; Ce point sera traité plus en profondeur au chapitre 6.

Le 8^{ème} plan quinquennal de 1996-2000 est une avancée en ce qu'il contient principalement des incitations en lieu des nombreuses punitions caractéristiques des lois précédentes. Il prévoit que le programme de PN fournisse des services en plus grand nombre et de meilleure qualité²²⁷. Cela nécessite une meilleure intégration entre différentes unités gouvernementales (notamment avec le ministère de la santé), ce que rend possible le rang de Peng Peiyun²²⁸.

La situation de la fin des années 1990 permet des expériences locales avec des programmes plus libres (moins intrusifs) et davantage centrés sur le « client »²²⁹. Cela donne naissance, après quelques années, au concept de « soins de qualité » qui est progressivement généralisé²³⁰. Malheureusement, les problèmes de financement sont très importants car chaque localité doit payer pour ses propres expérimentations, alors que ce sont les plus pauvres d'entre elles qui enregistrent la fécondité la plus élevée²³¹.

Une étude en l'an 2000 indique une population totale de 1.266 milliards d'habitants, soit en deçà du but de 1.3 : la chute a donc été plus rapide qu'anticipée²³², particulièrement en région rurale. Selon les spécialistes, la fécondité aurait atteint le taux très faible de 1.5-1.6²³³. Cela n'a pas manqué d'avoir un impact sur le contenu de la première loi de Planning familial au niveau national, publiée en 2001²³⁴.

B. La Loi de 2001 sur la Population et la Planification des Naissances

Les multiples difficultés que comportent la création d'une loi nationale sur le Planning Familial en Chine, à savoir l'impossibilité d'uniformité et la question de garantir qu'un programme créé dans le but de limiter les naissances puisse fournir des services de santé reproductive, se voient surmontées en 2001. La formulation générale permet de laisser le soin des détails aux provinces²³⁵, qui doivent adapter leurs règlements aux particularités de leur région ou même sous-région. Le second problème est réglé en n'incluant dans la Loi que le principe de la santé reproductive et en demandant parallèlement au Conseil d'Etat de publier des règlements sur « le management des services techniques de planification des naissances »²³⁶. Ce développement tant attendu permet une légalisation de l'institution du planning étatique tout en plaçant des restrictions sur celle-ci²³⁷. L'objectif est que ce Document contribue à augmenter

²²⁷ Winckler E. A., op. cit., pg. 383

²²⁸ En effet, le ministre des naissances Peng Peyun a été promu à un rang proche de celui de vice-premier ministre (tout en gardant son poste antérieur). L'apparition du concept de service de qualité témoigne d'une réorientation majeure de la Politique, qui sera traitée au chapitre 6.

Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 143

²²⁹ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 384

²³⁰ Ibid., pg. 384. Le rôle de l'international est ici important, et sera étudié au chapitre 6.

²³¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 151

²³² Ibid., pg. 155

²³³ Ibid., pg. 155

²³⁴ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 391

²³⁵ *China (P.R) Law on population and birth planning*, sept. 2002, Population and development review, art. 29

²³⁶ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 393

²³⁷ Ibid., pg. 394

la satisfaction du « client »²³⁸ et à accroître la légitimité des activités de PN, avec pour finalité de maintenir le taux de fécondité à son bas niveau à terme éloigné.

Le contenu de la Loi mêle des éléments de stabilité et certaines innovations, elle réaffirme la nécessité d'une intervention de l'Etat/Parti afin de sauver la Chine, en fixant un objectif pour la fin du plan quinquennal. Selon Pékin, ce n'est que dans un futur distant que les conditions économiques, sociales et culturelles atteindront un niveau qui permettra de se passer de règlements. L'efficacité de la politique requiert de maintenir une stabilité dans l'application, ainsi qu'une discrimination entre régions et groupes ethniques/sociaux. Témoignage de l'avancée des réformes, le *Livre Blanc* publié en l'an 2000 souligne l'importance que la Loi soit « ...conforme aux demandes de l'économie de marché²³⁹ ». Le même raisonnement s'applique à la justification de l'amende « de compensation sociale » : celle-ci n'est plus une punition mais une compensation à la société pour les dépenses supplémentaire engendrées par une naissance hors-plan²⁴⁰. La loi exige que la capacité de coopération entre organismes étatiques soit renforcée et que les systèmes de planning familial et de santé coopèrent afin d'établir un système local de services²⁴¹. En cela, le Document représente la formalisation de la prise de conscience que le facteur primordial dans la baisse stable et à long terme de la fécondité est l'amélioration continue de la condition socio-économique²⁴². D'autre part, la Décision accroît son intervention dans l'effort d'amélioration de la « qualité »²⁴³ de la population en complétant les dispositifs existants avec de meilleurs soins maternels et de l'enfant. La loi souhaite une transition d'un accent mis sur la quantité à la priorité placée sur la qualité. Allant dans ce sens, des critères sont établis pour évaluer la qualité des soins²⁴⁴.

Le gouvernement prend conscience qu'il ne peut absolument plus s'appuyer sur le volontarisme, pas plus que sur la mobilisation des masses, mais doit au contraire adapter son action aux effets des réformes. Il souligne la nécessité d'agrandir le dispositif d'incitations économiques et d'augmenter les sommes afin de s'adapter à la croissance des niveaux de vie²⁴⁵. Dans le même temps les punitions doivent être moins fréquentes²⁴⁶. Cependant, la propagande demeure un outil important, bien que le slogan évolue. Désormais le choix du moyen de contraception doit être « informé » et il faut moderniser la « culture reproductrice rurale »²⁴⁷.

S'agissant des cadres, le Document, en soulignant la nécessité de perfectionner le système de responsabilité les concernant, autorise l'inclusion de critères tels que la « satisfaction du client » et le « respect de la légalité » dans les systèmes servant à

²³⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 155

²³⁹ *Chinese government [2001] white paper on population in China*, juil. 2001, Information office of the state council, pt. 7

²⁴⁰ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 396

²⁴¹ Ibid., pg. 391

²⁴² *China (P. R) law on population and birth planning*, 2002, op. cit., art. 28

²⁴³ Le terme de « qualité de la population » est délicat à interpréter car en Chine il englobe l'eugénisme au même titre que d'autres paramètres, comme le niveau d'instruction et l'espérance de vie. A ce sujet, cf. Blayo Y. 1997, op. cit., pg. 174

²⁴⁴ *China (P. R) law on population and birth planning*, 2002, op. cit., art. 30

²⁴⁵ Ibid., art. 15

²⁴⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 138 ; Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 394

²⁴⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 186

les évaluer²⁴⁸. La loi est aussi progressive dans ses silences, car certaines règles que l'on peut qualifier de coercitives ne sont plus mentionnées, ce qui oblige les provinces à assouplir leur propre législation²⁴⁹. Par ailleurs, la prise de conscience des aspects négatifs et des dangers de la Politique se répand parmi l'élite politique, ce qui explique que la loi tente d'y remédier. Le législateur souhaite anticiper et prévoit la mise en place d'un système de sécurité sociale pour les parents « conformistes ». « Afin de promouvoir la planification des naissances, l'état va mettre sur pied et améliorer divers systèmes d'assurances sociales, tels que l'assurance vieillesse, l'assurance médicale de base, l'assurance pour la mise au monde et l'aide sociale²⁵⁰ ». Le Document note également le besoin de contrer la masculinisation croissante des naissances²⁵¹.

Les articles de la Loi énumèrent avant tout des droits, dont celui de procréer²⁵² et d'avoir un accès gratuit aux soins de base²⁵³. Elle n'impose pas mais « recommande », notamment en ce qui concerne les « deux tardifs²⁵⁴ » et l'utilisation de la contraception pour les couples ayant déjà un enfant²⁵⁵. Il est stipulé que le personnel de PN exécutant des opérations médicales a le devoir de protéger les patients²⁵⁶.

Ce côté « progressiste » est limité par certains facteurs. Tout d'abord, la pratique de la PN demeure obligatoire et les punitions sont donc sensées être dissuasives, comme l'atteste la forte escalade de celles-ci en cas de résistance²⁵⁷. Par ailleurs, ce texte évite encore de traiter de sujets tabous, tel celui de la population « noire » (non-enregistrée)²⁵⁸. La pression sur les cadres est accentuée, ce qui aboutit à une situation étrange et difficile à gérer pour ces derniers. Ils doivent en effet s'assurer de l'application stricte de la loi (qui reste coercitive) d'une part, tout en fournissant des services de qualité de l'autre²⁵⁹. Par ailleurs, la loi n'offre à la population qu'une protection somme toute restreinte contre la corruption et les abus des cadres²⁶⁰. Cette évolution législative représente une transition de la quantité à la qualité et des devoirs aux droits, bien que ces derniers manquent de clarté dans leur définition²⁶¹.

Dans la pratique, l'exécution de cette loi sera subordonnée au dépassement de certaines contraintes, dont 2 principales. Avant tout, l'évolution qui suppose d'inclure des services de santé nécessite une coopération double : horizontale, de plusieurs

²⁴⁸ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 392

²⁴⁹ Ibid., pg. 398 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 160

²⁵⁰ *China (P. R) Law on population and birth planning*, 2002, op. cit., art. 24 ; Actuellement, en 2006, ces promesses se font toujours attendre dans le monde rural. Cf. pg. 106

²⁵¹ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 392

²⁵² *China (P. R) Law on population and birth planning*, 2002, op. cit., art. 17

²⁵³ Ibid., art. 21

²⁵⁴ A savoir : le mariage et la mise au monde. Cf. *ibid.*, art. 18

²⁵⁵ Ibid., art. 34

²⁵⁶ Ibid., art. 19

²⁵⁷ Ibid., art. 36

²⁵⁸ Le non-enregistrement a de nombreuses causes, mais concerne en général la population non-planifiée. Voir : Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 157. Concernant le phénomène du non-enregistrement, cf. pg. 116.

²⁵⁹ Les conséquences s'agissant de l'application de la politique par les cadres seront traitées au chapitre 3.

²⁶⁰ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 397-398

²⁶¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 151

ministères, et verticale, des dirigeants du Parti afin qu'ils forcent les provinces à écouter la Commission, ce qui ne sera pas aisé²⁶². La seconde réside dans le manque de fonds chronique, qui a des causes multiples²⁶³ mais dont l'origine est difficilement traitable en ce qu'elle se trouve dans les réformes économiques elles-mêmes. La corrélation positive entre pauvreté et fécondité renforce cette difficulté, qui est rendue plus aiguë encore par le fait que les dépenses de santé sont devenues le premier facteur de paupérisation dans les campagnes²⁶⁴. C'est là la motivation qui a poussé Jiang Zemin²⁶⁵, fin 2001, à ordonner au ministère de la santé de donner priorité à la reconstruction du système de santé rural²⁶⁶.

L'année 2003 marque l'arrivée de Hu Jintao au Poste Suprême. Il tente de régler les dommages causés par la politique de l'enfant unique. A cet effet deux décisions sont arrêtées :

- 1) Le renforcement des trois missions désormais principales des activités de PN : le contrôle des migrations ; continuer d'assurer une bonne incitation à coopérer et la sécurité des parents d'enfants uniques ; et enfin arrêter la progression de la masculinité²⁶⁷.
- 2) La création d'un système de services ruraux à trois niveaux : county, township et village. Il demande aussi une meilleure coopération entre le système de santé et celui de PN²⁶⁸.

Malgré toutes les réformes, le programme reste dirigé par le sommet.

Récemment, en 2006, le Parti rappelle que la PN demeure une politique de long terme et sera appliquée après la fin du plan quinquennal actuel (2010)²⁶⁹. Les quelques années à venir sont considérées comme une période cruciale ; il n'y a pas de relaxation à attendre avant 2020²⁷⁰.

IV. - L'eugénisme

La Chine n'a pas connu la Shoah, ce qui explique que l'eugénisme ne soit pas rapidement devenu tabou dans l'Après-Guerre comme en Occident. D'ailleurs, cette constatation vaut pour l'Asie dans son ensemble. Le Japon, pays pourtant considéré comme le plus avancé dans cette région du globe, a mis en place une loi de stérilisation obligatoire en 1948, et à stérilisé de force jusqu'en 1992 (il faut attendre 1996 pour que la loi en question soit abandonnée)²⁷¹. La politique de l'enfant unique,

²⁶² Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 405

²⁶³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 140

²⁶⁴ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 407

²⁶⁵ Président de la république populaire de Chine du 27 mars 1993 au 15 mars 2003. Cf. *Jiang Zemin*, cf. Wikipédia, op. cit.

²⁶⁶ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 407

²⁶⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 172-175

²⁶⁸ Ibid., pg. 187

²⁶⁹ Zhang F., cf., *Minister : one-child policy to remain*, 7 jan. 2006, China daily

²⁷⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 151

²⁷¹ Yamaguchi M., *Victims begin to talk about Japan's sterilization program*, 19 déc. 1997, Associated Press

qui a pour but de limiter les naissances, comporte la tentation de les sélectionner, ce que le progrès scientifique permet et facilite²⁷². Ainsi, au début de la décennie 1980 la planification des naissances incorpore cette volonté d'amélioration génétique. Elle justifie cela en invoquant le coût social qu'engendrent les personnes handicapées. Cette déclaration de Chen Muhua permet d'apprécier le raisonnement : « L'eugénisme influe non seulement sur le succès de l'état et la prospérité de la race, mais aussi sur le bien être du peuple et la stabilité sociale²⁷³ ».

La loi sur le mariage de 1980 interdit l'union aux personnes souffrant de « maladies qui les rendent inaptes au mariage d'après avis médical²⁷⁴ ». Elle rend obligatoire l'examen pré-nuptial²⁷⁵. En 1987, l'eugénisme est toujours de rigueur et Wang Wei affirme : « Nous devons aussi faire du bon travail dans la promotion de l'excellence génétique et bien éduquer les enfants de façon à améliorer la qualité de la population²⁷⁶ ».

Il y a un danger non-négligeable d'arbitraire, car la définition des « affections [rendant] inapte » et de l'autorité censée porter le diagnostic sont insuffisantes²⁷⁷.

Ce raisonnement « génétique » parmi les élites leur provoque des soucis dans la seconde moitié des années 1980, car celles-ci considèrent (d'une manière typiquement malthusienne) que l'aide sociale aux familles pauvres contribue à augmenter leur fécondité et à diminuer ainsi la « qualité » moyenne de la population²⁷⁸. Des appels à autoriser les « intellectuels » à avoir un second enfant se font entendre²⁷⁹. Le gouvernement réagit et en 1989, le Conseil d'Etat lie l'assistance contre la pauvreté à l'application de la PN²⁸⁰. Les dérapages arrivent rapidement, d'abord dans certaines provinces, notamment le Henan²⁸¹, puis au niveau national, dans le projet de loi soumis à l'Assemblée Nationale du Peuple en 1993 sur « l'eugénisme et la protection sanitaire ». Il prévoit l'imposition de la stérilisation et de l'avortement afin de, selon ses législateurs : « prévenir ou réduire le nombre de naissances d'enfants profondément malades ou handicapés, améliorer la qualité de la population et sauvegarder la santé des mères et des enfants²⁸² ». La volonté eugéniste du texte est si évidente que le scandale ne tarde pas et devient international. Les autorités battent en retraite : la loi ne sera que facultative²⁸³. Les termes d'« eugénisme » et de « naissances inférieures » disparaissent du vocabulaire du planning familial²⁸⁴. Le texte est renommé « loi pour la protection natale et sanitaire des mères et des enfants »²⁸⁵ et passe la rampe fin 1994. Ce

²⁷² Dikötter F., *Imperfect conceptions*, 1997, Londres, pg. 153

²⁷³ Ibid., pg. 162

²⁷⁴ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 208

²⁷⁵ Ibid., pg. 174

²⁷⁶ Banister J., 1988, op. cit., pg. 250

²⁷⁷ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 175

²⁷⁸ Palmer M., 1995, op. cit., pg. 127-128

²⁷⁹ Ibid., pg. 128

²⁸⁰ Ibid., pg. 127

²⁸¹ Dikötter F., 1997, op. cit., pg. 173

²⁸² Johnson L. & Epstein E., *Expanding eugenics or improving health care in China : Commentary ...*, juin 1997, Journal of law and society, pg. 203

²⁸³ Comme le relève Yves Blayo, les autorités viennent ainsi de créer une catégorie assurément inédite. Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 175

²⁸⁴ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 175

²⁸⁵ Johnson L. & Epstein E., 1997, op. cit., pg. 204

recul ne signifie pas la fin de l'eugénisme en R. P. C., même si la loi est désormais présentée comme un instrument destiné à contrôler l'excès potentiel de certains règlements provinciaux imposant l'avortement et la stérilisation pour des motifs eugénistes. En effet, la volonté affichée la sous-tendant est mise en doute, ne serait-ce que parce qu'elle identifie tout de même les personnes « inaptes » à se reproduire et promeut le diagnostic pré-natal²⁸⁶. Ce faisant, elle offre un soutien tacite à la pratique de l'eugénisme²⁸⁷.

Sans entrer dans le débat éthique, il est important de rappeler que la véracité scientifique des théories eugénistes est fortement remise en question dans le monde médical. D'une part parce que l'eugénisme simplifie à outrance la transmission génétique des caractères physiques et mentaux, qu'il réduit à l'hérédité. De l'autre, car le rôle essentiel de l'environnement est nié. Les exemples sont très nombreux, en voici un : il a notamment été prouvé que c'est le manque d'iode qui est souvent responsable de problèmes de santé mentale à la campagne²⁸⁸. Il n'est dès lors pas étonnant que ce « défaut » soit récurrent dans certaines familles, car les paysans sont peu mobiles.

La vive réaction internationale aura principalement eu pour effet un choix très prudent des termes dans les lois post-1993. Le *Livre Blanc* de l'année 2000, à titre d'illustration, précise ce que les autorités entendent par « qualité de la population » : « en termes de santé et d'éducation²⁸⁹ ».

²⁸⁶ China (P. R.) Law on maternal and infant health care, 27 octobre 1994, Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China, art. 38 & 7 (al. 3) / 8 / 9 / 10

²⁸⁷ Johnson L. & Epstein E., 1997, op. cit., pg. 205

²⁸⁸ Dikötter F., 1997, op. cit., pg. 178

²⁸⁹ *Chinese government white paper on population in China*, 2001, op. cit., pt. 5

Chapitre 3

Les applications et résistances différenciées

En théorie, les règles sont évidemment appliquées strictement par tous les échelons de la hiérarchie administrative²⁹⁰. Mais demeurer dans une analyse de type macro-sociale ne permet pas de comprendre l'évolution de la courbe de fécondité (figure 1), ni d'expliquer les ajustements répétés de la politique de planification des naissances²⁹¹. Une étude de l'application au niveau micro et macro-sociaux est nécessaire afin d'éclairer ce phénomène. Il est particulièrement intéressant d'observer l'application à l'échelle la plus basse : lorsque l'extrémité du bras étatique entre en contact avec le peuple. On remarque alors que la mise en oeuvre de la politique résulte d'une interaction permanente entre acteurs et n'est donc pas entièrement imposée du haut vers le bas. Par ailleurs, analyser le phénomène de la résistance permet de mesurer la distance séparant les exigences de la politique des réalités économiques et sociales, ainsi que la réticence de la population à subir des opérations de PN. L'observation fait en outre ressortir un fossé important entre la théorie et la pratique de l'application de la politique de l'enfant unique, s'agissant à la coercition, qui amplifie la résistance.

Ce chapitre sera centré sur le cadre rural, car les villageois représentent environ 80% de la population chinoise dans les années 1980, et leur contribution à la fécondité générale est plus importante encore, avoisinant les 90%²⁹². C'est donc dans les campagnes que le futur démographique chinois se détermine. Ce chapitre s'occupe donc de deux questions. La première étant l'application de la politique de l'enfant unique au sein des régions rurales ou urbaines, et parmi les « minorités ethniques ». Le phénomène de la résistance constitue la seconde problématique. Une discussion finale conclura.

I. - Les acteurs

Les acteurs ne sont ici, à la campagne, pas double (état et population) mais triples. Il y a d'abord ce que je considère comme l'état à part entière, c'est à dire toute l'administration jusqu'à l'avant dernier échelon de celle-ci (les cadres des townships)²⁹³. Ceux-ci ne connaissent point la population et n'ont presque aucun contact avec elle. Ce sont des urbains de par leur *hukou*²⁹⁴. Ils sont donc plus enclins à être rigides dans l'application²⁹⁵. Ce tableau est à nuancer cependant, car d'une part il arrive que leur intransigeance provoque des conséquences qui les touchent

²⁹⁰ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 726

²⁹¹ Cf. chap. 2

²⁹² La fécondité rurale représente le double environ de sa jumelle urbaine tout au long des décennies 1980 et 1990. Cf. Attané I., *Un demi-siècle de socialisme Chinois : heurs et malheurs de la famille paysanne*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 373

²⁹³ L'administration en Chine rurale est organisée verticalement en unités de : provinces, counties ; townships et finalement, de villages. Cf. Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 710

²⁹⁴ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 214. Le *hukou* est le moyen par lequel le gouvernement communiste assigne littéralement la population à résidence et la divise en deux groupes cloisonnés : rural et urbain. Cf. Cheng T., 1994, op. cit.

²⁹⁵ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 225

directement, par exemple lorsque des paysans organisent des révoltes et les attaquent en masse, comme en 1997 au Guangdong²⁹⁶. De l'autre, ils ont tout intérêt, comme tous les échelons de la hiérarchie d'ailleurs, à ce que les quotas soient respectés. Ainsi, chaque maillon de la machine d'exécution de la PN, du cadre du county jusqu'au cadre villageois, sait pertinemment qu'il ne sera pas récompensé s'il met la main sur des irrégularités dans l'enregistrement démographique. Bien au contraire, il aura de ce fait créé des problèmes pour ses supérieurs, dont le premier souci est de respecter les différents quotas, ce qui ne manquera pas de lui attirer des ennuis pas la suite²⁹⁷.

Les cadres de PN des townships ne sont impliqués concrètement dans les villages que lorsqu'ils s'y rendent, c'est à dire presque exclusivement en période de campagne. Leur tâche consiste alors à superviser le travail des cadres ruraux et à organiser des équipes mobiles pour insérer et vérifier les dispositifs intra-utérins (ci-après DIU) et amener les femmes à l'hôpital du township pour les opérations plus lourdes²⁹⁸.

Entre l'état proprement-dit et la population se trouvent les cadres villageois²⁹⁹. Leur travail consiste tout d'abord à être des modèles, comme toute l'administration, c'est à dire à appliquer la politique de l'enfant unique à leur propre couple ou famille. Comme ces cadres sont souvent des hommes de 50-60 ans, c'est à leur entourage que revient cette tâche ingrate. Il arrive souvent que les cadres et leur famille ne soient pas irréprochables dans ce domaine³⁰⁰, et qu'ils le cachent³⁰¹. Les médias rapportent ainsi de nombreux cas, dont celui-ci : en 1982 un officiel du Parti du Guangdong est démis de ses fonctions ; en cause, sa pensée « féodale », révélée car il a eu 6 filles dans sa tentative de, finalement, parvenir à obtenir un descendant mâle³⁰². S'il arrive en effet que l'administration punisse les infractions sévères commises en son sein, ce geste rare n'a comme motivation que d'ériger un exemple³⁰³. Les gens savent bien que les cadres ne respectent souvent pas la politique qu'ils prônent, mais ils n'osent pas s'exprimer. Tout au plus entend-on des plaisanteries grinçantes dont celle-ci, aussi brève que limpide : « ce membre de la famille de tel cadre a été stérilisé deux fois » ; impliquant qu'au moins la première opération était fausse³⁰⁴.

Voici les tâches de PN des cadres villageois :

- La distribution de contraceptifs et l'encouragement à leur utilisation, en allant de porte à porte³⁰⁵
- La distribution des quotas de naissances alloués par les townships³⁰⁶

²⁹⁶ Ming P., BBC Hong Kong, *Protests against family planning policy fines spread*, 11 sept. 1997

²⁹⁷ White T., *Domination, resistance and accommodation in China's one-child campaign*, cf. Perry E. J. & Selden M., *Chinese society : change, conflict and resistance*, 2000, Routledge, pg. 111

²⁹⁸ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 715

²⁹⁹ Leur *hukou* est rural. Cf. Zhang W., 1999, op. cit., pg. 214

³⁰⁰ Zhang W., mars 2000, op. cit., pg. 67

³⁰¹ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 721

³⁰² Wren C. S., *China's birth goals meet regional resistance*, New York Times (The), 15 mai 1982, pg. 1

³⁰³ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 216

³⁰⁴ Ibid., pg. 216

³⁰⁵ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 715

³⁰⁶ Attané I., 2005, op. cit., pg. 191

- Relever la méthode de contraception « adoptée » par chaque femme
- Aider au travail domestique lorsque la femme est à l'hôpital ou se remet d'une opération³⁰⁷
- Cibler les futures porteuses de DIU³⁰⁸ et organiser les opérations de stérilisation et d'avortement avec l'hôpital du township³⁰⁹
- Assurer l'enregistrement des naissances
- Etablir les rapports³¹⁰

Bien que constituant techniquement la dernière extrémité de l'administration, les cadres villageois ont un pied de chaque côté des deux pôles. Ils vivent en général dans le village qui les a vus naître, y passent toute leur vie et partagent la même culture que leurs voisins. Les réformes ont eu une conséquence involontaire : celle d'accentuer la paysanisation des cadres ruraux, en les transformant en villageois presque comme les autres³¹¹. Le travail d'application de la politique de PN est rendu plus difficile encore par le fait que la population sous leur responsabilité consiste avant tout en leur famille et leurs voisins. En conséquence, leur travail comprend des contraintes nombreuses, la principale étant les exigences contradictoires des deux autres acteurs qui poussent dans des sens résolument opposés³¹². D'un côté le gouvernement exerce une forte pression sur ses cadres en les punissant lorsqu'ils n'atteignent pas les quotas assignés³¹³. De l'autre, le degré de colère des villageois est fonction de leur zèle. Ils sont souvent insultés, menacés et frappés³¹⁴. Depuis les années 1980, il n'est donc pas étonnant de constater que les cadres locaux ne manifestent qu'un enthousiasme faible, amoindri encore par le temps important que prend leur méthode principale : le porte-à porte³¹⁵. Lorsque l'on sait qu'ils sont en plus mal payés et que les réformes ont fortement érodé leur pouvoir, l'on comprend qu'ils préfèrent consacrer leur temps à s'occuper de leurs champs respectifs³¹⁶, activité correctement rémunérée par ailleurs, plutôt qu'à agacer leurs voisins pour un salaire de misère. Leur but est par conséquent simple (pour ceux qui ne rendent pas leur tablier s'entend), universel, et relativement invariable : limiter au minimum les tensions avec la population locale tout en évitant les blâmes d'en haut³¹⁷.

La stratégie consiste à faire fi de la Politique en place et ne à se concentrer que sur les quotas, c'est à dire ce qui peut être évalué par leurs supérieurs. La règle informelle qui se retrouve dans la plupart des villages est la suivante : tout le monde a droit à deux enfants et à un garçon. Les cadres tentent de répartir les autorisations

³⁰⁷ Car en effet, les femmes subissent l'écrasante majorité des opérations de PN. Cf. pg. 74

³⁰⁸ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 715

³⁰⁹ Ibid., pg. 715

³¹⁰ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 205

³¹¹ Greenhalgh S. & Li J., *Engendering reproductive policy and practice in peasant China : for a feminist demography of reproduction*, 1995, pg. 620

³¹² Attané I., 2005, op. cit., pg. 200

³¹³ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 255-256

³¹⁴ Attané I., 2005, op. cit., pg. 206

³¹⁵ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 228 ; Une étude a d'ailleurs trouvé que, même en ville, aucun membre du P. C. C. ne préfère le travail du Parti. Cf. Rosen S., *The victory of materialism : aspirations to join China's urban moneyed classes and the commercialization of education*, jan. 2004, China journal, pg. 69

³¹⁶ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 264 ; Les cadres ont été inclus dans la distribution des terres collectives. Cf. Greenhalgh S., 1994, op. cit., pg. 13

³¹⁷ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 225

légales ou tacites, de la manière qui soit la plus juste, pour ceux qui sont honnêtes³¹⁸. La situation inconfortable dans laquelle se trouvent les cadres, associée à l'utilisation de la responsabilité collective par le gouvernement³¹⁹, abouti à la pratique massive de la cuisine statistique. Les cadres des townships (ainsi que les échelons supérieurs) feignent de ne pas s'en apercevoir³²⁰, pour les raisons précédemment citées mais aussi car ils reconnaissent eux-mêmes qu'il leur est très difficile de prendre connaissance de ce qui se passe réellement dans un village, puisque le travail des cadres locaux n'incarne pas la coopération. Hors période de campagne, ils laissent donc faire³²¹. Cela se ressent dans l'augmentation du nombre de villages éligibles à accéder au statut de « modèle » ou « avancé ». Le gouvernement réagit dans la surenchère en haussant la barre des conditions d'éligibilité³²². Les statistiques démographiques ne sont donc absolument pas fiables³²³. La rigidité des quotas provoque rapidement une divergence entre chiffre et réalité telle que les sinologues constatent, et ce dès les premières années de la Politique, que les statistiques « ne méritent aucun crédit »³²⁴.

A la base se trouve le peuple qui, bien qu'il ne questionne pas la légitimité de la politique de l'enfant unique³²⁵, est encore traditionnel et considère comme essentiel d'avoir au minimum deux enfants, dont un fils³²⁶. Cette stratégie découle aussi partiellement du taux de mortalité, qui est encore conséquent dans les campagnes des années 1980-1990³²⁷.

L'application de la Politique repose sur l'aboutissement de l'interaction entre ces trois acteurs. Dans les faits donc, la Politique est inévitablement appliquée de manière arbitraire³²⁸ et les sinologues-démographes observent une grande diversité dans le temps et l'espace. Il y a tout bonnement autant de politiques qu'il existe de villages. L'étude de la question de la mise en œuvre est par conséquent un exercice ardu de généralisation. Il m'a semblé que la meilleure méthode est de faire la synthèse des recherches menées dans plusieurs villages situés dans différentes provinces.

Le système fonctionne par quotas, qui sont communiqués à chaque province puis redistribués en cascade par chaque couche de la hiérarchie, jusqu'à atteindre les villages qui les reçoivent des townships³²⁹. Les mesures à disposition de l'administration pour faire appliquer la Politique sont nombreuses. L'arsenal peut être

³¹⁸ Ibid., pg. 207

³¹⁹ Non seulement les cadres mais le village dans son ensemble sont punis en cas de dépassement de quotas.

³²⁰ Attané I., 2005, op. cit., pg. 200

³²¹ White T., Perry E. J. & Selden M., 2000, pg. 110

³²² Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 186

³²³ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 274

³²⁴ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 192

³²⁵ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 220

³²⁶ Li J., 1995, op. cit., pg. 583

³²⁷ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 715

³²⁸ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 203

³²⁹ Li J., 1995, op. cit., pg. 564 ; Depuis le milieu des années 1990, cette observation n'est plus valable universellement car dans certaines régions les quotas s'arrêtent au niveau du county. Cependant ces occurrences semblent limitées. Toutefois, les administrateurs eux-mêmes n'ont aucune idée de l'ampleur de ce changement, qui est une composante de la réforme de la Politique qui sera étudiée plus en profondeur au chapitre 6. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., *Chinese state birth planning in the 1990's and beyond*, 2001, INS resource information center Washington, pg. 96

divisé en trois catégories. Tout d'abord la persuasion, puis les incitations et pénalités économiques, et finalement des mesures, légales ou tolérées, de coercition³³⁰. Cette typologie est ici analysée selon cet ordre.

II. - Propagande et éducation

L'idéologie maoïste veut que la population ne soit jamais forcée, tout doit reposer sur le volontarisme. Une personne refusant de coopérer doit simplement être convaincue, car elle finira inévitablement par reconnaître le bon sens du Parti³³¹.

Les réformes dengistes aboutissent à une autre conséquence dont Pékin se serait certainement passé : rendre le travail de propagande bien plus ardu³³², notamment car le système de responsabilité implique que chacun ait sa propre activité la journée et le soir. Les cadres continuent néanmoins d'utiliser principalement la méthode du « meeting de masse », la plus efficace selon leurs dires³³³. La stratégie employée par ces derniers pour rassembler les gens une fois les réformes lancées, est généralement la suivante : le soir, tandis que certains cadres coupent l'électricité (pour que les gens ne puissent plus avoir de lumière ni regarder la télévision), d'autres projettent un film à l'extérieur de façon à attirer les villageois au centre du village. Puis, durant l'intermède, un homme interpelle la population à l'aide d'un haut-parleur et les arrose d'une propagande inlassablement répétée année après année. Le cadre tente de convaincre les paysans (ou les sceptiques qui persistent) de trois choses. Tout d'abord de la légitimité de la politique, qui repose sur la croyance en un péril démographique. Ensuite, de la nécessité d'utiliser la contraception. Finalement, le cadre tente de diminuer le mécontentement dirigé vers sa personne en répétant qu'il fait cela à contre-cœur ; que le haut de sa hiérarchie l'y contraint³³⁴.

L'administration de la planification des naissances peut avoir recours à d'autres méthodes pour populariser la politique démographique, tels les slogans et émissions de télévision³³⁵. Parfois on mise sur la peur en couvrant des accidents résultant de tentative de résistance. Une femme dans le Guangdong, dont le mari a tenté d'enlever son DIU, a commencé à saigner si abondamment qu'elle dû être immédiatement admise à l'hôpital. Le député du programme de planning familial de la province a admis que les médias ont délibérément accordé une large couverture à l'incident³³⁶. D'autres fois, les médias décrivent en détails les pénalités encourues par les contrevenants, en espérant que cela sera dissuasif³³⁷. Une méthode alternative consiste à renforcer le sentiment de fatalité, en couvrant des histoires de résistance qui échouent. La radio de Canton a ainsi rapporté le cas de deux femmes qui aidaient les épouses enceintes en infraction à se cacher. Ces « sorcières » ont été enfermées 15 jours, et les 325 femmes ont toutes (à l'exception de 9 d'entre elles) finalement subi l'avortement « inéluctable » qu'elles tentaient d'éviter³³⁸. Tous

³³⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. XV

³³¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 52 & *passim*

³³² Zhang W., 1999, op. cit., pg. 228

³³³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 77

³³⁴ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 206 & 213

³³⁵ Ibid.

³³⁶ Wren C. S., 15 mai 1982, New York Times (The), op. cit., pg. 4

³³⁷ Li J., 1995, op. cit., pg. 565

³³⁸ Wren C. S., 15 mai 1982, op. cit., pg. 1

les médias sont utilisés, mais les autres moyens de communication de masse semblent moins courants : journaux, magazine, posters³³⁹.

Le volet éducatif de la politique se fonde principalement sur les cours accélérés d'information à propos des exigences liées à la pratique de la planification des naissances, obligatoire pour tout couple candidat au mariage³⁴⁰. Les meetings de masse ne sont, en la circonstance, en effet point d'un grand secours car les gens et les cadres rechignent à aborder la question de la sexualité, en particulier lorsque cela se passe, comme souvent, en public. Les autres tentatives d'éducation sexuelle, particulièrement au sein des universités, butent sur le même obstacle. La difficulté est accentuée par le quasi tabou entourant la pratique sexuelle avant le mariage³⁴¹.

III. - Système d'incitations et de pénalités économiques

A. Incitations

Les architectes de la politique de PN, afin de rendre attirante la pratique de limitation des naissances, ont créé ce qu'ils appellent abusivement des « contrats » de planning familial, qui sont dans les faits écrits par le gouvernement et unilatéralement imposés. Ceux-ci ont été mis en place en parallèle au lancement des réformes économiques, qui ont rendu l'application de la Politique plus difficile, afin de remédier à cette évolution « négative »³⁴². Il est malheureusement impossible de connaître leur occurrence dans le monde rural³⁴³. Cependant, cette batterie de contrats n'a pas permis d'empêcher l'émergence de problèmes nombreux et substantiels au niveau de l'application de la Politique de l'enfant unique, car ces derniers sont inévitables en ce qu'ils constituent un « dommage collatéral » des réformes dengistes.

Les réformes décentralisent les financements, ce qui aboutit généralement à un amenuisement rapide et continu des fonds locaux, qui rend les incitations concrètes bien souvent dérisoires. Dans les régions les plus pauvres, le couple signataire d'un de ces contrats n'est parfois récompensé que par une bouteille thermos ou encore une couverture³⁴⁴. Les subsides de santé ont eux-aussi un penchant à la baisse et ne sont distribués qu'au quart des parents d'enfant unique³⁴⁵, dont on peut supputer sans risque qu'il s'agit certainement en majorité d'urbains. Il est vrai que l'enfant unique compte souvent double dans la distribution de lopins de terre, mais cela attire peu les paysans³⁴⁶, entre autres raisons car les lopins sont distribués pour une période de 15 ans, ce qui, considérant la rapidité avec laquelle évolue la Politique, relève du long terme³⁴⁷. L'accès prioritaire au logement, lorsqu'il existe, lui non plus n'est pas une mesure attrayante dans les villages, car chacun y est propriétaire³⁴⁸. Il

³³⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 10

³⁴⁰ Ibid., pg. 10

³⁴¹ Attané I., 2005, op. cit., pg. 213

³⁴² Cf. chap. 2

³⁴³ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 261

³⁴⁴ Attané I., 2005, op. cit., pg. 190

³⁴⁵ Short S. & Zhai F., 1998, op. cit., pg. 378

³⁴⁶ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 208

³⁴⁷ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 264

³⁴⁸ Short S. & Zhai F., 1998, op. cit., pg. 378-379

en va de même pour la priorité au travail, qui sonne creux dans un environnement où chaque famille laboure son champ et qui se privatise tous les jours davantage.³⁴⁹

Le certificat d'enfant unique constitue bien le principal contrat de planification familiale. On estime qu'en milieu rural, son nombre de détenteur atteint un plafond au milieu des années 1990, à 10.5 %³⁵⁰. Il est donc invariablement peu accepté³⁵¹. Isabelle Attané constate que ce document est parfois obligatoire pour l'enregistrement d'une naissance³⁵² et constitue même, en certains endroits, la patte blanche qui permet d'obtenir tout document, du permis de conduire à la patente commerciale³⁵³. Ces occurrences restent probablement théoriques ou tout au moins rares dans les campagnes, car les études sur le terrain confirment généralement que les couples de paysans tendent à refuser de signer, sachant justement que cela n'est ni puni, ni n'hypothèque leur futur. Il semble en effet que ces ruraux « réfractaires » ne rencontrent pas d'obstacles substantiels à mener une vie normale, notamment s'agissant de trouver un travail ou des terres à cultiver³⁵⁴. De plus, une rupture du contrat d'enfant unique entraîne un remboursement des primes versées³⁵⁵. Il n'est malheureusement pas possible d'étudier ce phénomène plus en détail dans son application pratique, faute de données suffisantes.

Quant au certificat d'autorisation de naissance, ce serait un euphémisme de dire qu'il fait peu d'adeptes, car il n'est simplement pas appliqué. D'ailleurs même les cadres des townships s'en passent : ils ne se donnent pas la peine d'envoyer les formulaires aux villages³⁵⁶.

L'incitation privilégiée est donc l'argent liquide, mais c'est justement le moyen le plus coûteux. Les montants sont peu conséquents et ne cessent de diminuer, tandis que le niveau de vie progresse³⁵⁷. S'ajoute à ce tableau le manque chronique de personnel de PN, certains villages n'en disposant d'ailleurs même pas³⁵⁸. Comme il semble que le système fonctionnait déjà péniblement avant les réformes, il n'est pas étonnant d'observer que des études constatent sa faiblesse tout au long des décennies 1980 et 1990³⁵⁹.

³⁴⁹ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 208

³⁵⁰ Les données postérieures à 1992 ne sont pas disponibles. Cf. Li S. ; Hu P. & Jin X., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 483. On sait néanmoins que le taux d'acceptation total (rural et urbain) augmente légèrement mais de manière continue. Il passe ainsi de 18.1% en 1989, à 19.2% en 1992, puis se stabilise entre 1995 et 1997 entre 21 et 22%. Il en va probablement de même pour le taux rural. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 121

³⁵¹ Tsuya O. N. & (éd.), *Achievement of one-child fertility in rural areas of Jilin province, China*, 1988, International family planning perspectives, pg. 126-127

³⁵² Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 275

³⁵³ Attané I., 2005, op. cit., pg. 198

³⁵⁴ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 208

³⁵⁵ Attané I., 2005, op. cit., pg. 191

³⁵⁶ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 210

³⁵⁷ Short S. & Zhai F., 1998, op. cit., pg. 378

³⁵⁸ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 264 & 265 ; Zhang W., 1999, op. cit., pg. 204

³⁵⁹ Ibid., pg. 219

B. Pénalités économiques

Comme les incitations sont insuffisantes en campagne et que les deniers publics des villages sont souvent bien maigres, l'application repose en pratique lourdement sur les pénalités qui, non seulement dissuadent mais, et ce n'est pas pour déplaire, renflouent les caisses³⁶⁰. Certains chercheurs constatent d'ailleurs que des cadres peu scrupuleux vont plus loin : ils ne font aucune prévention dans le but de récolter des amendes³⁶¹. Les montants prélevés ne sont parfois pas entièrement déclarés au township, de cette manière les cadres gardent l'intégrité de la somme³⁶². Le montant des amendes est stable et faible avant 1989³⁶³, puis il croît exponentiellement, doublant en l'espace de quelques années seulement³⁶⁴. Cela constitue probablement une réaction du gouvernement suite aux résultats (auxquels il s'attendait depuis 1988³⁶⁵) médiocres du recensement de 1990 et est cohérent avec sa volonté affichée d'adapter ses mesures à la commercialisation croissante de l'économie. En général, avant 1989, les amendes constituent 10 à 15% du revenu annuel et sont appliquées pendant une période qui varie de 5 à 14 ans³⁶⁶. Comme elles sont standardisées, la hausse des salaires crée parfois des situations où elles ne sont plus dissuasives³⁶⁷. Après 1989 au contraire, du fait des inégalités croissantes qui caractérisent les années de réforme et de la croissance exponentielle des montants, une partie importante de la population n'est plus en mesure de les payer³⁶⁸. Plusieurs chercheurs remarquent alors que les cadres font alors beaucoup moins usage de l'amende, notamment pour les naissances non-planifiées³⁶⁹, probablement car le système est devenu largement inapplicable. Parallèlement, la situation est inverse parmi les nantis : les cas de célébrités, d'hommes d'affaires ou encore d'hommes publics qui ne respectent pas la Politique se multiplient tout au long des années 1990 / 2000. Il faut attendre l'année 2006 pour que Zhang Weiqing³⁷⁰ reconnaisse enfin ce fait et promette de s'en occuper³⁷¹.

En théorie, une naissance non autorisée devrait entraîner une amende. Si une nouvelle grossesse venait à arriver, elle devrait alors être avortée, et l'un des conjoints stérilisé. En pratique, durant les périodes calmes (hors campagne) les cadres ruraux font preuve de souplesse ou, plus précisément, de pragmatisme, car ils ne disposent ni des moyens ni de l'envie de forcer les couples paysans à retarder la première naissance et à espacer la seconde. Ils ne gaspillent pas leur énergie à ce niveau ni n'imposent d'amendes³⁷², excepté au début des années 1980³⁷³ lorsque la

³⁶⁰ Li J., 1995, op. cit., pg. 583 ; Short S. & Zhai F., 1998, op. cit., pg. 373

³⁶¹ Attané I., 2005, op. cit., pg. 199

³⁶² Ibid., pg. 205

³⁶³ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 208

³⁶⁴ Sun L. H., *China failing to curb births, provinces implementing harsher penalties*, 28 déc. 1990, Washington Post (The) ; Short S. & Zhai F., 1998, op. cit., pg. 379-380

³⁶⁵ Cf. chap.2, pg. 38

³⁶⁶ Li J., 1995, op. cit., pg. 564

³⁶⁷ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 719 & 726

³⁶⁸ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 209 ; Li J., 1995, op. cit., pg. 571 & Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 720-721

³⁶⁹ Greenhalgh S., 1994, op. cit., pg. 13

³⁷⁰ Directeur de la commission nationale de la population et du planning familial. Il a remplacé Peng Peiyun en mars 1998. Cf. United States congress, *Testimony of John Aird : China's new family planning law*, 23 sept 2002, Congressional-executive commission on China, Washington D. C.

³⁷¹ Xinhua general news services, *China has not relaxed family planning : official*, 1er mai 2006, pg. 1

³⁷² Zhang W., 1999, op. cit., pg. 209

politique est encore totalement rigide. De plus, une deuxième naissance n'est pour ainsi dire jamais amendée lorsque le premier enfant est féminin et ce même avant la publication du document 7, en 1984³⁷⁴. Dans tous les autres cas de combinaison de genre, une seconde ou troisième naissance provoque le devoir de choisir entre amende et stérilisation, sauf lorsqu'un couple a le « malheur » d'avoir trois filles d'affilée. Dans ce cas, la stérilisation demeure rare et l'amende n'est pas automatique. En conséquence, les pénalités sont majoritairement imposées aux parents de deux enfants et plus qui ont la « chance » de ne pas avoir donné exclusivement naissance à des filles. Il y a une injustice profonde dans le choix tacite entre stérilisation et amende : les pauvres permettent de remplir les quotas³⁷⁵ tandis que ceux qui le peuvent payent, à moins qu'ils n'aient les relations nécessaires pour échapper à toute sanction. L'effort fournis par les cadres de PN du village est faible car ils tentent de minimiser les tensions et compatissent avec leurs voisins : ils font abondamment usage d'exceptions³⁷⁶. Au début des années 1980, soit durant la période la plus sévère (pour les Han)³⁷⁷, ce n'est qu'environ la moitié des contrevenants qui se voient amendés³⁷⁸. Les mal-chanceux disposent d'un délai de 14 années pour payer leur dû³⁷⁹, autant dire que l'amende, lorsqu'elle est réellement appliquée, n'est pas toujours dissuasive. Le résultat de cette mise en oeuvre éloignée des règlements est qu'au milieu de la décennie 1980, ce sont 95% des derniers enfants qui se conçoivent sans permis³⁸⁰. Cette situation semble ne pas s'améliorer : un chercheur n'a recensé aucun couple, dans l'ensemble d'un village tout à fait typique, ayant payé la totalité d'une amende, en 1993³⁸¹.

En temps de campagne, les études constatent une sorte de coopération entre les habitants et leurs cadres. Les villageois savent que les cadres locaux, qui d'ailleurs s'occupent de la population appartenant à leur clan respectif³⁸², veulent minimiser leurs souffrances tant que faire se peut. En retour, il est tacitement clair que les villageois dans l'illégalité doivent leur sauver la face en présence des cadres du township et ainsi accepter de payer une partie au moins de l'amende que tente de leur infliger le cadre³⁸³.

IV. - Les Mesures de coercition

Le gouvernement définit le terme « coercition » comme le limitant à toute utilisation de violence physique³⁸⁴, considérant que la pression morale n'est pas condamnable. Ce terme est cependant sans ambiguïté en ce qu'il inclut partout ailleurs l'exercice

³⁷³ Li J., 1995, op. cit., pg. 571

³⁷⁴ Greenhalgh S., 1994, op. cit., pg. 13

³⁷⁵ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 210 & Li J., 1995, op. cit., pg. 213

³⁷⁶ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 255

³⁷⁷ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 719

³⁷⁸ Li J., 1995, op. cit., pg. 581

³⁷⁹ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 720

³⁸⁰ Li J., 1995, op. cit., pg. 581

³⁸¹ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 209

³⁸² Ibid., pg. 228

³⁸³ Ibid., pg. 220

³⁸⁴ *Qiangzhi de banfa*

de la pression morale³⁸⁵. L'utilisation de la coercition par les cadres de la PN peut être ou non légales, inclus parfois la violence physique, et son usage n'est pour ainsi dire jamais puni par le gouvernement dans les années 1980³⁸⁶, bien qu'il le devienne progressivement au cours de la décennie suivante³⁸⁷. Les cas de coercition se produisent, semble-il, principalement lors des vagues, lorsque les cadres des townships viennent faire du porte-à-porte aux côtés des cadres locaux. Cette stratégie permet aux cadres de démontrer ce qu'ils clament : qu'ils font cela parce qu'ils sont contraints, et donc de diriger la colère vers le gouvernement³⁸⁸.

Le non-enregistrement d'une naissance est une punition couramment appliquée, dans environ deux-tiers des villages en 1991 et trois-quarts en 1993³⁸⁹. Cela est profondément injuste étant donné que ce sont les enfants que l'on pénalise, car nombre d'entre eux iront rejoindre la population dite « noire », c'est à dire qu'ils n'auront pas d'existence du point de vue légal³⁹⁰.

Les cadres de la PN ne peuvent théoriquement plus saisir les maisons depuis 1984³⁹¹, mais ils peuvent toujours confisquer des terres³⁹² et ils vont parfois jusqu'à casser des marmites, et même détruire des maisons et frapper les gens³⁹³.

La contraception et la stérilisation forcées, en partie assimilable à une punition, semblent monnaie courante en période de campagne³⁹⁴. Cela n'est par contre pas le cas en période routinière, car l'avortement et la stérilisation sont alors peu pratiqués (relativement à ce que prévoient les règlements s'entend), et encore moins ensemble, comme le voudrait la théorie, lors de la troisième grossesse³⁹⁵. Les statistiques parlent d'elles-mêmes, car comment trouver une autre explication à ce que les années 1983 et 1991 enregistrent respectivement 4 et 3 fois plus de stérilisations qu'une année moyenne³⁹⁶ ? Des femmes ont même été attachées pour être ligaturées³⁹⁷. Les avortements tardifs, c'est à dire dans le second et le dernier terme, sont un moyen courant si ce n'est privilégié d'atteindre les quotas de campagne, et ce jusque dans les années 1990³⁹⁸. D'après le programme, une femme devrait avorter de sa propre initiative si elle est illégalement enceinte. Sinon, durant des vagues de la PN, lorsque les cadres du township sont présents, ceux-ci commencent par tenter de l'en persuader. Dans l'éventualité où elle persiste, la pression des travailleurs de la PN et des chefs de la communauté augmente. Ils

³⁸⁵ Le Petit Larousse définit le terme de la façon suivante : Coercition : action de contraindre. Contrainte : 1. Pression morale ou physique exercée sur quelqu'un ou quelque chose. Le Petit Larousse illustré, 2001, Larousse, Paris, pg. 230 & 256.

³⁸⁶ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 263

³⁸⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. Xiii

³⁸⁸ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 213

³⁸⁹ Short S. & Zhai F., 1998, op. cit., pg. 378

³⁹⁰ Les enfants « noirs », bien que n'étant pas tous victimes d'une décision administrative, peuvent être considérés comme une résultante de la politique de l'enfant unique. Cette question sera traitée dans la dernière partie du chapitre 5.

³⁹¹ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 262

³⁹² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. XV

³⁹³ Attané I., 2005, op. cit., pg. 201

³⁹⁴ Ibid., pg. 198

³⁹⁵ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 720

³⁹⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 257

³⁹⁷ Attané I., 2005, op. cit., pg. 201

³⁹⁸ Ibid., pg. 33

harcèlent alors le couple en lui rendant visite tous les jours et le menacent de pénalités économiques (confiscation de biens, etc....). C'est la recette permettant de créer artificiellement nombre d'avortement « volontaires »³⁹⁹. On recense des cas absurdes, où tout est bon pour atteindre les quotas. Le cas de Li Quiliang est particulièrement illustratif. A 23 ans, on la fait avorter au 7^{ème} mois pour la raison qu'elle est « censée » donner naissance en 1992 et non en 1993. Elle saigne si abondamment qu'elle frôle la mort et ressort infirme de l'hôpital⁴⁰⁰.

V. - Les moyens techniques mis en oeuvre

A. Contraception

Il existe de grandes différences dans la mise en place de règlements, puis dans l'application entre provinces et même entre villages, qui sont dues à l'hétérogénéité des niveaux d'encadrement et de formation du personnel⁴⁰¹. A titre, d'exemple, la règle veut que les Han soient contraints à se plier à la Politique. Les aires proches des frontières, qui comportent de grandes communautés de minorités nationales, font figure d'exception en ce que les populations Han sont moins pressurisées à pratiquer la PN, probablement afin de ne pas diminuer brutalement la sinisation de ces régions⁴⁰². Curieusement, le taux de contraception continue à augmenter dans les années 1980 malgré la diminution de l'encadrement⁴⁰³, probablement à cause de l'efficacité des vagues. La contraception semble généralement limitée aux couples déjà parents, car les nullipares mariés veulent avoir un enfant rapidement⁴⁰⁴.

En temps normal, les cadres sont très peu incités à faire de la « prévention ». D'autant plus que les résultats, dans l'optique d'éventuelles primes, sont difficiles à évaluer par leurs supérieurs⁴⁰⁵. On observe alors de nouveau que l'essentiel du « travail » s'accomplit lors des campagnes⁴⁰⁶ comme en atteste cette courbe (figure 7) en dents de scie, caractéristique. Ces périodes de pics ne se produisent cependant pas dans une temporalité parallèle dans chaque localité⁴⁰⁷.

³⁹⁹ Ibid., pg. 6

⁴⁰⁰ Ibid., pg. 56

⁴⁰¹ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 248

⁴⁰² Ibid., pg. 248 ; Hardee K. & Zhenming X. & Baochang G., *Family planning and women's lives in rural China*, juin. 2004, International family planning perspectives, pg. 69

⁴⁰³ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 248

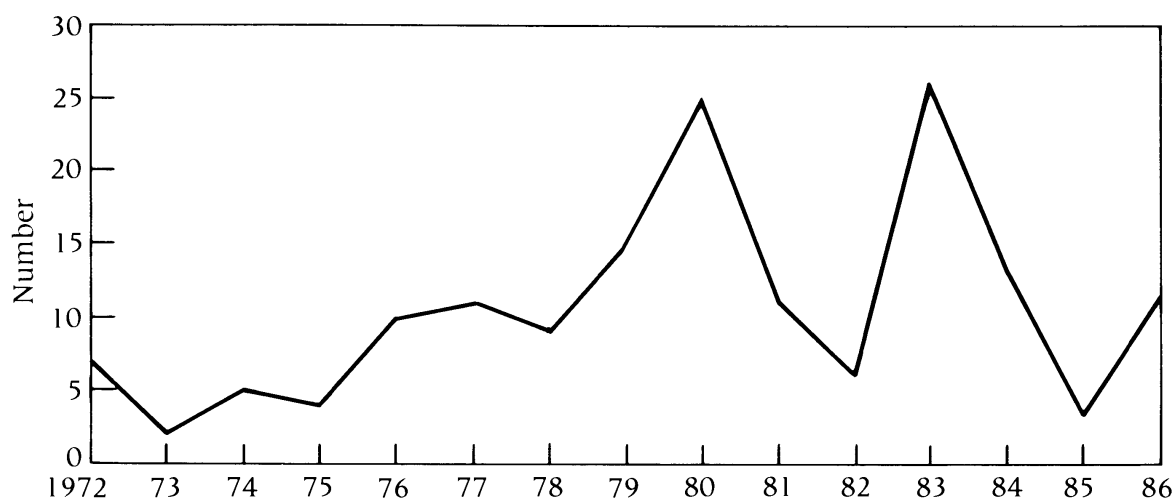
⁴⁰⁴ Attané I., *Pratique contraceptive chez les couples Chinois*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 349

⁴⁰⁵ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 209

⁴⁰⁶ Greenhalgh S., 1994, op. cit., pg. 14

⁴⁰⁷ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 723

Figure 6. - Nombre de stérilisations féminines annuelles dans 4 counties chinois : 1972-1986



SOURCE: Data in this and later figures are derived from the women's questionnaire.

Figure reprise de : Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 723

Les moyens de prévention des naissances utilisés sont le plus souvent ceux dont le fournisseur (les cadres de la PN) peut seul contrôler l'utilisation. Ils nécessitent une surveillance minimale et sont sans surprise ceux que l'état préconise au travers du slogan : « Après le premier enfant, DIU ; après le second, stérilisation »⁴⁰⁸. Le couple DIU et la stérilisation croît en occurrence relative pour atteindre près de 95% de la contraception en R.P.C. (tableau 2) en 1997.

Le moyen de contraception de choix est donc le DIU (cf. tableau 2), qui en Chine est impossible ou tout au moins dangereux à enlever sans intervention médicale⁴⁰⁹. Il a un second avantage majeur : d'être peu coûteux à long terme⁴¹⁰. De plus, son insertion ne nécessite pas de grandes qualifications et sa détection est aisée : elle ne requiert qu'un examen radio⁴¹¹. Les autres moyens sont réservés aux femmes qui ne peuvent porter un DIU car il leur cause trop de saignements⁴¹².

Les stérilisations sont, comme l'atteste le tableau 2, massivement utilisées comme moyen de limitation définitif des naissances⁴¹³. Les données indiquent que cette mesure, bien que largement répandue, ne semble pas universellement obligatoire à partir de 2 enfants, car 1 tiers des mères de deux enfants et plus ne sont pas stérilisées⁴¹⁴. Celles-ci sont probablement en majorité des femmes tentant de donner naissance au garçon tant attendu. Cela confirme les études sur le terrain, qui constatent que les cadres tentent d'éviter de stériliser les couples qui respectent la

⁴⁰⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 4

⁴⁰⁹ Cf. chap. 1

⁴¹⁰ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 251

⁴¹¹ Ibid., pg. 251

⁴¹² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 5

⁴¹³ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 276

⁴¹⁴ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 725

règle informelle du droit à deux enfants et à un garçon au moins pour tous⁴¹⁵ (bien qu'ils n'y parviennent pas toujours, particulièrement en période de campagne)⁴¹⁶.

Tableau 2. - Recours à la contraception, selon la méthode (en % des couples mariés en âge d'avoir des enfants)

RECOURS À LA CONTRACEPTION, SELON LA MÉTHODE (EN % DES COUPLES MARIÉS EN ÂGE D'AVOIR DES ENFANTS)			
	1982	1988	1997
Stérilet	34,9	29,9	40,7
Ligature des trompes	17,7	27,6	34,5
Vasectomie	6,9	7,9	8,5
Pilule	5,9	3,5	1,6
Préservatif	1,4	1,9	1,8
Autres	3,0	1,2	1,2
Proportions d'utilisatrices	69,7	72,1	88,3
<i>Sources : Enquêtes chinoises sur la fécondité et le contrôle des naissances, années correspondantes.</i>			

Tableau repris de : Attané I., 2005, op. cit., pg. 210

B. L'avortement

Il devrait être appliqué à toutes les naissances hors plan, en théorie, et est permis jusqu'au second trimestre de la grossesse inclus⁴¹⁷. Les quotas que chaque village reçoit hors campagne sont faibles compte tenu du nombre de femmes en infraction, ce qui permet aux autorités locales de choisir leurs cibles. Celles-ci sont souvent les parents de deux et plus enfants⁴¹⁸ avec un fils, ainsi que les femmes ayant eu de multiples avortements⁴¹⁹, c'est à dire les couples « égoïstes », qui ne respectent pas la règle informelle.

L'avortement semble souvent représenter une « sécurité » en cas d'échec de la contraception. Sur 25 échecs recensés par Joan Kaufman, « seuls » 10 donnent lieu à une interruption de grossesse⁴²⁰. Il est en l'occurrence probable que nombre de ces « échecs » résultent de tentatives de résistance⁴²¹. Pendant les campagnes au contraire, l'avortement devient alors le moyen privilégié pour répondre aux grossesses non-planifiées. On a recensé, lors de la plus coercitive d'entre elles (1983), de nombreux cas d'avortements forcés⁴²², et l'année 1991 enregistre un

⁴¹⁵ Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 623

⁴¹⁶ White T., cf. Perry E. J. & Selden M., 2000, pg. 11

⁴¹⁷ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 211

⁴¹⁸ Attané I., 2005, op. cit., pg. 210

⁴¹⁹ Greenhalgh S., 1994, op. cit., pg. 21

⁴²⁰ Kaufman J. (éd.), 1989, op. cit., pg. 726

⁴²¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 6

⁴²² Attané I., 2005, op. cit., pg. 200

nombre d'avortements similaire. Ce taux diminue ensuite progressivement pour se stabiliser à la fin des années 1990 à la moitié du taux de 1991⁴²³. Ces données sont à prendre avec prudence, car ce taux inclut tous les degrés de « volontarisme ».

VI. - La peur de la population

La population pense que la reproduction est une sphère privée, ce qui pose problème car les cadres utilisent les meetings pour discuter de la contraception, des avortements et de la stérilisation avec les villageois. Ceux-ci sont réticents à aborder la question devant tout le village. Il semble cependant que vingt années de PN aient eu raison de cette timidité⁴²⁴.

L'enquête menée par la Commission Nationale de Planification des Naissances, en 1997, révèle l'ampleur des lacunes du système de PN en matière d'information et de souci pour la santé des femmes. Moins de 50% des rurales sont informées ne serait-ce que succinctement, sur ce que constitue un avortement ou une stérilisation⁴²⁵. Les femmes rurales seraient 80% à n'avoir jamais subi d'examen gynécologique de routine⁴²⁶. De plus, les ruraux croient qu'une stérilisation est mauvaise pour la santé et diminue la vitalité du corps. De ce fait, ils craignent relativement moins l'avortement⁴²⁷.

Cette peur quant aux conséquences sur la santé n'est probablement pas sans justification. On rapporte les conditions d'hygiène souvent déplorable dans lesquelles se pratiquent les opérations de PN, particulièrement en période de campagne, où la santé des femmes est un souci secondaire par rapport aux quotas⁴²⁸. Le personnel médical semble souvent faire preuve d'inhumanité. L'illustre le témoignage d'une infirmière, qui décrit la machine médicale et la routine hospitalière qui comprend les avortements tardifs, aboutissant fréquemment à une naissance vivante que l'on laisse mourir en gémissant dans des bacs métalliques ou que l'on tue au moyen d'une injection⁴²⁹. Ce type de pratique a été confirmé par Gao Xiao Duan, ancienne responsable d'une clinique de planning familial⁴³⁰. Elle explique par ailleurs que sa clinique employait, de manière routinière, un réseau d'informateurs qui rapportent au sujet des grossesses non-autorisées de leur entourage, amis ou voisinage⁴³¹. Une fois qu'un enfant illégal a été repéré, il est ciblé et un raid nocturne est organisé⁴³².

A cela il faut ajouter la coercition déjà mentionnée, qui est largement répandue. On comprend ainsi pourquoi les villageois ont peur des équipes de PN, tout

⁴²³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 260

⁴²⁴ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 206 & 207

⁴²⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 215-217

⁴²⁶ Attané I., 2005, op. cit., pg. 217

⁴²⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 7

⁴²⁸ Cf., pg. 72

⁴²⁹ Attané I., 2005, op. cit., pg. 208

⁴³⁰ Committee on international relations, *Forced abortion and sterilization in China : the view from the inside*, 10 juin 1998, Committee on international relations, pg. 9

⁴³¹ Ibid., pg. 5

⁴³² Ibid.

particulièrement de celles qui arrivent des townships en période de vague, qu'ils surnomment les « démons⁴³³ ».

Comme la mise en œuvre de la politique est déterminée par des interactions triangulaires, et gardant à l'esprit les contraintes auxquelles ont à faire face les cadres, il n'est pas étonnant d'observer que l'application concrète diffère substantiellement de la théorie réglementaire. La proportion de naissances hors plan baisse malgré tout fortement depuis l'année 1985, probablement principalement en raison de la relaxation de la politique suite à l'application du document 7⁴³⁴, puis du document 13. Ce succès relatif doit être nuancé car dans les années 1990 encore, l'application de la politique demeure faible dans les 2/3 des villages, et est semi-paralysée voir inexistante dans 20% d'entre eux⁴³⁵.

VII. - La politique de l'enfant unique à la ville

Le respect des règlements dans leur application concrète est fortement corrélé au degré de contrôle de l'administration, qui est important en ville. Par ailleurs, la pression collective exercée sur les cadres par leur voisinage y est bien moindre. Un autre facteur vient se combiner : l'état réserve une part disproportionnée de ses ressources aux possesseurs d'un *hukou* urbain. Ces avantages sociaux cruciaux (travail, pension de vieillesse, nourriture, éducation, etc..) sont fournis et contrôlés par l'état au travers des unités de travail, les *danwei*⁴³⁶. De ce fait, les moyens de pression sont clairement plus importants qu'en milieu rural⁴³⁷. Qui plus est, le taux de mortalité est lui aussi bien plus faible que dans les campagnes⁴³⁸ et les enfants, au lieu d'être une source de revenu, constituent au contraire un coût allant s'accroissant⁴³⁹. De plus, la traditionnelle préférence pour les garçons semble fortement s'éroder en milieu urbain car ceux-ci ne constituent plus l'assurance vieillesse traditionnelle et la « superstition féodale » du culte aux ancêtres a presque disparu⁴⁴⁰. Finalement, l'exiguïté des logements en ville est importante⁴⁴¹. En conséquence, la proportion de naissances hors plan chute continuellement tout au long de la décennie 1980, passant de 16 à 5.8% entre 1980 et 1988⁴⁴². Ce taux est positivement corrélé au rang dans la hiérarchie urbaine, pour devenir quasi nul dans les grandes métropoles. La proportion de naissances planifiées atteint 97% à Tianjin en 1986 déjà, et le taux de naissances non-planifiées de rang 3 et plus n'y est que de 0.2%⁴⁴³. Les naissances planifiées constituent 99.75% du total à Shenyang l'année suivante. A Shanghai, c'est 99% des naissances qui sont enregistrées⁴⁴⁴.

⁴³³ Attané I., 2005, op. cit., pg. 201

⁴³⁴ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 200 & 201

⁴³⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 29

⁴³⁶ Li J., 1995, op. cit., pg. 565

⁴³⁷ Cheng T. & Selden M., 1994, op. cit., pg. 666

⁴³⁸ Le taux de mortalité infanto-juvénile y est presque moitié moins élevé. Voir : Peng F. & Cambois E., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 108

⁴³⁹ Greenhalgh S. & Bongaarts J., *Fertility policy in China : Future options*, 1987, pg. 1201

⁴⁴⁰ A ce sujet, voir : Tsui M. & Rich L., *The only child and educational opportunity for girls in urban China*, 2002, Gender and society, pg. 90

⁴⁴¹ Attané I., *Des enfants uniques aux enfants des rues : transformation du statut des enfants dans la Chine en transition*, 2006 (?), Institut national d'études démographiques, pg. 2

⁴⁴² Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 200

⁴⁴³ Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 274

⁴⁴⁴ Peng X., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 62

Les quotas sont donc strictement appliqués par le biais des *danwei*⁴⁴⁵ et des équipes d'inspection viennent régulièrement faire des contrôles sur chaque travailleuse⁴⁴⁶. L'année 1984 n'apporte pas d'assouplissement⁴⁴⁷, ce qui démontre que le Document 7 n'agit que lorsqu'il est impossible de forcer la réalité dans le moule réglementaire.

S'agissant de la contraception, la prépondérance du duo DIU-stérilisation y est substantiellement moindre que parmi les ruraux. Elle ne représente ainsi « que » 62.1% du total, contre 89.9% en milieu rural en 1988⁴⁴⁸. Les femmes urbaines, particulièrement dans les grandes municipalités, sont mieux informées et disposent de moyens financiers suffisants pour utiliser des moyens de contraception qu'elles peuvent contrôler elles-mêmes, comme les méthodes hormonales⁴⁴⁹.

VIII. - La politique de l'enfant unique parmi les minorités « ethniques »

Il est difficile de tirer des observations générales tant la diversité de ce qu'il convient d'appeler un sous-continent est gigantesque, que ce soit au niveau des régions elles-mêmes ou s'agissant des spécificités socio-économiques propres à chaque minorité. Ainsi, bien que la plupart de ces groupes de population présentent des taux de fécondité supérieurs à ceux des Han, ce n'est pas le cas des Coréens qui, et ce de manière continue, ont une fécondité plus basse d'environ un tiers. A l'opposé, les Tibétains, ainsi que certains autres groupes, enregistrent des taux proches de, voire dépassant 4 enfants par femme en 1989⁴⁵⁰.

Cependant, c'est un fait que les minorités ne représentent qu'une partie très faible de la population totale (9% en 1995)⁴⁵¹ et que ces groupes vivent pour leur majorité dans les régions dites « autonomes »⁴⁵², vastes et peu peuplées : les minorités sont concentrées dans 12 provinces des franges⁴⁵³ qui occupent 60% du territoire⁴⁵⁴. Il est clair que leur influence sur le cours du « péril » démographique est donc faible, mais que les considérations stratégiques ne sont pas négligeables. Le gouvernement n'a aucune envie de s'aliéner ces populations qui ne sont pas forcément heureuses d'être incluses dans le giron Han et dépendent davantage du secteur primaire que ces derniers⁴⁵⁵, l'unité nationale et la défense étant prioritaires.

Dès 1984, dans une volonté d'améliorer l'efficacité de la politique en la rendant plus discriminatoire, le gouvernement divise la population en trois groupes et

⁴⁴⁵ Soit les unités de travail.

⁴⁴⁶ Li J., 1995, op. cit., pg. 583

⁴⁴⁷ Balyo Y., 1997, op. cit., pg. 184

⁴⁴⁸ Ibid., pg. 252

⁴⁴⁹ Ibid., pg. 260

⁴⁵⁰ Courbage Y., *Les minorités nationales en Chine : l'exception démographique*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 244 & 245

⁴⁵¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 88

⁴⁵² Il y en a 5 : Ningxia ; Tibet ; Guangxi ; Xinjiang ; Mongolie Intérieure.

⁴⁵³ De la Chine non-historique : Liaoning, Jilin, Mongolie Intérieure, Heilongjiang, Xinjiang, Guangxi, Hainan, Tibet, Guizhou, Qinghai, Yunnan, Ningxia.

⁴⁵⁴ Courbage Y., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 253

⁴⁵⁵ Ibid, pg. 250

« paysantise⁴⁵⁶ » de ce fait la politique de l'enfant unique. Les Han urbains, où la Politique sera intransigeante : 1 enfant sauf rares exceptions. Puis viennent les Han ruraux et les minorités urbaines, pour lesquels la Politique est plus souple et tolère deux enfants, au moyen des exceptions pour les secondes naissances. Arrivent enfin les minorités des champs, qui abritent plus de 80% de ces peuples⁴⁵⁷ et où la Politique permet trois enfants. Concrètement, il n'y a pas d'effort significatif pour limiter leur population avant le plan quinquennal de 1996-2000⁴⁵⁸. On remarque cela dans les chiffres : la population Han diminue relativement jusqu'en 2000⁴⁵⁹ (on ne dispose pas des données plus récentes).

L'observation des « minorités » est riche en enseignements s'agissant du certificat d'enfant unique. En effet, ces populations ne sont pas forcées mais encouragées à signer ce contrat : elles sont récompensées au même titre qu'un Han mais leur refus n'est pas punissable. Il s'ensuit que leur taux d'acceptation reflète bien l'attractivité du certificat, c'est à dire de ses incitations. Une étude a été menée sur l'application de la politique de l'enfant unique au sein de la minorité coréenne. Il s'avère que, bien que ce groupe présente un taux de fécondité inférieure à celui des Han et est plus urbanisé que ces derniers, le certificat fait très peu d'adeptes⁴⁶⁰. Par ailleurs, le taux d'acceptation varie d'un facteur de 1 à 10 selon que le couple est rural et agricole ou urbain et employé dans le secteur secondaire ou tertiaire⁴⁶¹. Cela confirme que les incitations sont très insuffisantes car le taux médiocre enregistré chez les Han est largement imputable à la coercition, particulièrement parmi la population paysanne.

IX. - Les résistances : Typologie

Le terme « résistance » est utilisé ici pour désigner tout comportement exprimant une opposition à la politique de l'enfant unique. Les résistances témoignent d'une part de la volonté de la population à avoir un nombre d'enfants supérieur à ce que le gouvernement autorise (tacitement s'il y a lieu, sinon au moyen de la réglementation), c'est-à-dire un minimum de 2 enfants, dont un fils⁴⁶². De l'autre, à la réticence des cadres à affectivement mettre en pratique les quotas qui leur sont alloués, ou alors à la perspective de faire de l'argent facile au moyen des amendes. Le devoir envers les ancêtres et la volonté d'une sécurité⁴⁶³ dans la vieillesse pèseront toujours plus lourd que la propagande mettant en avant le devoir envers la nation⁴⁶⁴. Mais cela n'explique probablement qu'une partie du phénomène. La seconde partie prend ses racines dans la volonté d'échapper aux 4 opérations, pour les raisons précédemment évoquées. Le souci premier de Pékin consiste donc en la

⁴⁵⁶ La paternité de ce terme revient à Susan Greenhalgh. A ce sujet, cf. S. Greenhalgh, *The peasantization of population policy in Shaanxi : cadre mediation of the state-society conflict*, 1990, Population Council, New York

⁴⁵⁷ Courbage Y., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 243

⁴⁵⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 88

⁴⁵⁹ Courbage Y., op. cit., Attané I. (éd.), 2002, pg. 219 & 220

⁴⁶⁰ Park C. B. & Han J. Q., *A minority group and China's one-child policy : the case of the Koreans*, 1990, Studies in family planning, pg. 163

⁴⁶¹ Park C. B. & Han J. Q., 1990, op. cit., pg. 168

⁴⁶² Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 569

⁴⁶³ Au niveau économique, mais aussi clanique, cf. White T., op. cit., cf. Perry E. J. & Selden M., 2000, pg. 107

⁴⁶⁴ Ibid., pg. 111

résistance rurale⁴⁶⁵, cela d'autant plus que la fin des collectifs a multiplié les possibilités de résister⁴⁶⁶.

La non-soumission a principalement lieu parmi la population rurale Han, mandchoue et zhuang⁴⁶⁷, et les moyens ne varient en général que peu. Il est difficile et peu utile d'en recenser toutes les formes. J'ai opté pour un classement en trois types, selon le degré : 1) La résistance sans conséquences (physique ou psychologique), celle que l'on tente en premier si cela s'avère possible. 2) Les stratégies d'évitement : on fuit et 3) les autres formes de résistance.

A. La résistance sans conséquences

C'est souvent l'apanage des riches. Parallèlement à la croissance du PNB et à l'émergence de nouveaux groupes sociaux, cette forme se propage. Les journaux chinois se plaignent que des couples considèrent l'amende comme le prix que « coûte » un enfant hors plan⁴⁶⁸. Sinon, la corruption des cadres locaux et du personnel est un moyen privilégié, qui permet que ces derniers ferment les yeux et aillent chercher ailleurs des cibles afin de remplir leurs quotas. La corruption peut aussi permettre de fabriquer de faux certificats, de stérilisation notamment⁴⁶⁹. La sophistication est parfois poussée très loin, on recense des cas où les médecins créent des blessures superficielles pour simuler l'opération⁴⁷⁰. Le faux certificat d'enfant unique s'achète quant-à-lui pour 1600 yuans environ (soit 250frs environ) dans les années 1990⁴⁷¹.

Un hôpital à Nankin s'est récemment rendu compte comment l'avancée technologique pouvait offrir aux urbains de nouveaux moyens de contournement de la Politique : ses services ont constaté une multiplication par 4.5 du nombre de naissances de jumeaux, entre 2004 et 2005. Les médecins sont certains que cette explosion est due à ce que de nombreuses femmes prennent des médicaments qui augmentent considérablement la probabilité d'avoir des naissances multiples⁴⁷².

Chez d'autres couples enfin, la volonté d'avoir un fils est telle qu'ils recourent à des moyens criminels afin d'acheter un enfant. Cela donne lieu à de lucratifs trafics qui reprennent les enfants abandonnés et de manière croissante kidnappent des enfants en Chine et dans la région d'Asie du sud-est⁴⁷³.

⁴⁶⁵ Park C. B. & Han J. Q., 1990, op. cit., pg. 169

⁴⁶⁶ Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 617

⁴⁶⁷ Les trois peuples soumis à la politique de l'enfant unique.

⁴⁶⁸ *Affluent couples dodging one-child policy*, 3 juil. 2006, China daily (de ABC) ; Banister J. & Hardee-Cleaveland K., 1988, op. cit., pg. 256

⁴⁶⁹ Attané I., 2005, op. cit., pg. 205 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 29

⁴⁷⁰ Ibid., pg. 49

⁴⁷¹ White T., op. cit., cf. Perry E. J. & Selden M., 2000, pg. 109. En obligeant les cadres à être des modèles, le gouvernement a aggravé le risque de résistance au sein même de l'administration. Le pouvoir central est au courant des pratiques de résistance des cadres, qui sapent son autorité. Il tente de s'assurer que ces derniers suivent davantage la ligne du Parti, au moyen de nouveaux « contrats », concoctés à leur attention. Au milieu des années 1980, le Centre tente de court-circuiter les cadres locaux dans certaines de leurs activités au moyen notamment de l'Association Nationale de Planning, cf. chap. 2, pg. 12. L'efficacité de ces mesures n'est pas connue. Cf. Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 626

⁴⁷² Wu Jiao, *Nanjing sees many more twins*, 13 fév. 2006, China daily

⁴⁷³ Louisa Lim, *China stops baby trafficking ring*, BBC news, 3 fév. 2005, Pékin

B. Les stratégies d'évitement

A. La forme la plus courante est probablement la suivante : les femmes enceintes accouchent en secret⁴⁷⁴ et cachent l'enfant chez des proches pendant quelques années jusqu'à ce qu'il soit assez âgé pour que le risque de sanction soit faible, les cadres du village n'ayant d'autre choix que de l'accepter⁴⁷⁵. Elles peuvent aussi décider de cacher la délivrance, le bébé, en le déclarant mort-né⁴⁷⁶. Lors des campagnes, les villageois organisent des tours de garde, chargés d'avertir toutes les femmes en infraction. Lors du signal, les femmes quittent précipitamment le village avec quelques vivres, pour revenir une fois les « démons » éloignés⁴⁷⁷. Lorsqu'une femme a été ciblée pour se faire insérer un DIU, elle demande parfois à une connaissance qui ne souhaite plus avoir d'enfant de se faire passer pour elle lors de l'opération⁴⁷⁸. Les DIU chinois sont dangereux à enlever et peu fiables⁴⁷⁹, mais leur taux d'« échec » est trop important pour être uniquement dû au facteur qualitatif, car nombre d'entre eux ont été intentionnellement « causés »⁴⁸⁰. Il arrive aussi que les couples décident d'avoir un enfant avant le mariage, comme il est connu que les cadres concentrent leurs efforts sur les femmes mariées⁴⁸¹. Certains couples vont résider ailleurs lorsque la grossesse devient visible et reviennent ensuite au village avec leur enfant⁴⁸², ce qui ne pose généralement pas de problème comme les cadres ne sont pas responsables des naissances se produisant hors du village⁴⁸³.

B. D'autres couples encore, s'échappent pour aller vivre aux frontières provinciales, là où l'administration n'a plus d'emprise. Ils forment ce que l'on appelle les « guérillas du planning familial »⁴⁸⁴.

C. L'explosion du nombre de migrants n'est pas uniquement due à la croissance économique : une partie conséquente des migrants rural-urbain est constituée par des individus ou couples motivés par le désir d'avoir davantage d'enfants. Et pour cause : le gouvernement peine à contrôler ces populations. Ces villageois forment ensuite des communautés dans les centres urbains qui, comme elles sont indépendantes des unités de travail, constituent souvent des refuges pour les couples des villes désireux d'avoir plus d'enfants⁴⁸⁵.

⁴⁷⁴ L'accouchement à la campagne se fait le plus souvent à domicile. Cf. Attané I., *Mortalité maternelle et santé de la reproduction*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 352

⁴⁷⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 27 ; Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 29

⁴⁷⁶ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 213

⁴⁷⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 222

⁴⁷⁸ Zhang W., 1999, op. cit., pg. 211

⁴⁷⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 258

⁴⁸⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 27

⁴⁸¹ Ibid., pg. 87 ; depuis 1995 les cadres ont notamment l'interdiction d'organiser des tests de grossesse sur des femmes célibataires, cf. pg. 40.

⁴⁸² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. Xiii

⁴⁸³ White T., op. cit., cf. Perry E. J. & Selden M., 2000, pg. 109

⁴⁸⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 222

⁴⁸⁵ Ibid, pg. 222

C. Autres formes de résistance

Ce dernier type de résistance comporte les pratiques qui constituent une opposition frontale⁴⁸⁶. Celles-ci prennent souvent la forme de pressions exercées sur les cadres de la PN⁴⁸⁷. Cela peut mener à l'escalade et les villageois battent parfois leurs cadres⁴⁸⁸ et détruisent leurs champs ou encore leurs maisons⁴⁸⁹. L'exercice du métier de cadre de la PN provoque, dans certains cas extrêmes, la mort⁴⁹⁰.

X. - Conclusion

L'acteur gouvernemental est parvenu, malgré les nombreuses contraintes, dont celles créées par les réformes économiques, à assurer une application relativement stricte, s'agissant des quotas, des règlements. La priorité absolue mise sur le ralentissement de la croissance démographique a cependant abouti à une coercition importante, particulièrement marquée au début de la décennie 1980 et durant les périodes de campagne, que le gouvernement a, sinon encouragé, du moins laissé faire tant que cela ne remettait pas en cause la stabilité socio-politique, comme en 1984. Ce succès au niveau des chiffres est donc à attribuer à la capacité politique de Zhongnanhai de flirter avec la limite de l'intolérable sans jamais la dépasser, afin que la politique soit aussi sévère que les circonstances le permettent.

La résistance coïncide avec les grands clivages économiques et, de manière surprenante, est corrélée positivement avec le degré de permissivité des règlements provinciaux⁴⁹¹. Cette contradiction apparente est due au fait que le contenu des règlements est justement souvent décidé en fonction du niveau de développement de chaque région. La plus forte résistance se trouve dans les zones du nord-est ainsi que dans trois provinces méridionales. La plus faible, dans les trois grandes municipalités et quatre provinces développées de la côte est⁴⁹². Le développement accéléré du pays associé à un pragmatisme croissant dans le domaine législatif, n'aura pas suffi à éviter une résistance importante, particulièrement au début de la décennie 1980. Cette période est cruciale car les divergences entre politique et niveau de développement sont alors maximales et l'effet des réformes est négatif⁴⁹³. L'administration est cependant parvenue dans un premier temps à limiter l'ampleur de ce phénomène puis à le faire diminuer. En atteste la proportion de naissances non-planifiées, qui peut être considérée comme un indice de mesure de l'intensité de la résistance. Le taux de naissances non-planifiées en milieu rural s'élève à 52% en 1980, il diminue significativement à partir de 1984 pour atteindre 40.7% en 1991⁴⁹⁴.

⁴⁸⁶ Les résistances influant sur la masculinité ont été incorporées au sous-chapitre traitant de cette question. Cf. pg. 89-98

⁴⁸⁷ Greenhalgh S., 1994, op. cit., pg. 16

⁴⁸⁸ Attané I., 2005, op. cit., pg. 206

⁴⁸⁹ White T., op. cit., Perry J. M. & Selden M., 2000, pg. 107

⁴⁹⁰ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 183

⁴⁹¹ Attané I., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 381 ; cf. Attané I., 2002, op. cit., pg. 4

⁴⁹² Ibid., pg. 382

⁴⁹³ Cf. chap. 2, pg. 29-33

⁴⁹⁴ Attané I., chap. 13, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 380

En conséquence, le taux de fécondité rural non seulement ne remonte que marginalement en dessus du seuil historiquement bas atteint par wan-xi-shao en 1979, mais poursuit sa baisse tout au long des deux décennies suivantes. Au début du 21^{ème} siècle, une femme ne met plus au monde que 2 enfants au cours de sa vie. La fécondité urbaine quant à elle se trouve au même niveau en 2000 qu'en 1980 (Figure 8). La politique a donc permis de maintenir le niveau extrêmement faible imposé aux villes par wan-xi-shao à la fin des années 1970, et cela sans l'aide de la structure « danweisée » qui caractérise la période maoïste. Bien que la pratique de la coercition soit tolérée, l'effet de la volonté affichée à partir de la fin des années 1970 déjà, de routiniser l'application, requiert bien évidemment une croissance significative de la coopération des masses, notamment au niveau local. Dans les années 1990, le développement socio-économique inverse la tendance pro-nataliste des réformes et diminue la tension entre exigences étatiques et souhaits privés. Cette convergence s'observe dans le lissage de la figure 8, qui nécessite néanmoins une quinzaine d'année pour s'opérer, signe de l'inertie inhérente à cette transition⁴⁹⁵.

Figure 7. - Evolution de la fécondité en Chine de 1970 à 2000 (Nombre moyen d'enfants par femme)

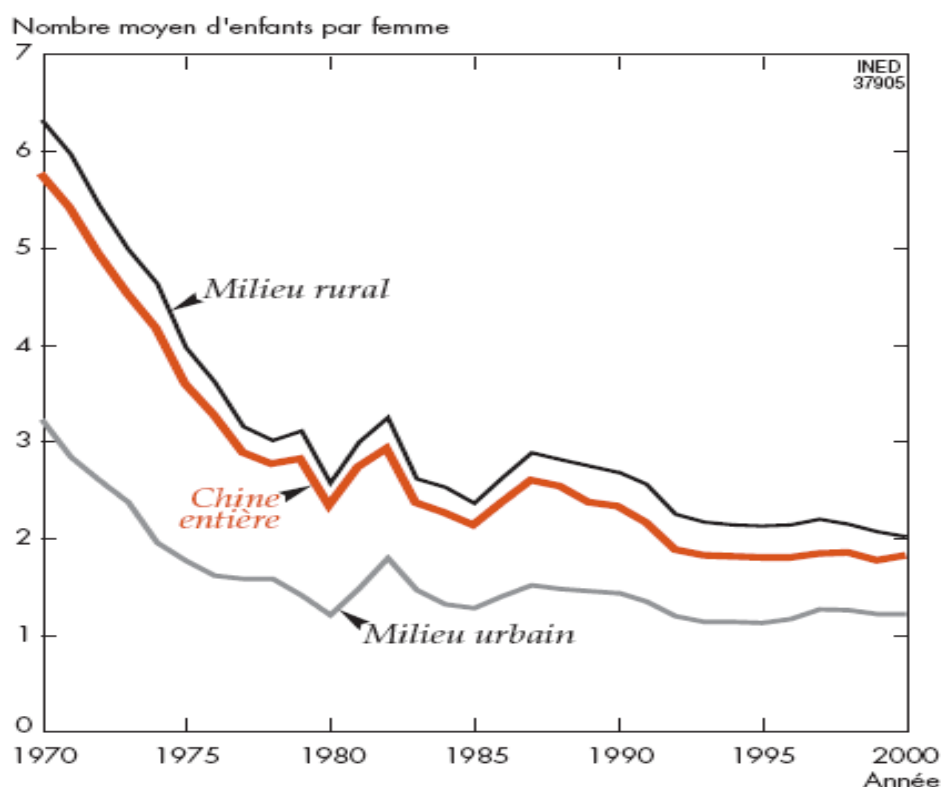


Figure reprise de : Attané I., oct. 2005, INED, op. cit., pg. 3

Il est probable que la Politique de l'enfant unique a permis au pays l'« économie » de plusieurs dizaines de millions de personnes. Le gouvernement avance un chiffre total de 400 millions⁴⁹⁶. Le chiffre réel est probablement plus faible car la comparaison de l'évolution de la fécondité réelle avec les projections à 20 ans du

⁴⁹⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 46

⁴⁹⁶ China's family planning policy helps prevent 400 million births by 2005, 3 mai 2006, China daily

groupe de Song⁴⁹⁷, associé à la sous-estimation de ce taux par les statistiques chinoises, et à la négation de l'importance du facteur du développement socio-économique aboutissent à une surestimation substantielle de l'effet de la politique de l'enfant unique. Cependant, l'évaluation de la politique gouvernementale par rapport à ses buts initiaux (la baisse de la fécondité et de l'usage de la coercition) abouti en ce début de 21^{ème} siècle, à un résultat globalement positif.

Il demeure que cette « économie » s'est faite au prix d'une coercition importante et d'une distorsion considérable et allant s'accroissant de la pyramide démographique⁴⁹⁸. Forcer la fécondité à chuter bien plus rapidement que ne le fait naturellement le développement socio-économique, tout en maintenant une paix sociale dans un contexte de réformes, constitue une quadrature du cercle qui, même en usant de la coercition, n'est résolue que dans l'échappatoire que constituent l'avortement (et la négligence) sexuels. Le problème démographique a ainsi été transformé en un déséquilibre démographique et en un vieillissement accéléré et, par ce biais, repoussé en grande partie à plus tard⁴⁹⁹.

Les évaluations que font les démographes de la politique de l'enfant unique en ce début de 21^{ème} siècle sont nuancées car, contrairement au gouvernement chinois, ils utilisent des statistiques s'approchant de la réalité et incluent les paramètres du statut de la femme, des droits de l'homme ainsi que des autres conséquences non-planifiées, tant passées, présentes que futures, dans l'équation. Ces questions seront traitées respectivement dans les chapitres 4 pour la première et 5 pour les suivantes et leur analyse permettra de tirer une conclusion générale.

⁴⁹⁷ Cf. fig. 2, pg. 19

⁴⁹⁸ Qui sera traitée au chapitre 5

⁴⁹⁹ Les conséquences de la politique de l'enfant unique seront abordées au chapitre 5.

Chapitre 4

La politique de l'enfant unique : quelle incidence sur le bien être et le statut de la femme chinoise ?

I. - Visions de la femme

A. En Chine impériale

Traditionnellement la société chinoise est structurée en systèmes de lignages masculins : le patrilignage. La raison de l'évolution de la société dans cette direction dépasse le cadre de ce travail. Mentionnons simplement que d'après les anthropologues, le lignage résulte d'une adaptation culturelle⁵⁰⁰. La montée en puissance du Confucianisme, qui devient doctrine d'état sous les Han⁵⁰¹, renforce la pratique du culte aux ancêtres⁵⁰², le devoir de piété filiale⁵⁰³ et l'organisation patrilinéaire⁵⁰⁴, qui devient la doctrine d'état jusqu'en 1912⁵⁰⁵.

De ces caractéristiques d'organisation sociale découlent une préférence marquée pour les fils. En effet, la continuation du lignage devient dès lors non seulement une question de survie mais aussi et surtout le premier devoir envers les ancêtres⁵⁰⁶. Comme le sang familial ne coule que dans les veines des fils⁵⁰⁷, remplir cette obligation suppose fondamentalement d'assurer une descendance mâle. Par ailleurs, le modèle familial chinois a été qualifié de « feedback » par opposition au modèle Européen dit « continu et linéaire », car en Chine l'aide entre générations est bidirectionnelle : les fils vont « rendre » l'aide qu'ils ont reçue de leur parents lorsque ceux-ci entrent dans la vieillesse⁵⁰⁸. Le mariage virilocal donne les moyens au fils d'assurer les vieux jours de ses parents car lui seul hérite et amène son épouse dans sa famille. Avoir au minimum un fils comporte donc un avantage évident : disposer d'une assurance vie. La fille au contraire n'est que de passage, car elle appartiendra au lignage de son époux aussitôt mariée et n'aura alors comme seul devoir que de travailler au bien être de ses beaux-parents⁵⁰⁹ et d'assurer la continuation du lignage de son mari⁵¹⁰. Ainsi un garçon apporte-t-il, lorsqu'il se marie : « la bru, la

⁵⁰⁰ Henrich J. & McElreath R., *The evolution of cultural evolution : the evolutionary origins of human cultural capacities and their implications for understanding human behavior*, 2003, Evolutionary anthropology

⁵⁰¹ La dynastie du même nom est caractérisée par sa durée de plus de 4 siècles : de -206 à 220 , cf.

« Women in confucianism », cf. Women in world history, 2006

⁵⁰² Ibid.

⁵⁰³ *Confucianism*, site de Wikipédia, op. cit.

⁵⁰⁴ cf. *Women in confucianism*, cf. Women in world history, 2006

⁵⁰⁵ cf. *Confucius*, cf. Chinaknowledge

⁵⁰⁶ *Confucianism*, site de Wikipédia, op. cit.

⁵⁰⁷ Hong L. K., 1987, op. cit., pg. 321

⁵⁰⁸ Attané I., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 375

⁵⁰⁹ Das Gupta M. & Shuzhuo L., *Gender bias and the marriage „squeeze” in China, South Korea and India 1920-1990 : the effects of war, famine and fertility decline*, working papers series, Number 97. 05, Center for population and development studies, Harvard university, nov. 1997, pg. 19

⁵¹⁰ Das Gupta M. & Shuzhuo L., 1997, op. cit., pg. 4

descendance et la terre »⁵¹¹. La fille quant à elle n'est qu'un « investissement perdu », et son éducation n'est pas importante car elle revient à arroser le jardin de son voisin⁵¹². La préférence pour les garçons est aussi partiellement une résultante de la croyance confucianiste en l'infériorité de la femme, qui serait évidente et naturelle⁵¹³. Cette inégalité des sexes se retrouve dans la philosophie et l'écriture : le caractère signifiant « femme », « 女 », est dérivé d'un idéogramme d'une femme à genoux⁵¹⁴. L'homme par contre est défini par le champ et la force : « 男 »⁵¹⁵, symbole de prospérité dans un monde paysan.

B. En Chine Maoïste (1949-1979)

Les maoïstes prônent l'égalité des sexes⁵¹⁶. Il suffit de se rappeler le fameux et inlassable slogan que lance Mao dès la « libération » : « les femmes soutiennent la moitié du ciel »⁵¹⁷. Il n'est donc pas surprenant que la justification de la politique de wan-xi-shao prenne la forme d'un discours de libération féminine et d'amélioration de la santé des mères et des enfants⁵¹⁸. Cette fois-ci cependant, la propagande ne ment pas : la diminution de la fécondité a effectivement accéléré la sortie des femmes de la sphère domestique dans laquelle elles sont traditionnellement cantonnées, bien que la motivation principale derrière wan-xi-shao ait été de mobiliser leur force de travail pour l'« édification du socialisme ». Quant aux promesses s'agissant de la santé, les mortalités maternelles et infantiles déclinent de 90% entre 1950 et 1980⁵¹⁹, bien que partant d'un taux extrêmement élevé en 1950.

Le nouveau régime maoïste permet donc une amélioration notable des conditions de vie de la population, particulièrement de la moitié féminine. Cette évolution, bien que positive, n'est pour autant nullement concomitante à une reconnaissance étatique de l'égalité de statut entre genres, c'est à dire de l'égalité des femmes dans leur intégrité. Au contraire, le régime maoïste demande aux Chinoises de nier leur féminité afin de ressembler aux hommes. Il confirme ainsi que la féminité constitue l'obstacle barrant aux femmes l'accès à l'égalité⁵²⁰.

Les communistes chinois sont donc parfois contradictoires lorsqu'il s'agit d'appliquer leur discours, et cette observation vaut aussi s'agissant de la question démographique. Ils critiquent sans relâche les pensées « féodales » traditionnelles mais laissent intact la tradition patrilinéaire, de sorte que la préférence pour les fils, à l'entrée dans l'ère Dengiste, demeure à peu de chose près inchangée⁵²¹.

⁵¹¹ Attané I., cf. Attané I. (éd.), op. cit., pg. 383

⁵¹² Attané I., 2005, op. cit., pg. 30

⁵¹³ Attané I., 2005, op. cit., pg. 76

⁵¹⁴ *Chinese writing and culture*, site de la Hong Kong university of science and technology.

⁵¹⁵ Wenlin, *software for learning chinese*, 2006

⁵¹⁶ Tan L., *Quel statut pour la femme chinoise ?*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 329

⁵¹⁷ Attané I., 2005, op. cit., pg. 171

⁵¹⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 256 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg.100

⁵¹⁹ Ibid., pg. 316

⁵²⁰ Attané I., 2005, op. cit., pg. 109-111

⁵²¹ Bossen L., *Forty million missing girls : land, population control and sex imbalance in rural China*, 7 oct. 2005, Université de McGill, pg. 4 ; Domenach J-L., cf. Attané I (éd.), 2002, op. cit., pg. 5 ; Hong

II. - Conséquences de l'imposition forcée et généralisée d'une basse fécondité

A. Contexte socio-économique : les réformes Dengistes et le renforcement du patrilignage

La montée au pouvoir de Deng Xiaoping au cours de la fin des années 1970-début 1980⁵²² lui permet de démarrer des réformes économiques qui, les chercheurs s'accordent à le conclure, provoquent dans un premier temps un renforcement des traditions patrilinéaires⁵²³. En effet, la délocalisation aboutit à un affaiblissement de l'administration locale⁵²⁴, tandis que le système de santé rural s'écroule et l'emploi à vie disparaît lentement à la ville, créant une insécurité économique grandissante⁵²⁵. La protection étatique contre la vieillesse des parents de filles, censée lutter contre la remontée de la préférence pour les fils, est encore rare et faible en ce début de 21^{ème} siècle⁵²⁶. Il n'existe pas encore de propriété privée en Chine, mais sous Deng les paysans sont dotés de lopins de terres par les gouvernements villageois, qui sont traditionnels et considèrent les droits des femmes à la terre comme temporaires⁵²⁷. L'état observe ce renouveau patrilinéaire, mais n'intervient pas efficacement pour freiner le mouvement de fond. Cette passivité n'est toutefois pas motivée par les mêmes raisons que sous Mao, car sous Deng, bien que la patrilinéarité ne représente toujours pas un danger pour la puissance étatique, elle va à l'encontre de la Politique. Le gouvernement est simplement trop faible en milieu rural⁵²⁸ et les lois permettant et encourageant le matrilocisme⁵²⁹ n'ont pas grand effet. Le patrilignage est pourtant considéré comme l'obstacle majeur à l'égalité statutaire des genres prônée par le gouvernement⁵³⁰, en conséquence de quoi cette passivité ne peut être lue comme un désintérêt étatique pour la condition féminine.

B. Discours de l'état : idéologie et propagande

La radicalisation de la politique démographique constituée par le passage de wan-xi-shao à la politique de l'enfant unique, qui démarre concomitamment à la libéralisation de l'économie, requiert une justification nouvelle. La raison tient au fait que sous Deng, l'état décide de miser sur le développement des villes côtières pour démarrer la croissance économique du pays. Les paysans, c'est à dire 80% de la population,

Z., Bracing for an uncertain future : a case study of new coping strategies of rural parents under China's birth control policy, 2005, pg. 64

⁵²² Deng Xiaoping, site de Wikipédia, op. cit.

⁵²³ Attané I., 2005, pg. 34 & Banister J., *Population policy and trends in China, 1978-1983*, 1984, pg. 725

⁵²⁴ Bossen L., 07 oct. 2005, op. cit., pg. 15

⁵²⁵ Tsui M. & Rich L., 2002, op. cit., pg. 75

⁵²⁶ Bossen L., 07 oct. 2005, op. cit., pg. 4

⁵²⁷ Ibid., pg. 15

⁵²⁸ Ibid., pg. 15

⁵²⁹ Cf. chap. 4, pg. 86 (exception provinciales à la Politique en cas de mariage uxorilocal) et chap. 2, pg. 31 (loi sur le mariage de 1980).

⁵³⁰ Banister J., *Shortage of girls in China today*, 2004, Javelin investment Inc., pg. 41

sont laissés de côté. L'état ne s'en préoccupe à peu de chose près plus et c'est pourquoi, à la campagne, les réformes sont souvent synonymes de baisse du niveau de vie. L'assèchement des fonds centraux au cours des années 1980 provoque notamment l'effondrement du système de santé rural. En 1983 déjà, seuls 40 à 45% des villages sont encore couverts par le système de santé collectif, pourtant généralisé sous Mao⁵³¹. Cela signifie la privatisation du système qui exclut une partie grandissante des plus pauvres⁵³², ce qui ne manquera pas de décrédibiliser le discours non-discriminatoire de libération et d'amélioration de la santé féminine et infantile⁵³³. Comme les communistes sont spécialisés dans la libération, ils persuadent la population de l'imminence d'un péril démographique qui menacerait l'avenir de la nation⁵³⁴. La planification des naissances devient dès lors LA priorité absolue.

C. Application étatique contradictoire

En tentant d'imposer un enfant pour tous dans la précipitation, le gouvernement tend à répéter les schémas « féodaux » traditionnels et, ce faisant, à renforcer leur légitimité. A l'entendre et à le voir, on croirait que la reproduction est une affaire essentiellement féminine⁵³⁵, qui doit naturellement être dirigée par les femmes elles-mêmes⁵³⁶. En effet, le programme de planification des naissances est probablement une des, sinon la, seule sphère de l'administration où les femmes occupent une place conséquente, et ceci à tous les échelons⁵³⁷. Le sentiment d'urgence permet quant à lui de justifier la coercition et de faire passer la santé des femmes en arrière plan. Le gouvernement ne se soucie que de leur ventre, qu'il considère comme un objet dont il s'agit de contrôler la production afin de la planifier, et c'est en cela que les nouvelles méthodes de contraception, censées être émancipatrices, ont un côté pervers : elles permettent à l'état un contrôle bien plus aisé de la conception⁵³⁸. L'état fait de nouveau preuve de manque d'intérêt pour la situation féminine lorsqu'il utilise les normes locales familiales et de genre pour atteindre son but démographique⁵³⁹. C'est le cas, entre autres manifestations, lorsque l'état (ab)use de

⁵³¹ Hsiao W. & Liu Y., *Les soins de santé en Chine, l'histoire de deux époques*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 400

⁵³² Peng F. & Cambois F., *Mortalité et transition épidémiologique en Chine depuis les années 1950*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 106

⁵³³ Les chiffres (fournis par le gouvernement) à cet égard sont cependant trop extrêmes pour être crédibles : entre 1980, 1985 et 1989, la mortalité maternelle dans les campagnes serait passée de 49 à 88 pour atteindre un sommet de 115 pour 100 000 hab. Les statistiques chinoises ont sous-estimé la mortalité maternelle du début des années 1980. L'explosion apparente constitue plutôt un rattrapage. Il n'existe pas de chiffre précis permettant de saisir l'évolution réelle de la mortalité maternelle au cours de la décennie 1980. Il est probable que celle-ci ait dans l'ensemble baissé, suivant l'évolution du quotient de mortalité des femmes de 20-29 ans (tranche d'âge la plus féconde). L'accroissement de l'offre de soin a donc compensé la limitation sociale de celle-ci. Voir : Attané I., cf. Attané I. (éd.), pg. 352

⁵³⁴ Cf. chap. 1

⁵³⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 254

⁵³⁶ Ibid., pg. 255-257

⁵³⁷ Ibid., pg. 255

⁵³⁸ Greenhalgh S., *Engendering reproductive policy and practice in peasant China : for a feminist demography of reproduction*, 1995, pg. 601-641, Signs, pg. 606

⁵³⁹ Murphy R., *Fertility and distorted sex ratios in a rural Chinese county culture, state, and policy*, déc. 2003, Population and development review, pg. 610

la politique de l'enfant unique pour tenter de mettre en pratique ses idéaux eugénistes. On remarque que ses agents insistent sur l'importance de donner naissance à, et de faire grandir des, enfants « de qualité », responsabilité qui incombe bien entendu aux seules femmes qui prouveront, par ce biais, qu'elles sont « de bonnes mères⁵⁴⁰ ». Les contradictions entre idéologie et propagande ne s'arrêtent pas ici : le comportement même de l'application par les cadres locaux, sur le terrain, contribue à un renforcement de la préférence pour une descendance masculine. En effet, les villageois arrivent rapidement à la constatation que la résistance aux assauts des cadres de la PN dépend principalement du nombre d'hommes dans la famille étendue, car le processus d'interaction entre les agents de la PN et le peuple dépend de rapports de force locaux⁵⁴¹. Cela devient une évidence au point que les cadres eux-mêmes confirment que « Les gens sans fils sont brutalisés⁵⁴² ».

D. Conséquences

Les caractéristiques de la situation culturelle associées à l'action étatique aboutissent, de manière relativement prévisible, à une grande souffrance physique et psychologique, souvent traumatisante, des filles et des femmes⁵⁴³.

1) Souffrances physiques

Sans surprise, ce sont les femmes qui subissent les avortements et assument 90% de la contraception⁵⁴⁴. Le monde paysan craint en particulier la stérilisation car elle est associée à une perte de force vitale et de libido, qui est certes regrettable pour une femme mais absolument inacceptable pour un homme. Voici comment un paysan motive la décision prise de stériliser sa femme en lieu et place de lui : « Après que l'homme a été stérilisé, il ne peut plus faire de travail physiquement exigeant aux champs. Qui nourrira alors les enfants ? De notre point de vue, une femme est après tout une femme et un homme est après tout un homme. Je puis dire que plusieurs femmes n'égalent pas un homme⁵⁴⁵ ». La culture rurale explique donc que quatre stérilisations sur cinq sont subies par des femmes (figure 9), malgré que la vasectomie soit une opération plus simple et présentant moins de risques que la ligature des trompes⁵⁴⁶. L'impact de la politique de l'enfant unique est évident : elle a multiplié la pratique des 4 opérations⁵⁴⁷ et son influence est perceptible dans les bonds du rapport gendré de stérilisation en 1979 puis en 1983 (figure 9), lors de la campagne la plus violente. La figure 9 indique sans ambiguïté que les femmes sont les premières victimes des stérilisations, particulièrement lorsqu'elles sont obtenues sous la contrainte. Il en va certainement de même s'agissant des autres opérations de PN.

⁵⁴⁰ Ibid. ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 238

⁵⁴¹ Cf. chap. 3, pg. 50 & *passim*.

⁵⁴² Murphy R., déc. 2003, op. cit., pg. 608

⁵⁴³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 3

⁵⁴⁴ Greenhalgh S., 2001, op. cit., pg. 870

⁵⁴⁵ Murphy R., déc. 2003, op. cit., pg. 617

⁵⁴⁶ Greenhalgh S., Printemps 2001, op. cit., pg. 870

⁵⁴⁷ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 257 & 260

Figure 8. - Rapport féminin/masculin de stérilisation (1971-2001, au niveau national)

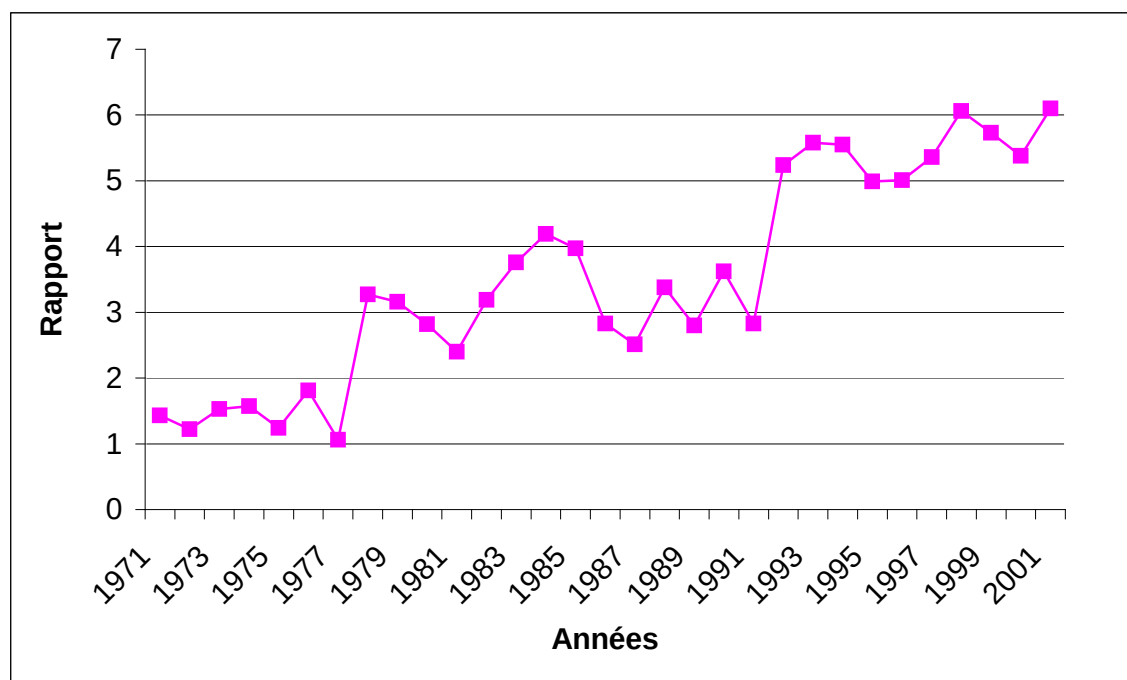


Figure adaptée à partir de données tirées de : Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 257

La santé des femmes est encore menacée par les avortements et les insertions de DIU fréquemment répétées, conséquences des tentatives de résistance⁵⁴⁸ et de la mauvaise qualité des anneaux bon marché, en acier, connus pour leur faible fiabilité⁵⁴⁹. Les avortements sont, compte tenu de l'importance de l'usage de la contraception⁵⁵⁰, fréquemment utilisés. En cas de grossesse non-autorisée, la loi impose le recours à des « mesures y remédiant », formule qui finalement ne pêche pas par excès d'ambiguïté⁵⁵¹. Les statistiques ne permettent pas de connaître la proportion d'avortements volontaires, mais il est certain que bon nombre d'entre eux le sont, particulièrement à partir du début des années 1990⁵⁵² lorsque la technologie permet de connaître le sexe du fœtus et que la politique se routinise⁵⁵³. Comme les grossesses non-planifiées sont en général découvertes lorsque le ventre est déjà proéminent et que le sexe du fœtus ne peut être connu qu'à partir de la fin du 4^{ème} mois⁵⁵⁴, les avortements tardifs ne sont pas rares en Chine et présentent un risque démultiplié⁵⁵⁵. La préférence pour les fils aboutit à l'utilisation de l'avortement comme moyen privilégié de choix du sexe de l'enfant⁵⁵⁶. Les petites filles sont, quant à elles, souvent négligées, lorsqu'elles ne sont pas simplement abandonnées⁵⁵⁷. Ces

⁵⁴⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 6 & *passim*. ; chap. 3, pg. 65

⁵⁴⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 258

⁵⁵⁰ Cf. chap. 3, pg. 59, tbl. 2

⁵⁵¹ Attané I., 2005, op. cit., pg. 214

⁵⁵² Cf. chap. 5

⁵⁵³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 32 ; Reste à savoir quel membre de la famille décide de l'avortement dans l'éventualité d'un diagnostic indiquant un enfant du sexe non-désiré. La littérature ne s'est pas encore penchée sur la question. Des recherches sont nécessaires.

⁵⁵⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 33

⁵⁵⁵ Ibid., pg. 33

⁵⁵⁶ Cf. chap. 5

⁵⁵⁷ Ibid.

pratiques aboutissent à une masculinisation croissante⁵⁵⁸, qui ne manquera pas de créer son lot de conséquences dans le futur⁵⁵⁹.

2) Souffrances psychologiques

Les mères dépourvues de fils, particulièrement dans le monde rural, sont discriminées et isolées⁵⁶⁰. Parfois, elles sont aussi sujettes à des assauts verbaux de leur mari ou d'autres membres de la belle-famille, privés de progéniture mâle⁵⁶¹, voire même divorcées⁵⁶². Le système éducatif en milieu rural ne semble donc pas enseigner les rudiments de la biologie⁵⁶³. A ces souffrances, il convient d'ajouter le trauma que cause la politique de l'enfant unique⁵⁶⁴. Aux filles tout d'abord, en multipliant les négligences et les abandons⁵⁶⁵. Aux femmes enfin, car la contraception et l'avortement les touchent de manière disproportionnée. Cependant, comme le relève Isabelle Attané, les femmes ne sont pas des victimes innocentes des violences commises à leur égard. Premièrement du fait qu'elles sont passives et acceptent largement la violence dirigée à leur encontre⁵⁶⁶ car la culture veut que l'individu se subordonne au bien être général⁵⁶⁷ qui, de l'avis de la propagande, est menacé du fruit de leur ventre. Ensuite, et surtout, car ce sont les femmes elles-mêmes, et les mères et belles-mères en particulier qui reproduisent la domination masculine, car avoir un fils augmente le statut de la mère⁵⁶⁸. C'est aussi souvent la belle-mère qui, après avoir souffert dans les années qui ont suivi son mariage, jouit désormais d'une position dominante dans la famille, et reproduit à son tour le schéma.

La situation des femmes chinoises est si difficile qu'elle contribue au triste record de la R.P.C. en matière de suicides féminins. Les femmes se donnent partout significativement moins la mort que les hommes, mais les Chinoises rurales sont 66% plus nombreuses à se tuer que leurs compatriotes masculins⁵⁶⁹.

E. Perspectives futures ?

Depuis le début des années 1990 et, plus particulièrement, depuis les Conférences sur la population et le développement du Caire, en 1994 et sur les femmes à Pékin en 1995, les choses changent pour le mieux en Chine. La Conférence du Caire a permis le démarrage des expériences de santé reproductrice, qui ont été perçues comme un succès par le gouvernement chinois. Celui-ci souhaite étendre la réforme à tout le pays d'ici à 2010. Les améliorations de la santé féminine sont dors et déjà palpables dès 1992, comme en attestent la mortalité maternelle, qui passe de 115 en

⁵⁵⁸ Ibid.

⁵⁵⁹ Que nous analyserons plus bas et dans le chapitre suivant.

⁵⁶⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 162

⁵⁶¹ Greenhalgh S., 1995, op. cit., pg. 609

⁵⁶² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 32

⁵⁶³ Ibid., pg. 4

⁵⁶⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, pg. 34

⁵⁶⁵ Cf. chap. 5

⁵⁶⁶ Attané I., 2005, op. cit., pg. 35

⁵⁶⁷ Greenhalgh S., *Fresh winds in Beijing : chinese feminists speak out on the one child policy and women's lives*, Printemps 2001, pg. 871

⁵⁶⁸ Attané I., 2005, op. cit., pg. 36

⁵⁶⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 263 ; Lee S. & Kleinman A., *Suicide as resistance in Chinese society*, cf. Perry E. J. & Selden M., 2000, pg. 221

1988⁵⁷⁰ à environ 50 en 2002⁵⁷¹. La Conférence de Pékin quant-à-elle à donné aux dirigeants chinois une nouvelle compréhension des rapports entre genres, comme une relation de force plutôt qu'une égalité⁵⁷². Jiang Zemin dans son discours a relevé qu'afin de devenir les vrais maîtres de leur vies et pouvoir contrôler leur destinée, « les femmes ont besoin de jouir d'une égalité de statut, et pas seulement politiquement »⁵⁷³.

III. - La politique de l'enfant unique : tant de souffrances ont-elles abouti à une amélioration du statut et des conditions de vie de la femme chinoise ?

A. Quel outil de mesure du statut ?

La définition du terme de « statut » est claire : « Situation de fait, position par rapport à la société.⁵⁷⁴», mais il n'en va pas de même pour sa mesure. J'ai opté pour utiliser le désir d'avoir un garçon comme moyen métrique, et sa concrétisation (la masculinité et l'investissement dans l'éducation des enfants), comme la manifestation de celui-ci.

B. Bilan en 2006 : l'égalité ?

1) Désir de fils à la campagne

La direction de l'évolution à la fin des années 1990 est inverse de l'observation du début des réformes Dengistes : la préférence pour les garçons est en baisse. Cette rupture s'observe à partir de la seconde moitié des années 1990, lorsque l'effet des réformes sur la préférence pour les garçons devient globalement négatif. Ce retournement est attribuable à de nombreuses causes, conséquences du développement socio-économique. Le proverbe « de nombreux fils [amènent] une grande joie », ne fait plus l'unanimité⁵⁷⁵. De manière croissante en effet, les couples ne manifestent pas de préférence pour les fils⁵⁷⁶.

Ce nouveau paradigme est dû pour partie à la prise de conscience des parents que leur enfant unique ne pourra de toute façon pas s'occuper de deux parents et de son propre enfant. Ainsi, lorsqu'ils en ont les moyens financiers, ils mettent de l'argent de côté d'une manière ou d'une autre⁵⁷⁷. Le second facteur principal derrière ce changement est probablement le fait que le devoir de filialité n'est plus absolu

⁵⁷⁰ Cf. Attané I., cf. Attané I. (éd.), pg. 352

⁵⁷¹ Cf. figure 18. La santé reproductrice fait l'objet d'une analyse plus fouillée au chapitre 6.

⁵⁷² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 51

⁵⁷³ Jiang Z., *Statement of president of China, Jiang Zemin, at welcoming ceremony for fourth world conference on women*, 4 sept. 1995, Pékin

⁵⁷⁴ Le Petit Larousse, 2001, op. cit., pg. 964

⁵⁷⁵ Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 615

⁵⁷⁶ Murphy R., déc. 2003, op. cit., pg. 617

⁵⁷⁷ Hong Z., juil. 2005, pg. 72 ; Zhang Y. & Goza F. W., 2005, *Who will care for the elderly in China ? A review of the problems caused by China's one-child policy and their potential solutions*, pg. 25

comme jadis⁵⁷⁸ mais devient conditionné à l'équilibre de la réciprocité intergénérationnelle. Des fils qui s'estiment lésés par rapport à leur frère, notamment s'agissant des dépenses que les parents ont décidé de consacrer à leur mariage, se considèrent libérés de l'obligation de "servir" d'assurance vieillesse⁵⁷⁹. L'individualisme est en plein boom, et aboutit à une propagation des mariages d'«amour»⁵⁸⁰, qui permet aux épouses une expression plus libre. Les jeunes femmes ont par ailleurs davantage de ressources financières, ce qui s'observe y compris en zones rurales. En conséquence, les belles-filles ne sont plus aussi obéissantes que par le passé : elles tendent à ne plus vouloir se soumettre à l'autorité traditionnellement toute-puissante de leur belle-mère⁵⁸¹. Qui plus est, le développement des villes côtières provoque une migration rurale-urbaine qui explose au cours des années 1990. Or, il est certain qu'une fraction importante de ces jeunes ne retournera pas vivre avec leurs parents⁵⁸². A ces coups portés au système patriarcal se combine la propagation des mariages de longue-distance, qui est accélérée par le mouvement migratoire⁵⁸³. Ces facteurs contribuent à la propagations des « nids-vides » : les personnes âgées (plus de 60 ans) sont 23% à vivre seules en 1994 et 54% en 2002⁵⁸⁴, or nous verrons plus bas que, parallèlement, les solidarités pâtiennent de cette évolution⁵⁸⁵.

Par ailleurs, l'utilité de la force de travail que représente l'homme est fonction de l'importance du travail de la terre qui, dans l'économie rurale, est en déclin continu⁵⁸⁶, alors que dans le même temps le travail agricole se mécanise⁵⁸⁷. A cela il faut ajouter que de nombreux villageois pensent désormais que les filles sont, tout compte fait, plus filiales et reconnaissantes que leurs frères⁵⁸⁸, y compris lorsqu'elles se marient, comme la majorité, patrilocalement⁵⁸⁹. L'obligation de soutien dans la vieillesse, qui permet de créer le lien inter-générationnel, source primordiale du patrilignage, traditionnellement réservé aux garçons, semble graduellement englober aussi les filles (cette évolution n'est pas uniquement attribuable à un changement de préférence, mais est aussi dû à des choix "par défaut" de fils filial ou de fils tout court, en raison de la chute de la fécondité)⁵⁹⁰. Tous ces facteurs expliquent la perte d'importance des lignages au cours de la décennie 1990, et le changement des mentalités. Rachel Murphy, qui a enquêté en 2000 au Jiangxi, l'une des provinces les plus pauvres des régions de peuplement Han⁵⁹¹, remarque que les villageois(es)

⁵⁷⁸ Le Confucianisme, religion d'état presque exclusive dans la Chine impériale (sauf sous les Qin et le début des Tang), considère le manque de piété filiale comme relevant d'un crime extrêmement grave. Cf. Cours de Laure Zhang, *Tradition et modernité juridique en R. P. Chine*, donné à l'université de Genève, année académique 2005-2006.

⁵⁷⁹ Hong Z., *Bracing for an uncertain future : A case study of new coping strategies of rural parents under China's birth control policy*, jul. 2005, pg. 64

⁵⁸⁰ Murphy R. 2003, op. cit., pg. 617

⁵⁸¹ Zhang W., 2000, op. cit., pg. 204 ; Greenhalgh S. & Jia L., 1995, op. cit., pg. 617

⁵⁸² Hong Z., 2005, op. cit., pg. 72

⁵⁸³ Ibid., pg. 73

⁵⁸⁴ Ibid., pg. 74

⁵⁸⁵ Cf. chap. 5, III., C., pt. 1

⁵⁸⁶ Murphy R. 2003, op. cit., pg. 617-618

⁵⁸⁷ Hardee K., Zhenming X. & Baochang G., *Family planning and women's lives in rural China*, juin, 2004, op. cit., pg. 76

⁵⁸⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, pg. 263 ; Hong Z., jul. 2005, op. cit., pg. 66-68

⁵⁸⁹ Bossen L., 7 oct. 2005, op. cit., pg. 2 ; Greenhalgh S. & Jia L., 1995, op. cit., pg. 618

⁵⁹⁰ Banister J., 2004, op. cit., pg. 40 & 41

⁵⁹¹ Attané I. (éd.), 2002, pg. XXI

tendent à remettre en cause la structure patrilinéaire, pensant notamment que les filles devraient être incluses dans les généalogies⁵⁹².

Cette évolution ne transparaît pas encore significativement lorsque l'on se tourne vers les statistiques de masculinité à la naissance ou de surmortalité infantile féminine. Il est cependant possible de légitimement inférer que la quasi-stabilisation de la masculinité à la naissance et de la surmortalité infantile représentent les premiers signes d'une vision plus égalitaire⁵⁹³. Les données disponibles sont malheureusement trop anciennes : elles datent dans les deux cas de l'an 2000 ce qui, compte tenu du caractère très récent de l'évolution présente, empêche d'estimer plus en détails la situation actuelle.

Il est cependant possible d'asseoir l'hypothèse d'un changement substantiel de vision au moyen d'une analyse du traitement des enfants au niveau des dépenses parentales genrées. Ironiquement, le massacre des innocentes a fini par bénéficier à tous les enfants, et aux filles survivantes en particulier. Moins d'enfants signifie en effet davantage de ressources sociales et financières, particulièrement dans un pays pauvre où les dépenses incompressibles sont prépondérantes⁵⁹⁴ et, ce faisant, un investissement parental accru⁵⁹⁵. Cette évolution bénéficie avant tout aux filles qui, en matière d'éducation, atteignent universellement la quasi parité⁵⁹⁶ dans le primaire et le secondaire⁵⁹⁷ (figure 10). La politique de l'enfant unique a ici une conséquence égalitaire entre genre, mais aussi entre classes socio-économiques. En effet, ce sont les enfants des familles pauvres qui bénéficient le plus de la réduction du nombre d'enfants, car celle-ci permet une concentration des ressources économiques parentales sur un ou deux enfants⁵⁹⁸. Il est en outre surprenant de remarquer que la proportion du salaire parental consacré à l'éducation des filles uniques dépasse celui consacré aux fils uniques⁵⁹⁹. La différence est faible et n'est pas forcément un signe positif, et les démographes l'interprètent comme une tentative des parents de surcompenser la discrimination des femmes sur le marché du travail, qui irait s'accroissant⁶⁰⁰.

⁵⁹² Murphy R., déc. 2003, pg. 618

⁵⁹³ Cf. chap. 5, pg. 93 & 94

⁵⁹⁴ Tsui M. & Rich L., *The only child and educational opportunity for girls in urban China*, 2002, op. cit., pg. 77

⁵⁹⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, pg. 238

⁵⁹⁶ Li S. & Chuzhu Z., *Improving child survival in rural China : research and community intervention project*, cf. Attané I. & Véron J., *Gender discrimination among young children in Asia*, 2005, Institut Français de Pondicherry, centre population et développement, collections sciences sociales, pg. 215

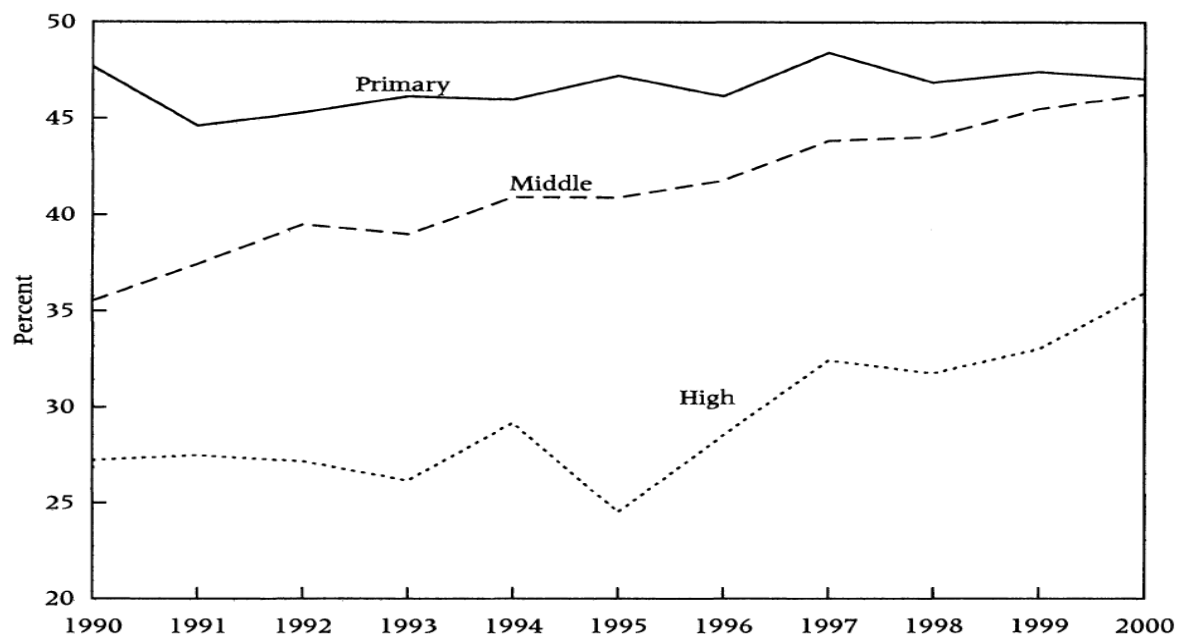
⁵⁹⁷ La parité est estimée à 45% de filles compte tenu du taux de masculinité. Cf. Murphy R., déc. 2003, op. cit., pg. 614

⁵⁹⁸ Tsui M. & Rich L., 2002, op. cit., pg. 86

⁵⁹⁹ Ibid., pg. 89

⁶⁰⁰ Wallis C., *Chinese women in the official Chinese press : discursive constructions of gender in the service of the state*, *Westminster papers in communication and culture*, 2006, pg. 94

Figure 9. - Pourcentage d'élèves féminins dans les trois niveaux d'éducation, Comté de la Rivière, 1990-2000⁶⁰¹



NOTE: Primary refers to grades 1–5 (ages 7–12); middle refers to grades 6–8 (ages 12–15); high refers to grades 9–11 (ages 15–18).

SOURCE: Rivercounty Education Bureau.

Figure tirée de : Murphy R., déc. 2003, op. cit., pg. 614

L'égalité « éducative » à la campagne n'est pas encore acquise cependant, car l'enfant unique est loin d'être une réalité et la masculinité y est importante, de sorte qu'environ 85% des familles ont au moins un fils⁶⁰². Les familles rurales pauvres privilégient encore les fils en matière de dépenses éducatives⁶⁰³. En conséquence, l'UNESCO estime qu'il y a un risque que la parité dans l'éducation secondaire ne soit pas acquise en 2015⁶⁰⁴.

2) Désir de fils à la ville

En milieu urbain, les pensions de retraites sont relativement importantes⁶⁰⁵ et plus encore qu'en régions rurales, les parents acceptent le fait qu'ils ne peuvent s'appuyer uniquement sur leur enfant, qui est quasi universellement, contrairement à la situation campagnarde, unique⁶⁰⁶. Par ailleurs, les communistes y ont fortement affaibli les traditions patrilinéaires telles que le culte aux ancêtres qui, aujourd'hui, a disparu en ville⁶⁰⁷. Les principales sources de préférence pour une descendance

⁶⁰¹ Ce comté rural a été choisi pour sa représentativité. La situation nationale diffère probablement, mais la tendance générale est identique. Cf. Murphy R, 2003, op. cit., pg. 600

⁶⁰² Bossen L., 7 oct. 2005, op. cit., pg. 12

⁶⁰³ Tsui M. & Rich L., 2002, op. cit., pg. 87

⁶⁰⁴ UNESCO ; Global monitory report, avril 2003. Les critères de l'UNESCO sont cependant très strictes, ainsi la Suisse est elle-aussi classée comme pays « à risque », cf. Ibid.

⁶⁰⁵ Leisering L. & Gong S. & Hussain A., Asian development bank, *People's Republic of China : old-age pensions for the rural areas : from land reform to globalization*, sept. 2002, ADB, Manille, pg. xi

⁶⁰⁶ Zhang Y. & Goza F. W., 2005, op. cit., pg. 25

⁶⁰⁷ Cours de Vincent Goossaert, L'état et la religion en Chine, donné à l'université de Genève, 2005-2006

mâle étant ainsi très affaiblies, on peut s'attendre à ce que la masculinité et l'investissement consacré aux filles évoluent dans le même sens.

Penchons-nous d'abord sur l'indicateur de la masculinité enfantine, celui-ci croît effectivement plus faiblement dans les quatre municipalités⁶⁰⁸ que dans les autres provinces Han au cours de la décennie 1990⁶⁰⁹. Un schéma similaire se dessine s'agissant du taux de masculinité à la naissance en 2000⁶¹⁰. Cette différence serait sans doute accentuée si l'on compensait les chiffres en tenant compte du fait que les ruraux sont privilégiés s'agissant de la politique démographique, particulièrement à partir de 1984⁶¹¹. En considérant maintenant le traitement des petites filles, elles ont atteint la quasi-parité en terme de niveau d'éducation. Dans les grandes cités, il n'y a plus aucune différence⁶¹².

Ce résultat positif doit malheureusement être nuancé, car la comparaison des investissements des parents dans l'éducation de leur enfant selon leur sexe ne permet de déterminer le niveau de statut des filles que lorsque l'on utilise des données tirées de familles avec au moins un enfant de chaque genre. Les chercheurs s'accordent justement à dire que le niveau éducatif atteint par les filles est en partie le résultat de la généralisation de l'enfant unique : il est probable en effet que la situation des filles serait moins enviable dans l'éventualité où elles devraient partager des ressources limitées avec un frère ; ce dernier serait alors souvent privilégié⁶¹³. Par ailleurs, il est surprenant mais vrai que le matériel éducatif mérite le qualificatif de sexiste : les emplois qualifiés et à responsabilité y sont notamment, à peu de chose près, exclusivement occupés par des hommes⁶¹⁴.

C. La politique de l'enfant unique a-t-elle abouti à une amélioration de la condition « matérielle » féminine ?

Le meilleur moyen de juger de l'effet global de la politique en Chine sur cette question est probablement de permettre aux principales intéressées de s'exprimer. C'est ce qu'ont entrepris K. Hardee, X. Zhenming et G. Baochang, et leurs résultats indiquent que les Chinoises se montrent malgré tout (très) satisfaites, dans l'ensemble, de la politique. Dans les trois provinces englobées dans cette étude, plus de 90% des femmes pensent que la Politique a permis une amélioration de leur santé. Les femmes interrogées répondent à 97.7%, 95.5% et 86.6% que la Politique a eu un effet positif sur la quantité de travail ménager (tableau 3). Ce degré très

⁶⁰⁸ A savoir : Shanghai, Pékin, Tianjin et Chongqing.

⁶⁰⁹ Cf. chap. 5, tbl. 4, pg. 96

⁶¹⁰ Cf. chap. 5, crt. 1, pg. 98. La municipalité de Chongqing (créée en 1997) fait exception, car elle couvre un territoire qui est un multiple de l'aire de la ville (et est ainsi majoritairement rurale). La municipalité compte plus de 30 millions d'habitants, alors que les estimations quant à la taille de la région urbanisée varient de 4 à 12 millions. Cf. Le Petit Larousse, 2001, op. cit., pg. 1245 & *People's Republic of China*, site de Wikipédia, op. cit.

⁶¹¹ Cf. chap. 2, pg. 35 & *passim*.

⁶¹² Tsui M. & Rich L., 2002, op. cit., pg. 84

⁶¹³ Lavey W. R., *China's one-child policy and gender equality : a comment on Hong and Mandle*, juin, 1988, *Gender and society*, pg. 242 ; Tsui M. & Rich L., 2002, op. cit., pg. 84 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, pg. 283

⁶¹⁴ Tan L. & Sung Y., *Does gender make a difference ? Understanding China's current equality in compulsory education*, cf. Attané I. & Véron J. (éd.), 2005, op. cit., pg. 215

élevé de satisfaction semble résulter de l'association la réduction de la fécondité à la naissance de l'autonomie financière féminine car, d'après elles, le temps ainsi libéré permet aux mères une participation plus importante au travail rémunéré et, ce faisant, un statut plus élevé. Les femmes interrogées considèrent donc que la politique leur a donné un poids accru au processus de prise de décision au sein de la famille⁶¹⁵. Le lien entre une diminution du nombre d'enfants et une épargne de temps est contesté par Susan Greenhalgh, qui est d'avis que la pression pour que l'enfant unique soit en excellente santé et un génie est telle que les femmes consacrent plus de temps, à la fin des années 1990, à l'éducation de leur enfant unique que leur mère et grand-mères en ont passé à éduquer une grande famille de par le passé⁶¹⁶. Une prise de position de ce débat nécessiterait une étude approfondie de la question, qui dépasse le cadre de la présente recherche.

Le quasi-consensus des chinoises interrogées sur le lien positif entre basse fécondité et amélioration socio-économique est probablement lui aussi à relativiser, pour trois raisons. Tout d'abord car la Chine reste une dictature, et les gens n'osent pas tous exprimer leur opinion et tendent évidemment à adoucir leur propos voir à en fabriquer d'autres, ce que reconnaissent d'ailleurs les auteurs de la recherche⁶¹⁷. A cette possibilité s'ajoute l'incidence de plusieurs décennies de propagande gouvernementale insistant d'une part sur la relation entre croissance économique et planification des naissances et d'autre part sur le péril démographique⁶¹⁸. De sorte qu'il est probable que ces femmes aient intégré ce discours et attribuent ainsi l'amélioration de leur niveau de vie de manière disproportionnée à une baisse de la/leur fécondité. Finalement, il est probable que même cette baisse soit, pour une bonne part, attribuable à d'autres facteurs que la politique de l'enfant unique⁶¹⁹.

Tableau 3. - Pourcentage de femmes chinoises pour qui la politique de l'enfant unique est bénéfique, par province, 1998

Benefit	Jiangsu (N=1,457)	Anhui (N=1,356)	Yunnan (N=1,303)
Better health	96.0	92.8	92.6
Less household work	97.7	95.5	86.6
More education	82.2	70.4	65.8
More time/opportunities at job	96.4	71.6	70.8
More income	96.0	94.4	76.1
More leisure time	84.4	80.8	67.8

Tableau tiré de : Hardee K. & Zhenming X. & Baochang G., juin 2004, op. cit., pg. 74

⁶¹⁵ Hardee K. & Zhenming X. & Baochang G., juin 2004, op. cit., pg. 73-74

⁶¹⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 239

⁶¹⁷ Hardee K. & Zhenming X. & Baochang G., juin 2004, op. cit., pg. 66

⁶¹⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 25

⁶¹⁹ Cf. chap. 1, tbl. 1 & pg. 16

D. Conclusion

Il est acquis que les conditions de vie des femmes s'améliorent constamment, comme en atteste la figure 10. La contribution de la planification des naissances, bien que certainement significative, est impossible à pondérer. S'agissant de l'égalité de statut social, tous les indicateurs s'accordent sur le constat que les femmes ne sont toujours pas égales à l'homme sous le ciel chinois. Les mariages correspondent encore très largement à la forme traditionnelle : le virilocalisme⁶²⁰. Il s'ensuit que les parents qui, traditionnellement, financent le mariage de leur progéniture, se montrent clairement plus généreux envers leur fils car l'argent demeure alors dans la famille⁶²¹. L'union matrimoniale constitue par ailleurs une étape obligée car une femme sans enfant est perçue par la société comme inaccomplie⁶²². L'évolution générale tend malgré tout vers une amélioration du statut social féminin, comme en atteste l'enquête menée conjointement par la Fédération nationale des femmes de Chine et le Bureau national de la statistique, qui conclut à une évolution nuancée mais somme toute, positive⁶²³.

Figure 10. - Espérance de vie à la naissance en R. P. Chine

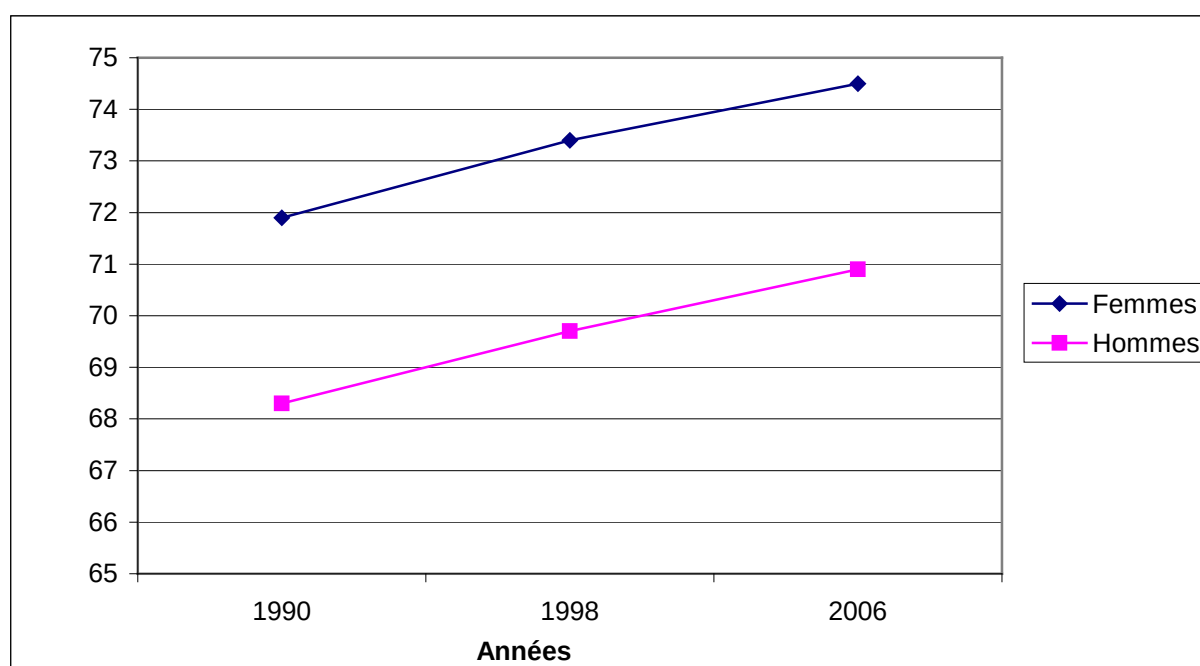


Figure reprise de données tirées de : Peng F. & Emmanuelle Cambois, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 108 (années : 1990-1998) ; Central Intelligence Agency, world factbook (année : 2006)

⁶²⁰ Attané I., 2005, op. cit., pg. 33

⁶²¹ Das Gupta M. & Shuzhuo L., 1997, op. cit., pg. 6

⁶²² Attané I., 2005, op. cit., pg. 117

⁶²³ Wallis C., 2006, op. cit.

IV. - Que réserve le futur aux femmes chinoises ?

A. Pénurie prévisible de femmes sur le marché matrimonial

Les statistiques de masculinité indiquent toutes l'imminence d'une pénurie inévitable de femmes, particulièrement dans la tranche d'âge 20-40 ans⁶²⁴. La masculinité⁶²⁵ à l'âge du mariage n'est, de manière contre-intuitive, de loin pas uniquement causée par les conséquences de la politique de l'enfant unique. En effet, le déséquilibre des sexes présent et à venir est dû pour moitié à la structure par âges de la pyramide démographique chinoise⁶²⁶. Cette masculinité deviendra sensible à partir de 2009 (figure 11) et se poursuivra pendant encore environ 25 années après que le taux de masculinité à la naissance soit redescendu, c'est à dire jusqu'en 2021 si cela devait se produire en 2006. Cette caractéristique est donc à considérer comme une donnée à moyen terme. Quant à l'ampleur de ce déséquilibre, Daniel Goodkind estime que ce sont 15 à 20% d'hommes qui, à partir de 2015, seront en « excédent »⁶²⁷ ; M. Das Gupta et L. Suzhuo avancent quant à eux le chiffre de 12% « au minimum »⁶²⁸. Il est probable que ces valeurs sous estiment la réalité, et Daniel Goodkind le fait d'ailleurs remarquer⁶²⁹, car elles font l'hypothèse d'un âge au mariage constant, alors que celui des femmes augmente continuellement depuis le milieu de la décennie 1980⁶³⁰, et poursuivra sa croissance à un rythme probablement plus rapide que celui des hommes, étant donné que la durée des études s'allonge et qu'elles ne seront pas pressées de se marier, sachant qu'il sera toujours aisé de trouver un mari plus tard⁶³¹. La seule possibilité de contrer un tant soit peu ce mouvement serait l'importation massive d'épouses de la diaspora chinoise. Cependant, les démographes estiment l'influence actuelle et potentielle de ce facteur comme négligeable. Tout d'abord parce que la Chine est un pays peu attirant et que ce sont de surcroît les plus pauvres qui se retrouvent/ront « sur le carreau ». A cela il convient d'ajouter que même si cela était financièrement faisable, la diaspora ne représente que 30 millions de personnes, soit environ 2% de la population de la R. P. C., autant dire une goutte d'eau⁶³².

⁶²⁴ Cf. chap. 4, fig. 11 & chap 5, fig. 12 + 13 + 14

⁶²⁵ Pour une analyse plus en profondeur du phénomène, cf. chap. 5, pg. 89-98.

⁶²⁶ Goodkind D., *Marriage squeeze in China : historical legacies, surprising findings*, 9 mars 2006, US census bureau, international program center, Eurasia branch, pg. 14

⁶²⁷ Goodkind D., 2006, op. cit., pg. 13

⁶²⁸ Das Gupta M. & Shuzhuo L., nov. 1997, op. cit., pg. 14

⁶²⁹ Goodkind D., 2006, op. cit., pg. 14

⁶³⁰ Jiang L., 2000, op. cit., pg. 26

⁶³¹ Ibid., pg. 10

⁶³² Poston D. L. Jr. & Glover K. S., 2004, op. cit., pg. 19

Figure 11. - Nombre d'hommes en excès à l'âge du mariage (22 ans) en R. P. Chine

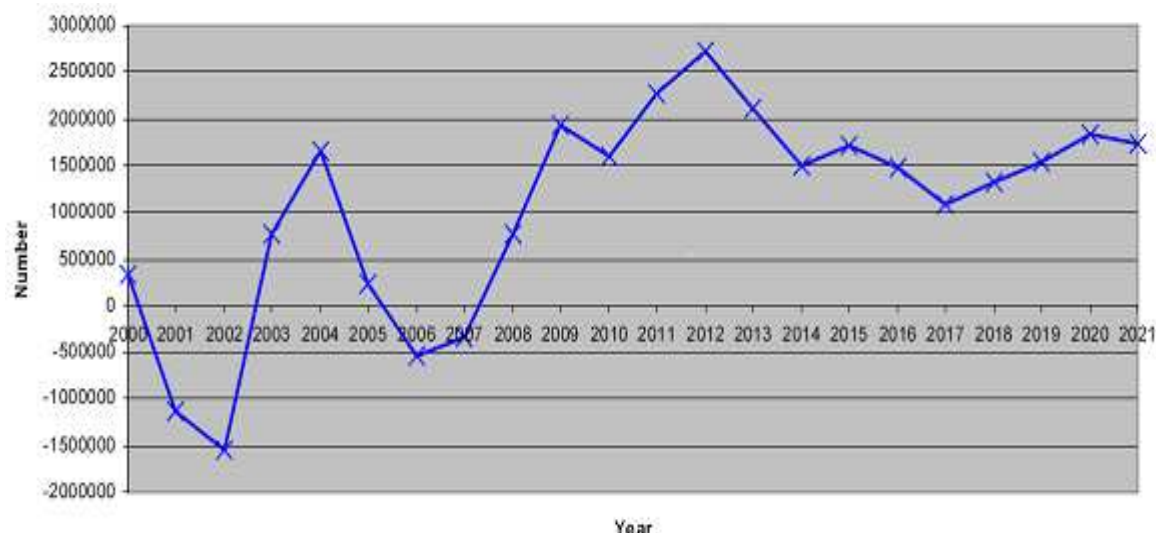


Figure reprise de : Poston D. L. Jr. & Glover K. S., 2004, op. cit., pg. 35

B. Quelles perspectives pour le statut de la femme chinoise ?

1) Valeur accrue mais pas d'effet direct sur le statut

Judith Banister conclut la question de l'effet de la pénurie féminine en tant que tel sur le statut de la femme à l'aide d'un raisonnement clair : si ce facteur a une influence significative alors, sachant que la pénurie de femme est déjà chronique en Chine impériale, les femmes seraient aujourd'hui [tout au moins] égales aux hommes⁶³³. La comparaison entre les deux périodes n'est cependant pas forcément éclairante lorsqu'il s'agit de déduire l'effet direct de la pénurie de femmes sur leur statut dans un environnement socio-économique caractérisée par un changement accéléré et profond. Cette question est débattue, car bien qu'il semble probable qu'un déséquilibre des genres dans un contexte de haute fécondité résulte en une croissance de la valeur maternelle et donc traditionnelle des femmes, ce lien n'est plus évident dans un contexte de basse fécondité⁶³⁴.

La situation présente est sans précédent à d'autres égards encore, particulièrement dans la mesure où la politique de l'enfant unique a contribué à augmenter, sinon le statut, du moins le niveau d'éducation des femmes ainsi que le taux de masculinité à l'âge au mariage. Les réformes menées en parallèle ont permis de leur côté une indépendance financière croissante et une évolution culturelle permettant aux filles de jouir d'une liberté accrue dans le choix du partenaire matrimonial⁶³⁵. Cette situation est déjà en train de donner lieu à des conséquences indirectes sapant les bases du système patriarcal.

⁶³³ Banister J., 2004, op. cit., pg. 22

⁶³⁴ Hong L. K., 1987, op. cit., pg. 322

⁶³⁵ Zhang W., mars 2000, op. cit., pg. 9

En effet, d'une part la moitié féminine de la population se trouve pour la première fois en position de force sur le marché matrimonial, et bénéficiera d'une situation s'accroissant dans le moyen terme. On peut dès lors logiquement s'attendre à ce qu'elles (et leur famille) utilisent ce rapport de force pour prolonger leurs études et se montrer plus exigeantes quant au choix du partenaire⁶³⁶ et à la forme que prendra leur mariage, favorisant les options qui leur donnent accès à un statut supérieur⁶³⁷. D'autre part, la pénurie aura probablement raison du tabou encore très présent s'agissant du remariage des veuves et des divorcées, d'autant plus rapidement que le nombre de ces dernières augmente constamment. Cette évolution, qui porte un coup de plus au système patriarcal, est déjà perceptible⁶³⁸.

2) Nouvelles formes de mariages en R. P. Chine

Il existe deux alternatives principales au mariage patrilocal : le mariage uxorilocal et le mariage de type *liangbian dianli*⁶³⁹, tous deux étant plus avantageux pour la femme car ils ne la coupent pas de sa famille et vont clairement à l'encontre de la notion patriarcale selon laquelle les femmes mariées appartiennent à leur belle-famille. Les parents de l'épouse souhaitent aussi ce type de mariage car les familles sans fils sont désormais courantes à la ville et tendent à se répandre à la campagne⁶⁴⁰, tandis que le revenu, sous le « socialisme » de marché Dengiste, est directement lié à la force de travail. Historiquement l'uxorilocalisme est mal accepté, voire stigmatisé⁶⁴¹, et utilisé lorsque les circonstances ne laissent d'autre choix⁶⁴². La forme du mariage appelée *liangbian dianli* est, quant à elle, tout à fait nouvelle⁶⁴³.

Le monopole du mariage patrilocal « par défaut » est, sans surprise, en train de s'éroder car les deux formes alternatives deviennent graduellement acceptables, ce qui valide les prédictions controversées de Lawrence K. Hong, faites en 1987, qui anticipaient déjà les conséquences de la politique de l'enfant unique⁶⁴⁴. Selon elle, les mariages uxorilocaux comportent deux avantages sur les alternatives. Premièrement, de constituer une forme qui, bien que mal acceptée, existe néanmoins dans l'histoire chinoise. Deuxièmement, le fait d'être encouragés par l'état (à partir de 1984-1986), car environ 75% des provinces permettent aux familles sans fils mais avec un nombre indéterminé de filles, de retenter leur chance dans

⁶³⁶ Ibid., pg. 12

⁶³⁷ Hardee K. & Zhenming X. & Baochang G., 2004, op. cit., pg. 74

⁶³⁸ Attané I., 2005, op. cit., pg. 59

⁶³⁹ 两边典礼 Ce qui littéralement signifie : une cérémonie de mariage de chaque côté. Se dit d'un mariage financé par les deux familles qui aboutit au libre choix du couple de la résidence post-maritale : 1) dans l'une ou l'autre des familles, 2) un va-et-vient entre les résidences des deux familles ou encore 3) en résidence néolocale. Cf. Hong Z., 2005, op. cit., pg. 69

⁶⁴⁰ Xiao Y. & Shuzhuo L. & Feldman W. M., *Marriage form and fertility in rural China : an investigation in three counties*, 22 avril 2004, Institute for population and development studies, School of public policy and administration, Xian Jiaotong University, Xian & Morrison Institute for population and resource studies, Université de Standford.

⁶⁴¹ Hong L. K., 1987, op. cit., pg. 320

⁶⁴² Ce qui est le cas dans deux types de circonstances. La première concerne les familles sans fils, qui se doivent d'en adopter un au travers du mariage afin de préserver le lignage. La seconde utilisation du mariage uxorilocal est motivée par la nécessité de combler un manque de main d'œuvre lorsque le(s) fils est encore trop jeune pour aider aux champs, cf. Hong Z., 2005, op. cit., pg. 57

⁶⁴³ Ibid., pg. 69

⁶⁴⁴ Hong L. K., 1987, op. cit., pg. 320 & 322

l'éventualité où le couple s'est marié uxori-localement⁶⁴⁵. C'est pourquoi Lawrence K. Hong a fait l'hypothèse que l'érosion du patrilocalisme sera avant tout le fait de mariage uxori-locaux⁶⁴⁶. L'acceptation croissante par les paysans de cette forme d'union encore atypique représente, semble-t-il, le signe d'une évolution en ce sens⁶⁴⁷.

Les recherches récentes menées par Hong Zhang aboutissent à la conclusion inverse : il semble que ce soit la forme liangbian dianli qui est en train de se propager aux dépens du virilocalisme ; la forme uxori-locale quant à elle serait en déclin. Ces résultats très intéressants sont d'autant plus étonnants qu'ils constituent le fruit d'une étude menée dans le village de Zhongshan (au Hubei) qui, traditionnellement, présente une pratique relativement importante du mariage uxori-local⁶⁴⁸. Les habitants expliquent la propagation des mariages en liangbian dianli par le fait que cette forme constitue un compromis entre la volonté de chaque époux de demeurer dans sa famille⁶⁴⁹. L'effet de la politique de l'enfant unique, de l'avis de Hong Zhang, ne s'est pas traduit par une croissance de la proportion de mariages uxori-locaux car les familles de fils uniques, devenues fréquentes, refusent de laisser leur fils se marier dans un autre lignage⁶⁵⁰. Cette évolution indique que les femmes et leur famille sont en meilleure position pour négocier que de par le passé : la proportion de mariages virilocaux a chuté de 75.8 à 24.2% tandis que les formes d'union en liangbian dianli partent de 0% pour atteindre 44% au sein de la génération née entre 1971 et 1980. Ce dernier chiffre est déjà plus important que la proportion moyenne historique des mariages uxori-locaux (30-40%), et atteint 56% lorsque l'on y ajoute la proportion de mariages de type uxori-local⁶⁵¹. Ces données sont à nuancer cependant, car elles se basent sur les mariages des couples nées entre 1971 et 1980, qui se sont donc unis dans la seconde moitié de la décennie 1990 et le début des années 2000, c'est à dire à une période où le déséquilibre des sexes à l'âge du mariage est encore presque inexistant⁶⁵² (Figure 11). En sachant que la position des femmes sur le marché matrimonial ne manquera pas de s'améliorer de manière significative, je pense que les hommes et leur familles ne seront progressivement plus en mesure de s'opposer à un mariage uxori-local qui, somme toute, vaut mieux que de rejoindre les millions de futurs hommes contraints au célibat définitif.

3) Dangers potentiels de la politique de l'enfant unique

Les travaux de Lena Edlund contrastent avec l'optimisme ambiant en étant de l'avis que la pénurie de femmes ne sera pas, dans l'ensemble, bénéfique à ces dernières.

⁶⁴⁵ Il n'y a pas d'indices indiquant que ces lois avaient pour but de promouvoir le mariage de type uxori-local dans un but d'égalité des sexes. La motivation gouvernementale est peut être simplement de donner les moyens au couple marié uxori-localement de « rendre » un enfant mâle à la famille du mari afin de leur permettre de continuer leur lignée, ce qui est une pratique traditionnelle en Chine. Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 185 ; Greenhalgh S., 1986, op. cit., pg. 496 ; Hong L. K., 1987, op. cit., pg. 321

⁶⁴⁶ Ibid., pg. 322

⁶⁴⁷ Zhang W., 2000, op. cit., pg. 61

⁶⁴⁸ Hong Z., 2005, op. cit., pg. 56 ; Cette étude date de l'année passée et porte sur une petite échelle, de sorte que ces résultats nécessitent d'être confirmés

⁶⁴⁹ Ibid., pg. 70

⁶⁵⁰ Ibid., pg. 69

⁶⁵¹ Ibid., pg. 56 & 70

⁶⁵² Ibid., pg. 70

Son argument prend comme point de départ deux hypothèses largement admises. Premièrement, qu'en situation de pénurie, les femmes tendent à se marier dans des couches sociales supérieures, ce qui historiquement s'observe effectivement⁶⁵³. Deuxièmement, que les parents décident du sexe de leur enfant en tenant fortement compte de leur probabilité d'accéder au mariage, sachant qu'une fille mariée vaut mieux qu'un fils perpétuellement célibataire⁶⁵⁴. En supposant une société caractérisée par une faible mobilité sociale, les pauvres, anticipant la médiocre probabilité qu'un fils potentiel puisse accéder au mariage, choisiront d'avoir une fille. Les riches quant à eux opteront pour des garçons⁶⁵⁵. Les femmes risquent donc de devenir une « sous-classe⁶⁵⁶ ». Il semble en effet que les fils uniques soient issus de familles plus riches que les filles uniques⁶⁵⁷, mais seule une recherche plus approfondie permettra de s'assurer que la différence est globale et significative. Le point de vue d'Elna Edlund, c'est certain, divise. Des chercheurs commentant ses études sont du même avis qu'elle⁶⁵⁸, mais la plupart maintiennent que la masculinité à l'âge du mariage provoquera aussi des effets positifs substantiels en ce sens que la valeur de la femme, et pour certains son statut, augmentera⁶⁵⁹. De plus, lorsque la position de la femme dans le couple s'améliore, ce qui semble se produire, l'avortement sélectif diminue, ce qui contre ainsi l'effet pro-masculiniste, souligné par Elna Edlund, de croissance du revenu⁶⁶⁰. En somme, la question est compliquée et le débat reste ouvert. Le principal danger demeure probablement la vague de célibataires forcés parmi la population masculine, qui sera abordée au chapitre suivant.

4) Quid de la vision des femmes d'elles-mêmes ?

Fondamentalement, il ne suffit pas que les conditions soient favorables à l'égalitarisation des statuts entre genres pour que cela devienne une réalité concrète⁶⁶¹. Il est essentiel que les femmes elles-mêmes se sentent égales, afin de tirer profit des circonstances, car l'inégalité est avant tout basée sur une croyance commune en la supériorité de l'homme⁶⁶². En cela, la politique de l'enfant unique a contribué à permettre une égalitarisation gendrée des dépenses parentales et des par là des aspirations académiques des parents de filles, qui se transmet aux étudiantes⁶⁶³. L'image que les femmes ont d'elles-mêmes connaît donc une évolution vers l'égalité, qui est en passe d'être achevée dans les grandes villes mais demandera encore du temps à la campagne⁶⁶⁴. Les mouvements féministes de leur

⁶⁵³ Das Gupta M. & Shuzhuo L., 1997, op. cit., pg. 20

⁶⁵⁴ Edlund L., *Son preference, sex ratios, and marriage patterns*, déc. 1999, Journal of political economy (The), pg. 1277

⁶⁵⁵ Ceci est une simplification de l'argumentaire très fouillé et intéressant de Lena Edlund auquel les quelques lignes présentes ne peuvent rendre justice. Il mérite d'être lu dans son intégrité. Cf. Ibid.

⁶⁵⁶ Ibid., pg. 1276

⁶⁵⁷ Tsui M. & Rich L., 2002, op. cit., pg. 84 ; Edlund L., 1999, op. cit., pg. 1279

⁶⁵⁸ Comme Kanazawa S., *Where do cultures come from ?*, jan. 2004, London school of economics and political science, pg. 18

⁶⁵⁹ Francis A. M., *Sex ratios and the red dragon : using the Chinese communist revolution to explore the effects of the sex ratio on women and children in Taiwan*, 31 mars 2006, Université de Chicago, pg. 18

⁶⁶⁰ Edlund L., 1999, pg. 1274

⁶⁶¹ Hardee K., Zhenming X. & Baochang G., 2004, op. cit., pg. 76

⁶⁶² Paraphrase de Pierre Bourdieu, cf. Murphy R., 2003, op. cit., pg. 615

⁶⁶³ Tsui M. & Rich L., 2003, op. cit., pg. 87

⁶⁶⁴ Ibid., pg. 90

côté, ont récemment commencé à remettre en cause la propagande sans nuance de libération des femmes⁶⁶⁵ et à reconstruire l'identité féminine comme étant égale à l'homme dans sa différence⁶⁶⁶. Il est dommage que ces voix demeurent confinées au politiquement acceptable et ne constituent donc pas une critique indépendante⁶⁶⁷.

V. - Conclusion

La politique de l'enfant unique a certainement contribué à permettre, de manière plus ou moins directe, une amélioration tant du niveau de vie que du statut des femmes chinoises. Cette évolution va probablement se poursuivre à moyen terme, compte tenu du développement socio-économique très rapide que connaît le pays et de la masculinité croissante à l'âge au mariage. Ces conséquences finalement positives de la Politique ne constituent cependant qu'une retombée involontaire. Car en effet la politique n'a jamais été, quoi qu'en dise Pékin, centrée sur les besoins des femmes. Il suffit de se rappeler que la raison de sa mise en œuvre réside dans la perception de la nécessité de planifier les naissances afin de permettre le développement économique et éviter le péril démographique⁶⁶⁸. Il s'ensuit que les répercussions sur la population, particulièrement les filles et les femmes, ont continuellement été et continuent d'être considérées comme secondaires. Les femmes ont été sacrifiées à la croissance, c'est-à-dire à la survie du Parti. C'est cette même croissance qui commence à leur rendre service au cours des années 1990.

L'évolution, bien que positive, ne doit pas non plus obscurcir le fait que la politique de l'enfant unique, malgré l'évolution récente vers un recentrage sur le « patient »⁶⁶⁹ est intrinsèquement, donc inévitablement, coercitive. Aujourd'hui les femmes en bénéficient certes à certains niveaux, mais elles n'ont pas été consultées car la politique a toujours été imposée par le haut. L'auraient-elles été, elles auraient, avant de décider au sujet d'une éventuelle application, mis dans la balance les souffrances et bien souvent les traumatismes inhérentes à l'imposition d'une (très) basse fécondité. C'est d'ailleurs une prévision sans risque que d'affirmer que ces souffrances dureront aussi longtemps que le gouvernement maintiendra cette Politique, bien que le développement socio-économique favorise une convergence entre désir étatique et aspirations populaires s'agissant du nombre d'enfants. La politique de l'enfant unique comporte encore d'autres répercussions négatives, qui seront analysées au chapitre cinq. Il sera alors possible d'en tirer un bilan global.

⁶⁶⁵ Greenhalgh S., 2001, op.cit., pg. 874

⁶⁶⁶ Ibid., pg. 876

⁶⁶⁷ Ibid., pg. 857 & *passim*.

⁶⁶⁸ Chap. 1

⁶⁶⁹ Qui sera abordée plus en profondeur au chapitre 6.

Chapitre 5

Les suites de la Politique : un futur incertain

L'application de la Politique aboutit à de nombreuses conséquences autres que son impact voulu, direct et mesurable : la baisse de la fécondité. Le chapitre précédent s'est axé autour de l'impact de la PN sur le bien être et le statut de la femme chinoise, de sorte que ce présent chapitre s'attachera à compléter le tableau des conséquences involontaires de la Politique. N'est-il pas en fin de compte prévisible qu'imposer une baisse importante de la fécondité à une population, qui plus est lorsqu'elle présente les caractéristiques de la population de l'Empire du Milieu (forte préférence pour les garçons et sous-développement), ne peut se faire sans « casse » ? Il n'y avait qu'à consulter l'expérience du voisin coréen pour s'en rendre compte. Alors même qu'en Corée l'état donne le libre choix de la fécondité et qu'en conséquence la baisse est bien plus saine car elle n'est que la résultante du développement économique. La prise de conscience ne se produit que vers la fin des années 1990, mais celle-ci n'est encore que partielle. Je ne peux pas trancher sur la cause de cette réaction tardive et partielle. Il se peut que le gouvernement ait été à tel point ébloui par les théories du groupe de Song qu'il a longtemps minimisé les conséquences et cru qu'elles ne se feraient sentir que trente années plus tard. Il est aussi possible que le gouvernement considère que la Politique est si bénéfique pour la croissance que les conséquences ne doivent pas ralentir la PN, car c'est finalement la croissance qui permettra de les traiter. En tout état de cause, malgré les retombées négatives, les dirigeants ne semblent toujours pas pouvoir concevoir d'abandonner la Politique de l'enfant unique, mais seulement de la réformer⁶⁷⁰.

I. - Abandons, infanticide et foeticide féminins

Dans un contexte de très basse fécondité, une naissance féminine tend à être perçue comme privant le couple de la possibilité d'avoir le garçon tant attendu. Les parents « résistent » au moyen des pratiques sexuées du refus de la contraception, de l'avortement, de l'abandon, de l'infanticide et de la négligence, toutes au détriment des petites filles.

Parfois, des couples refusent tout simplement de pratiquer la contraception. Ce choix est très fortement sexué car 12% des parents d'un enfant de chaque genre refuse cette obligation constitutionnelle, alors que les parents de deux filles sont 85% à ne pas l'accepter⁶⁷¹.

Le début de la décennie 1980 a vu naître la Politique et dans le même temps l'arrivée progressive de machines à ultrasons-b⁶⁷², qui permettent pour la première fois de détecter le sexe du fœtus. La production massive débute en 1982⁶⁷³. Avant la toute fin de la décennie 1980 cependant, le taux de masculinité à la naissance ne

⁶⁷⁰ La réforme débute véritablement au siècle suivant. Cf. chap. 6

⁶⁷¹ Greenhalgh S. & Li J., 1995, pg. 618

⁶⁷² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 227

⁶⁷³ White T., cf. Perry E. J. & Li J., 2000, op. cit., pg. 112

peut être imputable au foeticide sexué car seule une faible partie de la population a accès à cette technologie⁶⁷⁴. Par la suite, il semble effectivement que l'avortement soit responsable de l'augmentation vertigineuse de la masculinité⁶⁷⁵. Inutile de préciser que ce sont presque exclusivement des fœtus féminins qui sont avortés. Le gouvernement a fini par interdire ces machines et ces pratiques en 1993⁶⁷⁶, mais cette mesure naïve est demeurée lettre morte. Cette réaction étatique tardive témoigne probablement d'une mauvaise compréhension de la situation sur le terrain. En effet, le problème est à chercher dans le système, car l'avortement sélectif est une mesure qui arrange tout le monde : les couples en premier lieu car ils peuvent s'assurer un garçon ; les cadres en ce que tout ce qui permet de faire diminuer le nombre de naissances est bon à prendre ; et le personnel médical rural enfin, qui n'est jamais contre le bénéfice de quelques pots-de-vin supplémentaires (la corruption est omniprésente en Chine)⁶⁷⁷.

Par ailleurs, les abandons de petites filles, bien que difficiles à mesurer, ne constituent pas une pratique rare. Le taux de mortalité dans les orphelinats atteint des proportions telles (jusqu'à 900 pour mille) que l'abandon constitue dans les faits un infanticide déplacé⁶⁷⁸. Certains enfants ont heureusement la chance d'être adoptés par des couples chinois compatissants⁶⁷⁹, ou par des Occidentaux. Un site d'adoption remarque qu'au niveau de la Chine, les enfants adoptables sont à 95% des filles⁶⁸⁰. Il est probable que les rares garçons orphelins soient atteints de handicaps. En conséquence, les démographes estiment que les abandons additionnés aux autres enfants non-enregistrés (très majoritairement des filles) ont été responsables de 43% à 80% de la masculinité à la naissance dans les années 1990⁶⁸¹.

L'infanticide, mesure la plus extrême qui résulte du désespoir, semble avoir été pratiqué particulièrement au début des années 1980⁶⁸², durant la période antedocument 7, alors que les progrès technologiques n'offraient pas encore d'autres voies moins violentes pour s'assurer une descendance masculine⁶⁸³. La fréquence de ce phénomène n'est pas mesurable car les naissances en dehors du milieu hospitalier suivies d'une mort immédiate ne sont souvent pas enregistrées⁶⁸⁴. Mais les chercheurs s'accordent à dire que ce phénomène demeure probablement toujours marginal⁶⁸⁵. Il subsiste encore au 21^{ème} siècle au sein de familles rurales si pauvres que le diagnostic pré-natal suivi d'un avortement n'est pas abordable⁶⁸⁶.

⁶⁷⁴ Zeng Y. (éd.), *Causes and implication of the recent increase in the reported sex ratio at birth in China*, 1993, Population and development review, pg. 285

⁶⁷⁵ Junhong C., *Prenatal sex determination and sex-selective abortion in rural Central China*, juin 2001, Population and development review, pg. 17

⁶⁷⁶ Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 605

⁶⁷⁷ White T., Perry E. J. & Selden M., 2000, op. cit., pg. 113

⁶⁷⁸ Blayo Y., *Persistance des problèmes démographiques en Chine*, INED, jan. 1998, Bulletin mensuel, pg. 3

⁶⁷⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 36

⁶⁸⁰ Cf. Site de l'agence d'adoption *Carolina*, Chine.

⁶⁸¹ White T., cf. Perry E. J. & Selden M., 2000, op. cit., pg. 113 ; Zeng Y. (éd.), 1993, pg. 289

⁶⁸² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 223

⁶⁸³ White T., Perry E. J. & Selden M., 2000, op. cit., pg. 112

⁶⁸⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 36

⁶⁸⁵ Zeng Y. (éd.), 1993, op. cit., pg. 296-297

⁶⁸⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 268

Le degré de masculinité à la naissance ne peut dériver de la norme biologique que lorsqu'une des pratiques mentionnées ci-dessus au moins est pratiquée. Celui-ci varie fortement selon le nombre et le sexe des enfants déjà nés, à l'exception du premier enfant dont le genre est encore laissé au hasard (figure 11). En effet, l'observation de la figure ci-dessous permet de voir que, en 1990, une mère de deux filles aura une probabilité de 69.2% de donner naissance à un garçon⁶⁸⁷. Par contre, une mère de deux garçons n'aura qu'une probabilité de 42.5% d'avoir un fils⁶⁸⁸. Ainsi, bien que ces pratiques aient en général le désir d'un garçon comme motivation les sous-tendant, le phénomène inverse n'est pas d'une ampleur négligeable.

Figure 12. - Masculinité à la naissance en R. P. Chine (1989-1990) selon le nombre et le sexe des enfants déjà nés

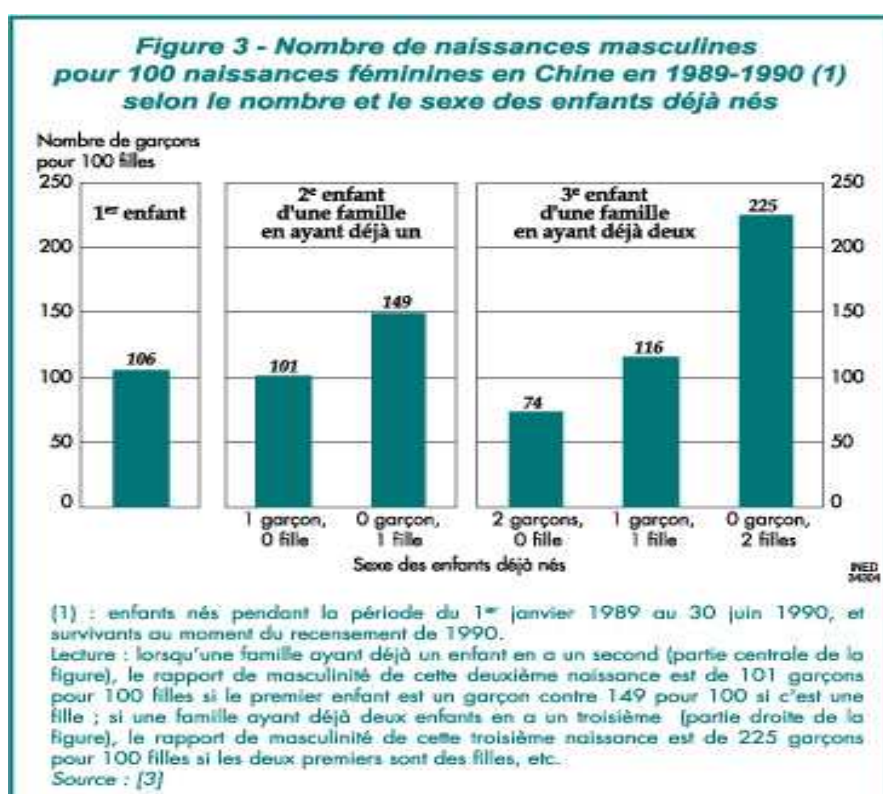


Figure reprise de : Pison G., *Moins de naissances mais un garçon à tout prix, l'avortement sélectif des filles en Asie*, INED, sept. 2004, Bulletin mensuel, pg. 3

Cependant, les actes terribles que sont le fœticide, l'infanticide, l'abandon et la négligence (que nous aborderons plus bas) ne sont pas attribuables en totalité à la politique de l'enfant unique. D'une part car l'infanticide et la négligence sont des pratiques anciennes en Chine, qui reflètent la traditionnelle préférence pour une descendance mâle⁶⁸⁹. Ces pratiques suivent d'ailleurs des schémas similaires d'une époque à l'autre : la masculinité dépend en Chine impériale également du sexe et du

⁶⁸⁷ 225/ 325 (225+100)

⁶⁸⁸ 74/174 (74+100)

⁶⁸⁹ Lee J. & Wang F., 1998, op. cit., pg. 40

rang de naissance, en plus de la taille de la famille souhaitée à terme⁶⁹⁰. De l'autre car l'on observe des degrés de masculinité anormalement élevés dans des pays démocratiques où il n'existe évidemment pas de politique de fécondité coercitive, en Corée du sud notamment⁶⁹¹ mais aussi à Taiwan et en Inde⁶⁹².

Le plus préoccupant, et ce en quoi la Chine se distingue négativement, est l'évolution malheureuse de son rapport de masculinité à la naissance qui augmente continuellement, passant de 107.9 à 113 entre 1960 et 1992⁶⁹³ pour atteindre 117 en 2003⁶⁹⁴ (Figure 14). Il semble que la croissance de la masculinité à la naissance témoigne de la propagation de machines à ultrasons dans les villages, qui se poursuit au cours des années 1990 et qui a substantiellement contribué à la recrudescence de la pratique du foeticide⁶⁹⁵. En 1989, ce sont les provinces pauvres, où les gens ont le moins d'accès aux machines à ultrasons, qui sont seules à enregistrer des rapports de masculinité correspondant à la norme biologique⁶⁹⁶. Susan Greenhalgh et Jia Li ont remarqué que certains paysans ne connaissent en effet pas encore l'existence de ces machines aussi tard qu'en 1993⁶⁹⁷. Cette possibilité est confirmée par le taux de masculinité à la naissance mesuré dans les hôpitaux, qui excluent toute possibilité d'infanticide ou d'abandon. Celui-ci, bien que certainement sous estimé⁶⁹⁸, augmente constamment, passant de 108 en 1986-87 à 109.7 en 1991⁶⁹⁹.

⁶⁹⁰ Lee & Campbell (1997, 96). Cf. Oris M., *Les miroirs de la mort : visions et réalités de « l'ultime pénalité » de l'Ancien Régime à nos jours*, pg. 100. Ce dernier facteur n'est plus pris en considération dans la présente étude, centrée sur la période de l'enfant unique. En effet, il est clairement impossible pour les couples de prévoir dix ou quinze années à l'avance à quelle taille familiale le gouvernement ou la résistance leur permettra de parvenir.

⁶⁹¹ Pison G., 2004, op. cit., pg. 1

⁶⁹² White T., Perry E. J. & Selden M., 2000, op. cit., pg. 114

⁶⁹³ Tan L., *Quel statut pour la femme chinoise ?*, Attané I. (éd.), 2002, pg. 344. Certaines estimations suggèrent des taux bien supérieurs. Cf. *Infanticide*, Site de CNN (in depth)

⁶⁹⁴ *China acts to protect baby girls*, 15 juil. 2004, BBC News. D'autres sources constatent une baisse amorcée depuis 1994. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 35

⁶⁹⁵ Pomfret John, *In China's countryside "It's a boy!" too often*, 29 mai 2001, Washington post (The)

⁶⁹⁶ Zheng Y. (éd.), 1993, op. cit., pg. 293

⁶⁹⁷ Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 628-629

⁶⁹⁸ Poston D. L. Jr. & Glover K. S., 2004, op. cit., pg. 10

⁶⁹⁹ Zheng Y. (éd.) 1993, op. cit., pg. 292

Figure 13.- Taux de masculinité à la naissance en R.P. Chine et en Corée du sud 1980-2000⁷⁰⁰

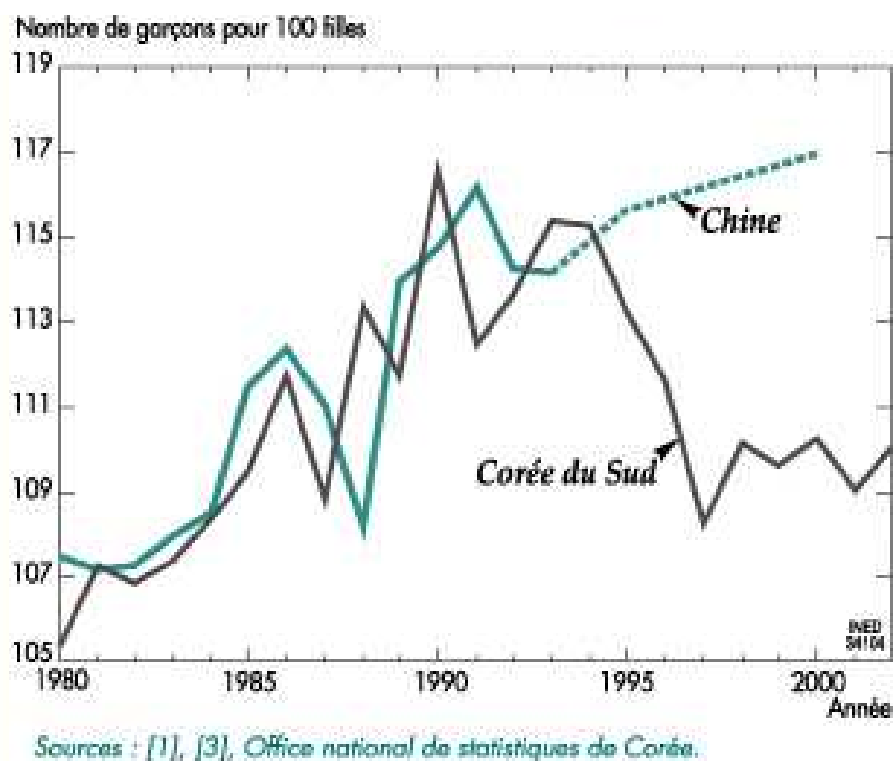


Figure reprise de : Pison G., sept. 2004, op. cit., pg. 1

Les filles qui survivent jusqu'aux premiers jours après la naissance ne sont pas encore à l'abri de la discrimination sexuelle, car on observe en Chine un taux de mortalité infantile féminine anormalement élevé (figure 15) qui augmente encore la masculinité infantile (ci-après : MI), déjà importante du seul fait de la nette anormalité du ratio filles / garçons à la naissance. Ce taux ne peut résulter que d'une négligence, conscience ou inconsciente, sexuellement biaisée envers les filles. Ce type de discrimination existe (très faiblement) en 1973-75 déjà⁷⁰¹, puis croît progressivement jusqu'à l'an 2000 au moins⁷⁰² (figure 15). La durée investie dans l'allaitement confirme le schéma de la figure 15, celle-ci est d'ailleurs aussi fonction du rang de naissance⁷⁰³. La même évolution préoccupante que lors de l'observation du taux de masculinité à la naissance émerge : celui d'une croissance du problème (voir figure 14). Alors que l'année 1973 indique un traitement quasi neutre des enfants, l'année 2000 présente un taux aux environs de 1.42 (figure 15) à 1.46⁷⁰⁴, soit une mortalité relative proche du double de ce qu'elle devrait être dans un

⁷⁰⁰ Certains chercheurs avancent des chiffres légèrement plus faibles. La tendance demeure toujours la même. Cf. Poston D. L. Jr. & Glover K. S., 2004, op. cit., pg. 11

⁷⁰¹ Le rapport de mortalité est, en 1973-75, de 0.875. Cf. Attané I., *Une surmortalité anormale chez les petites filles*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 84

⁷⁰² Banister J., 2004, op. cit., pg. 27

⁷⁰³ Greenhalgh S. & Li J., 1995, op. cit., pg. 632

⁷⁰⁴ Attané I., *Les défis de la Chine : moins de filles, plus de personnes âgées*, INED, oct. 2005, Bulletin mensuel, pg. 3

environnement neutre⁷⁰⁵. Là encore, la politique n'est pas seule incriminée. Le taux quasi biologique enregistré en 1973-75 est à ce titre surprenant car la négligence envers les filles est un phénomène ancien. Ce paradoxe apparent s'explique probablement par la structuration de la société communiste en *danwei*, ce qui permet une surveillance de tous les instants de la population. Isabelle Attané décrit clairement cette société orwellienne où « Le contrôle social est omniprésent [...] toute femme suspectée de grossesse est traquée. Rien n'échappe à l'œil inquisiteur des *lao taitai*, ces vieilles femmes des « patrouilles aux petits pieds⁷⁰⁶ ». Comment dès lors ne pas amener une fille malade à l'hôpital ou ne pas lui donner l'intégrité de sa ration alimentaire ?

Figure 14. - Evolution de la surmortalité infantile des filles :1981-2000 (en %)

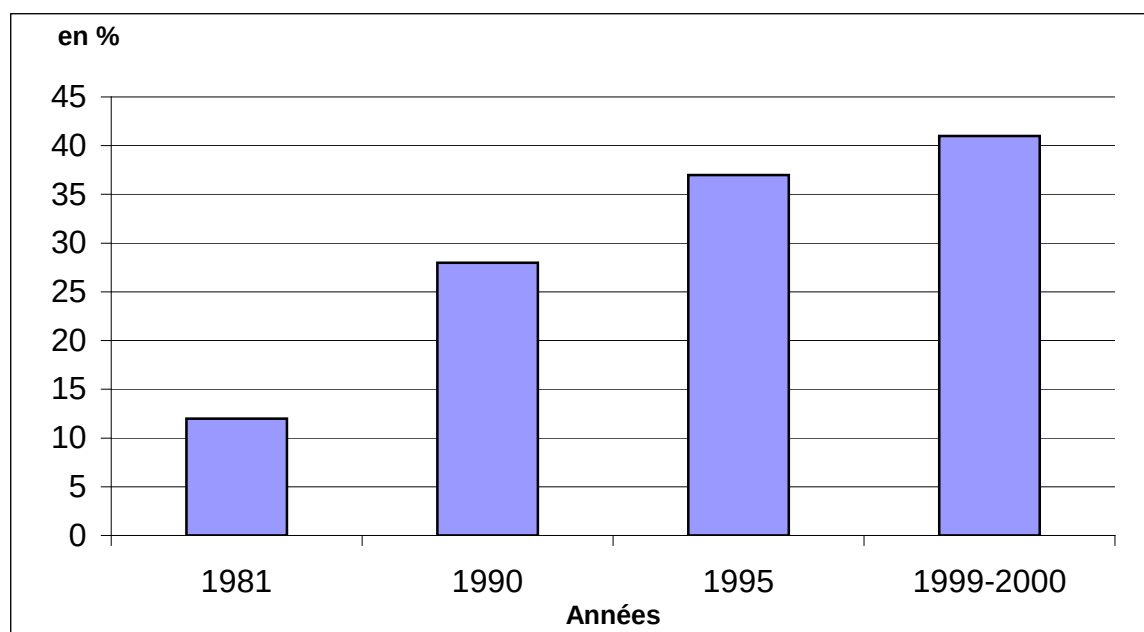


Figure construite à partir de données tirées de : Banister J., *The dearth of girls in China today : Causes, consequences, international comparisons, and solutions*, 2003, pg. 19

Cette évolution de la masculinité étonne à plusieurs égards. Tout d'abord car il serait en effet logique de s'attendre à ce que l'avortement sexué fasse diminuer la maltraitance des filles, par effet de translation. Ce résultat inverse est d'autant plus inattendu que la Politique a une propension à davantage accepter les exceptions et que dans le même temps le rapport de masculinité à la naissance (ci-après RMN) a significativement chuté en Corée du sud, pays que l'on peut légitimement caractériser de confucéen, au cours des années 1990 (voir figure 14). Cette évolution n'est donc possible que si d'autres facteurs interviennent. Des chercheurs observent justement que le taux de masculinité n'est que partiellement corrélé avec les durcissements de la Politique. Sinon, comment expliquer que les provinces les

⁷⁰⁵ Le taux de mortalité infantile féminine est biologiquement d'environ 78% du taux masculin (pour un quotient de mortalité masculine de 0 à 4 ans inférieur à 0.05, ce qui est le cas de la Chine). Cf. Attané I., cf. Attané I. (éd.), 2002, op cit., pg. 83

⁷⁰⁶ Ces vieilles femmes sont chargées d'espionner leurs voisins et de surveiller les immeubles. Elles ont été surnommées ainsi car elles ont généralement eu les pieds bandés. Cf. I. Attané, 2005, op. cit., pg. 189

plus permissives enregistrent les RMN les plus élevés⁷⁰⁷ ? Ou encore que le taux de RMN soit stable entre 1965 et 1975 et que celui-ci ne s'écarte jamais de la normale dans les années 1970⁷⁰⁸ ? Alors même que le nombre de stérilisations sous wan-xi-shao est de 4.5 millions en moyenne par an entre 1971 et 1979 ; un chiffre qui n'est heureusement plus atteint depuis 1992⁷⁰⁹ ?

Le contraste qu'offre la comparaison avec la Corée du sud, pays similaire par sa culture confucéenne mais au démarrage économique précédent la Chine de 20 ans⁷¹⁰, peut apporter des éléments de réponse quant à ces autres paramètres. Le développement économique du sud de la péninsule a d'abord résulté en un accroissement de la masculinité pendant une dizaine d'années puis à une baisse de celle-ci (figure 14). L'hypothèse suivante me semble être la plus cohérente avec l'évolution de la masculinité observée. La phase de croissance de la masculinité a probablement pour origine, comme c'est le cas en R. P. Chine au cours de la décennie 1990, la naissance et la « démocratisation » de la possibilité financière et technique de la détermination du sexe du fœtus. Puis, à partir des années 1990, l'effet du développement se fait positivement sentir et la traditionnelle préférence pour les garçons s'estompe. La hausse du niveau de vie et de l'urbanisation vont alors de pair avec la « sécularisation⁷¹¹ » de la société.

En poursuivant les implications que contient cette hypothèse, on s'attendrait dès lors à ce que dans la Chine des années 2000 (où la détermination sexuelle du fœtus est partout possible), les taux de masculinité soient corrélés au niveau de développement économique. De plus, la masculinité devrait être particulièrement élevée dans les régions rurales et commencer à baisser dans les villes les plus développées. Les chiffres confirment cette hypothèse tout en la nuancant quelque peu. Le tableau 4 confirme que la masculinité à la naissance, en 2000, est maximale dans des provinces pauvres et où la population des minorités est faible : Hunan, Anhui, Hubei, Guangxi⁷¹², Shanxi. Elle est minimale dans les 4 autres régions dites « autonomes », à forte proportion de minorités ethniques, c'est à dire où la fécondité est significativement plus élevée et le niveau de développement économique plus faible encore⁷¹³ : Tibet⁷¹⁴, Xinjiang, Ningxia, Mongolie intérieure, ainsi que dans les

⁷⁰⁷ Attané I., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., 2002, pg. 382

⁷⁰⁸ La norme est de 105-107 garçons pour 100 filles. Or le RMN ne dépasse pas 106.4 dans les années 1970. Voir : Tan L., cf. Attané (éd.), 2002, op. cit., pg. 344

⁷⁰⁹ Cf. chap. 6, fig. 17

⁷¹⁰ La Corée du Sud et la Chine démarrent leur formidable croissance aux alentours de 1960 et de 1980 respectivement.

⁷¹¹ Le Confucianisme n'est pas à proprement parler une religion, mais plutôt une philosophie.

⁷¹² Le Guangxi est une Région dite « Autonome » car la minorité Zhuang y est importante, mais cette population est ici considérée comme « Han » car elle doit se conformer aux mêmes règles s'agissant de la PN.

⁷¹³ Il convient d'ajouter que les habitants d'« ethnie » Han des régions autonomes et des provinces des frontières, sont privilégiés par la Politique de l'enfant unique. L'impact statistique est considérable sachant que les Han constituent toujours la majorité de la population totale de chaque province et région autonome de Chine (à l'exception de la région autonome du Tibet). Cf. chap. 3, pg. 57

⁷¹⁴ La région autonome du Tibet est exceptionnelle en ce sens que son taux de masculinité à la naissance (102.7 en 1999) suppose un biais en défaveur des garçons. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 267 ; Lena Edlund offre une explication : l'on sait que le taux de masculinité est corrélé au niveau d'éducation de la mère (ainsi qu'au niveau de revenu). Les mères ayant une éducation très courte ont tendance à discriminer les garçons. Le Tibet détient le triste record de l'illettrisme, parmi les deux genres. Les femmes, comme toujours, sont les plus touchées. En 1998, ce

provinces du Yunnan⁷¹⁵ et du Guizhou⁷¹⁶. Parmi les régions « Han », ce sont les plus avancées économiquement (en terme de PNB et de taux d'urbanisation) qui enregistrent les taux de masculinité les plus faibles : Shanghai, Pékin, Tianjin, Shandong, Jilin, Liaoning et le Fujian. Le Guangdong, province la plus riche du pays, fait figure d'exception, de même que le Fujian et le Jiangsu dans une moindre mesure. Les deux premières sont des provinces de la côte sud-est, qui font partie (ainsi que Taiwan) d'une région historiquement caractérisée par l'importance attachée au lignage. Cette culture clanique a tendance à accentuer la préférence pour les garçons⁷¹⁷. Le Jiangsu est lui particulier en ce sens que les ruraux sont généralement soumis à un traitement aussi strict que les urbains⁷¹⁸. La situation de Chongqing n'est quant à elle guère surprenante sachant que cette municipalité est principalement, et contre-intuitivement, rurale⁷¹⁹.

Tableau 4. - Variations régionales dans la masculinité à la naissance, 2000

Table 2: Regional Variations in the Sex Ratio at Birth, 2000

Sex Ratio at Birth	No. of Provinces	Provinces, Autonomous Regions and Municipalities
≥119	7	Shanxi, Guangxi, Hunan, Anhui, Hubei, Guangdong, Hainan
113–9	9	Hebei, Zhejiang, Jiangxi, Gansu, Chongqing, Sichuan, Jiangsu, Fujian, Henan
111–2	8	Qinghai, Beijing, Shanghai, Jilin, Shandong, Tianjin, Shanxi, Liaoning
108–10	4	Inner Mongolia, Yunnan, Ningxia, Heilongjiang
<107	3	Tibet, Xinjiang, Guizhou

Source: China's 2000 Population Census, <<http://www.sfpc.gov.cn/cn/news20020516>> [25 Nov. 2002].

Figure reprise de : Peng X., *Is it time to change China's population policy ?*, 2004, tbl. N°2, pg. 141

L'hypothèse peut être aussi testée de manière dynamique en considérant l'évolution de la masculinité infantine au cours de la décennie 1990 (Carte 1). Les régions qui indiquent une baisse du taux de masculinité sont de deux types : soit des zones de minorités ethniques (Mongolie Intérieure, Sichuan, Tibet, Nord du Gansu, Heilongjiang), soit des aires côtières développées telles que (une partie de) la municipalité de Pékin, le Shandong, le Hebei et le Zhejiang. Au contraire, les zones han rurales de l'intérieur, en marge de la croissance économique, enregistrent une

n'est pas moins de 70% des plus de quinze ans qui sont analphabètes. Cf. Edlund L., 1999, op. cit., pg. 1279 ; Cartes hors-texte, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. XXVII

⁷¹⁵ Le Yunnan n'est à proprement parler pas une Région « Autonome », c'est à dire une région classée comme le foyer d'une minorité ethnique (les Hui au Ningxia, les Ouïgours au Xinjiang, les Tibétains au Tibet, les Zhuang au Guangxi, et les Mongols en Mongolie intérieure). Cependant la Province regorge de dizaines de minorités ethniques différentes, qui ensemble représentent 33% de la population. Au Ningxia par exemple, les minorités ne représentent que 21% de la population. Par ailleurs, le niveau de développement économique est comparable aux autres régions « autonomes ». Cf. *Yunnan & Ningxia*, Site de Wikipédia, op. cit.

⁷¹⁶ La remarque est la même que pour le Yunnan, les Han ne composent que 62 % de la population et le PNB par habitant est le plus faible de toute la Chine. Cf. *Guizhou*, Site de Wikipédia, op. cit.

⁷¹⁷ Banister J., 2004, op. cit., pg. 20

⁷¹⁸ Peng X., 2004, op. cit., pg. 144

⁷¹⁹ Cf. chap. 4, pg. 80, note de bas de page 610

explosion de 20 et même souvent de 30 ou 40% du taux de masculinité. Sont concernées : le Henan, Hunan, Shaanxi, Hubei, Jiangxi et l'ouest du Guangdong. Le tableau 4 et la carte 1 confirment donc que le niveau de développement est le facteur déterminant s'agissant de la préférence pour une descendance masculine. Ce dernier constitue à son tour le facteur explicatif principal de la variation dans le temps et l'espace de la masculinité. Les régions les plus développées s'accommodent de familles de taille plus réduite, et manifestent une préférence moindre pour les garçons⁷²⁰.

Il y a quelques exceptions à la règle, dont par exemple la province du Jiangxi qui enregistre un taux de masculinité un peu plus faible en 1999 que la province riche et urbanisée du Zhejiang (110 contre 113)⁷²¹. Etant donné que cette province est l'une des plus rurales et pauvres de la Chine, il est possible que l'explosion de la pratique de l'avortement sexué ait débuté tardivement (dans les années 1990) et se poursuive encore actuellement, ce que montre la carte 1 où la province est entièrement représentée de couleur rouge foncée ou orange. La faible croissance de la MI à Shanghai et Tianjin résulte peut être de la prise en compte de la fécondité des migrants ou du fait que la Politique y est appliquée très sévèrement⁷²².

Il est probable aussi que la comparaison avec la Corée du Sud doive être nuancée, car la masculinité en Chine dépassera les sommets atteints par la Corée dans la première moitié de la décennie 1990, et ceci pour deux raisons principales. Premièrement car la baisse de la fécondité en Chine est unique en ce qu'elle résulte, dans une mesure significative, d'une loi, donc de l'usage de la coercition. Ainsi la fécondité chute plus rapidement qu'elle ne le ferait naturellement sous l'influence notamment de l'augmentation du niveau de vie⁷²³. Par ailleurs, la Chine est caractérisée par une disparité gigantesque de revenus entre provinces et couches sociales, car les fruits du développement sont très inégalement répartis⁷²⁴. Le revenu moyen au Guizhou peine à dépasser les 2000 yuans en 1998, tandis qu'il flirte avec les 30'000 yuans à Shanghai⁷²⁵. Le fossé serait encore accru si l'on comparait les paysans du Guizhou avec les urbains d'une des 4 municipalités. En Corée les inégalités sont moins importantes de sorte que le niveau de vie médian, à croissance égale, a augmenté plus rapidement⁷²⁶.

⁷²⁰ Les comparaisons sur la base du tableau 4 ainsi que de la carte 1 comportent un biais : elles ne donnent pas d'indication quant aux proportions de *hukou* urbains et ruraux. Généralement le taux d'urbanisation est fortement corrélé avec la proportion de minorités ethniques et la géographie : plus l'on va vers l'Est moins les ruraux sont nombreux. Comme, en terme de Politique démographique, la Chine suit le modèle « un pays trois systèmes », une comparaison plus fine des provinces nécessiterait de tenir compte du taux d'urbanisation de chaque province. Seulement, cet exercice relèverait du casse-tête statistique car les données chinoises étant ce qu'elles sont, le type de *hukou* ne reflète pas forcément la réalité, d'autant plus qu'il est fondé sur le type d'*activité* et non sur le lieu de *résidence*. Cf. Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 83

⁷²¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 267

⁷²² Je ne suis pas parvenu à savoir si le recensement tient compte des critères d'origine ou de domicile.

⁷²³ La "contribution" de la Politique de l'enfant unique à la baisse de la fécondité est discutée à la page 16 du chapitre 1.

⁷²⁴ Sisci F., *Is China headed for a social "red alert" ?*, 20 oct. 2005, Asia times (Edition en ligne)

⁷²⁵ Cf. *Cartes hors-texte*, cf. Attané I., 2002, op. cit., pg. XXI

⁷²⁶ Les indices de Gini pour la Corée du Sud et la Chine sont de respectivement : 35.8 (2000) et 46 (2004). Cf. CIA world factbook, South Korea / China, population, 2006, op. cit.

Carte 1. - Evolution de la masculinité enfantine au cours de la décennie 1990.

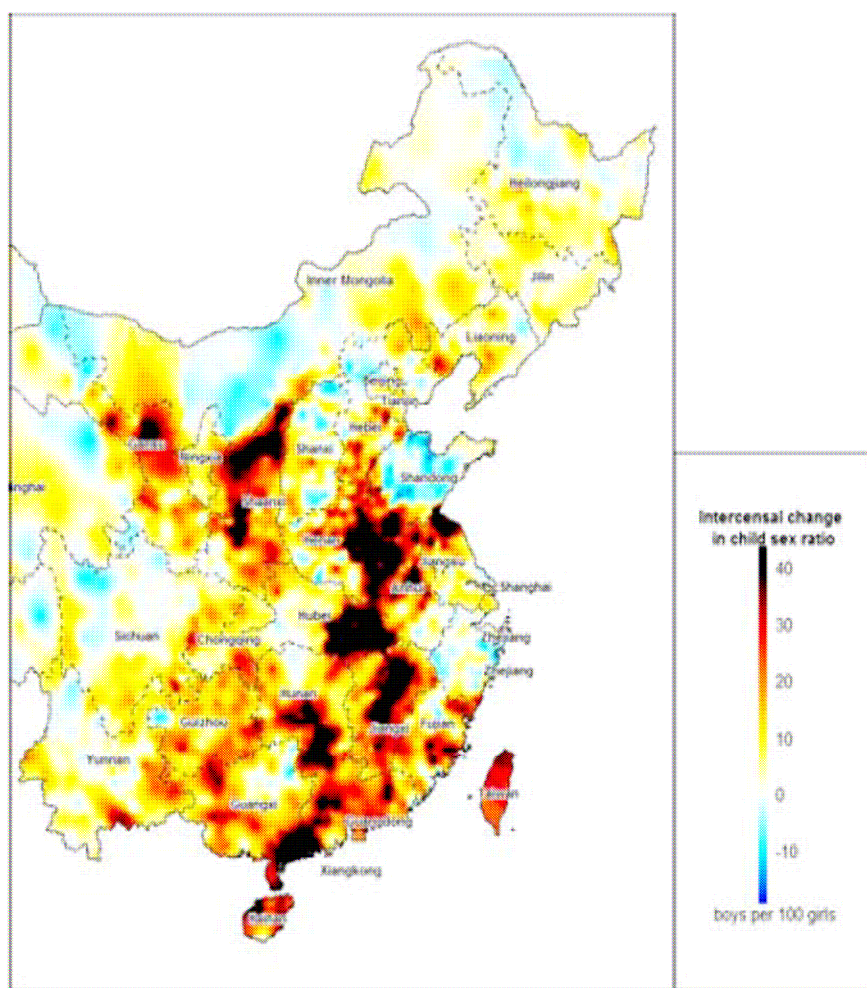


Figure reprise de : C. Z. Guilmoto & Attané I., *The geography of deteriorating sex ratio in China and India*, 2005, avant-projet, pg. 16

II. - Que faire face à la vague annoncée de futurs célibataires ?

A. Introduction

La masculinité des naissances contribue à produire⁷²⁷, avec un décalage de 20 à 25 années (l'âge au mariage), ce que les démographes ont nommé le « mariage squeeze⁷²⁸ ». Ce déficit de femmes sur le marché matrimonial est inévitable et il se fera lourdement sentir à partir de 2015⁷²⁹. Les chercheurs estiment que le nombre d'hommes qui ne trouveront pas d'épouse se situe entre 12 et 20%⁷³⁰, soit 23 à 40 millions des hommes nés avant le 21^{ème} siècle⁷³¹. Ces célibataires forcés sont surnommés les « branches nues » ou « Guang Guan⁷³² ». La Chine, contrairement à

⁷²⁷ Ce facteur n'est pas le seul en cause. Cf. chap. 4, pg. 13

⁷²⁸ Poston D. L. Jr., *China : bachelor bomb*, 14 sept. 2005, International herald tribune, pg. 1

⁷²⁹ Cf. chap. 4, pg. 83

⁷³⁰ Ibid.

⁷³¹ Bossen L., 2005, op. cit., pg. 1

⁷³² Poston D. L. Jr. & Glover K. S., 2004, op. cit., pg. 14

l'Occident, est un pays où le mariage est universel⁷³³. Cette culture n'accepte pas les célibataires, qui ont un statut socio-économique bas⁷³⁴.

B. Une vague de *guang guan* : quelles conséquences ?

Humainement, les souffrances de millions d'hommes forcés au célibat définitif ne sont pas quantifiables, particulièrement en Chine, pays où la culture met l'accent sur la famille. Cependant, une meilleure compréhension est souhaitable car comme le phénomène est récent, aucune étude tentant de mieux comprendre l'impact de l'incapacité de fonder une famille pour un Chinois ne semble encore avoir été menée à ce jour.

Andrea Den Boer et Valerie M. Hudson sont les seuls à avoir creusé la question en profondeur jusqu'à présent. Leur axe d'analyse est politique. Bien que leur travail ait été publié récemment (fin 2004), certains chercheurs l'ont déjà commenté et, à ma connaissance, tous s'accordent avec ses conclusions⁷³⁵. Ces deux chercheuses, afin de prévoir l'impact de l'explosion prochaine du nombre de *guang guan*, se proposent d'observer les précédents de « mariage squeeze » en Chine impériale. Elles constatent que les hommes « excédentaires », en réaction au rejet social, avaient une propension significative à se regrouper et à former une sous-culture⁷³⁶. Ces jeunes hommes seuls étaient évidemment insatisfaits et désavantagés dans la compétition socio-économique, ceci d'autant plus qu'ils étaient majoritairement issus de familles pauvres. Par conséquent, ils auraient recherché la satisfaction dans le crime, le vice et la violence. En effet, les activités criminelles représentaient un moyen de capturer des ressources leur permettant de rentrer dans une compétition plus égalitaire⁷³⁷.

Lorsque la pénurie de femmes sur le marché matrimonial se fait extrême, des rébellions peuvent se produire. La plus connue est certainement la rébellion de Nian⁷³⁸ (1851-1868), qui causa une dévastation économique considérable et affaiblit sérieusement la dynastie Qing⁷³⁹. La cause du mouvement se trouva principalement dans l'importance du nombre de célibataires, conséquence d'une masculinité qui atteignait 129% dans certaines régions du nord de l'Empire au milieu du 19^{ème} siècle⁷⁴⁰.

Ainsi, et ceci de façon prévisible, les incidences massives de célibat forcé aboutissent inexorablement à une situation qui met en danger la stabilité socio-

⁷³³ Zheng Y. (éd.), *Marriage and fertility in China : a graphical analysis*, 1985, Population and development review, pg. 720

⁷³⁴ Poston D. L. J., 2004, op. cit., pg. 17 ; Den Boer A. & Hudson V. M., *The security threat of Asia's sex ratios*, 2004, Presse Universitaire de l'université John Hopkins, pg. 11

⁷³⁵ Poston D. L. J., 2004, op. cit. ; Bossen L., 2005, op. cit.

⁷³⁶ Den Boer A. & Hudson V. M., 2004, op. cit., pg. 1

⁷³⁷ Poston D. L. Jr., 2005, op. cit., pg. 1 ; Den Boer A. & Hudson V. M., 2004, op. cit., pg. 11

⁷³⁸ 捻軍起義

⁷³⁹ *Nien rebellion*, site de Wikipédia, op. cit., pg. 1 (Le terme s'orthographe Nian ou Nien selon que la forme de transcription phonétique utilisée. En pinyin (méthode de Pékin), le mot s'orthographe *Nian*).

⁷⁴⁰ Cette région était pauvre et frappée par des désastres naturels à répétition, qui provoquaient une recrudescence importante des taux d'infanticide et de négligence infantile. Cf. Den Boer A. & Hudson V. M., 2004, op. cit., pg. 37

politique du pays. Le gouvernement se doit alors de réagir et suit historiquement l'une des trois stratégies suivantes. Premièrement et idéalement, il peut lancer de vastes projets de construction, afin d'occuper et de mieux surveiller ces hommes potentiellement dangereux. Il arrive parfois que le pouvoir décide de favoriser la violence intra-guang-guan, afin qu'ils s'auto-détruisent suffisamment pour cesser d'être une menace. Finalement, il ne reste qu'une alternative, le gouvernement peut être tenté de faire d'une pierre deux coup : d'envoyer quelques dizaines (voire centaines) de milliers d'hommes excédentaires coupés de leurs familles dans des zones frontalières (dangereuses) à des fins de renforcement du contrôle central ou de les intégrer à l'armée puis au combat⁷⁴¹. Les conclusions de A. Den Boer et S. Hudson sont qu'une situation de célibat masculin massif aboutit de manière prévisible à une croissance de l'autoritarisme du pouvoir, rendue nécessaire par la montée de l'instabilité⁷⁴².

Actuellement, le contexte social en Chine n'a pas significativement évolué en ce qui concerne la tolérance vis-à-vis des guang guan, car le mariage demeure, à peu de chose près, toujours universel⁷⁴³. Par conséquent, sachant que, d'une part, la population des célibataires va atteindre 23 millions au minimum tandis que la rébellion *Nian* n'a inclus tout au plus « que » 100'000 guang guan⁷⁴⁴, et que, d'autre part, les guang guan se concentreront à l'avenir dans les centres urbains⁷⁴⁵, les conséquences déstabilisatrices risquent d'être démultipliées. Des chercheurs remarquent déjà une augmentation de ce qui semble la première manifestation de la réaction des perdants de la compétition matrimoniale : la multiplication des cas de kidnapping de femmes dans le but de les revendre comme épouses⁷⁴⁶. Il semble que ces malheureuses soient impuissantes car, une fois mariées de force, les communautés locales soutiennent le « mari » : elles considèrent que, comme celui-ci a payé pour la femme, ses « droits » doivent être protégés⁷⁴⁷. La situation est telle que la langue de bois s'est déliée : Lei Weixiong⁷⁴⁸ a déclaré, en mars 2004, que « Une ampleur du déséquilibre des genres si importante constitue un danger majeur à la croissance harmonieuse, saine et soutenable de la population de la nation et provoquera des crimes et des problèmes sociaux tels que l'achat d'épouses, le kidnapping et la prostitution⁷⁴⁹ ».

Den Boer et V. M. Hudson pensent que les scénarios de guerres et d'invasion de Taiwan sont peu probables, mais que les problèmes sociaux seront inévitables. Reste à connaître leur nature et leur ampleur, et cet exercice est très imprécis car il est simplement impossible d'avoir la moindre idée des conséquences. Tous les chercheurs s'accordent cependant sur le fait que le potentiel d'une déstabilisation politique à grande échelle sera créé. Le gouvernement a conscience du problème et il est confiant en sa capacité à tenir son engagement : faire redescendre la

⁷⁴¹ Poston D. L. Jr., 2005, op. cit., pg. 17 ; Den Boer A. & Hudson V. M., 2004, op. cit., pg. 37

⁷⁴² Ibid., pg. 38 & Poston D. L. Jr., 2005, op. cit., pg. 15

⁷⁴³ Ibid., pg. 14

⁷⁴⁴ Den Boer A. & Hudson V. M., 2004, op. cit., pg. 38

⁷⁴⁵ Poston D. L. Jr., 2005, op. cit., pg. 1

⁷⁴⁶ Das Gupta M. & Shuzhuo L., 1997, op. cit., pg. 18

⁷⁴⁷ Ibid., pg. 18

⁷⁴⁸ Haut conseiller au gouvernement chinois aux questions de population

⁷⁴⁹ *Minister : 12.7 million more boys than girls under 9*, 5 oct 2004, China daily

masculinité à la naissance au taux naturel à l'horizon 2010⁷⁵⁰. Cela est faisable en supposant une certaine dose d'interventionnisme étatique. La Corée du sud l'a démontré et la Chine compte bien s'inspirer des mesures prises par Séoul⁷⁵¹. Pékin compte aussi sur les l'effet de la propagation des réformes de la Politique, qui ont montré leur impact partiel mais néanmoins positif sur le RMN⁷⁵². Cette supputation dérive du fait que le gouvernement chinois agit de manière prévisible : il nie les problèmes tant qu'il n'a pas de solution. Dès que le moyen est trouvé, tous les journaux étatiques en parlent et exagèrent même l'ampleur du danger afin que la population soutienne l'action de l'état⁷⁵³. Dans la meilleure hypothèse, à savoir que la masculinité à la naissance se stabilise autour de 105-106 à partir de 2010, le pays aura tout de même à faire face à une vingtaine d'année de « mariage squeeze » entre 2015 et 2035, et à 23 millions de *guang guan*.

III. - La peur du vieillissement : 4 - 2 - 1

A. Causes

L'augmentation de la proportion de personnes âgées dans la population totale est due à la transition démographique, étant donné que cette dernière est notamment définie par la croissance de l'espérance de vie et la diminution de la natalité.

1) Espérance de vie

La Chine constitue probablement l'un des rares pays ayant vu l'allongement de la vie croître si rapidement. En 1949, les hommes ne vivent en moyenne que jusqu'à 42.3 ans. La situation des femmes n'est guère meilleure : elles ne peuvent espérer jouir, en moyenne, que de 44.8 années de vie⁷⁵⁴. En 2006, les hommes et les femmes ont une espérance de vie respective de 71 et 74.5 ans⁷⁵⁵. En moins de 60 ans, c'est donc environ 30 années de vie qui ont été gagnées, ce qui est formidable.

2) Baisse de la natalité

Fondamentalement c'est bien le taux de natalité, c'est à dire le taux de naissance par an et pour 1000 habitants, qui influe sur le vieillissement de la population, et non le taux de fécondité. En effet, une fécondité basse peut donner lieu à une natalité élevée dans un pays tel que la Chine des années 1990, où la proportion de femmes dans la tranche d'âge 20-40 ans est importante. Le nombre d'enfants par femme

⁷⁵⁰ *China to balance unbalanced sex ratio*, 15 juil. 2004, *China daily* ; Est-ce une coïncidence que l'horizon ait été fixé à 2010, tout comme pour la généralisation du *quality of care* qui, les expériences dans la seconde moitié de la décennie 1990 l'ont montré, permet de faire baisser la masculinité (dans une proportion que les autorités n'ont, à ma connaissance, pas communiquées) ? Cf. chap. 6, pg. 127

⁷⁵¹ Attané I., *Les défis de la Chine : moins de filles, plus de personnes âgées*, 2005, op. cit., pg. 4

⁷⁵² Cf. chap. 6, pg. 127

⁷⁵³ Ainsi typiquement, le journal *China daily* parle d'une masculinité à la naissance de 120 en l'an 2000 tandis que les démographes l'estiment plus proche de 117. Cf. chap. 5, pg. 92 & *China to balance unbalanced sex ratio*, 15 juil. 2004, op. cit. De même, le *China daily* estime le nombre de célibataires à 30-40 millions, ce qui constitue le maximum des estimations généralement admises. Cf. *Minister : 12.7 million more boys than girls under 9*, 5 oct. 2004 & chap. 5, pg. 98

⁷⁵⁴ Stowe England R., *Aging China : the demographic challenge to China's economic prospects*, 2005, Washington papers & center for strategic and international studies, pg. 14

⁷⁵⁵ CIA World factbook, China, population, 2006, op. cit.

dans cette décennie se situe en deçà de 2, c'est à dire bien moins que le seuil de renouvellement des générations estimé, pour l'empire du milieu, à 2.3 enfants par femme⁷⁵⁶. Cependant, et ceci malgré une immigration proche de zéro⁷⁵⁷, la population continue à croître d'environ 12 millions par an dans les années 1990⁷⁵⁸. Dans le future à l'inverse, la forme de la pyramide démographique amplifiera l'effet d'une faible fécondité. En conséquence le taux de natalité devrait significativement diminuer. L'ONU estime, dans la variante moyenne, que ce taux passera de 13.6 actuellement à 10.2 en 2050⁷⁵⁹.

B. Projections des taux de dépendance

Comme la proportion d'enfants et la taille de la population totale vont diminuer tandis que l'espérance de vie va, elle, s'allonger, la proportion de personnes âgées, qui amorce une ascension significative dans la décennie 1990 déjà, va croître de manière accélérée dès 2015 environ (figure 16). La rapidité du vieillissement sera, selon tous les sinologues et démographes, sans précédent⁷⁶⁰. La Chine mettra ainsi 40 années à accomplir ce qui a pris 140 ans en Belgique⁷⁶¹.

Figure 15. - Projection de la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus (1990-2050)

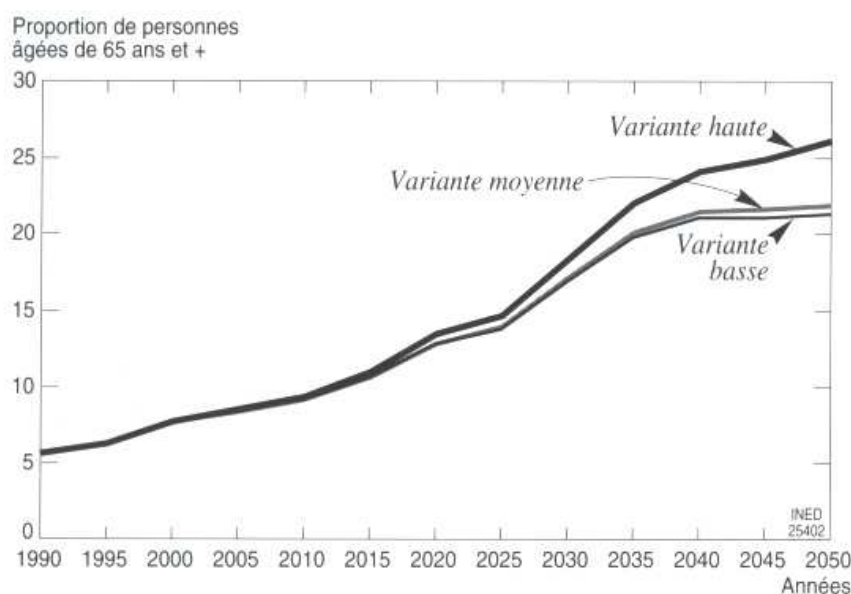


Figure tirée de : Li J., *La population de la Chine à l'horizon 2050*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 274

⁷⁵⁶ En effet, ce taux en Chine est plus élevé que ne le laissent apparaître les taux de mortalités cumulés entre la naissance et l'âge moyen à la procréation. Cela est dû au taux de masculinité à la naissance, qui est très important en Chine, et qui aboutira à la vague de guang guan traitée ci-dessus. Cf. Jiang L., 2000, op. cit., pg. 4

⁷⁵⁷ Dans les faits, celle-ci est légèrement négative, cf. CIA World factbook, *China*, population, 2006, op. cit.

⁷⁵⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 18

⁷⁵⁹ United Nations : World population prospects, *The 2004 revision population database*, China.

⁷⁶⁰ Zhang Y. & Goza F. W., 2005, op. cit., pg. 4 & Peng X., 2004, op. cit., pg. 137

⁷⁶¹ Peng F., *Le vieillissement démographique en Chine : tendances récentes et perspectives*, 2000, Espace-populations-sociétés, pg. 393

Cependant, l'estimation du poids économique relatif que constitue la proportion de personnes âgées doit s'opérer au moyen du taux de dépendance globale (ci-après TDG)⁷⁶². La figure 16 montre en effet qu'à l'heure actuelle, le vieillissement ne se fait pas encore sentir économiquement car il est sur-compensé par la baisse de la seconde composante du TDG : la population des moins de 15 ans. En conséquence, le TDG a diminué fortement durant les années 1980 pour se stabiliser actuellement (figure 16). La figure 16 permet aussi d'observer l'explosion du TDG à partir de l'année 2010, qui correspond au moment où non seulement la natalité cessera d'agir négativement, mais où le phénomène du vieillissement ira s'accroissant. Bien que la figure ci-dessous brosse un futur plus positif que la figure 15, elle sous-estime le fardeau économique futur. En effet, une personne âgée suppose un coût bien supérieur à celui qu'occasionne l'entretien d'un enfant. Isabelle Attané fait un bilan de la question et des types de calculs proposés et évalue la différence de coût comme allant du simple au double⁷⁶³. Ainsi, en 2050, le fardeau total sera plus important qu'en 1970, c'est à dire plus lourd qu'il ne l'a jamais été⁷⁶⁴. A cela il faudrait encore ajouter que l'âge auquel les enfants acquièrent leur indépendance ne va cesser d'augmenter, et il en ira de même pour le coût annuel qu'occasionne un enfant.

Figure 16. - Projection du rapport de dépendance global (1960-2050)

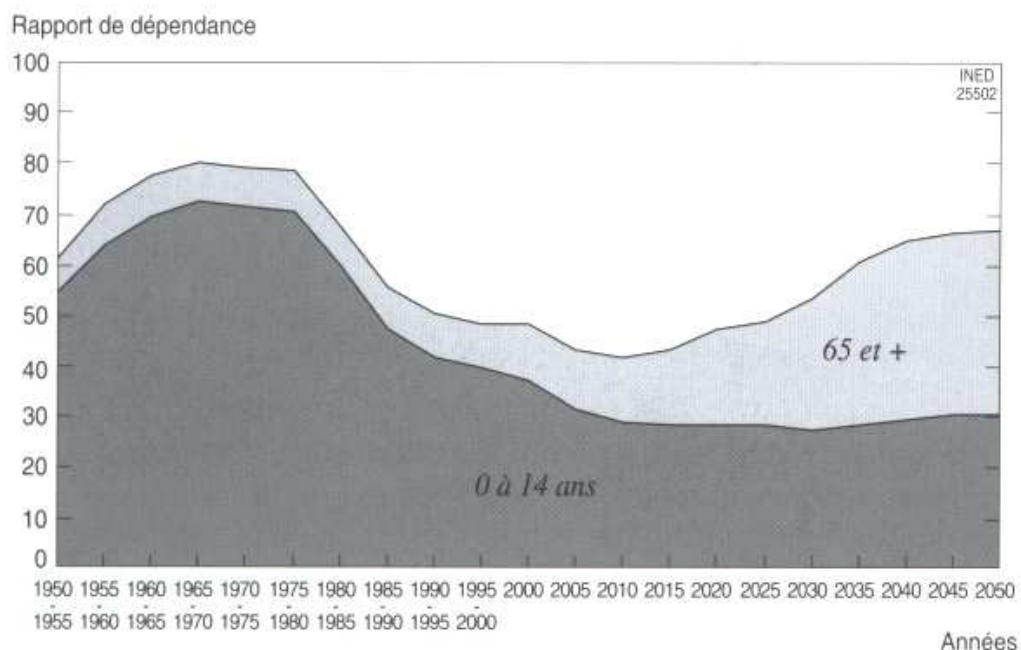


Figure tirée de : Li J., La population de la Chine à l'horizon 2050, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 274

⁷⁶² Qui est estimé au moyen de l'équation suivante : (nombre de personnes de – de 15 ans + nombre de personnes de 65 ans et plus) divisé par la population active, fois 100.

⁷⁶³ Zheng Y., cf. Attané I., (éd), 2002, op cit., pg. 113

⁷⁶⁴ Cette constatation se base sur un calcul qui compare le TDG global pour 1970 et 2050 en comptant les personnes de 65 ans et + comme équivalant à deux enfants. J'aboutis à des taux d'environ 90 % pour 1970 et de 96 % pour 2050. Cf. Stowe England R., 2005, op. cit., pg. 18 & Li J., cf. Attané I. (éd.), 2002, op cit., pg. 274

Si les experts sont certains d'une chose, c'est que le vieillissement sera inégalement réparti dans l'espace. Cependant, le consensus s'arrête ici. En effet, d'après certains démographes, compte tenu des différentiels de natalité, les villes vieilliront le plus rapidement, puis viendront les provinces côtières, les régions han de l'intérieur et enfin les régions autonomes⁷⁶⁵. Selon d'autres scientifiques au contraire, c'est l'inverse qui devrait se produire, car il convient de tenir compte du phénomène de migration massif des jeunes campagnards vers les villes. Cet exode rural, s'il continue sur sa lancée, promet d'être d'une importance telle qu'il sur-compensera largement les différences régionales issues de la natalité⁷⁶⁶. Zheng Yi estime ainsi qu'en 2050, les personnes âgées seront 26% à la campagne et 22% à la ville⁷⁶⁷. C'est cette évolution qui me semble la plus probable.

C. Conséquences : le système traditionnel de prise en charge familiale des seniors a vécu

Les répercussions du vieillissement rapide qui caractérisera bientôt l'empire du milieu sont nombreuses, je me limite ici à traiter de la condition de vie des personnes âgées. Il est d'ores déjà clair que les problèmes seront avant tout ruraux, c'est pourquoi je vais me concentrer sur les régions de campagne, qui continueront par ailleurs d'abriter la majorité de la population du pays jusqu'à l'an 2025 environ⁷⁶⁸.

L'estimation de l'impact d'une croissance du TDG est risquée, mais certains s'y essayent tout de même : il a été calculé qu'une baisse de 1% de la population active aboutit à une diminution de la croissance annuelle de 1%⁷⁶⁹. Une estimation chiffrée dans le cas chinois constituerait cependant un abus, étant donné l'imprécision inhérente à des projections à 45 années⁷⁷⁰. Il est cependant à présent évident que la Chine avance à l'envers dans sa transition démographique : elle sera vieille avant d'être développée. Ainsi la Chine de 2035 sera aussi grisonnante que le Japon actuellement, mais son PNB par habitant ne sera que de 11'000 \$, soit moins d'un tiers du revenu moyen d'un Japonais aujourd'hui (36'000 \$)⁷⁷¹. Ce fardeau sera accentué par le simple fait que les personnes âgées seront vraisemblablement proportionnellement plus nombreuses en zones rurales, où le PNB par habitant demeurera certainement bien moindre que la moyenne nationale.

⁷⁶⁵ Peng X., 2004, op. cit., pg. 139 & Peng F., 2000, op. cit., pg. 393

⁷⁶⁶ Leisering L. & Gong S. & Hussain A., , sept. 2002, op. cit., pg. 79

⁷⁶⁷ Zheng Y., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 113

⁷⁶⁸ Li J., op. cit., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 271

⁷⁶⁹ Stowe England R., 2005, op. cit., pg. 38

⁷⁷⁰ Un tel calcul doit non seulement s'appuyer sur plusieurs chiffres : la population dépendante, le poids de chacune des deux composantes de l'indice de TDG, mais doit aussi inclure le niveau de vie des personnes âgées. Il faudrait en outre tenir compte de la proportion de personnes très âgées (80 ans et plus), car il est probable qu'elles nécessitent plus de soutien qu'un jeune retraité de 65 ans. De plus, à l'horizon 2050 toutes ces projections deviennent très imprécises et leur combinaison augmente encore cette imprécision.

⁷⁷¹ Bien sûr, ces chiffres sont à prendre avec prudence et les comparaisons utilisant une monnaie de référence comme le dollar ne sont pas toujours parfaitement révélatrices du niveau de vie, mais la différence de PNB par habitant est telle que la conclusion est insensible aux différentes prévisions de croissance économiques et de taux de change. Cf. Bezlova A., *China : baby boom or bust ?*, mars 2006, Inter press service

A l'heure actuelle, le gouvernement s'en remet encore très largement aux familles, et ce tout particulièrement en milieu rural, où celles-ci subviennent à hauteur des deux tiers aux besoins de leurs aînés⁷⁷² (tableau 5). Il semble que le gouvernement ne planifie pas, à moyen terme de changer de stratégie, car une loi pour « la protection des droits et des intérêts des personnes âgées » a même été promulguée, en 1996, afin d'obliger les familles à s'occuper de leurs membres âgés. Cela démontre, s'il en était besoin, l'absence de volonté gouvernementale de s'occuper correctement des vieillards⁷⁷³.

Tableau 5. - Répartition des personnes âgées selon leurs sources de revenus et le milieu de résidence, 1994 (en %)

	Travail	Pension de retraite	Sécurité sociale et collectivités	Enfants ou autres membres de la famille	Autres
Villes	14,3	48,5	1,0	34,9	1,3
Bourgs	14,0	29,8	1,6	53,1	1,5
Districts	29,2	4,4	1,3	64,2	0,9
Ensemble	25,0	15,7	1,2	57,1	1,0

Source : Du, Wu (1998).

Tableau tiré de : Li S. ; Hu P. & Jin X., cf. Attané I. (éd.), 2002, op cit., pg. 491

Le tableau 5 permet de comprendre pourquoi le gouvernement peut ne pas se soucier des personnes âgées rurales : les campagnes perpétuent encore le système traditionnel qui consiste à vivre avec son fils aîné (ou fils tout court) dans la vieillesse⁷⁷⁴. Cette situation ne pourra certainement pas perdurer à moyen terme, et ceci pour trois raisons principales.

Tout d'abord, l'explosion des mouvements migratoires et l'accroissement des couples sans fils provoque une multiplication des nids vides, particulièrement en milieu rural⁷⁷⁵. Cette évolution est renforcée par l'effet de la croissance économique, qui tend à favoriser les familles nucléaires plutôt que les familles élargies⁷⁷⁶. Cela n'est pas un problème absolu car les enfants peuvent soutenir leurs parents en leur virant de l'argent, ce qui effectivement est une mesure très courante. Cependant, économiquement parlant, ces montants ne compensent pas les pertes occasionnées par la perte d'enfant (s) vivant sous le même toit, en termes de supports psychologiques, médicaux, etc.⁷⁷⁷.

⁷⁷² Ces chiffres sous-estiment la réalité car ils ne tiennent pas compte des soins et autres aides non financières que prodiguent les familles.

⁷⁷³ Li S. ; Hu P. & Jin X., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 497

⁷⁷⁴ Dwayne B., Loren B. & Scott R., *Aging, wellbeing and social security in rural northern China*, 2000, Population council, pg. 90

⁷⁷⁵ Pang L. (éd.), *Working until dropping : employment behavior of the elderly in rural China*, 9 avril 2004, Institute of population research, Université de Pékin, pg. 2 & 5

⁷⁷⁶ Dwayne B., Loren B. & Scott R., 2000, op. cit., pg. 90

⁷⁷⁷ Ibid., pg. 110

Cette baisse du revenu relatif des seniors, qui est déjà en train de se produire alors même que le poids économique de personnes âgées est encore faible, est d'autant plus préoccupante lorsque l'on tient compte de la croissance des revenus et de la diminution de la fécondité. Elle est donc probablement dans une large mesure une résultante de la baisse de pouvoir des grands-parents sur leurs enfants. Cette évolution à deux origines. La première est constituée par la baisse du sentiment d'obligation familiale, qui n'est plus absolu mais est désormais conditionné⁷⁷⁸. L'idéal confucéen de piété filiale n'apporte aujourd'hui que peu de statut et de respect, de sorte que s'occuper des vieux parents est peu valorisé par rapport au succès matériel car, comme le disait Deng Xiaoping, « devenir riche est glorieux »⁷⁷⁹. L'argent est devenu une nécessité pour le succès dans à peu près tous les domaines de la vie sociale, du mariage à la santé⁷⁸⁰. A cela s'ajoute et se combine un second facteur : la perte de pouvoir des aînés sur les ressources. En effet, avant la collectivisation, les vieillards disposent du contrôle sur les ressources familiales jusqu'à leur mort (les terres et la maison notamment) et peuvent contraindre les (ou le) fils à s'occuper d'eux en les menaçant de les déshériter au besoin. Les seniors possèdent aussi une expérience agricole importante, utile à leurs enfants, qui généralement reprennent l'exploitation agricole. Ce contrôle sur les ressources, du fait de l'abolition de la propriété familiale pendant une génération et du niveau d'éducation croissant de la jeunesse, s'érode rapidement et provoque la perte de puissance des plus âgés au niveau des négociations familiales⁷⁸¹. En conséquence, il est devenu fréquent de voir des parents dépenser toute leur épargne pour leurs enfants, notamment afin de financer le mariage de leur fils, ceci pour s'assurer qu'il ressentira l'obligation de leur « rembourser » en s'occupant d'eux dans la vieillesse⁷⁸².

En fin de compte, l'état ne peut simplement pas ressusciter les comportements confucéens, car le vieillissement sera si rapide que la charge financière va devenir insupportable pour bon nombre de familles, spécialement dans les campagnes⁷⁸³. A l'heure actuelle, la situation relative des personnes âgées s'est déjà dégradée. Alors que leur niveau de vie est égal à celui des autres membres de la famille dans les années antérieures à la collectivisation, ce n'est plus le cas à partir des années 1990⁷⁸⁴. Ainsi, des chercheurs observent une rupture de pensée parmi la population : la plupart des personnes rurales d'âge moyen prévoient de ne pas pouvoir s'appuyer uniquement sur les enfants dans leur grand âge⁷⁸⁵.

D. Quelles stratégies pour le futur ?

1) Désintérêt gouvernemental et manque d'alternatives

La prise de conscience des seniors n'est pas d'un grand secours lorsque des alternatives décentes n'existent, à peu de chose près, simplement pas. Tout indique

⁷⁷⁸ Cf. chap. 4, pg. 77

⁷⁷⁹ Rosen S., 2004, op. cit., pg. 28

⁷⁸⁰ Rosen S., 2004, op. cit., pg. 32

⁷⁸¹ Dwayne B., Loren B. & Scott R., 2000, op. cit., pg. 112

⁷⁸² Hong Z., 2005, op. cit., pg. 63

⁷⁸³ Stowe England R., 2005, op. cit., pg. 26

⁷⁸⁴ Dwayne B., Loren B. & Scott R., 2000, op. cit., pg. 108

⁷⁸⁵ Hong Z., 2005, op. cit., pg. 72

en effet que les pensions de retraites ne sont pas pour bientôt en Chine rurale. En effet, le gouvernement considère actuellement que, comme la Chine des campagnes est caractérisée par, selon lui, « une tradition ancestrale de pourvoyance par la famille, la sécurité venant de l'autonomie et de l'aide du clan », un système d'assurance vieillesse n'est pas aussi nécessaire qu'en ville ; les campagnes devront donc patienter pendant une durée indéterminée⁷⁸⁶. Le Livre Blanc de 2004 mentionne tout de même une tentative, qui débute au cours de la décennie 1990, de mettre sur pied un système d'assurance vieillesse. Mais le bât blesse sur la question du financement, car les paysans dans leur grande majorité ne sont certainement pas en mesure de payer des primes suffisantes pour s'assurer une retraite décente à l'avenir. Dans certaines régions particulièrement pauvres, les 200 yuans que coûte une prime représentent, à l'heure actuelle, l'équivalent d'une demi-année de revenus⁷⁸⁷. En Chine rurale, des enfants ne vont toujours pas à l'école⁷⁸⁸, dès lors comment le gouvernement peut-il penser que la majorité des paysans est en mesure de mettre de l'argent de côté ? Il n'est nullement étonnant que seuls 11 % de la population rurale ait adopté ce système en plus d'une dizaine d'années de promotion⁷⁸⁹. Ainsi, l'état qui, dans les années 1980, a fait le choix de favoriser la croissance urbaine au détriment des campagnes, qui par ailleurs soutiennent lourdement les villes ne serait-ce qu'en les fournissant en travailleurs jeunes et bon marchés, et qui dit se soucier du taux record de masculinité, est d'avis que fournir une retraite décente aux seniors ruraux est hors de prix⁷⁹⁰. Il est clair que le coût d'une retraite décente doit paraître exorbitant lorsqu'il est comparé à ce qu'une personne âgée dans le besoin peut espérer recevoir des instances gouvernementales (centrales et locales) : 600 yuans (environ 100 frs) par an⁷⁹¹.

Le temps contribuera certes à améliorer la situation car la population des campagnes va décroître pour ne représenter plus qu'environ 35% de la population totale à l'horizon 2050⁷⁹². Les personnes âgées seront alors à environ 40% rurales⁷⁹³. Il demeure que le risque de pauvreté et de misère des seniors ruraux, qui ont contribué au développement du pays pendant des décennies, est conséquent⁷⁹⁴. A l'heure actuelle, les personnages âgés en milieu rural sont actives déjà aussi longtemps que leur corps le leur permettent, c'est à dire littéralement jusqu'à ce qu'elles

⁷⁸⁶ *China's social security and its policy* (livre blanc), 7 sept. 2004, Xinhua general news services, pg. 15. Mao a procédé à une redistribution des terres dans les années 1950 afin que chaque famille paysanne puisse avoir un contrôle sur une parcelle suffisante pour nourrir toute une famille. Cf. Université d'état de Washington; «*Modern China ; Mao-tse-Tung*» (Consulté en juin 2006). D'après le Parti, les paysans ont ainsi bénéficié de la "révolution", il est donc juste qu'il en aille de même pour les citoyens : ils auront accès à une sécurité sociale importante. Cf. Leisering L. & Gong S. & Hussain A., sept. 2002, op. cit., pg. vii

⁷⁸⁷ Zhang Y. & Goza F. W., 2005, op. cit., pg. 24. Cette situation quelques peu surprenante reflète aussi bien la pauvreté rurale que la faible commercialisation des campagnes. Les paysans sont évidemment bien plus autosuffisants que les citoyens.

⁷⁸⁸ Ma Y., *Le Journal de Ma Yan*, 2002, Ramsay

⁷⁸⁹ Jackson R. & Howe N., *The graying of the Middle Kingdom : the demographics and economics of retirement policy in China*, avril 2004, Center for strategic and international studies, pg. 13

⁷⁹⁰ Zhang Y. & Goza F. W., 2005, op. cit., pg. 27

⁷⁹¹ 7 sept. 2004, Xinhua general news services, op. cit., pg. 15

⁷⁹² Reste à savoir de quoi auront l'air les retraites en milieu urbain d'ici à 45 ans, notamment en ce qui concerne les migrants. En 2002, seuls 45 % des urbains ont une pension de base. Cf. Jackson R. & Howe N., avril 2004, op. cit., pg. 13

⁷⁹³ En se basant sur les chiffres suivants, cf. Li J., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 270

⁷⁹⁴ Zheng Y., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 114

s'écroulent⁷⁹⁵. Parmi les personnes profondément malades, 1 sur 3 travaille⁷⁹⁶. Obtenir une occupation rémunérée ailleurs qu'aux champs, dans un emploi moins pénible et mieux rémunéré, n'est généralement pas une option, car même lorsque de tels emplois existent à la campagne, les personnes âgées n'ont pas le niveau d'éducation suffisant⁷⁹⁷. Cette situation d'absence de retraite pour les seniors en milieu rural, vu les projections et la position du gouvernement sur la question, ne semble pas présenter de fortes probabilités d'amélioration.

2) Que devrait faire le gouvernement ?

Il existe un consensus parmi les experts sur la nécessité de mettre en place un système généralisé de prévoyance-vieillesse en milieu rural de toute urgence. En effet, la situation est momentanément propice car le pays se trouve dans une fenêtre démographique : le taux de dépendance est à son plus bas niveau historique. Les ressources financières doivent donc être mobilisées dès à présent car cette situation ne durera pas : l'accélération substantielle du vieillissement est prévue pour 2015⁷⁹⁸ (figure 15 & 16). Faute de quoi le pays aura à faire face à une crise aux proportions qualifiées de « gigantesques »⁷⁹⁹.

Certains experts ne prennent même plus la peine d'étudier la question de la sécurité sociale en profondeur, car ils ne se font guère d'illusions à propos des belles paroles du Parti. En effet, nonobstant les nombreuses déclarations soulignant le caractère « urgent » de l'amélioration du système de sécurité sociale en milieu rural⁸⁰⁰, les actes ne suivent pas. Un exemple suffit à illustrer le manque d'intérêt pour les pauvres : dans cette Chine du 21^{ème} siècle, des enfants doivent encore interrompre leur scolarité très tôt car leurs parents ne peuvent plus financer leurs études⁸⁰¹.

La plupart des experts se penchent sur les moyens d'accroître les revenus en régions rurales. Certains suggèrent que l'état devrait dans un premier temps financer la formation et la santé des seniors afin de leur permettre d'accéder à une meilleure situation financière (un salaire plus élevé associé à un potentiel physique mieux préservé). De cette façon, ceux-ci auront la possibilité de prendre leur retraite plus tôt ou de financer de meilleures études pour leurs enfants⁸⁰². Un second moyen suggéré par certains, à plus long terme, et au fur et à mesure qu'avance le processus d'urbanisation, consiste à permettre l'accroissement de la taille des parcelles cultivables familiales⁸⁰³. Seulement, cette alternative risque d'être rendue difficile par la réticence des migrants à se séparer de leurs terres. Ces derniers les considèrent en effet précisément comme une assurance-vie en cas d'échec de la migration, car

⁷⁹⁵ Pang L. (éd.), 2004, op. cit., pg. 11

⁷⁹⁶ Ibid., pg. 13

⁷⁹⁷ Dwayne B., Loren B. & Scott R., 2000, op. cit., pg. 26

⁷⁹⁸ Pang L. (éd.), 2004, op. cit., pg. 26 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 304 ; Zheng Y., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 121 ; Dwayne B. ; Loren B. & Scott R., 2000, op. cit., pg. 114 ; Zhang Y. & Goza F. W., 2005, op. cit., pg. 28

⁷⁹⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 304

⁸⁰⁰ 7 sept. 2004, op. cit., Xinhua general news services, pg. 15

⁸⁰¹ Ma Y., 2002, op. cit.

⁸⁰² Pang L. (éd.), 2004, op. cit., pg. 27 & Zhang Y. & Goza F. W., 2005, op. cit., pg. 28

⁸⁰³ Leisering L. & Gong S. & Hussain A., sept. 2002, op. cit., pg. x & 84

ils sont peu couverts par les systèmes de pensions lorsqu'ils travaillent à l'extérieur de leur village, même lorsqu'ils sont employés dans les grandes cités⁸⁰⁴.

En tout état de cause, tous les chercheurs s'accordent sur le fait que la situation actuelle ne peut perdurer. Il est probable que le gouvernement soit finalement contraint à se préoccuper des campagnes, pour deux raisons. La première tient au fait que les inégalités entre régions (et entre couches sociales) semblent avoir atteint un niveau proche du seuil maximal au-delà duquel la stabilité socio-politique est considérée comme menacée⁸⁰⁵. La seconde est que le gouvernement souhaite de toute façon changer radicalement de stratégie de développement en mettant désormais l'accent sur le développement des régions intérieures. Cela non seulement dans le but de garantir le maintien du Parti au pouvoir à court terme, mais surtout afin de multiplier le pouvoir d'achat et donc la consommation domestique pour réduire la dépendance chinoise vis-à-vis des marchés d'exportations⁸⁰⁶. D'ailleurs, à l'aurée du plan quinquennal de 2006-2010, le Parti lui-même, au travers des journaux étatiques, relève incessamment le péril inégalitaire et exagère l'intensité du problème afin de susciter un soutien urbain pour sa nouvelle politique⁸⁰⁷. Le plan de cinq ans actuel a, ce qui est révélateur, changé le slogan Dengiste « s'enrichir d'abord » pour le désormais « la prospérité commune », ce qui signifie que l'état souhaite que les campagnes cessent d'accumuler du retard pour au contraire rattraper en partie les villes dans le développement économique⁸⁰⁸. Cependant, il demeure que personne n'est en mesure d'estimer avec précision quelles seront les conditions de vie des seniors à venir dans l'Empire du Milieu.

IV - L'enfant unique est-il mal éduqué ?

A. Une génération de « petits empereurs » ?

1) Le péril « impérial », un héritage occidental

Dans les années 1980, pour la première fois, l'enfant unique devient monnaie courante en Chine. Rapidement, des chercheurs s'attèlent à comprendre le phénomène et ses conséquences et aboutissent à des constats qui suscitent la crainte : la nouvelle génération est devenue égoïste, impatiente, paresseuse et ne respecte plus les aînés. Bref, tout indique que la relève n'est qu'une génération d'enfants gâtés et pourris, qui a d'ailleurs rapidement été baptisée « les petits empereurs »⁸⁰⁹. Ces conclusions s'appuient sur des statistiques aussi diverses et

⁸⁰⁴ Ibid., pg. 101 & 104

⁸⁰⁵ Sisci F., 20 oct. 2005, op. cit., Asia times, pg. 2

⁸⁰⁶ Central People's government of the People's Republic of China (The), *NDRC minister on 11th Five-Year Plan*, 19 mars 2006, pg. 1 & Sisci F., 20 oct. 2005, op. cit., Asia times, pg. 4

⁸⁰⁷ *Party school journal warns against China's widening income gap*, 21 sept. 2005, China daily ; *Income gap grows wider in Beijing*, 22 fév. 2005, China daily ; *China's urban-rural income gap may reach the highest in history*, 5 déc. 2005, China daily

⁸⁰⁸ *New five year plan to see revolutionary changes*, 18 oct. 2005, People's daily

⁸⁰⁹ Cf. Wu N., *Dealing with the "spoiled brats"*, 1986, Beijing review

variées que la délinquance juvénile⁸¹⁰ et l'habitude de mentir parmi les enfants uniques⁸¹¹. Les journalistes, tant occidentaux que chinois, ont grandement contribué à renforcer cette crainte parmi la population⁸¹² et continuent d'ailleurs de le faire à l'heure actuelle, annonçant à qui veut les entendre, l'apocalypse qui attend la Chine aux 100 millions de « petits empereurs »⁸¹³.

L'évolution significative des comportements qui caractérise les enfants chinois depuis les années 1980 est indéniable. Ce qui l'est nettement moins est le raisonnement qui consiste à créer un lien fondamental entre changement de comportement des enfants et rang de naissance. Cette manière d'aborder la question a été inventée en Occident, où elle se retrouve dans de nombreux travaux de recherche du début du siècle dernier. Dès la fin des années 1960 cependant, les chercheurs Price et Hare l'ont définitivement torpillée, en démontrant son caractère clairement trop limité⁸¹⁴. Il semble que ces critiques, par opposition aux travaux qu'elles visent, n'aient pas atteint la Chine des années 1980, car la création du syndrome du petit empereur trouve vraisemblablement ses racines dans cette influence occidentale⁸¹⁵. Ainsi, dix ans après l'influence du Groupe de Rome qui donne naissance au péril démographique⁸¹⁶, le scénario se répète. Toute l'évolution (réelle ou non) perçue comme négative s'agissant du comportement des enfants est attribuée à la Politique de l'enfant unique, celle-là même qui devait permettre d'éviter le Péril et dont les conséquences négatives, comme l'atteste ce présent chapitre, ont été lourdement sous-estimées.

2) Autres facteurs influençant la psychologie des enfants en Chine contemporaine

Dans le cas présent, le lien entre rang de naissance et comportement n'est pas convaincant, car les enfants uniques sont concentrés en milieu urbain, où ils constituent rapidement l'écrasante majorité des nouvelles naissances, tandis qu'ils demeurent minoritaires à la campagne. Ainsi, il convient, avant d'aborder la question de savoir si les enfants uniques sont plus proche du « petit empereurs » que les autres enfants de leur génération, d'analyser les nombreuses spécificités qui caractérisent l'environnement dans lequel grandissent les nouvelles générations urbaines, qui sont autant de facteurs permettant d'expliquer la psychologie nouvelle qui caractérise ces enfants, tant les « uniques » que les autres.

Deng Xiaoping peut, à cet égard, revendiquer une double paternité : la politique de l'enfant unique et la prépondérance du souci du développement économique, particulièrement celui des cités, sur l'idéologie. Les deux vont d'ailleurs de pair et se renforcent mutuellement. Ainsi, les enfants grandissant sous la période maoïste ont pu, dans le meilleur des cas, survivre avec des rations alimentaires qui ne

⁸¹⁰ British Broadcasting Corporation, *Parents urged to avoid creating "little emperors"*, 16 juin 1990, Xinhua general news services, Pékin, 16 juin 1990

⁸¹¹ Branson L., *China's brat pack, generation of only-children*, 19 juin 1988, Times (The), Londres

⁸¹² British Broadcasting Corporation, 16 juin 1990, op. cit.

⁸¹³ Macartney J., *Little miss and little emperor*, 1er juin 2006, Times (The)

⁸¹⁴ Falbo T., Poston D. L. Jr., *The academic, personality, and physical outcomes of only children in China*, 1993, pg. 33

⁸¹⁵ Ibid.

⁸¹⁶ Cf. chap. 1

permettaient pas même d'éviter la malnutrition. Le risque de famine était encore présent jusque dans les années 1960⁸¹⁷. Sous l'ère dengiste au contraire, les famines disparaissent définitivement et les conditions de vie s'améliorent rapidement, bien qu'il faille attendre le début des années 1990 pour que le rationnement disparaisse⁸¹⁸. Le revenu par habitant croît à rythme supersonique, pour plus que tripler, en milieu urbain, entre 1980 et 1990⁸¹⁹. De plus, les nouveaux parents de la décennie 1980 ont énormément souffert sous la période maoïste, et appartiennent pour bon nombre d'entre eux à la génération « perdue », surnommée ainsi parce que ses membres ont littéralement perdu 10 années de scolarité à cause de la révolution culturelle. Ils ressentent le besoin de compenser leur jeunesse de privations au travers de leur enfant en le « pourrissant⁸²⁰ ». Cette croissance de l'investissement dans son enfant est aussi liée au phénomène d'affaiblissement de la piété filiale, qui fait craindre aux parents de se faire abandonner par leur(s) enfant et de se retrouver démunis lorsque surviendra la vieillesse s'ils ne leur offrent pas ce qu'ils désirent⁸²¹.

Par ailleurs, le traitement parental de l'enfant unique dans la petite enfance (de 0 à 4 ans) n'est pas forcément un indice fiable de l'attitude générale des parents vis-à-vis de leur progéniture. En effet, l'éducation en Chine est traditionnellement caractérisée par une grande permissivité et grande dose d'indulgence jusqu'à l'âge d'environ 4 ans, puis par l'imposition abrupte d'une discipline stricte. Les Chinois considèrent cette période de la vie comme un « âge d'or » qu'il convient de ne pas frustrer⁸²². Ce trait culturel reste selon toute vraisemblance d'actualité, notamment car les parents sont conscients qu'ils doivent absolument préparer leur enfant à réussir économiquement (cette question sera traitée plus loin). Les facteurs cités ci-dessus affectent donc le comportement de tous les parents urbains⁸²³. Il demeure une question : l'intensité de l'impact de ces facteurs dépend-elle du nombre d'enfants du couple ?

3) Comparaison des enfants selon le rang de naissance

Les études comparatives menées afin de tenter de cerner les spécificités des enfants uniques ont généralement utilisé deux étalons : le scolaire et le psychologique. Le premier nécessite des informations relativement aisées à définir, manipuler et interpréter. Le débat touche à des questions de virgule, et il n'y a pas de remise en cause du constat général : les différences sont minimes et lorsqu'elles existent, l'avantage revient aux enfants uniques⁸²⁴. Cette conclusion tient toujours lorsque l'on compense les résultats en tenant compte du fait que les familles d'enfants uniques

⁸¹⁷ Human rights in China, *"The right to food : what (and who) is at stake ?*, 2005, China rights forum, N°3

⁸¹⁸ Ibid.

⁸¹⁹ Liu Y. & Hsiao W., *Les soins de santé en Chine : l'histoire de deux époques*, cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 390

⁸²⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 243 ; Tsui M. & Rich L., 2002, op. cit., pg. 11

⁸²¹ Hong Z., 2005, op. cit., pg. 63 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 243

⁸²² Harris Bond M., *The psychology of the Chinese people*, 1986, Presse universitaire d'Oxford, pg. 6

⁸²³ Ils se retrouvent d'ailleurs dans la plus grande partie de l'Asie, y compris non communiste. Cf. Ochiai E., *The Japanese family system in transition*, 1996, S. 47. F

⁸²⁴ Voir notamment : Falbo T., Poston D. L. Jr., 1993, op. cit., pg. 33 ; Poston D. L. Jr. & Falbo T., *Scholastic and personality characteristics of only children and children with siblings in China*, 1990, International family planning perspectives, pg. 47 & Falbo T., Soon K. & Poston D. L. Jr., *Playing with others in China : the effects of having siblings*, 2005, pg. 7

sont plus éduquées et ont un revenu supérieur à la moyenne⁸²⁵. Les différences s'observent avant tout entre les grandes (à partir de trois enfants) et les petites familles⁸²⁶. S'agissant de la question de la personnalité, les études se contredisent entre-elles. Ce n'est pas étonnant, car toutes définissent ce terme selon des critères qui leur sont propres, à quoi vient s'ajouter le problème de la représentativité des échantillons. D'autre part, certaines études interrogent les parents, d'autres les enfants et d'autres encore, les enseignants. Probablement ces trois groupes n'évaluent-ils pas un même comportement de manière identique.

Tony Falbo et D. Poston furent les premiers, en 1993, à mener une étude représentative en évitant les pièges mentionnés ci-dessus. Ils concluent que les enfants uniques urbains diffèrent psychologiquement de leurs camarades, mais que la divergence est faible⁸²⁷. Douze années plus tard, en 2005, ces deux chercheurs commencent une nouvelle étude afin de préciser les résultats de la première. Il compense les différences « objectives » (revenus et niveau d'éducation des parents), et trouvent que les enfants uniques ont un déficit modéré de capacité de coopération et peut-être d'autonomie⁸²⁸. Ils suspectent l'existence de différences subjectives entre les parents d'un et de plusieurs enfants qui demandent à être découvertes⁸²⁹.

Il transparaît donc que la crainte d'un péril du « petit empereur » est démesurée car, somme toute, l'enfant unique est bien plus similaire qu'il ne diffère de ses camarades. Certains autres spéculent que cela est dû à ce que les enfants chinois, particulièrement dans les villes, tendent à passer la très grande majorité de leur journée à la maternelle. Falbo et Poston se sont aperçus que les enfants composant leur échantillon sont à la crèche six jours sur sept, huit heures par jour. Ils ne correspondent donc pas au stéréotype de l'enfant unique isolé de la compagnie de camarades de son âge⁸³⁰. S'agissant des enfants uniques ruraux, l'absence de différences psychologiques significatives s'expliquerait par le fait qu'ils ont tout loisir d'interagir avec des enfants de leur âge⁸³¹.

B. Autres conséquences négatives de la politique de l'enfant unique vis-à-vis des enfants

L'apocalypse n'est donc pas pour demain, et l'enfant unique semble bien plus similaires à ses camarades qu'il n'est différent d'eux.

Les conséquences négatives vis-à-vis des enfants induites par la Politique existent cependant, mais sont moins aiguës et moins généralisées. J'en aborde succinctement quatre qui me paraissent primordiales : la pression exercée à l'encontre des enfants uniques et les conséquences sur leur santé mentale ; l'impact psychologique parmi les filles enfants-uniques dans les familles désirant un garçon ;

⁸²⁵ Ibid., pg. 17

⁸²⁶ Falbo T., Poston D. L. Jr., 1993, op. cit., pg. 18

⁸²⁷ Ibid., pg. 32

⁸²⁸ Falbo T., Soon K. & Poston D. L. Jr., 2005, op. cit., pg. 16

⁸²⁹ Ibid., pg. 17

⁸³⁰ Poston D. L. Jr. & Falbo T., 1990, op. cit., pg. 47

⁸³¹ Wang D. (éd.), *Physical and personality traits of preschool children in Fuzhou, China : only child vs. sibling*, 18 nov. 1998, Child : care, health and development, pg. 57

le bien être mental parmi les enfants non-unique en milieu urbain ; et enfin, les conditions de vie des enfants dont la naissance n'a pas été enregistrée.

1) La pression à exceller

A l'inverse du raisonnement consistant à percevoir la nouvelle génération comme lamentablement éduquée à cause d'un laxisme parental, il apparaît au contraire que les enfants et les adolescents chinois subissent une pression énorme à exceller. C'est particulièrement vrai lorsque ceux-ci sont l'unique progéniture du couple⁸³². Cette observation s'explique par la compétition académique en Chine, qui est omniprésente, et les parents sont fort anxieux vis-à-vis de cette situation⁸³³. Ils savent que la réussite académique conditionne le succès professionnel de leur l'enfant, qui est doublement essentiel. Un fils (ou fille) bien placé leur assurera une sécurité financière d'une part⁸³⁴, et d'autre part, leur permettra d'avoir « de la face »⁸³⁵. Ce phénomène est évidemment corrélé avec la fin de l'emploi à vie et l'apparition, puis la croissance rapide du chômage, qui a dépassé les 10 % en 2002 et semble poursuivre sur sa lancée⁸³⁶. L'anxiété parentale est telle, qu'à l'heure actuelle, l'éducation de l'enfant englouti, dans les 2/3 des familles des grandes villes, 1/3 du salaire combiné des deux parents⁸³⁷. L'enfant n'a donc guère le droit d'échouer, et les parents s'en assurent. Les médias rapportent de nombreux cas, dont celui-ci, extrême et pourtant relativement typique : Xu Yunxiao, une fille de 5 ans à peine, étudie de 8h30 à 17h, et ceci 5 jours par semaine, dans une crèche privée de Pékin. Son père est d'avis que cet entraînement risque de ne pas suffire à préparer sa fille à réussir les tests d'entrée aux meilleures écoles élémentaires de la ville. Ces parents inquiets essayent probablement d'émuler une fille dont l'histoire est devenue célèbre dans l'Empire du milieu : Liu Yiting. Cette fille a été « scientifiquement préparée » dès la naissance à entrer à Harvard. Ses parents ont écrit un livre sur leur méthode, qui est devenu un best seller et a suscité de nombreux autres ouvrages⁸³⁸. Ils ont donc décidé d'augmenter la quantité d'étude en payant à leur enfant des cours de lecture, de mathématiques et de musique le week-end⁸³⁹.

Cette compétition effrénée se poursuit jusqu'aux admission d'entrée à l'université. En 2005, le Centre de recherche sur l'enfance et la jeunesse a mené une enquête qui a révélé que le temps passé par les écoliers du pays à étudier dépasse de 50 % les directives établies par le département d'éducation⁸⁴⁰. De récentes études, menées à partir d'axe psychologique sur des étudiants lycéens, indiquent que les adolescents enfants-unique présentent une santé mentale significativement inférieure aux autres

⁸³² Fitzpatrick L., *Asia's overscheduled kids*, 20 mars 2006, Time magazine, pg. 2

⁸³³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 243

⁸³⁴ Cf. chap. 5, partie III

⁸³⁵ En pinyin : *mianzi*. Ce terme ne connaît pas d'équivalent exact en français, car le concept de *mianzi* est une spécificité de la culture chinoise. *Mianzi* signifie littéralement "le visage" et, par là, la nécessité de donner une bonne image (apparence) de soi auprès des autres. Ce besoin est bien plus prononcé qu'en Occident. Fitzpatrick L., 2006, op. cit., pg. 3

⁸³⁶ Giles J. (éd.), *What is China's true unemployment rate ?*, oct. 2004, op. cit., pg. 174

⁸³⁷ Fitzpatrick L., 2006, op. cit., pg. 2

⁸³⁸ Rosen S., Jan. 2004, op. cit., pg. 35

⁸³⁹ Fitzpatrick L., 2006, op. cit., pg. 2

⁸⁴⁰ Tang Y., *Les Enfants sous pression*, 2006, Beijing review, pg. 4

adolescents de leur âge⁸⁴¹. Les auteurs de l'une d'entre elles attribuent ce résultat au style de vie qu'ils assimilent à de la réclusion, tant à la maison car les deux parents travaillent, qu'à l'extérieur⁸⁴². Ces résultats, qui détonnent avec le corpus d'études dédiées à la psychologie des enfants uniques, ne les contredit peut-être pas. En effet, cette étude a été menée sur des adolescents âgés de 15 à 18 ans, tandis que les recherches mentionnées ci-dessus (en page 21) se sont penchées sur la situation des enfants jusqu'à l'âge de 11-12 ans. Ces conclusions divergentes pourraient alors soit indiquer que la pression se fait plus forte à partir du début de l'adolescence environ, soit que l'expérience sociale de la maternelle se perd progressivement chez les enfants uniques manquant d'opportunités d'interactions avec leurs camarades. La question mérite de nouvelles recherches, notamment pour étudier la santé psychologie de la première volée d'enfants uniques qui a atteint l'âge adulte dans les premières années du 21^{ème} siècle.

2) Quid du bien être des filles uniques à la campagne ?

Il serait aussi intéressant d'étudier la santé mentale des filles uniques provenant de familles désirant ardemment un descendant mâle. Des études ont d'ors et déjà montré que les filles enfant uniques ont une santé mentale plus faible que la moyenne⁸⁴³. Il serait intéressant de creuser la question en s'intéressant notamment aux filles uniques nées entre 1980 et 1984, aux heures les plus dures de la Politique, avant la permission d'une seconde naissance dans l'éventualité d'une fille. A ce sujet, Susan E. Short a trouvé que le degré de permissivité de la Politique a eu une forte incidence sur l'intensité des soins parentaux lorsque l'enfant était féminin et aucune dans le cas d'un bambin masculin⁸⁴⁴.

3) Les enfants non-uniques en ville, quelle santé mentale ?

De manière quelque peu contre-intuitive, les enfants non-uniques des villes peuvent eux-aussi souffrir de la Politique, particulièrement en raison de la propagande étatique qui valorise l'enfant unique et critique l'« égoïsme » des couples contrevenants à la loi. La société entière et même les jeunes enfants ont intégré ce discours, et il arrive que ces enfants non-uniques soient critiqués par leurs camarades, au moyen de phrase du type « tu n'aurais pas dû naître » ou encore « tu es un gaspillage »⁸⁴⁵. De plus, ces enfants proviennent de familles qui, dans leur majorité, ont été les cibles de sanctions économiques, qui sont appliquées à la lettre en ville⁸⁴⁶.

⁸⁴¹ Chenying L. (éd.), *Mental health condition of the only-child : a study of urban and rural High School students in China*, 2005, Adolescence, pg. 835 ; Liu C., Munakata T., Fujiyama H. & Usuba M., *Mental health and psychosocial factors with single-child high school students in an urban city of China*, 2003

⁸⁴² Chenying L. (éd.), 2005, op. cit., pg. 839

⁸⁴³ Yang B. (éd.), *Only children and children with siblings in the People's Republic of China : levels of fear, anxiety, and depression*, oct. 1995, Child development, pg. 1302

⁸⁴⁴ Short S. E., Zhai F., Xu S. & Yang M., *China's one-child policy and the care of children : an analysis of qualitative and quantitative data*, 2001, pg. 932

⁸⁴⁵ Yang B. (éd.), 1995, op. cit., pg. 1310

⁸⁴⁶ Cf. chap. 3, VII.

4) La population « noire », quelles conditions de vie, quel avenir ?

L'application de la politique de l'enfant unique a abouti, en l'espace d'un quart de siècle, au non-enregistrement de dizaines de millions d'enfants⁸⁴⁷. Lorsque l'absence de statut légal d'un enfant n'est pas liée à une punition administrative, elle est une conséquence indirecte de la politique⁸⁴⁸. La taille de cette population dite « noire » est forcément incalculable, mais elle est de l'ordre de plusieurs dizaines de millions⁸⁴⁹. La conséquence pour ces enfants est aussi simple que négative : l'inaccessibilité à l'ensemble des services publics, notamment aux écoles et aux soins médicaux publics⁸⁵⁰. Au vu de l'importance que prend le phénomène, les administrations locales font parfois preuve de souplesse en procédant à des amnisties générales. L'« impunité » est alors accordée aux parents tandis que les enfants sont enregistrés. Ainsi, au début des années 1990, ce ne sont pas moins de 70'000 enfants qui ont été enregistrés au cours d'une seule gigantesque amnistie⁸⁵¹. L'effet de l'entrée d'un nombre important de filles dans les statistiques se fait alors sentir au travers du rapport de masculinité, qui baisse fortement entre 1 et 20 ans environ⁸⁵², alors qu'il a eu un penchant à l'augmentation au cours des décennies 1950 et 1960⁸⁵³. Une proportion indéterminée d'enfants n'a pas eu cette chance, et les premiers d'entre eux parviennent à l'âge adulte actuellement. Il semble qu'ils (et surtout elles) rencontrent de grandes difficultés à trouver du travail et à se marier⁸⁵⁴.

V - La politique de l'enfant unique : un mal nécessaire ?

Les chapitres 4 et 5 ont traité des conséquences de la politique de l'enfant unique, qui ont été, et seront encore longtemps, majoritairement négatives. Cela tant pour les femmes que pour les enfants avortés, les petites filles victimes de négligence ou encore les personnes âgées et les futurs célibataires involontaires. Le gouvernement est doublement fautif s'agissant de toutes ces souffrances occasionnées dans le passé, le présent et le futur. Tout d'abord car il tend à ne pas anticiper les retombées pourtant souvent prévisibles, de sa Politique, pour n'agir qu'avec retard. Ce schéma s'observe principalement au début des années 1980 lorsque l'administration a ordre d'imposer universellement une politique totalement inadaptée aux campagnes. Il faudra ainsi attendre le document 7 de 1984 pour que Pékin réagisse enfin. Vingt ans plus tard, l'incapacité de prévision demeure. Ce n'est en effet qu'en 2004 que

⁸⁴⁷ Pour plus d'information au sujet du non-enregistrement comme moyen de coercition, cf. chap 3, IV.

⁸⁴⁸ La population « noire » est composée d'un segment important de filles non-déclarées par leurs parents (afin de ne pas toucher au quota et donc de pouvoir retenir leur chance pour garçon) où abandonnées.

⁸⁴⁹ Attané I., 2006, op. cit., pg. 5

⁸⁵⁰ Zheng Y., *Vieillesse et déficit de filles : nouveaux défis démographiques de la Chine en transition*, cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 116

⁸⁵¹ Attané I., 2006, op. cit., pg. 5

⁸⁵² Monnier A., Cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 42. La baisse importante aux alentours de vingt ans semble indiquer que de nombreuses filles se font enregistrer lors de leur mariage. On comprend en effet que le gouvernement peut difficilement refuser d'enregistrer un mariage pour un tel prétexte. Particulièrement lorsque l'on sait la pénurie de femmes sur le marché matrimonial qui attend le pays.

⁸⁵³ Banister J., *The dearth of girls in China today : causes, consequences, international comparisons, and solutions*, 2003, op. cit., pg. 25

⁸⁵⁴ Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 38

Pékin publie son premier livre blanc consacré à sa politique de sécurité sociale⁸⁵⁵. Les campagnards quant à eux attendent toujours des propositions s'agissant de leur prise en charge lorsque surviendront leurs vieux jours, ce qui ne surprend guère car la réaction gouvernementale se fait encore plus lente lorsqu'il devient nécessaire de délier les cordons de la bourse. Ce décalage persistant peut être interprété de deux manières : soit comme de l'aveuglement gouvernemental, soit comme un jugement "informé" que l'économie est prioritaire. Dans la première hypothèse, le groupe de Song aurait été à la racine du problème en sous-estimant lourdement les conséquences négatives de l'imposition étatique d'une très basse fécondité, puisqu'il serait par la suite parvenu à convaincre les plus hautes instances du Parti⁸⁵⁶. La seconde possibilité, qui a antérieurement été traitée en profondeur, est aussi plausible⁸⁵⁷. A la question : aurait-il été possible d'éviter la surpopulation en causant moins de dommages humains?, la réponse me semble aller de soi. Si Mao avait été pragmatique, il aurait débuté une politique de (ou d'encouragement à) limitation des naissances sérieuse dans les années 1950 ou même 1960. Alors il est certain que la transition démographique chinoise se serait opérée d'une manière bien plus douce. Deng avait-il d'autres options à la toute fin de la décennie 1970 ? Personnellement je pense que oui, notamment pour deux raisons.

Premièrement, car la transition démographique de la Chine ne se distingue pas, en comparaison à celle de nombreux pays asiatiques, par sa rapidité⁸⁵⁸. Des pays confucéens, caractérisés par une forte préférence pour les garçons, comme Taiwan ou Hong Kong, ont effectué leur transition à une vitesse comparable⁸⁵⁹. Preuve que le développement socio-économique seul aurait été capable, sinon d'égaliser, du moins de s'approcher de la « performance » communément attribuée à la politique de l'enfant unique. Le gouvernement chinois estime qu'à la fin de l'année 2005, pas moins de 400 millions de naissances ont été « économisées » par la Politique. Cela ne reflète absolument pas la réalité, car cette affirmation ne signifie rien d'autre que de dire que la Chine aurait 400 millions d'habitants en plus dans l'éventualité d'un taux de fécondité resté constant à 3 enfants par femme entre 1980 et aujourd'hui⁸⁶⁰. Une seule chose est sûre, les affirmations chinoises ne sont pas fiables, et ceci pour une raison simple : la différence n'est que d'environ 180 millions d'habitants lorsque l'on utilise leurs propres chiffres à côté de la population effective en l'année 2005⁸⁶¹. En supposant généreusement que le développement économique a, à lui tout seul, contribué aux deux tiers de la baisse de la fécondité et la Politique au tiers restant, la Politique de l'enfant unique n'a évité qu'une soixantaine de millions de naissance. En d'autres termes, sans l'intervention étatique, la population actuelle serait plus importante d'environ 4.5%⁸⁶². Ce chiffre est imprécis, certes, mais il donne une bonne idée de l'échelle de l'« économie » qui a été rendu possible par toutes ces

⁸⁵⁵ 7 sept. 2004, Xinhua général news services, op. cit., pg. 1

⁸⁵⁶ Cf. chap 1, pg. 20

⁸⁵⁷ A ce sujet, cf. chap. 1, partie III

⁸⁵⁸ Chap 1, pg. 16, tbl. 1

⁸⁵⁹ Ibid.

⁸⁶⁰ Chap. 1, pg. 19, fig. 2 ; Dans les faits, le taux de fécondité en 1980 n'est que de 2.32, mais il remontera à 2.9 en 1982. Voir : Peng X., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 60

⁸⁶¹ En effet, en se basant sur les projections du groupe de Song, la population actuelle dans le scénario (maximal) d'une fécondité stable, entre 1980 et 2005, de 3 enfants par femmes, environnerait les 1.5 milliards actuellement. Cf. Chap., pg. 10, fig. 2. Or, la population en l'année 2005 est estimée à 1.32 milliards d'habitants. Se référer à : Li J., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 282

⁸⁶² 60 000 000 équivaut à 4.5 % de 1.32 milliards

souffrances. Par ailleurs, la majeure partie de la « contribution » de la Politique à la diminution de la fécondité aurait probablement pu être réalisée en évitant le recours à l'usage de la coercition⁸⁶³.

Deuxièmement, dans l'article intitulé : *Alternatives à la politique de l'enfant unique*, publié en 1985 déjà, S. Greenhalgh et J. Bongaarts calculent l'effet démographique d'une politique gouvernementale consistant à autoriser chaque couple à concevoir deux enfants, tout en imposant un intervalle génésique et un âge à la première naissance minimaux. Parmi les diverses combinaisons qu'ils proposent, la plus souple, à savoir un âge au mariage de 25 ans et un intervalle inter-génésique minimal de 4 ans, aboutit à une population qui atteint un pic en 2025, à 1.237 milliards d'habitants⁸⁶⁴. Même en supposant un certain niveau de résistance à cette politique, la population totale resterait probablement en deçà des 1.477 milliards que projettent actuellement les démographes dans leur variante moyenne pour l'an 2025⁸⁶⁵. Cela sans compter qu'il va de soi qu'une telle politique aurait été préférable, sans même tenir compte de l'« économie » statistique, en causant bien moins de souffrances parmi la population.

Actuellement le gouvernement s'efforce de démentir les rumeurs persistantes au sujet d'un abandon de la politique de l'enfant unique, bien qu'il ait clairement pris conscience des risques inhérents à une très basse fécondité, particulièrement dans un contexte de niveau de vie encore bas. En avril 2006, le ministre en charge du planning familial a rappelé que la politique de l'enfant unique constituait « une politique étatique de long terme »⁸⁶⁶. Le but affiché du Parti est, nous l'avons vu, de faire disparaître les conséquences négatives de la Politique, et ceci dans le court terme. Cependant, l'on voit mal comment Pékin pourrait s'y prendre autrement qu'en assouplissant considérablement la Politique, notamment s'agissant du vieillissement et de la pratique du fœticide qui, avec un décalage d'une vingtaine d'années, produit le phénomène des *guang guan*. Dans le même temps, les faits contredisent déjà ces dires officiels. Depuis l'année 2004, les habitants de la ville de Shanghai, qui se distingue par sa fécondité particulièrement basse, peuvent avoir un second enfant lorsque les deux époux sont eux-mêmes enfants uniques, ce qui est le cas de la grande majorité des adultes de moins de 26 ans aujourd'hui⁸⁶⁷. Les journaux chinois, dirigés par le pouvoir, admettent que la politique de planification des naissances est devenue un sujet débattu, tant entre scientifiques qu'au sein même du Parti⁸⁶⁸. Cela est inévitable, car en plus de la prise de conscience des conséquences citées ci-dessus, il est probable que, nonobstant cet assouplissement majeur, Shanghai ne connaîtra pas de recrudescence significative de la fécondité. D'après Jiang Leiwen, chercheuse à l'Institut de recherche des populations de Pékin, la Chine urbaine a achevé sa transition démographique, tandis que la Chine rurale la suit de près⁸⁶⁹.

⁸⁶³ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 411

⁸⁶⁴ Greenhalgh S. & Bongaarts J., 1985, op. cit., pg. 603

⁸⁶⁵ Li J., cf. Attané I. (éd.), 2002, pg. 282

⁸⁶⁶ Zhang F, 7 jan. 2006, China daily, op cit.

⁸⁶⁷ *New policy eases one-child restrictions*, 13 avril 2004, China daily ; Le taux de fécondité en Chine urbaine flirte avec l'enfant unique dès 1980. Il est probable que les chiffres pour Shanghai soient plus faibles encore. Cf. chap. 1, fig. 1, pg. 15. Toutefois, je ne pense pas que l'abandon de la Politique soit pour bientôt. Cf. chap. 6, pg. 137 & 138

⁸⁶⁸ *Family planning policy becomes controversial topic*, 29 déc. 2005, Xinhua general news services

⁸⁶⁹ Jiang L., 2000, op. cit., pg. 8

Des études ont montré qu'une fois la fécondité descendue en dessous du niveau de remplacement des générations, la tendance n'est plus réversible⁸⁷⁰. La meilleure mesure à prendre demeure donc plus que jamais d'assouplir considérablement la Politique étant donné que cela donnerait enfin une liberté de reproduction à la population, et que cette mesure n'aurait que peu d'incidence sur la fécondité. Cependant, le gouvernement ne semble pas convaincu par la stabilité du taux de fécondité actuel. Les journaux étatiques citent les prévisions d'un économiste chinois « de renom » qui a calculé (on ne sait trop comment) qu'un assouplissement important résulterait en un nouveau péril démographique : 100 à 200 millions de naissances supplémentaires⁸⁷¹. Il va de soi que ces prévisions font peur à un gouvernement préoccupé par la progression du chômage⁸⁷². Une relaxation ou un abandon pur et simple de la Politique n'aura qu'un effet faible, qui ne se fera sentir en terme de vieillissement notamment, que dans une vingtaine d'années. L'urgence actuellement consiste plutôt en la nécessité de créer un système d'assurance vieillesse afin de prendre en charge les retraités à venir, particulièrement en milieu rural. Il semble que les plans du gouvernement soient tout autres. Comme vu précédemment, il n'est pas encore question d'assurance vieillesse dans les campagnes. S'agissant de la Politique elle-même, Pékin veut la garder tout en s'attachant à une évolution dans l'application vers un recentrage autour du « client » afin de faire augmenter le taux de satisfaction. Il s'agit donc plus que jamais de préserver la Politique. En conséquence, face aux critiques attribuant une part de responsabilité à la PN s'agissant du taux de masculinité, le gouvernement ne peut que nier⁸⁷³. Dans le future, Pékin veut que la Politique devienne synonyme de soins et de qualité au lieu d'application brutale des quotas. Ce virage a débuté très récemment et est encore en devenir, de sorte qu'il n'a pas été traité dans le chapitre 3, consacré au passé. Il le sera dans le chapitre suivant.

⁸⁷⁰ Ibid., pg. 7

⁸⁷¹ Cf. 29 déc. 2005, Xinhua general news services, op. cit., pg. 2

⁸⁷² Chap. 1, pg. 23

⁸⁷³ *Gender imbalance not direct result of family planning*, 27 avril 2006, China daily

Chapitre 6

Le national et l'international : la Chine et le paradigme de la santé reproductrice

I. - Historique de l'influence Occidentale en matière démographique

De manière quelque peu contre intuitive, l'impact des paradigmes occidentaux sur la vision et les stratégies des dirigeants chinois ne date pas d'hier. Ni même d'ailleurs, comme l'on pourrait s'y attendre, de la fin de la guerre froide et du réchauffement désormais profond et rapide des relations chinoises avec le monde capitaliste. Je pourrais remonter jusqu'à la période maoïste et à sa vision démographique teintée de marxisme pro-nataliste, mais je vais me concentrer sur la période dengiste, celle qui concerne directement ce travail. Il semble bien en effet que ce furent les thèses alarmistes du Club de Rome qui motivèrent le pouvoir politique d'alors de passer de wan-xi-shao à une planification des naissances radicale. Cette influence ne fut certainement pas tout à fait involontaire du côté occidental, puisque le rayonnement du Club de Rome fut sensible dans les années 1970, bien qu'aucun pays n'ait suivi les conseils qu'il prodiguait, pas même l'Angleterre ou les Pays-Bas, considérées pourtant comme des nations surpeuplées dans l'ouvrage phare "*The limits to growth*"⁸⁷⁴. Le monde académique a, dans son ensemble, rejeté les travaux du groupe et massivement publiés des critiques, peu de temps après la publication de "*The limits to growth*" (dès 1972⁸⁷⁵), qui attestent de l'influence du Club. En conséquence, il est fort probable que des étrangers aient directement contribué à agiter le spectre d'un péril démographique en République Populaire. Du côté des dirigeants chinois, il est possible qu'ils ne se soient pas rendus compte que les thèses du groupe de Song ne faisaient que retravailler un emprunt à l'Occident, car cela est notamment cohérent avec le fait qu'ils les auraient acceptées (ce qu'ils auraient fait sans même vérifier ce que le monde scientifique occidental dans son ensemble en pensait)⁸⁷⁶.

La décennie 1980 est monopolisée par la volonté de forcer la poursuite de la baisse de la fécondité autant que faire se peut, tout en assurant la pérennité de la Politique. L'international ne joue pas de rôle significatif, si ce n'est dans la sphère technique, afin de renforcer le programme⁸⁷⁷. Cette particularité illustre par ailleurs le caractère fondamentalement quantitatif du paradigme démographique de Pékin, dont les méthodes n'évoluent pas : campagnes lorsque l'objectif n'est pas atteint (1983 et 1988-1991⁸⁷⁸) et distribution d'exceptions lorsque la paix sociale est menacée (1984

⁸⁷⁴ Beaumont Tim, *The end of the yellowbrick road : ways and means to the sustainable society*, 1999, Living green, pg. 1

⁸⁷⁵ Chap. 1, pg. 26

⁸⁷⁶ Ibid., pg. 26

⁸⁷⁷ Notamment s'agissant des analyses démographiques et de la technologie contraceptive. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 147. L'on se souvient notamment des machines à ultrasons-b, cf. chap. 5, pg. 89

⁸⁷⁸ Chap. 2, pg. 34 & 39

et 1986⁸⁷⁹). Le début des années 1990 marque un tournant dans les relations Chine-international (qui se propage au niveau des questions de population), dont l'émergence est devenue incontournable tant les environnements national et international ont changé.

II. - Contexte de la première moitié de la décennie 1990

A. Au niveau international

Le changement de paradigme en matière démographique est presque cyclique, en ce qu'il s'observe d'une conférence sur la population et le développement à l'autre. Avant la réunion de Bucarest, en 1974, le raisonnement dominant est aussi sommaire qu'il est teinté de malthusianisme : la croissance de la population est un obstacle au développement économique⁸⁸⁰. La Conférence permet l'apparition du raisonnement inverse : une haute fécondité est causée par le sous-développement économique⁸⁸¹. La réunion de Mexico, en 1984, sera trop agitée pour permettre une avancée importante en ce qui nous concerne⁸⁸² ; il faut patienter une décennie supplémentaire. C'est donc en 1994 qu'à la conférence du Caire, les participants élargissent le concept de planning familial pour inclure la santé reproductrice⁸⁸³, qui devient un paradigme à part entière⁸⁸⁴. Ce terme est fondamentalement équivalent au concept classique de *la santé maternelle et infantile*, si ce n'est qu'il apporte une insistance sur les droits de la femme qui, elle, est novatrice⁸⁸⁵. Désormais l'accent n'est plus mis sur le contrôle de la population mais sur la santé reproductrice, les droits et le libre choix de la moitié féminine de la planète⁸⁸⁶.

Le programme d'action recommande ainsi fortement aux gouvernements de restructurer leurs politiques démographiques pour, notamment, faire diminuer la mortalité maternelle infantile et juvénile, afin de « rendre un taux de fécondité élevée moins nécessaire et de réduire la fréquence des naissances à haut risque⁸⁸⁷ ». Cela traduit qu'il y a là une prise de conscience, probablement née de l'observation du développement économique rapide de certains pays, que le développement agit sur la transition démographique principalement lorsqu'il se traduit par une amélioration de la santé reproductrice, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas. Le programme urge aussi les gouvernements de promouvoir les femmes et d'éliminer les inégalités entre les sexes⁸⁸⁸. Ce Document, centré sur la condition féminine, et accepté en principe par la Chine, témoigne du poids qu'ont exercé les ONG

⁸⁷⁹ Ibid., pg. 35 & 37

⁸⁸⁰ Perrow F., *The road to reproductive health : reproductive health and rights on the international agenda : 1968-2003*, 2003, United nations population fund & eurongos, pg. 5

⁸⁸¹ Ibid.

⁸⁸² La rencontre est dominée par une crise émanant du gouvernement Etats-Unien. Cf. McIntosh A. C. & Finkle J. L., *The Cairo Conference on population and development : a new paradigm ?*, juin 1995, Population and development review, pg. 229

⁸⁸³ Perrow F., 2003, op. cit., pg. 4 & 8

⁸⁸⁴ McIntosh A. C. & Finkle J. L., juin 1995, op. cit., pg. 226

⁸⁸⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 171

⁸⁸⁶ Ibid., pg. 51

⁸⁸⁷ Nations Unies, *Rapport de la conférence internationale sur la population et le développement*, 18 oct. 1994, Réseau gopher pour l'information pour la population, pg. 74

⁸⁸⁸ Ibid., pg. 51

féministes, dotées de plus d'expérience et de force que de par le passé⁸⁸⁹. Ce sont précisément ces organisations qui introduisent la santé reproductrice dans le plan d'action⁸⁹⁰. Il n'est dès lors guère surprenant que durant les sessions de préparation à la Conférence du Caire, la tension entre féministes et planificateurs orthodoxes soit palpable. Cela est particulièrement patent en 1993, après que la *International Women's Health Coalition* ait fait circuler un document appelant les pays participant à inclure la santé reproductrice dans leurs politiques démographiques⁸⁹¹.

La signature chinoise ne signifie pas que Zhongnanhai ait été pleinement convaincu et veuille mettre en oeuvre le plan d'action dans son ensemble. La Chine devait accepter le texte, notamment car il a fait l'objet d'un consensus, mais avant tout en raison des caractéristiques nouvelles des relations Chine-Occident, abordées ci-dessous.

B. Au niveau domestique

1) Un souci croissant de l'opinion internationale

Les médias occidentaux n'ont cessé, depuis le passage de wan-xi-shao à la Politique de l'enfant unique, de souligner le manque de respect des droits humains dans la mise en oeuvre de cette dernière⁸⁹². Toutefois, l'opinion publique à l'ouest a substantiellement plus de poids dans la décennie 1990, du simple fait que la Chine de l'après-Guerre Froide est plus soucieuse de son image qu'auparavant⁸⁹³. Cela est probablement à attribuer en partie à une retombée du voyage historique de Deng Xiaoping dans le sud du pays, en 1992, au cours duquel il annonce sa nouvelle politique économique : l'économie socialiste de marché et l'ouverture concomitante vers l'extérieur⁸⁹⁴. Il devient alors urgent de faire cesser les critiques, qui fusent en ce début de décennie 1990, car la période 1988-1991 est marquée par des campagnes successives⁸⁹⁵. Des titres comme "*World looks the other way while China slaughters the innocents*", publiés dans des journaux à fort tirage⁸⁹⁶, poussent les autorités à réagir. Peng Peiyun organise alors la première conférence de presse au sujet de la Politique, en avril 1993, afin de tenter de justifier la nécessité de la planification des naissances et de redorer le blason du Parti⁸⁹⁷. Elle donne aussi des interviews aux journalistes étrangers⁸⁹⁸.

Nonobstant cette réaction, la justification n'a pas significativement évolué depuis 1980, qu'il s'agisse du but ou du moyen. Mme Peng explique l'inévitabilité de certains excès des campagnes en avançant l'efficacité de ces dernières : la fécondité a effectivement rapidement baissé entre la fin des années 1980 et le début des années

⁸⁸⁹ McIntosh A. C. & Finkle J. L., juin 1995, op. cit., pg. 239

⁸⁹⁰ Ibid., pg. 239

⁸⁹¹ Ibid., pg. 239

⁸⁹² A titre d'exemple, cf. Wren C. S., 15 mai 1982, New York Times (The)

⁸⁹³ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 301

⁸⁹⁴ Deng Xiaoping : *leading thinker in China's market economy*, 12 août 2004, People's daily online

⁸⁹⁵ Cf. chap. 2, pg. 39 ; Wudunn S., *With its population still on rise, Beijing pushes one-child family*, 16 juin 1991, New York Times (The) ;

⁸⁹⁶ Mosher S. W., *World looks the other way while China slaughters the innocents*, 9 juil. 1990, Washington Times (The)

⁸⁹⁷ Statement by a Chinese official : *accomplishments of China's family planning program*, juin. 1993, op. cit.

⁸⁹⁸ *Population minister defends abortion policy*, 12 juin 1991, BBC summary of world broadcasts

1990⁸⁹⁹. Abordant la question du futur, elle reformule des craintes dérivées du Club de Rome en leur donnant des accents de développement durable pour tenter de convaincre du besoin de continuer la Politique. Selon ses dires en effet, « Il n'y a pas d'alternative pour un pays de nourrir 21% de la population mondiale avec seulement 7% des terres arables de la planète et des ressources minérales, forestières et en eaux surexploitées »⁹⁰⁰. En ces circonstances, si une personne risque de ne pas avoir « le droit le plus fondamental, celui de la vie, alors comment peut-on parler de droits de l'homme ? »⁹⁰¹. La Chine accepte donc le plan d'action *en principe*, mais conditionne son application au dépassement du "péril démographique". Qui plus est, selon Peng Peiyun, il n'y a pas même lieu de parler de coercition, car les femmes sont volontaires, comme le veut le vieil idéal maoïste. En effet, dans l'éventualité où une épouse refuserait une demande d'avortement, de stérilisation ou de contraception, les cadres se contenteraient de lui faire suivre quelques innocentes « séances de travail idéologiques » qui, nul doute, la convaincraient du bon sens [axiomatique] du Parti⁹⁰². Nul besoin de préciser que cette tentative de relation publique passe maladroitement à côté de son objectif.

2) Changement du contexte domestique

Les efforts jusqu'au-boutistes des leaders chinois pour garder la Politique peuvent indiquer deux possibilités. D'une part qu'ils ont été et sont encore persuadés des thèses du groupe de Song, de sorte qu'il leur est absolument inconcevable d'abandonner purement et simplement ce moyen de contrôle, car pour eux le péril démographique menace toujours⁹⁰³. L'hypothèse alternative est que les dirigeants ne craignent pas/plus l'apocalypse démographique, car la fécondité est tout de même retombée sous le niveau de renouvellement des générations depuis 1990 (voire depuis 1989)⁹⁰⁴ (figure 1) et la natalité n'est plus non plus à craindre car le pic fait partie du passé à partir de 1993 (figure 5). En conséquence, la volonté de préserver l'essentiel de la Politique devrait, je pense, être interprétée comme relevant d'un calcul : la PN est le seul moyen de s'assurer que la fécondité, que le gouvernement considère comme instable, ne remonte nulle part, pas même d'un iota. La motivation n'est autre que celle qui a poussé, selon moi, Deng à lancer la Politique : une basse fécondité favorise la croissance économique, celle-là même qui non seulement, bien évidemment, renforce la Chine et préserve la légitimité du Parti (en augmentant le niveau de vie et en minimisant le chômage) mais qui, de plus, permettra de s'occuper des conséquences de la Politique, notamment s'agissant du vieillissement.

⁸⁹⁹ Statement by a Chinese official : *accomplishments of China's family planning policy*, juin. 1993, op. cit., pg. 400 et *passim*.

⁹⁰⁰ 12 juin 1991, BBC summary of world broadcasts, op. cit. La Conférence de Rio (1992) a permis l'émergence d'une prise de conscience de la nécessité d'un développement dit « durable ». La Chine pense que Rio est une source où la PN peut puiser une légitimité. Cf. Nations Unies, *Agenda 21*, 2004, Département des affaires sociales et économiques, division du développement durable Greenhalgh S. & Winkler E. A., 2002, op. cit., pg. 25

⁹⁰¹ 12 juin 1991, BBC summary of world broadcasts, op. cit.

⁹⁰² Ibid.

⁹⁰³ Peng P., *Statement of China*, 6 sept. 1994, Réseau Gopher pour l'information pour la population, division pour la population, Nations Unies, pg. 7

⁹⁰⁴ Le taux de fécondité est estimé, pour 1993, à 1.78. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 18

Le début de la décennie 1990 voit toutefois émerger un ralliement important à la position des réformateurs⁹⁰⁵, tant pour des raisons liées à l'opinion internationale citées ci-dessus, que pour des motifs « domestiques ». Ce virage est en partie à imputer au fait que les conservateurs sont devenus très minoritaires, la plupart étant soit partis à la retraite soit décédés⁹⁰⁶. De plus, les réformes permettent l'émergence d'une certaine liberté associée à une augmentation du niveau de vie et à une croissance de l'individualisme. En conséquence, l'idéal de sacrifice pour la nation fait de moins en moins d'émules. La tendance est plutôt à une croissance de l'exigence et du désir d'un service de planning familial et de services de santé reproductive de (plus) haute qualité⁹⁰⁷. Le peuple souhaite aussi plus d'indépendance, tandis que sa tolérance vis-à-vis de l'usage de la coercition n'est plus ce qu'elle était⁹⁰⁸. Comme l'explique un haut officiel à la commission étatique de planning familial, la corruption et la falsification des statistiques sont perçues comme un signal supplémentaire indiquant la nécessité de faire évoluer les méthodes⁹⁰⁹. Ainsi, les critiques internes vis-à-vis des excès des campagnes se font désormais entendre⁹¹⁰ et s'ajoute la volonté de faire cesser les campagnes brutales⁹¹¹. Par ailleurs, le contexte de l'après Guerre Froide contribue au sentiment d'une nécessité de changement, ne serait-ce que dans le but d'éviter de subir le même sort que le Parti Communiste soviétique. Enfin et surtout, quatre années de campagnes ont poussé le nombre d'enfant par femme à un niveau historiquement bas en 1992 (sous le seuil de renouvellement des générations)⁹¹², ce qui pouvait même rassurer un gouvernement obsédé par la volonté de prolonger la diminution de la fécondité⁹¹³. A partir de 1992 donc, la Chine est fin prête à considérer la question de la qualité aux côtés de la quantité qui, depuis 1980 au moins, avait seule droit de cité. Mais ce changement quelque peu progressiste découle d'un raisonnement qui, lui, n'évolue pas : il s'agit de pérenniser la Politique. Les documents 7 puis 13 et les réformes s'inscrivent donc dans cette continuité.

III. - Impact des grandes conférences internationales : 1994- 2000

A. La Chine est convaincue : Pékin se lance et autorise des expériences pilotes de quality care

Les grandes conférences internationales, dont celles dites « pour la population et le développement », organisées par l'ONU tous les dix ans, aboutissent à un plan d'action. Le mérite de ces réunions fut double. Premièrement, elles permirent d'attirer

⁹⁰⁵ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 137

⁹⁰⁶ Ibid., pg. 137

⁹⁰⁷ State family planning commission of China ; Ford foundation ; Population Council & ICMPP, *Report on the International Symposium on quality of care*, 17-19 nov. 1999, pg. 25

⁹⁰⁸ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., *Quality care in China : scaling up a pilot project into a national reform*, 2006, Studies in family planning, pg. 19

⁹⁰⁹ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 19

⁹¹⁰ Ibid., pg. 19

⁹¹¹ Winkler E. A., 2002, op. cit., pg. 383 ; Cette volonté est déjà perceptible après la terrible vague de 1983. Cf. chap. 2, pg. 35

⁹¹² Cf. chap. 2, pg. 40

⁹¹³ Peng P., 6 sept. 1994, op. cit., pg. 7

l'attention de l'opinion publique internationale, de sorte que même si les résolutions adoptées n'eurent pas force de loi⁹¹⁴ et que la Chine réaffirma que le droit souverain d'appliquer la politique qui lui semble la plus appropriée « doit être pleinement respecté »⁹¹⁵, les états sentent tout de même une certaine pression pour tenir leurs engagements. Deuxièmement, et ce particulièrement dans le cas de la République Populaire de Chine, les grandes rencontres agissent comme des enzymes qui accélèrent fortement les échanges d'idées et d'expériences. L'importance de l'opinion internationale ayant déjà été traitée ci-dessus, je me limite en conséquence ici au second aspect.

Les échanges induits par la Conférence du Caire ne se réduisent pas à la période du 5 au 13 septembre 1994, dates à laquelle a eu lieu cette réunion⁹¹⁶. En amont, des meetings de préparation ont lieu en 1991, 1992 et 1993⁹¹⁷, et l'on ressent rapidement leur effet sur le discours chinois. En atteste, l'allocution que Peng Peiyun a prononcée à la première conférence de presse, le 21 avril 1993, où elle souligne notamment que les soins de santé maternelle et infantile ont été améliorés⁹¹⁸, ce qui est une préoccupation assurément nouvelle. Le changement de paradigme ne s'est pas encore produit cependant, car c'est encore la chute de la fécondité qui permet un niveau de vie accru et non l'inverse⁹¹⁹. La Conférence du Caire a aussi, en amont, fait durablement changer d'échelle la coopération entre la Chine et l'international⁹²⁰. Dans l'ère Pré-Caire, la coopération avec l'extérieur est faible et peu coordonnée⁹²¹. A partir de la seconde moitié des années 1990 au contraire, la Chine souhaite activement un décollage des échanges avec l'extérieur, ce qui est réciproque et se concrétise dès lors en peu de temps⁹²².

Ces nombreuses rencontres avec des démographes étrangers, notamment au travers de la *Birth Planning Association*, qui a envoyé de nombreux responsables du programme aux Etats-Unis entre 1995 et 2001⁹²³, remettent en question beaucoup de certitudes. En atteste le témoignage d'un haut officiel à la Commission étatique de planification familiale, Zhang Erli, qui explique que les séances de préparation, ainsi que la Conférence elle-même, l'ont convaincu de la nécessité et de la possibilité de réformer la Politique vers un concept de *quality care*. Par possibilité, il entend qu'une telle réorientation de la Politique ne fera pas remonter le taux de fécondité, priorité numéro un⁹²⁴.

L'application du concept de *quality care* nécessite une double réorientation. Premièrement il convient d'intégrer la planification des naissances dans le

⁹¹⁴ McIntosh A. C. & Finkle J. L., juin 1995, op. cit., pg. 227

⁹¹⁵ Peng P., 6 sept. 1994, op. cit., pg. 6

⁹¹⁶ Cf. Site des Nations Unies au sujet de la Conférence Internationale pour la population et le développement.

⁹¹⁷ Tarnoff C., *Population and development : the 1994 Cairo Conference*, 25 août 1994, CRS Report for Congress, pg. 2

⁹¹⁸ Statement by a Chinese official : *accomplishments of China's family planning policy*, juin. 1993, op. cit., Population and development review, pg. 401

⁹¹⁹ Statement by a Chinese official : *accomplishments of China's family planning policy*, juin. 1993, op. cit., pg. 401

⁹²⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 51

⁹²¹ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 19

⁹²² Peng P., 6 sept. 1994, op. cit., pg. 7

⁹²³ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 403

⁹²⁴ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 19

développement économique et social et d'aborder les questions de population de manière compréhensive. Le but consiste à « aider les masses à améliorer leur niveau de vie avec moins de naissances »⁹²⁵. Deuxièmement, il faut dorénavant s'appuyer sur des incitations plutôt que sur des contraintes, c'est à dire qu'il s'agit de recentrer la Politique sur les besoins du « client »⁹²⁶. Le but consiste à permettre à ce « client » de choisir librement sa méthode contraceptive et de recevoir les soins de santé reproductrice dont il/elle a besoin⁹²⁷. Cela implique une amélioration de l'information, de la communication et de l'"éducation", afin que le « client » puisse faire un choix informé⁹²⁸. Zhang Erli aimerait, tout comme d'autres cadres ayant interagit avec l'extérieur, lancer une expérience pilote, basée sur un plan occidental, afin de démontrer aux dirigeants le "bien fondé" du concept de soins de qualité ou *quality care*⁹²⁹.

L'opportunité se présente l'année suivante (1995), lorsque se tient une importante rencontre nationale à Chengdu (capitale du Sichuan) qui réunit les principaux responsables du Programme. Peng Peiyun en profite pour militer en faveur des deux réorientations nécessaires à la mise en oeuvre du *quality care*, en arguant que « des soins de qualité amènent à un meilleur contrôle de la population car les masses sont plus volontaires à pratiquer le planning familial, tandis que le management n'est pas assoupli mais fondu en services⁹³⁰ ». Elle semble convaincre Jiang Zemin et une majorité du Parti⁹³¹. En effet, lier la planification des naissances à des programmes bénéfiques pour la population, comme la santé reproductrice ou encore la lutte contre la pauvreté, renforce le lien que la propagande a pour l'instant seule essayé d'introduire dans le raisonnement de la population, à savoir que planification des naissances rime avec une amélioration du niveau et de la qualité de vie⁹³². Comme le rappelle Zhang Yuqin⁹³³ en 1998, combiner « l'amélioration de la santé des femmes, et les soins de santé maternels et infantiles » permet « une plus grande conscience des femmes pour la nécessité du planning familial »⁹³⁴. Par ailleurs, ce n'est pas un hasard si un éminent démographe chinois, Gu Baochang, a été mandaté pour traduire tous les documents de la Conférence du Caire et les distribuer aux principaux dirigeants dès la fin 1995⁹³⁵.

⁹²⁵ China (P. R.), *National family planning program of China (The) : 1995-2000*, 1994 (?), op. cit., State family planning commission, pt. 5. Le terme de "client" n'est évidemment pas approprié car en la circonstance il ne signifie évidemment pas que ce dernier jouisse du choix de ne pas "acheter".

⁹²⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 51

⁹²⁷ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 19

⁹²⁸ Ibid., pg. 20

⁹²⁹ Ibid., pg. 19

⁹³⁰ Junhong Chu, *Quality reorientation of the family planning program in China : some conceptual issues*, déc. 1997, Harvard center for population and development studies, pg. 2

⁹³¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 144

⁹³² Ibid., pg. 143

⁹³³ Vice ministre de la Commission nationale de planning familial de la R. P. C., cf. Zhang Yuqin, *New progress made in promoting quality of care in China's reproductive health and family planning services since ICPD*, 8 nov. 1998, Cairo, pg. 5

⁹³⁴ Zhang Yuqin, 8 nov. 1998, op. cit., pg. 5

⁹³⁵ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 19

La même année est lancé le « projet pilote de quality of care »⁹³⁶, sous la direction de Zhang Erli⁹³⁷. Il n'est pris aucun risque : les régions sélectionnées par la Commission étatique de planning familial (6 counties ruraux et 5 districts urbains) comptent parmi les plus avancées dans la transition démographique artificielle à la dengiste⁹³⁸. Rapidement, l'inquiétude initiale se dissipe car les résultats sont prometteurs. Non seulement la fécondité ne remonte pas et poursuit même par endroits sa baisse mais, qui plus est, les nombres de stérilisations et d'échecs de contraception⁹³⁹ ont diminué, à l'instar du taux de masculinité, qui demeure cependant anormal⁹⁴⁰. Quant à la proportion de grossesses hors plan, celle-ci a chuté de 46% durant les 3 années qu'a duré la première série d'expériences⁹⁴¹. Le corollaire de cet assouplissement des méthodes est nécessairement l'accroissement de la satisfaction populaire⁹⁴². Fin 1997, ordre est donc donné de poursuivre et d'étendre les expérimentations⁹⁴³. L'enthousiasme est de mise, et de nombreuses localités se proposent volontairement pour rejoindre les régions pilotes durant les deux années que dure cette seconde vague de tests⁹⁴⁴. Les résultats sont de nouveau positifs, en dépit du fait que ses architectes ont osé inclure des régions rurales relativement pauvres⁹⁴⁵, et la fécondité n'augmente nulle part⁹⁴⁶.

Parallèlement aux régions tests, la Politique évolue de la même manière dans le reste du pays, bien qu'à vitesse plus réduite. Une loi « pour les soins de santé maternels et infantiles » a notamment été passée en octobre 1994⁹⁴⁷. Le Plan national de PN pour 1995-2000 insiste déjà sur l'amélioration des services techniques entourant la mise au monde⁹⁴⁸. Ce programme témoigne aussi du démarrage législatif du double processus de réorientation, en soulignant d'une part la nécessité que le travail de PN soit incorporé à la planification économique et sociale et, d'autre part, l'importance d'un renforcement des « mécanismes d'incitation⁹⁴⁹ ». Ces Documents juridiques aboutissent bel et bien à une amélioration de la santé reproductrice des femmes⁹⁵⁰, dont la protection est enfin devenue, aux yeux des autorités chinoises, une chose sérieuse. En attestent notamment la mortalité

⁹³⁶ Le *quality of care* inclut généralement : la santé reproductrice, la fourniture de contraceptifs, et les trois liens, qui seront abordés plus bas. Cf. State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 7

⁹³⁷ Ibid., pg. 1

⁹³⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 150 ; State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 1

⁹³⁹ Ces échecs sont souvent provoqués en résistance à la Politique. Cf. chap. 3, pg. 65

⁹⁴⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 52 ; State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 3 & *passim*.

⁹⁴¹ Ibid., pg. 8

⁹⁴² Junhong Chu, déc. 1997, op. cit., pg. 2

⁹⁴³ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 19 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 52

⁹⁴⁴ State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 2 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 53

⁹⁴⁵ State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 16 & 17

⁹⁴⁶ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 150

⁹⁴⁷ China (P. R.), *Law on maternal and infant health care*, 27 oct. 1994, op. cit., Legislative affairs commission of the standing committee of the National People's Congress of the People's Republic of China

⁹⁴⁸ China (P. R.), 1994 (?), op. cit., State family planning commission, pt. 21

⁹⁴⁹ Ibid., pt. 5

⁹⁵⁰ Cela ne va pas de soit en R. P. C., il suffit de se souvenir que le fameux Document 7 de 1984 interdisait lui aussi la coercition. Cf. chap. 2, pg. 8

maternelle et le nombre de stérilisations, qui diminuent de manière prononcée, comme l'on peut l'observer dans les figures 16 et 17, ci-dessous⁹⁵¹. Le plan national de PN précise en outre que de la « publicité visant des audiences étrangères doit être lancée au moyen de divers médias afin de familiariser la communauté internationale aux réussites de la Chine et à son expérience dans la conduite de la planification familiale et la coordination de la croissance de la population avec le développement socio-économique, les ressources, et l'environnement »⁹⁵².

Figure 17. - Evolution du nombre total d'opérations de stérilisation : 1971-2001⁹⁵³

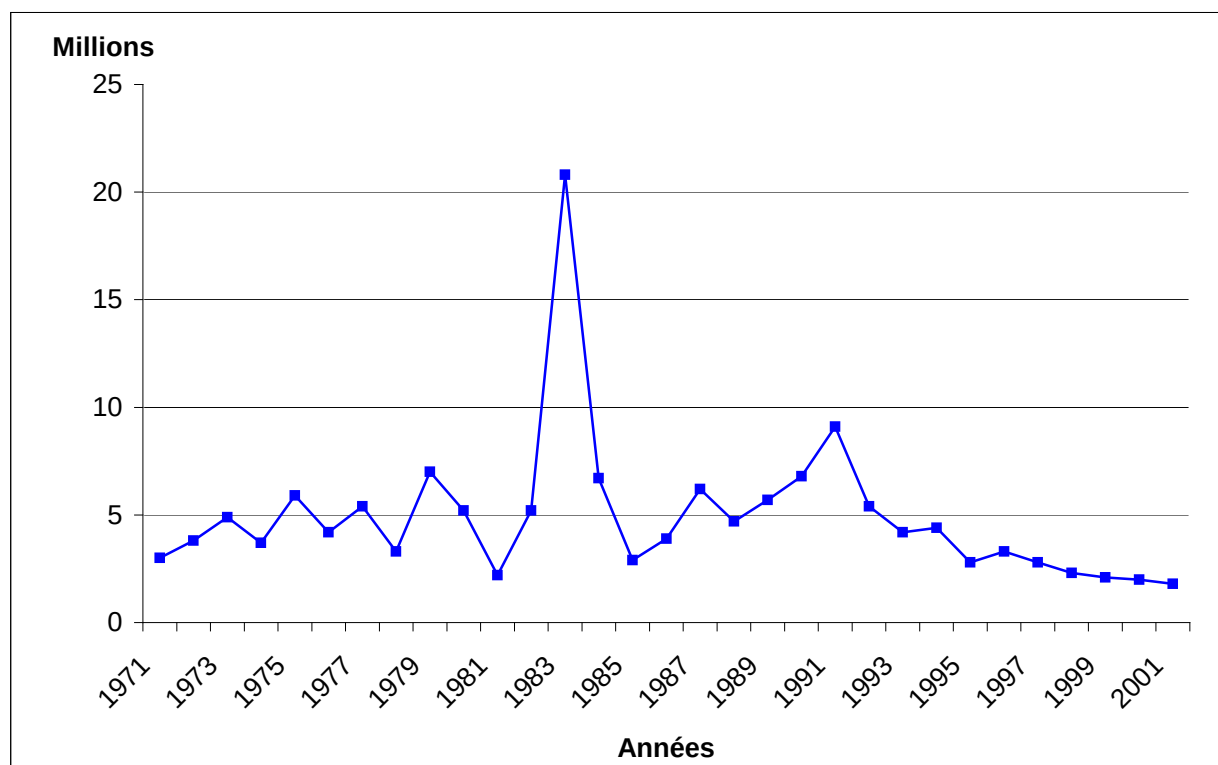


Figure créée à partir de données tirées de : Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 257

Le gouvernement, soulagé d'avoir « trouvé » la quadrature du cercle, c'est à dire le moyen de faire diminuer les critiques internationales et augmenter la satisfaction

⁹⁵¹ Il est bien sûr normal que la figure 17 indique une baisse pour les 2-3 années en aval de 1991, cela n'indique pas forcément autre chose que la fin de la campagne. Par contre, l'on remarque que cette baisse s'arrête en 1993 lorsque la tendance s'inverse et la courbe remonte légèrement entre 1993 et 1994. La baisse se poursuit ensuite et non seulement d'une manière prolongée mais aussi lisse, ce qui est tout à fait nouveau. Dans le même temps, le nombre de stérilisations descend à des niveaux jamais atteints. J'ignore les années 1981 et 1985, qui ne sont pas comparables. La première car la Politique est encore en train de se mettre en place dans de nombreuses régions et il y a encore une confiance que les masses seront volontaires, ce qui se traduit par une absence de campagnes. La seconde est aussi trompeuse car un nombre très important de femmes a été stérilisé en 1983 et 1984. S'agissant de la figure 18, je suis surpris que la mortalité infantile augmente en ville entre 1999 et 2002 (au moins). Cela est peut être à attribuer à un problème de statistiques.

⁹⁵² China (P. R.), 1994 (?), op. cit., State family planning commission, pt. 40

⁹⁵³ La courbe de ce graphique ne donne qu'une approximation de l'intensité de l'application de la Politique. Sa précision pourrait être améliorée en pondérant ces chiffres pour tenir compte de l'évolution annuelle de la taille de la population fertile, qui dépend de la composition de la pyramide de population ; de la taille de la population totale ; ainsi que de la proportion de personnes en âge de procréer qui à déjà été stérilisée.

populaire tout en stabilisant la fécondité au bas niveau record de 1992, organise un symposium, qui se tient en 1999 à Pékin⁹⁵⁴. Il s'agit avant tout d'améliorer l'image de la Politique en montrant que le gouvernement soutient les réformes issues du plan d'action adopté au Caire, mais au-delà, de recueillir des conseils de démographes occidentaux sur les améliorations à apporter au programme, dans une optique de propagation et d'approfondissement des réformes. En effet, le gouvernement souhaite qu'à l'horizon 2010 le *quality care* s'étende à tout le pays⁹⁵⁵. Cela nécessite notamment une démocratisation de l'accès aux soins médicaux de base⁹⁵⁶, ce qui n'est pas une mince affaire. Au cours de cette réunion de spécialistes, Judith Bruce⁹⁵⁷ propose à Zhang Weiqin de considérer les conséquences d'une levée de la Politique, sans obtenir de réponse car le gouvernement, malgré les résultats des expériences qui font apparaître le caractère à peu près stable de la fécondité à un niveau de non-renouvellement des générations, n'est encore prêt qu'à considérer des réformes, certainement pas un abandon⁹⁵⁸.

Figure 18. - Taux de mortalité maternelle en R. P. Chine : 1994-2002⁹⁵⁹

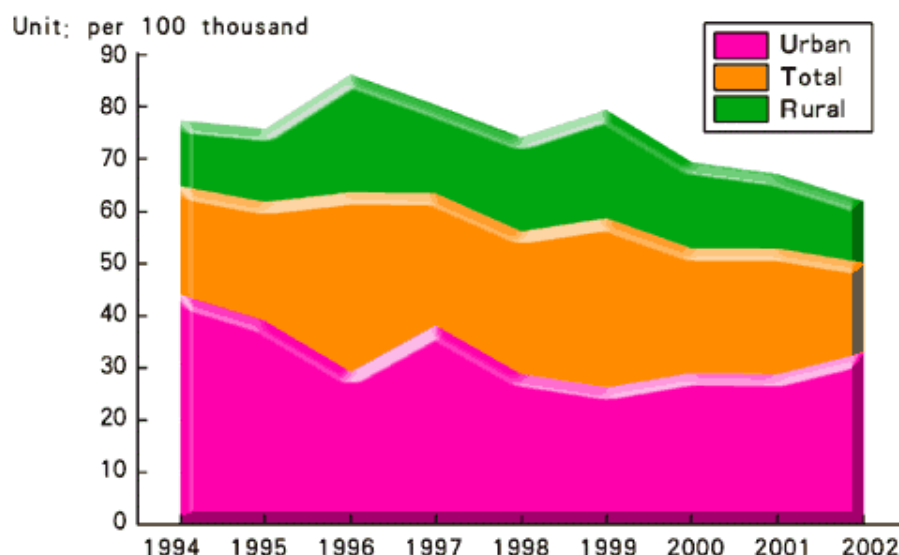


Figure tirée de : China P. R., *Main achievements of population and family planning program of China*, 2004 (?), National Population and Family Planning Commission

⁹⁵⁴ Ibid.

⁹⁵⁵ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 391

⁹⁵⁶ Tan L., Cf. Attané I., 2002, op. cit., pg. 341 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 52

⁹⁵⁷ Directrice du *gender, family and development program* au sein de la division des programmes internationaux au Population Council, cf. State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 4

⁹⁵⁸ Ibid., pg. 36

⁹⁵⁹ Ces chiffres sont fournis par le gouvernement, et ils comportent l'inconvénient de ne pas être vérifiables indépendamment. Or, les statistiques chinoises en matière de mortalité maternelle ont considérablement sous-estimé la réalité avant 1989. Il semble que les données publiées par la suite, qui font un bond (indiquant un rattrapage) puis une baisse constante, soient « plus vraisemblables ». Cf. Tan L., Cf. Attané I., 2002, op. cit., pg. 352. A ma connaissance, personne ne conteste la constance de la baisse opérée depuis 1994.

B. Bilan en 1999

L'intérêt des autorités vise principalement les problèmes rencontrés par les zones rurales et moins développées, car l'extension de l'application du programme à tout le pays nécessite de surmonter les obstacles inhérents au retard de ces régions qui rassemblent, en cette fin de 20^{ème} siècle, environ les deux tiers de la population totale⁹⁶⁰. Les programmes comportent généralement un slogan qui associe PN et amélioration du niveau de vie, tel que « moins de naissance, une richesse rapide »⁹⁶¹. Les avancées du programme sont substantielles, de sorte qu'au Symposium, plusieurs personnes travaillant dans la démographie du tiers-monde sont présentes, dont Saroj Pachauri⁹⁶². Mme Pachauri explique en effet que « les pays d'Asie du Sud et du Sud Est ont beaucoup à apprendre de la Chine »⁹⁶³. Toutefois, le chemin à parcourir est encore conséquent car le taux de mortalité maternelle dans les campagnes demeure très important⁹⁶⁴, de même que la mortalité infantile, qui y est trois fois plus élevée qu'en ville⁹⁶⁵.

Les responsables locaux sont d'avis que le succès des réformes dépend de trois facteurs principaux. Premièrement, les cadres doivent avoir une forte conscience des concepts et des principes régissant le *quality care*⁹⁶⁶. De ce point de vue, Susan Greenhalgh a soulevé un problème de traduction : en mandarin, le concept de *quality of care* perd l'accent sur le mot *care* (soins)⁹⁶⁷. En outre, cela nécessite donc non seulement une meilleure formation des cadres, mais aussi un nouveau système d'évaluation du travail de ces derniers, car l'ancien ne mesure que le succès quantitatif ou, plus exactement, quotatitatif⁹⁶⁸. Deuxièmement, de mettre en place un *bon* réseau de planning familial et de santé reproductive. C'est un défi important, sachant que le système de santé rural s'est écroulé dans les années dengistes⁹⁶⁹. Finalement, il convient de s'assurer que le nombre de cadres qualifiés soit suffisant⁹⁷⁰. Joan Kaufman et Junko Sazaki⁹⁷¹ ont toutes deux souligné qu'il est nécessaire de renforcer la coopération au sein de la Commission nationale de planning familial ainsi qu'entre celle-ci et d'autres institutions⁹⁷². Toutes ces difficultés supposent des coûts importants, de sorte que le problème récurrent n'est autre que le manque de fonds, d'autant plus que les réformes ont fait diminuer les recettes

⁹⁶⁰ Li J., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 271

⁹⁶¹ State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 18

⁹⁶² Directrice régionale du programme pour l'Asie du Sud et du Sud Est au Population Council. Cf. Ibid., pg. 19

⁹⁶³ Ibid., pg. 35

⁹⁶⁴ En 1995, la différence entre régions rurales et urbaines va du simple au double (76 contre 39 pour 100'000 naissances vivantes). Voir : Attané I., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 372

⁹⁶⁵ Ces chiffres sont pour 1996. Cf. Ibid., pg. 372

⁹⁶⁶ Le chapitre 3 a montré que les cadres locaux tendent à ne faire attention qu'aux quotas, c'est à dire ce sur quoi ils sont évalués. Cf. chap. 3, pg. 50. C'est pourquoi les réformes n'imposent pas de quotas en dessous du niveau du county. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 96

⁹⁶⁷ En pinyin : *youzhi fuwu* ; Cf. Ibid., pg. 34

⁹⁶⁸ Ce que recommande Joan Kaufman, qui dirige le programme de santé reproductive à la Fondation Ford, à Pékin. Cf. Ibid., pg. 35

⁹⁶⁹ Cf. chap 4, pg. 71

⁹⁷⁰ State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 18

⁹⁷¹ Deputy representative au bureau du FNUAP de Pékin. Cf. Ibid., pg. 31

⁹⁷² Ibid., pg. 30

locales tandis que les dépenses étatiques ont-elles aussi décrues, alors qu'il est essentiel de reconstruire le réseau de santé rural⁹⁷³.

C. Qui dit santé de la reproduction ne dit pas forcément eugénisme

En Chine (comme en Asie), l'eugénisme n'est pas tabou (le gouvernement l'accepte ouvertement, jusqu'en 1994)⁹⁷⁴. Il demeure surprenant qu'en pleine vague de critiques visant la Politique, au moment même où Peng Peiyun cherche un moyen pour améliorer son image vis-à-vis de l'Occident, que la Chine veuille faire passer une loi clairement eugéniste⁹⁷⁵. Comme les réunions de préparation en vue de la Conférence du Caire débutent en 1991, je pense que le gouvernement chinois a identifié l'eugénisme comme un moyen efficace et bon marché d'améliorer la santé reproductrice, sans se rendre compte que ce paradigme, pour les Occidentaux, appelle à de toutes autres mesures. Le lien entre eugénisme et santé reproductrice est tout l'inverse en Occident : le premier est tabou tandis que le second est encouragé. Cependant, en novembre 1993, un projet de loi pour « l'eugénisme et la protection de la santé » est présenté au Congrès National du Peuple. La justification de la loi est particulièrement instructive : il s'agit de « prévenir ou réduire le nombre de naissance d'enfants profondément malades ou handicapés, améliorer la qualité de la population chinoise et protéger *la santé des femmes et des enfants* »⁹⁷⁶. La loi était aussi censée aider à lutter contre les maladies vénériennes⁹⁷⁷. Les protestations internationales ont eu partiellement raison de ce projet (plus au niveau de l'explicite que de l'implicite), et la loi a promptement été renommée loi pour « la santé maternelle et infantile »⁹⁷⁸, c'est à dire que le projet eugéniste devint la loi chinoise en matière de santé reproductrice. Encore aujourd'hui, cette loi conserve, dans l'essentiel mais plus subtilement, ses bases eugénistes⁹⁷⁹.

IV. - Approfondissement et généralisation des réformes

A. Du point de vue législatif et politique

L'année 2000 confirme que le mouvement de réformes ne comporte pas d'impact "négatif" sur la fécondité : l'objectif fixé au début du plan quinquennal est largement atteint⁹⁸⁰. C'est l'année 2001⁹⁸¹ qui sera certainement, dans le futur, considérée comme centrale par les démographes de la Chine. Tout d'abord parce que Jiang Zemin ordonne la reconstruction du système de santé rural, qu'il définit comme un

⁹⁷³ Cf. Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 405 & 406 ; State family planning commission of China (éd.), 17-19 nov. 1999, op. cit., pg. 17

⁹⁷⁴ Cf. chap. 2, pg. 44

⁹⁷⁵ Ibid., pg. 44

⁹⁷⁶ Johnson L. & Epstein E., 1997, op. cit., pg. 203

⁹⁷⁷ Ibid., pg. 204

⁹⁷⁸ China (P. R.) Law on maternal and infant health care, 27 oct. 1994, op. cit. ; chap. 2, pg. 45

⁹⁷⁹ Cf. Ibid., pg. 45

⁹⁸⁰ Cf. chap. 2, partie III.

⁹⁸¹ Cela est normal car c'est en 2001 que commence le premier plan quinquennal qui peut bénéficier des apprentissages des projets pilotes.

objectif « prioritaire »⁹⁸². L'on comprend l'urgence lorsque 70% de la population (en gros, les ruraux) ne totalise que 20% des dépenses médicales⁹⁸³. L'instruction du gouvernement stipule par ailleurs que tout le personnel médical doit posséder un diplôme attestant sa qualification⁹⁸⁴. La planification des naissances, qui longtemps constitua l'unique politique nationale sans loi nationale, s'en dote d'une en 2001 avec la publication de la première "loi nationale de planification des naissances"⁹⁸⁵. Le but est de légaliser le planning familial et, ce faisant, de légitimer l'application de la Politique de l'enfant unique, particulièrement dans un environnement qui s'éloigne de la gouvernance par plan du Parti, pour s'orienter vers la *rule by law* (à défaut de la *rule of law*)⁹⁸⁶. Les éléments allant le plus loin dans la réforme de *quality care* sont cependant à aller chercher ailleurs, dans un document légal s'intitulant « Méthodes pour administrer des services techniques de planning familial »⁹⁸⁷.

Ces deux documents permettent d'appliquer les réformes à l'ensemble du pays. La loi prévoit notamment : « que le développement de la planification de la population et des naissances soient mutuellement liés à l'accroissement des opportunités pour les femmes dans l'éducation et l'emploi, à l'amélioration de la santé des femmes, et au rehaussement de leur statut »⁹⁸⁸ ; la coopération entre différents départements⁹⁸⁹ ; d'encourager la recherche et la coopération internationale⁹⁹⁰ ; que la contraception soit la principale méthode de la planification familiale et que le choix soit *informé*⁹⁹¹ ; des soins de base gratuits pour tous les couples en âge de procréer qui pratiquent la planification des naissances⁹⁹² ; le traitement prioritaire des ruraux qui pratique la PN s'agissant des aides contre la pauvreté⁹⁹³ ; l'établissement d'un système pour les soins avant, pendant et après les grossesses⁹⁹⁴. Le second Document prévoit quant à lui que tous les résidents ruraux soient gratuitement fournis en contraceptifs et en « services techniques de contrôles des naissances »⁹⁹⁵ ; le ministère de la santé publique et d'autres départements affiliés coopèrent avec les autorités de PN⁹⁹⁶ ; tous les services de planning familial et de contraception doivent être sûrs et efficaces⁹⁹⁷ ; tout examen, opération et autre « traitement spécial » requiert au

⁹⁸² Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 407

⁹⁸³ *China polishes medical services in the countryside*, 04 nov. 2001, People's daily online

⁹⁸⁴ Ibid.

⁹⁸⁵ *China (P.R) Law on population and birth planning*, sept. 2002, Population and development review

⁹⁸⁶ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 380. Pour de plus amples détails sur les difficultés qu'a comporté la rédaction de ce Document, cf. chap. 2, pg. 41.

⁹⁸⁷ China P. R., State council, *methods for administration of family planning technical services*, 01 oct. 2001, China population today. Susan Greenhalgh est d'avis qu'il aurait été plus difficile d'inclure ces éléments « très » progressistes dans la loi. En effet, celle-ci aurait dû passer la rampe du Congrès du Peuple, qui était alors dirigé par Li Peng, un conservateur. Le document des services techniques, quant à lui, doit recevoir l'aval du Conseil d'Etat, que dirige Zhu Rongji, un réformateur. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 151

⁹⁸⁸ *China (P.R) Law on population and birth planning*, sept. 2002, op. cit., art. 3

⁹⁸⁹ Ibid., art. 7

⁹⁹⁰ Ibid., art. 16

⁹⁹¹ Ibid., art. 19

⁹⁹² Ibid., art. 21

⁹⁹³ Ibid., art. 28

⁹⁹⁴ Ibid., art. 30

⁹⁹⁵ China P. R., State council, 01 oct. 2001, op. cit., art. 3

⁹⁹⁶ Ibid., art. 4

⁹⁹⁷ Ibid., art. 10

préalable l'accord du patient dont il faut assurer la sécurité⁹⁹⁸. Par ailleurs, la *Birth Planning Association* va désormais se concentrer davantage sur les couples non mariés, dont les besoins en terme de santé reproductrice ont été largement ignorés jusqu'à présent⁹⁹⁹ et dont les taux de maladies sexuellement transmissibles ont explosé depuis la fin des années 1980¹⁰⁰⁰.

B. Du point de vue de l'application

En 2002, la Commission étatique de PN lance 100 « quality advanced counties », à raison de deux à trois dans chaque province. Dans les régions de l'est, les réformes se poursuivent et se tournent désormais vers les migrants, afin de lutter contre le VIH/SIDA¹⁰⁰¹. Par ailleurs, de nouveaux standards d'évaluation, qui tiennent davantage compte de paramètres sociaux et de l'avis de la population, sont introduits dans ces 100 counties. Des critères comme une masculinité basse et la protection des droits du client entrent en ligne de compte, aux côtés bien sûr de l'indice quantitatif, et inexorablement prioritaire, de la fécondité¹⁰⁰².

C. Sinisation et « communicisation » des emprunts à l'Occident

Le ton est donné dès 1994 : la Planification des naissances doit « avoir des caractéristiques chinoises »¹⁰⁰³ et être intégrée à « une culture socialiste »¹⁰⁰⁴. Il n'est évidemment pas question d'avoir l'air de prendre des leçons à l'Occident. S'agissant de culture chinoise, le gouvernement souhaite davantage de recherches en médecine traditionnelle afin de trouver de nouveaux moyens de « contrôle des naissances » qui soient domestiques¹⁰⁰⁵. Ce recours à des méthodes proprement chinoises n'est pas nouveau ; il remonte à 1956 au moins. Le nationalisme mène parfois à des résultats comiques, dont l'un mérite d'être conté : lors du lancement de la première campagne de limitation des naissances¹⁰⁰⁶, le gouvernement avait, en partie pour des raisons de coût, popularisé au niveau national la méthode de contraception longue (5 ans) d'un député herboriste. Celui-ci préconisait l'ingestion de 14 têtards vivants le troisième jour suivant les règles puis de 10 le lendemain. Les journaux furent enthousiastes et entrèrent dans une "surenchère" en conseillant bientôt d'ingurgiter des centaines de têtards. La méthode est rapidement abandonnée (2 ans plus tard) car elle se révèle non seulement inefficace mais posant des risques de parasitose importants¹⁰⁰⁷.

Il est aussi nécessaire de « socialiser » les concepts importés. Le programme national pour 1995-2000 insiste même, ce qui est très surprenant, sur le fait qu'il faut

⁹⁹⁸ Ibid., art. 14

⁹⁹⁹ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 402

¹⁰⁰⁰ International family planning perspectives, *STD rates soar in China : three in four cases are among the unmarried*, sept. 2000, International family planning perspectives, pg. 1 & passim.

¹⁰⁰¹ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 24

¹⁰⁰² Ibid., pg. 43

¹⁰⁰³ China (P. R.), 1994 (?), op. cit., pt. 4

¹⁰⁰⁴ Ibid., pt. 5

¹⁰⁰⁵ Ibid., pt. 19

¹⁰⁰⁶ Cf. chap. 1, pg. 11

¹⁰⁰⁷ Blayo Y., 1997, op. cit., pg. 147

« étudier les théories Marxistes de la population »¹⁰⁰⁸. L'état recycle aussi le concept communiste classique en soulignant que les réformes vont dans l'intérêt de la majorité¹⁰⁰⁹. Comme la Chine d'aujourd'hui n'est plus tout à fait communiste, le Parti insiste en parallèle sur l'enrichissement, c'est à dire l'idéologie dengiste. La planification des naissances est dans la foulée rapidement liée à trois buts collatéraux, ce que les chinois nomme les *trois liens*¹⁰¹⁰ et qui devient un slogan majeur de la période post-Caire¹⁰¹¹. Le premier lien est le développement de l'économie villageoise. Le second consiste à aider les paysans à parvenir à un niveau de vie « modestement confortable »¹⁰¹². Le troisième est de construire des familles heureuses et « civilisées »¹⁰¹³.

Vers 2001, un nouveau mot apparaît pour justifier la continuité de la politique de l'enfant unique : l'harmonie, qu'il s'agit de renforcer tout azimuts, notamment entre « les hommes et la nature »¹⁰¹⁴. C'est donc un syncrétisme original de développement durable et de vocabulaire confucéen¹⁰¹⁵.

D. Les organisations internationales permettent-elles d'introduire plus d'humanité dans la Politique ?

Cette question, dont la réponse peut sembler aller de soi, fait au contraire l'objet d'un vif débat, qui dure depuis plusieurs décennies et qui refait régulièrement surface. Le sujet est vaste, mais l'espace manque pour lui rendre justice. Je vais traiter la question en deux temps, premièrement en apportant un éclairage et une opinion (personnelle) quant au débat, puis en donnant un bref aperçu de deux des principales organisations qui oeuvrent pour le bien des populations, en l'occurrence chinoises.

¹⁰⁰⁸ China (P. R.), 1994 (?), op. cit., State family planning commission, pt. 36. Cela sonne très creux car Marx disait justement que la surpopulation est un problème créé par le système capitaliste. Mais le Parti « Communiste » chinois n'en est pas à une contradiction près, car en fin de compte, la Politique de l'enfant unique est profondément malthusienne, et relève donc d'une pensée que Marx qualifierait de « bourgeoise ». Cf. Gimenez Martha E., 1973, op. cit., Journal of the institute for development research, pg. 2

¹⁰⁰⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 155

¹⁰¹⁰ En pinyin : *san jiehe*

¹⁰¹¹ Les *trois liens* sont décidés à la Conférence de Chengdu, en octobre 1995. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 173

¹⁰¹² Terminologie officielle : *xiaokang*, littéralement : modeste bien être.

¹⁰¹³ Le mot « civilisé » ne signifie pas tant que le Parti considère que ces familles sont sauvages. Il s'agit d'une traduction malheureuse mais néanmoins officielle. En pinyin ; *wenming*. En Chine, les *danwei* modèles arborent fièrement au dessus de leur porte des plaques où il est inscrit « civilized unit », ce qui amuse beaucoup les étrangers. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 143 ; Cf. Site web de Beijing information

¹⁰¹⁴ Zhang W., *Speech at the 5th Asian and Pacific population conference*, 16 déc. 2002, State family planning commission of China, pg. 1 ; *Chinese government [2001] White Paper on population in China*, juil. 2001, Information office of the state council, pt. 1 ; *Program of action for sustainable development in China in the early 21st Century*, 26 juillet 2003, China daily, pg. 3, 5 & 7

¹⁰¹⁵ Ces dernières années, le gouvernement chinois reprend Confucius, et notamment son paradigme harmonique, afin de combler le vide idéologique d'un Parti qui se nomme encore communiste. Pékin est même allé jusqu'à rétablir le "féodal" culte à Confucius, en 2005. Cf. Robertson B. & Liu M., *Can the sage save China ? Beijing is hoping a return to Confucian values will help quell growing dissent, and inspire new loyalty*, 20 mars 2006, Newsweek international

Certaines organisations, dont notamment le Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP) en français), ont été très critiquées pour avoir collaboré à un programme démographique qui repose, en dernier ressort du moins, sur la coercition. Le Congrès états-unien s'est souvent illustré dans ce type d'attaque, et ce récemment encore¹⁰¹⁶. Nonobstant que cela ne concerne que les Chinois qui d'ailleurs n'ont pas l'hypocrisie d'aller critiquer les Etats-Unis en matière de droit de l'homme¹⁰¹⁷, la critique est elle-justifiée ? Il est clair que toutes les organisations internationales qui participent à la Politique « aident » cette dernière, au sens où elles agissent de concert avec l'état. Cependant, les accusations des Etats-Unis vont plus loin et visent tout particulièrement le FNUAP, qui serait complice du gouvernement chinois et cacherait des abus graves¹⁰¹⁸. D'après Susan Greenhalgh et Edwin A. Winckler, le rôle de le FNUAP (et des organisations internationales dans son ensemble) fut au contraire positif. Dans les années 1990, le Fond a, à titre d'exemple, fait pression sur la Chine pour qu'elle utilise une approche plus volontaire et orientée vers la santé, allant jusqu'à conditionner le lancement d'un cycle de projets à ce changement¹⁰¹⁹. Ce n'est autre d'ailleurs que Nafis Sadik¹⁰²⁰ qui, en 1993, demande en privé à Peng Peiyun de lancer des expériences utilisant des méthodes moins coercitives¹⁰²¹. Joan Kaufman, Zhang E. et Xie Z. sont aussi d'avis que le FNUAP a exercé une pression qui s'est certainement révélée bénéfique s'agissant des droits de l'homme¹⁰²². D'après Peng Peiyun enfin, le FNUAP « fournit un canal important pour faciliter le dialogue et la communication entre la Chine et la communauté internationale dans la population, la planification des naissances et la santé reproductrice ». De plus, de son avis, l'aide du FNUAP « amène à la Chine de nouveaux concepts, expériences, et technologies du reste du monde dans ce domaine »¹⁰²³. Les organisations internationales ont dans leur ensemble opté pour la collaboration, afin de changer la Politique de l'intérieur, plutôt que le boycott, car cette dernière mesure n'aurait certainement pas eu pour effet d'adoucir l'application de la PN. Les félicitations qu'adressent régulièrement ces organisations à la Chine dans les années 1990 pour l'avancée des réformes de la mise en œuvre de la Politique¹⁰²⁴, bien que le programme demeure effectivement coercitif, conviennent d'être interprétées sous cet angle plutôt que comme un signe d'une complicité. En fin de compte, les critiques états-uniennes sont probablement avant tout motivées par une volonté de ne plus avoir à financer ce Fond (qui relève des Nations Unies),

¹⁰¹⁶ United States Congress, 23 sept 2002, op. cit., Congressional-executive commission on China, pg. 11 & *passim*.

¹⁰¹⁷ Cela n'est pas tout à fait exact. La Chine s'y est mise à son tour. En 2004, le Conseil d'Etat à publié un « Procès verbal des Etats Unis en matière de droits de l'homme ». Cf. *Full text of Human Rights Record of the US in 2004*, 3 mars 2005, People's daily

¹⁰¹⁸ Ibid., pg. 11

¹⁰¹⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 147

¹⁰²⁰ Directrice exécutive du fond des Nations Unies pour la Population. Cf. United Nations Population Fund, *L'état de la population mondiale 2000, à l'occasion du lancement du rapport sur l'état de la population mondiale en 2000*

¹⁰²¹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg 136

¹⁰²² Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., E , 2006, op. cit., pg. 19

¹⁰²³ Peng P., *Speech at the 2002 international parliamentarian conference on the implementation of the ICPD of action*, 21 nov. 2002, Ottawa, pg. 2

¹⁰²⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 147 (Concernant la International Planned Parenthood Federation) ; Smith C., *No U. S. Support for forced abortion program*, 1999 (?), Subcommittee on international operations and human rights, United States Congress, pg. 3 (Concernant le FNUAP)

mesure que les Etats Unis ont déjà pris de 1985 à 1993¹⁰²⁵ et qu'ils réitèrent à partir de 2002¹⁰²⁶.

Aux côtés du FNUAP, qui est la principale organisation en terme de moyens et d'influence en Chine¹⁰²⁷, il existe une pléiade de structures qui jouent un rôle moins médiatique mais tout aussi important, notamment s'agissant de favoriser la réforme de l'application de la planification des naissances. Ce sont principalement des ONG, de tailles variables. La *Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning* (JOICFP) est l'un des principaux acteurs non-étatiques présent en Chine et sa coopération avec l'Empire du Milieu est la plus ancienne (au niveau bilatéral), remontant à 1984¹⁰²⁸. Cette ONG promeut l'approche intégrée dans le planning familial, en liant l'application de la PN avec la santé maternelle et la prévention de maladies parasitaires, notamment, dix ans avant le Caire¹⁰²⁹. Les localités aidées par cette organisation japonaise, dont les villes de Taicang (Jiangsu) et de Taian (Shandong) sont souvent devenues des modèles en matière de planning familial¹⁰³⁰. L'expérience de Taicang, à titre d'illustration, accumulée depuis l'ouverture d'un centre de services de santé familiale, en 1994, a été depuis reproduite dans de nombreuses autres localités de par le pays¹⁰³¹.

La seconde ONG incontournable est la *International Planned Parenthood Federation* (IPPF) qui, tout comme le FNUAP, a complimenté la Chine pour ses avancées, pour favoriser l'écoute de propositions d'idées alternatives, comme « la déclaration des droits du client »¹⁰³². Elle a permis, au cours des années 1990, le développement des concepts de droits du client, de choix informé et de conseil¹⁰³³. L'ONG a par ailleurs aidé la Birth Planning Association à mettre en place un canal ascendant, afin que les requêtes publiques soient entendues¹⁰³⁴. Cela a permis une certaine surveillance de du respect de la loi dans l'application de la PN et des suggestions provenant réellement du client quant aux améliorations à apporter.

La Chine reconnaît que « le projet d'approche intégrée soutenu par la JOICFP et la IPPF a fortement contribué à la transition dans la manière dont le programme de planning familial est mené »¹⁰³⁵.

¹⁰²⁵ Smith C., 1999 (?), op. cit., Subcommittee on international operations and human rights, United States Congress, pg. 1

¹⁰²⁶ *United Nations Population Fund*, Site de wikipédia, op. cit.

¹⁰²⁷ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 24

¹⁰²⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 147 & Japanese Organisation for International Cooperation in Family Planning, *The Progress of IP Development in China*, déc. 2005, E-news, N° 27

¹⁰²⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 52

¹⁰³⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 147

¹⁰³¹ Kunii's dream awakes with new RH & family care training center in China, déc. 2005, E-news, N° 27

¹⁰³² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 147

¹⁰³³ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., 2006, op. cit., pg. 19

¹⁰³⁴ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 199

¹⁰³⁵ *Progress Since the International Conference on Population and Development*, National population and family planning commission of China

V. - Conclusion

Il est certes un peu tôt pour juger d'un mouvement de réforme qui doit lutter contre une fantastique inertie, à la mesure de la diversité du sous-continent chinois, à peine dix années après la Conférence du Caire et alors que le gouvernement vise lui-même l'horizon 2010. Toutefois, le laps de temps écoulé depuis l'introduction du paradigme de la santé reproductrice en Chine permet tout de même certaines analyses. D'une part, du fait qu'il est possible de juger des caractéristiques du changement en train de s'opérer et de l'autre, car sur la base de ces observations, un certain nombre de conclusions peuvent être tirées.

Comme nous l'avons observé ci-dessus, le concept de santé reproductrice n'est pas resté lettre morte, et l'application de la PN évolue. Fort de ses succès, la Chine souhaite d'ailleurs devenir un modèle pour le Tiers Monde. Elle participe depuis 1997 à un programme nommé *partenaires en population et en développement*, qui a pour but de favoriser les échanges entre pays sous-développés¹⁰³⁶. La santé reproductrice des femmes (et des hommes) nécessite toutefois encore des améliorations conséquentes. Des abus graves de la part de l'administration persistent¹⁰³⁷ mais deviennent, semble-il, plus rares. La plupart des cas relatés émanent de journaux chinois, qui traitent de cadres punis, afin d'utiliser la dissuasion¹⁰³⁸. Le bémol est que ces punitions sont, semble-t-il, appliquées très largement à des cas de corruption et d'amendes abusives, c'est à dire qu'elles sont réservées à des comportements qui font obstacle à la bonne application de la Politique¹⁰³⁹. Je n'ai pas recensé de cas où l'état punit des cadres pour une coercition reflétant un excès de « zèle », et il apparaît effectivement que l'état pardonne particulièrement facilement dans ce domaine¹⁰⁴⁰. La situation des cadres n'est pas pour autant enviable, car leurs rôles sont contradictoires : ils doivent maintenir une basse fécondité tout en tentant de satisfaire le "client".

La Chine est pragmatique, consciente que le seul moyen de préserver la Politique est de la réformer en profondeur. Cependant, la PN est intrinsèquement coercitive et le restera, d'autant que les dirigeants répètent continuellement qu'elle ne sera pas relaxée (les gens ont interprété les documents 7 et 13 de cette manière ce qui a abouti à un regain de fécondité)¹⁰⁴¹. Par ailleurs, les Chinois ont aujourd'hui accès à un plus grand choix de contraceptifs, mais le concept de choix informé ne signifie souvent rien d'autre que le devoir du fournisseur de services de se concentrer sur ce qu'il pense constituer les besoins du client. Les réformateurs étrangers ont une plaisanterie amère pour redéfinir ce concept de choix informé, qui "... signifie que le

¹⁰³⁶ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 404. Le terme de *en voie de développement* est trompeur, car de nombreux pays sous-développés se développent actuellement moins vite que l'Occident. Le terme de *sous-développé* est bien plus exact et moins hypocrite.

¹⁰³⁷ Committee on international relations, house of representatives, hearing before the subcommittee on international operations and human rights, 14 déc. 2004, op. cit., Committee on international relations

¹⁰³⁸ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 192

¹⁰³⁹ Ibid.

¹⁰⁴⁰ Committee on international relations, house of representatives, hearing before the subcommittee on international operations and human rights, 14 déc. 2004, op. cit., Committee on international relations, pg. 68

¹⁰⁴¹ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., E, 2006, op. cit., pg. 20

fournisseur de services choisit tout seul puis informe le client de son choix¹⁰⁴². Par ailleurs, les Chinois ne jouissent toujours pas de la liberté de ne pas utiliser la contraception, ni de déterminer le nombre d'enfant qu'ils souhaitent. En Chine, la planification des naissances restera un devoir¹⁰⁴³. Tant que la Politique existera, le plan d'action du Caire ne pourra être entièrement respecté par la Chine. Celui-ci prévoit en effet, entre autres mesures, que les droits de santé reproductrice passent avant les objectifs démographiques de l'état et que chacun dispose du droit fondamental de choisir le nombre de ses enfants¹⁰⁴⁴.

D'ailleurs, même le respect de la loi par l'état ne garantit pas une protection intégrale de la santé reproductrice de chacun. Premièrement car les droits des gens ne sont pas clairement définis¹⁰⁴⁵. Le Document de 2001 ne fixe pas de limites aux mesures que l'état peut prendre afin de « contrôler la quantité de la population et améliorer la qualité de la population »¹⁰⁴⁶. Cela ne constitue aucunement une négligence involontaire, car le législateur fait preuve d'une grande précision lorsqu'il s'agit de définir les types d'actions qui perturbent l'application de la PN et les condamnations y relatives¹⁰⁴⁷. Par contraste, l'état n'interdit aux cadres de la PN que peu de mesures de coercition susceptibles de permettre d'atteindre les sacro-saints quotas. Par exemple, il n'est pas fait mention d'interdiction de la stérilisation, de l'insertion de DIU ou de l'avortement forcés¹⁰⁴⁸. L'état se réserve donc une marge de manœuvre importante, autant pour tenir compte de l'inertie des pratiques que pour s'assurer contre le risque d'une (improbable) remontée de la fécondité dans les campagnes¹⁰⁴⁹. La priorité demeure l'objectif démographique pour 2010 : rester sous la barre de 1.4 milliards d'habitants¹⁰⁵⁰.

S'agissant d'inertie, l'état est conscient que l'objectif 2010 est ambitieux, car la mise en œuvre des réformes va devenir plus difficile au fur et à mesure qu'elles s'étendent au centre puis à l'ouest du pays (actuellement la plupart des régions pilotes sont à l'est). La difficulté sera accrue car le financement des expériences est du ressort de chaque localité¹⁰⁵¹. Ainsi dans les régions pauvres, là où le nombre d'enfant souhaité est le plus important, l'amélioration du niveau de vie et de la santé reproductrice pour ceux qui pratiquent la PN sera la moins substantielle¹⁰⁵². Le plan quinquennal de 2006-2010 traduit une volonté, que l'état qualifie de « révolutionnaire », de permettre à l'ouest de rattraper son retard sur la côte. Le but est que le niveau de vie y

¹⁰⁴² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 151

¹⁰⁴³ *China (P.R) Law on population and birth planning*, sept. 2002, op. cit., art. 17 & 20

¹⁰⁴⁴ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., E., 2006, op. cit., pg. 25

¹⁰⁴⁵ Winckler E. A., 2002, op. cit., pg. 403

¹⁰⁴⁶ *China (P.R) Law on population and birth planning*, sept. 2002, op. cit., art. 2

¹⁰⁴⁷ United States Congress, 23 sept 2002, op. cit., Congressional-executive commission on China, pg. 16 ; *China (P.R) Law on population and birth planning*, sept. 2002, op. cit., art. 22 ; 36 ; 37 ; 39 ; 40 ; 43

¹⁰⁴⁸ United States Congress, 23 sept 2002, op. cit., Congressional-executive commission on China, pg. 18 ; Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 54

¹⁰⁴⁹ Le désir de fécondité dans les campagnes en 2001 est estimé à 1.79. Cf. Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 228

¹⁰⁵⁰ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 54

¹⁰⁵¹ Kaufman J., Zhang E. & Xie Z., E., 2006, op. cit., pg. 20

¹⁰⁵² Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2001, op. cit., pg. 53

augmente rapidement, permettant aux réformes de s'étendre à un rythme plus rapide que le contexte actuel ne le laisse entrevoir¹⁰⁵³.

Cette obstination témoigne que le paradigme de Pékin est inverse de celui qui prévaut au niveau international depuis Bucarest et surtout le Caire : il est nécessaire de s'assurer une fécondité minimale afin de maximiser la croissance du PNB par habitant, qui à son tour permet une amélioration de la santé, etc. Dans cette optique, il convient de lier pratique de la PN et augmentation du niveau de vie et de la santé, afin que le peuple pense que la pratique de la PN est bénéfique et que l'Occident, quant à lui, observe que les Chinois ont compris depuis le Caire que c'est bien l'amélioration de la santé reproductrice qui produit une baisse de la fécondité stable et respectueuse des droits de l'homme. L'emprunt occidental du *quality care* est, dans cette hypothèse, utilisé comme justification internationale de la poursuite de la PN. A la Conférence du Caire, une nouvelle évolution s'observe bien : les responsables du programme de PN ne justifient plus mais s'opposent sans ambiguïté à la coercition¹⁰⁵⁴, mais ce langage est destiné au public occidental. Il en va de même pour la description de la Loi de PN de 2001, qui décrit cette dernière comme étant destinée à lutter contre la coercition. La loi elle-même contredit ces belles paroles, de même que le discours "domestique", qui ne fait aucune allusion à une évolution vers des méthodes moins brutales mais insiste sur la stabilité¹⁰⁵⁵.

¹⁰⁵³ *New five year plan to see revolutionary changes*, 18 oct. 2005, People's daily, op. cit.

¹⁰⁵⁴ Peng. P., 6 sept. 1994, op. cit., pg. 5

¹⁰⁵⁵ United States Congress, 23 sept 2002, op. cit., Congressional-executive commission on China, pg. 12

Conclusion

Les hésitations du Guide Mao, nous l'avons vu, étaient dues à son idéologie anti-malthusienne fondamentaliste qui le rendait aveugle à la réalité. De temps à autre, elle lui crevait les yeux, ce qui par trois fois a donné lieu à des campagnes, souvent plutôt moins que plus efficaces, à l'exception de la dernière, wan-xi-shao. Il y a néanmoins rupture vers une radicalisation en 1979-1980, un changement de cap qui prend le nom de *politique de l'enfant unique*. Il doit son origine tout d'abord à la mort de Mao, qui permet au pragmatisme de prendre le dessus sur l'idéologie marxiste, fondamentalement pro-nataliste. Pour moi, les motifs de Deng relèvent encore du domaine du débat, car je pense que deux hypothèses sont plausibles. Il est possible qu'il ait été absolument ébloui par le groupe de Song, comme le soutient Susan Greenhalgh. Une seconde hypothèse est que Deng n'aurait aucunement été convaincu, bien qu'il ait toujours prétendu l'être. Selon moi la motivation de Deng fut tout autre : il jugeait que la Politique est un moyen permettant d'accélérer le développement économique du pays, particulièrement en terme de PNB par habitant, le but final des réformes. Dans cette hypothèse, Song et son groupe auraient été l'élément passif : Deng leur aurait demandé de construire une justification pour la Politique, et ces derniers auraient alors profité des caractéristiques des schémas de raisonnement des Chinois pour cela. S'agissant des alternatives à la Politique, il y en avait, et Susan Greenhalgh a montré qu'il aurait été possible d'exploiter davantage le facteur de l'âge au mariage et de l'espacement des naissances. Cela montre, si besoin en était, que l'ignorance de la démographie peut avoir de lourdes conséquences.

L'intervention du sommet avant 2001 s'opère à partir de trois axes : il se charge de fournir le leadership, la légitimation et les directives. L'état est longtemps réticent à rédiger une loi qui cristalliserait la pratique de la PN et, par là, poserait de nombreuses difficultés, ne serait-ce que parce que la Chine est constituée d'environnements socio-économiques très variés. L'on remarque que l'effet pro-nataliste des réformes, malgré les tentatives du gouvernement de le compenser au moyen de divers contrats qui combinent pénalités et incitations, se fait immédiatement sentir au travers de la croissance du taux de fécondité entre 1980 et 1982. Le gouvernement réagit brutalement et l'année 1983 est terrible : la coercition y est si importante que la Politique est devenu intolérable, tant pour les cadres de la PN que pour les masses. Le gouvernement n'a alors d'autre choix que de tenir compte des particularités culturelles et socio-économiques de la Chine rurale, en "paysanisant" la Politique au moyen d'exceptions, pour les filles en particulier. L'année du plan quinquennal suivant, 1986, voit cet assouplissement confirmé, et tant les cadres locaux que les masses interprètent cette évolution comme un signe précurseur d'un abandon de la planification des naissances. En conséquence, le taux de fécondité repart à la hausse. Le processus action-réaction se poursuit : le gouvernement ordonne de nouvelles campagnes, qui se poursuivent jusqu'en 1991. L'année suivante est axiale car l'on commence à percevoir une prise de conscience des conséquences négatives de la Politique de la part des dirigeants. Pékin se rend compte qu'il est essentiel de routiniser l'application, afin d'éviter toute campagne, nécessairement brutale, à l'avenir. En 2001, le gouvernement parvient finalement à concrétiser sa volonté de longue date en créant une loi de PN. La Politique est

désormais légale, et par là regagne la légitimité que l'évolution vers la légalisation de la société lui avait "usurpé".

L'application de la loi n'est pas simplement pratiquée mécaniquement de haut en bas, mais résulte d'une interaction triangulaire entre le peuple, l'état et les cadres locaux. Les cadres du dernier échelon administratif tendent à ne retenir de l'état que le quota qui leur est attribué, qu'ils répartissent comme ils le peuvent et le veulent selon une justice villageoise. Ils falsifient allègrement les statistiques pour compléter le chiffre. La situation de fossé entre familles rurales et objectif de l'état, s'agissant du nombre d'enfants, aboutit à l'inévitable : la majeure partie du "travail" visant à atteindre les objectifs démographiques quantitatifs successifs se fait en période de campagne, à l'aide d'une coercition importante. Les villageois, particulièrement les femmes, ont une peur bleue des agents de la PN qui, combinée à un désir incompatible avec les exigences gouvernementales, produit une résistance massive. Du côté des cadres locaux, ceux-ci contribuent aussi à, plus ou moins passivement, faire obstacle à l'application de la PN. Le déterminant principal du degré de résistance est sans conteste socio-économique, car c'est dans les provinces han de l'intérieur que l'on rencontre la pratique la plus fréquente du phénomène.

En Chine ancienne, en particulier en raison du confucianisme, la femme est perçue comme inférieure à l'homme. Cette vision se renforce avec les réformes, car sous Mao ce trait culturel n'a pas été fondamentalement remis en cause, l'égalité des hommes et des femmes passait par la négation de la féminité de ces dernières. En conséquence, l'imposition d'une basse fécondité dans ce contexte génère une grande souffrance, subie de manière disproportionnée par la moitié féminine du pays. Les quatre opérations (A savoir : ligature des trompes ; stérilisation ; insertion de stérilet ; et avortement) ont été presque exclusivement subies par les femmes. Il en va de même socialement, car les mères sans fils mais d'une, ou pire, de plusieurs filles, et ce surtout à la campagne, ont souvent été stigmatisées et isolées pour ne pas avoir donné naissance au garçon tant désiré. Le fait que l'état ne se donne pas la peine de fournir des bases élémentaires de génétique aux paysans suffit à asseoir la conclusion que l'impact social de la Politique lui importe peu. Dans le plus long terme, la situation s'améliore toutefois, car l'application de la PN aboutit, largement involontairement, à un affaiblissement du système patriarcal, qui permet aux femmes d'approcher l'égalité sexuelle de statut. La diminution du nombre de naissances semble directement et indirectement réduire leur fardeau matériel et améliorer leurs conditions de vie, bien que cela soit débattu. En effet, d'une part la Chine est un état dictatorial (sans vies discordantes) et la propagande associe amélioration du niveau de vie et Politique de l'enfant unique, de sorte que les sondages effectués auprès des paysannes ne sont pas d'une interprétation limpide. D'autre part, les exigences vis-à-vis de l'éducation de l'enfant unique sont extrêmement élevées et incombent très largement à sa mère. Dans les prochaines décennies, le facteur fondamental affectant les femmes sera sans conteste le "mariage squeeze" qui devrait, bien que cela aussi soit quelque peu discuté, parachever l'égalité de statut entre les sexes.

La préférence traditionnelle pour les garçons, signe par ailleurs de la distance sexuelle de statut a, en combinaison avec la Politique (et dans une certaine mesure, avec d'autres facteurs), eu de nombreuses répercussions. Les petites filles en ont été les principales victimes, tant pour l'avortement que l'abandon, la négligence ou l'infanticide. Ces pratiques créent le phénomène de la masculinisation, qui va

s'accroissant. Le développement socio-économique va certainement finir par faire retomber le taux de masculinité, même si le gouvernement n'atteint pas l'objectif qu'il s'est fixé en la matière (2010), car la Chine n'est pas la Corée. Quoi qu'il en soit, comme le décalage entre masculinité et "mariage squeeze" est de 25 ans environ, la Politique de l'enfant unique a d'ores et déjà créé plus d'une génération de *guang guan*. Les conséquences de ces millions d'hommes contraints à demeurer éternellement célibataires ne se verront qu'au fur et à mesure que le marché matrimonial se distord. La Chine a vu sa fécondité baisser particulièrement rapidement, bien que la transition démographique se soit opérée à une vitesse comparable à ses voisins asiatiques. La différence principale tient au fait que la Chine est en passe de rentrer dans une phase de vieillissement rapide alors qu'elle est encore peu développée. Les alternatives que proposait Susan Greenhalgh auraient pu éviter la majeure partie des conséquences énoncées ci-dessus, mais pas le vieillissement rapide d'un pays encore pauvre. L'origine de ce phénomène à venir est à chercher dans l'aveuglement maoïste. Cette période s'achève en 1976 avec la mort de Mao, qui permet enfin une baisse de la tyrannie et le développement de l'économie. Or, la Chine a débuté sa transition démographique dans la seconde moitié des années 1960, car en effet *wan-xi-shao* et la politique de l'enfant unique n'ont, à proprement parler, que poursuivi la tendance, bien que cela se soit opéré artificiellement et donc par la force. Mais le fait demeure que la fécondité diminue déjà à peu près au même moment qu'à Hong Kong, au cours de la décennie 1960¹⁰⁵⁶. Seulement, la Chine est alors l'un des pays les plus pauvres du monde et, qui plus est, a stagné économiquement pendant une quinzaine d'années supplémentaire, tandis que Hong Kong était déjà relativement aisé et en plein boom.

L'important décalage entre amorce de la baisse de la fécondité et croissance économique est une caractéristique de la République Populaire de Chine. La conséquence est que le fardeau des seniors sera plus lourd qu'au Japon, aux Etats Unis ou en Europe, car la Chine sera vieille avant d'être riche. Toutefois, le pays se trouve dans une situation qui est le lot de nombreux autres pays du tiers monde. Le géant Indien offre une comparaison naturelle avec son voisin Chinois ; la proportion de personnes âgées de 60 ans et plus, est projetée à, respectivement et pour 2050, 20.6 et 27.6%¹⁰⁵⁷. Malgré les apparences l'Inde, de même qu'une bonne partie du Tiers Monde, souffrira plus du vieillissement si l'on tient compte des projections actuelles de revenus par habitant, pour 2050, qui atteindra à peine la moitié de ce que gagnera un chinois moyen¹⁰⁵⁸. Le défi qui attend la Chine n'en demeure pas moins de taille car, au vu de l'évolution défavorable aux seniors vers laquelle s'oriente la société de l'Empire du Milieu et le manque de réaction gouvernementale alors que la fenêtre démographique se refermera d'ici moins de dix ans, les aînés ruraux risquent une situation de misère importante.

L'enfant unique, phénomène exceptionnel devenu commun, est une suite de la Politique un peu à part, en ce que les aspects positifs et négatifs de son éventuel impact sont débattus. Ils sont meilleurs académiquement que leurs camarades, cela

¹⁰⁵⁶ Les raisons de cette transition précoce semblent culturelles et liées aux perspectives de mobilité. Cette question est complexe et dépasse le cadre de ce présent travail. Cf. Greenhalgh S., 1988, op. cit.

¹⁰⁵⁷ Voir : Li J., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit. pg. 282 ; United Nations : World Population Prospects ; *World Population Ageing : India*, 2006 (?)

¹⁰⁵⁸ Wilson D. & Purushothaman R, *Dreaming with BRIC's : the path to 2050*, (Goldman Sachs), Global Economics, pg. 9

est certain, bien que la différence ne soit pas importante. Du point de vue psychologique, la question est ardemment contestée, mais il ressort qu'ils sont bien plus proches de leurs voisins, qu'ils soient ruraux ou urbains, qu'ils ne diffèrent de ces derniers.

L'international a joué un rôle important à partir de la décennie 1990. Il est vrai que cette affirmation nécessite une certaine nuance en ce que la Politique de l'enfant unique tire ses racines des théories du Club de Rome. Toutefois, cette influence "originelle" de l'Occident ne fut volontaire que dans la mesure où quelques adeptes des théories club-de-romistes auraient exhorté la Chine à s'engager dans cette voie. La majeure partie de l'influence occidentale, celle qui passe par les grandes institutions, comme l'ONU et l'OMS, ainsi que la population, n'a pas encouragé un virage vers la planification des naissances. L'observation qui prévaut pour la seconde moitié des années 1970 ne tient plus lorsque l'on se penche sur la décennie 1990, où l'Occident influe consciemment et majoritairement en faveur de la réforme du *quality care*, particulièrement à partir des préparatifs à la conférence du Caire, en 1994.

Je pense que l'année 1992 constitue un tournant, car non seulement le contexte international change profondément avec la fin de l'URSS (qui termine la période de bipolarité mondiale) et l'émergence d'un nouveau paradigme démographique au cours des séances de préparation à la Conférence du Caire : la santé reproductrice. Mais le changement de contexte est tout aussi considérable dans la sphère domestique. C'est en 1992 que Deng Xiaoping lance le "socialisme" de marché et que la fécondité tombe pour la première fois en deçà du seuil de renouvellement des générations. La Conférence du Caire (1994) a fourni aux dirigeants le moyen de pallier significativement aux défauts, de leur point de vue, de la Politique, notamment la corruption et l'insatisfaction, tout en améliorant l'image du pays à l'extérieur. C'est alors que débutent les séries d'expériences qui furent jugées satisfaisantes par le gouvernement. L'année 2001 relève elle aussi d'une rupture, car elle marque la confirmation des réformes de la PN et le début du processus de leur généralisation qui, c'est là l'objectif affiché de Pékin, sera achevé en 2010. Nous verrons.

Le plan d'action du Caire ne sera de toute façon pas respecté tant que subsiste la Politique, et tout laisse à penser que les réformes ne sont nullement, pas plus en 1984 qu'aujourd'hui, un signe d'abandon prochain de la planification des naissances. C'est tout le contraire, le gouvernement réforme afin de préserver la Politique et, comme dirait Peng Peiyun, d'augmenter le contrôle sur la population. La motivation à l'origine de la décision du Parti de planifier les naissances est aujourd'hui encore intacte, et c'est là l'obstacle : l'économie passe avant l'humain. L'on peut légitimement s'interroger sur l'utilité de poursuivre la Politique de l'enfant unique alors qu'elle va à l'encontre d'un droit humain fondamental : celui de la reproduction. Par ailleurs, même le paradigme économique du P. C. C. devrait amener le pouvoir de Pékin à abolir cette loi, car le taux de fécondité a chuté à un niveau si faible (aux alentours de 1.5)¹⁰⁵⁹ que les conséquences négatives d'un maintien l'emportent sur l'impact économique (à supposer qu'il y en ait un) d'une faible remontée de la fécondité dans l'éventualité d'un abandon de la Politique. En effet, d'après les enquêtes disponibles la préférence des Chinois, en terme de fécondité, se situerait à

¹⁰⁵⁹ Greenhalgh S. & Winckler E. A., 2005, op. cit., pg. 18

environ 1.7 enfants par femme en 2001 tandis que le taux de fécondité actuel est estimé à 1.55¹⁰⁶⁰. Le différentiel est faible et il est probable que la croissance économique très rapide de ces cinq dernières années, ainsi que l'urbanisation rapide, l'ont encore réduit.

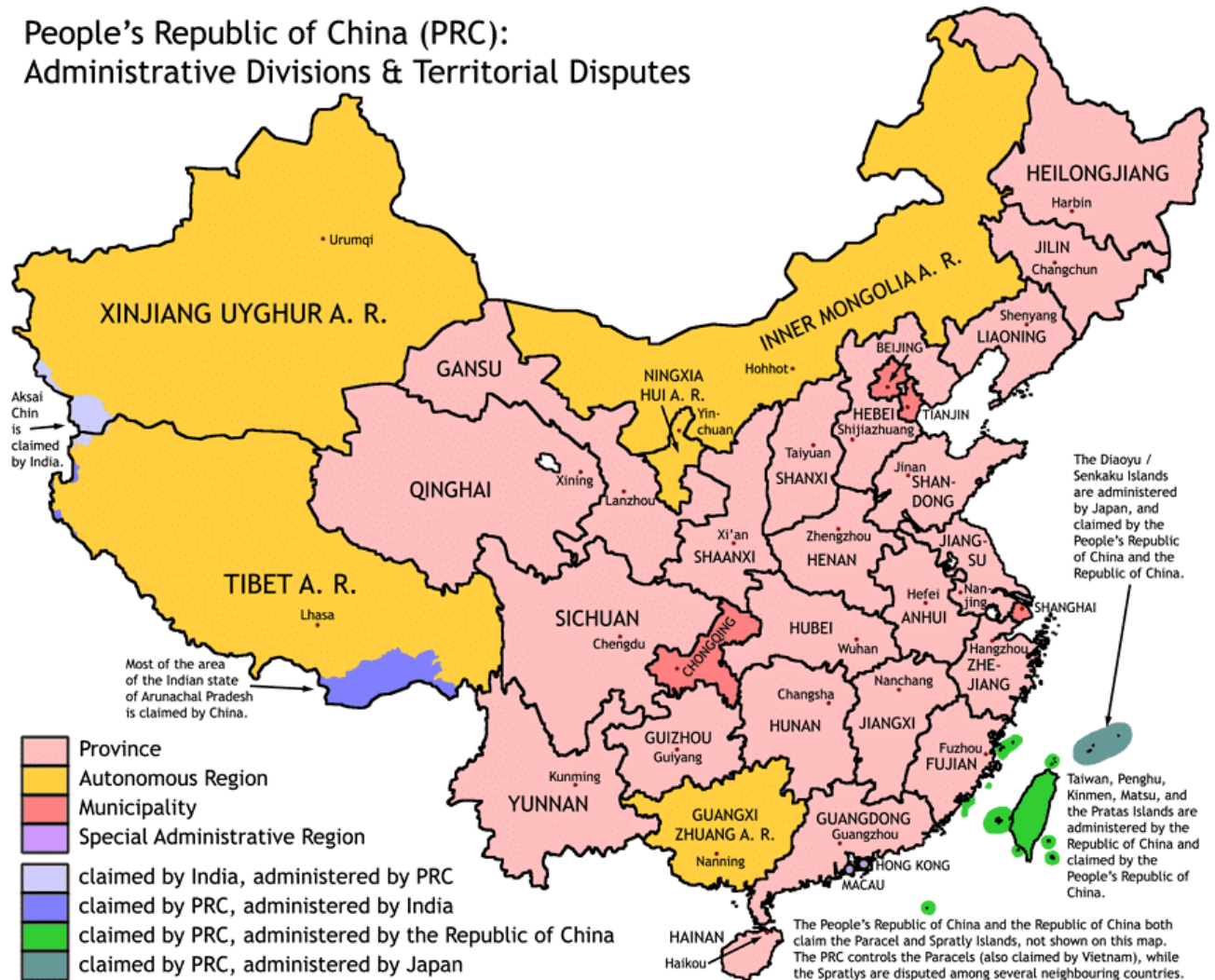
Je reste confiant quant à l'abandon de la Politique dans le moyen terme (Malgré la volonté apparemment inexorable du gouvernement de la maintenir), lorsque les mouvements concomitants de développements socio-économiques et de démocratisation auront raison de ce vestige de pensée dengiste. L'histoire du monde chinois a déjà signalé que telle est la retombée du développement, notamment par le biais de Taiwan, qui achève sa démocratisation au début des années 1990¹⁰⁶¹, (mais aussi de Hong Kong et de Macao).

¹⁰⁶⁰ L'estimation du taux de fécondité effectif est pour l'année 2000. Ibid., pg. 18 & 228

¹⁰⁶¹ *Republic of China*, site de wikipédia, op. cit.

Annexe 1 : Carte provinciale de la Chine

People's Republic of China (PRC):
Administrative Divisions & Territorial Disputes



Annexe 2 : Tableau des principales lois et mesures

Date	Désignation	Détails
1950	Loi sur le mariage	Le Parti réaffirme le principe de l'union par consentement et l'obligation de la monogamie.
1980	Loi sur le mariage	1 ^{er} texte juridique mentionnant l'obligation de pratiquer le Planning Familial.
1982	Constitution	Devoir de Planification des naissances : "le mari comme la femme ont le devoir de pratiquer le Planning Familial", art. 49.
1984	Document 7	Permet aux paysans une seconde naissance lorsque le premier enfant est une fille (Contenu non-publié).
1986	Document 13	Remplace le Document 7, réaffirme la continuation de la Politique de l'enfant unique. Signe de compréhension que c'est le développement économique qui fait diminuer la fécondité (Contenu non-publié).
1994	Loi pour la protection natale et sanitaire des mères et des enfants	A l'origine, une loi fortement eugéniste. Le reste d'ailleurs, mais de manière plus subtile. Témoigne de l'influence de l'international, devenue désormais substantielle (après le Caire).
2001	Loi sur la population et la Planification de Naissance	Première loi nationale, elle a pour but la légitimation de la pratique de la PN qui traduit une volonté de pérenniser la Politique.
2001	Méthodes pour administrer des services techniques de planning familial	Complète la loi de planification des naissances de 2001. Contient les éléments les plus progressistes des réformes.

Sources : Palmer M., 1995, op. cit. ; Attané I., cf. Attané I. (éd), 2002, op. cit., pg. 80 ; Tan L., cf. Attané I. (éd.), 2002, op. cit., pg. 330 ; Engel J. W., 1984, op. cit. ; *China (P. R) law on population and birth planning*, 2002, op. cit. ; Winckler E. A., 2002, op. cit. ; China (P. R.), *Law on maternal and infant health care*, 27 oct. 1994, op. cit., Legislative affairs commission of the standing committee of the National People's Congress of the People's Republic of China ; China P. R. ; State Council ; *Methods for Administration of Family Planning Technical Services* ; 01 Oct. 2001

Annexe 3 : listes des figures, tableaux et carte

Figure 1. - Evolution de la fécondité en Chine, 1950-2000	15
Figure 2. – Projection sur cent ans de la taille de la population chinoise (β= Nombre d'enfants par femme)	19
Figure 3. - Pyramide de la Population de la Chine en 1982	24
Figure 4. - Projections de la taille démographique de la Chine 1985-2050, selon la variante médiane des Nations Unies, la Politique de l'Enfant Unique, et les variantes d'une hypothétique politique d'arrêtez-vous-à-deux, en supposant un intervalle entre les deux naissances de 4 années.	27
Figure 5. - Nombre de femme en âge de grande intensité de mise au monde, 1982-2000. ...	34
Figure 6. - Nombre de stérilisations féminines annuelles dans 4 counties chinois : 1972-1986	58
Figure 7. - Evolution de la fécondité en Chine de 1970 à 2000 (Nombre moyen d'enfants par femme)	67
Figure 8. - Rapport féminin/masculin de stérilisation (1971-2001, au niveau national).....	74
Figure 9. - Pourcentage d'élèves féminins dans les trois niveaux d'éducation, Comté de la Rivière, 1990-2000	79
Figure 10. - Espérance de vie à la naissance en R. P. Chine	82
Figure 11. - Nombre d'hommes en excès à l'âge du mariage (22 ans) en R. P. Chine	84
Figure 12. - Masculinité à la naissance en R. P. Chine (1989-1990) selon le nombre et le sexe des enfants déjà nés	91
Figure 13.- Taux de masculinité à la naissance en R.P. Chine et en Corée du sud 1980-2000	93
Figure 14. - Evolution de la surmortalité infantile des filles :1981-2000 (en %)	94
Figure 15. - Projection de la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus (1990-2050)	102
Figure 16. - Projection du rapport de dépendance global (1960-2050)	103
Figure 17. - Evolution du nombre total d'opérations de stérilisation : 1971-2001	127
Figure 18. - Taux de mortalité maternelle en R. P. Chine : 1994-2002	128
Tableau 1. - Comparaison du déclin de la fécondité entre la Chine et d'autres pays asiatiques	16
Tableau 2. - Recours à la contraception, selon la méthode (en % des couples mariés en âge d'avoir des enfants)	59
Tableau 3. - Pourcentage de femmes chinoises pour qui la politique de l'enfant unique est bénéfique, par province, 1998	81
Tableau 4. - Variations régionales dans la masculinité à la naissance, 2000.....	96
Tableau 5. - Répartition des personnes âgées selon leurs sources de revenus et le milieu de résidence, 1994 (en %).....	105
Carte 1. - Evolution de la masculinité enfantine au cours de la décennie 1990.....	98

Bibliographie

Ouvrages

ATTANE Isabelle ; 2005 ; *Une Chine sans femmes ?* ; Paris ; Perrin

ATTANE Isabelle & VERON Jacques (éd.) ; 2005 ; *Gender Discrimination Among Young Children in Asia* ; Institut Français de Pondicherry ; Centre Population et Développement ; Collections Sciences Sociales ; N°9

ATTANE Isabelle, 2002 ; *La Chine au Seuil du XXIe Siècle : Questions de Population , Questions de Société* ; Paris ; INED

BLAYO Yves ; *Des Politiques Démographiques en Chine* ; 1997 ; Paris ; INED

COLE H. S. D. (éd.) ; *Models of Doom : A Critique of the Limits to Growth* ; 1973 ; Unité de Recherche en Politique Scientifique ; Universe Books.

DIKOTTER Frank ; *Imperfect Conceptions (Medical Knowledge, Birth Defect, and Eugenics in China)* ; Déc.1997 ; Hurst & Company ; Londres

GREENHALGH Susan ; *Governing China's Population : From Leninist to Neoliberal Biopolitics* ; 16 Sept., 2005 ; Press Universitaire de Stanford

HABERLAND N. & Al ; *Responding to Cairo* ; 2002 ; Population Council

HARRIS BOND Michael ; *The Psychology of the Chinese People* ; 1986 ; Presse Universitaire d'Oxford ; Hong Kong

Le Petit Larousse (Illustré) ; 2001 ; Larousse / HER ; Paris

MA Yan (Trad. He Yanping) ; *Le Journal de Ma Yan* ; 2002 ; Ramsay

STOWE ENGLAND Robert ; *Aging China: The Demographic Challenge to China's Economic Prospects* ; 2005 ; Washington Papers & Center For Strategic and International Studies ; N° 182 ; Washington D. C.

Articles

- 1) *Affluent Couples Dodging One-Child Policy* ; China Daily ; 7 Mars 2006
- 2) ATTANE Isabelle ; *Des Enfants Uniques aux Enfants des Rues : Transformation du Statut des Enfants dans la Chine en Transition* ; 2006 (?) ; INED ; Paris
- 3) ATTANE Isabelle ; *Les Défis de la Chine : Moins de Filles, Plus de Personnes Agées* ; Oct. 2005 ; INED ; N°16 ; Pg. 3
- 4) ATTANE Isabelle ; *China's Family Planning Policy: An Overview of Its Past and Future* ; Mar., 2002 ; Pg. 103-113 ; Studies in Family Planning ; Vol. 33, N°1
- 5) ATTANE Isabelle & SUN Minglei ; *Birth Rates and Fertility in China. How Credible are Recent Data?* ; 1999 ; Population : An English Selection ; INED ; Paris
- 6) BANISTER Judith ; *Shortage of Girls in China Today* ; 2004 ; Pg. 19-45 ; Javelin Investments Inc. ; Vol. 21 ; N°1
- 7) BANISTER Judith ; *The Dearth of Girls in China Today : Causes, Consequences, International Comparisons, and Solutions* ; 2003 ; Beijing Javelin Investments
- 8) BANISTER Judith & HARDEE CLEVELAND Karen ; *Fertility Policy and Implementation in China, 1986-88* ; Juil. 1988 ; Pg. 245-286 ; Population and Development Review ; Vol. 14 ; N°2
- 9) BANISTER Judith ; *Population Policy and Trends in China, 1978-1983* ; Déc. 1984 ; Pg 717-741 ; China Quarterly (The) ; N°100
- 10) BEAUMONT Tim ; *The End of the Yellowbrick Road : Ways and Means to the Sustainable Society* ; 1999 ; Living Green ; Cf. <http://www.lifestyle-movement.org.uk/str2/reviews/beaumont.htm> (Consulté en juillet 2006)
- 11) BEZLOVA Antonaeta ; *China : Baby Boom or Bust ?* ; Mars 2006 ; Inter Press Service ; Cf. <http://www.ipsnews.net/news.asp?idnews=32537> (Consulté en juin 2006)
- 12) B. B. C. ; *Parents Urged to Avoid Creating "Little Emperors"* ; 16 Juin 1990 ; Agence Xinhua ; Pékin
- 13) BLAYO Yves ; *Persistance des Problèmes Démographiques en Chine* ; Jan. 1998 ; Bilan Mensuel d'Information ; N°331
- 14) BOLAND Reed ; *Selected Legal Developments In Legal Reproductive Health In 1991* ; juil.-août. 1992 ; Pg. 178-185 : Family Planning Perspectives ; Vol. 24 ; N°4
- 15) BOSSEN Laurel ; *Forty Million Missing Girls : Land, Population Control and Sex Imbalance in Rural China* ; 07 Oct. 2005 ; Université McGill ; Canada
- 16) BRACKETT J. W. ; *The Evolution of Marxist Theories of Population : Marxism Recognizes the Population Problem* ; 1968 ; Pg. 158-173 ; Demography ; Vol. 5 ; N°1
- 17) BRANSON Louise ; *China's Brat Pack, Generation of Only-Children* ; 19 Juin 1988 ; Times (The) ; Londres

- 18) CHAN Kam Wing & YING Hu ; *Urbanization in China in the 1990's : New Definition, Different Series and Revised Trends* ; Oct. 2003 ; Pg. 49-71 ; China Review ; Vol. 3 ; N°2
- 19) CHENG Tiejun & SELDEN Mark ; *The Origins and Social Consequences of China's Hukou System* ; 1994 ; Pg. 644-668 ; China Quarterly (The) ; N° 139
- 20) CHENGZE Simon Fan & HERSCHEL Grossman I. ; *Entrepreneurial Graft in China* ; 3 Mai 2001 ; Pg. B5 ; Providence Journal (The)
- 21) CHENYING Liu (éd.) ; *Mental Health Condition of the Only-Child : A Study of Urban and Rural High School Students in China* ; 2005 ; Pg. 831-845 ; Adolescence ; Vol. 40 ; N° 160
- 22) CHINA DAILY
 - *Affluent Couples Dodging One-Child Policy* ; 03 Juil. 2006 ; ABC
 - *China's Family Planning Policy Helps Prevent 400 Million Births by 2005* ; 03 Mai 2006
 - *China's Urban-Rural Income Gap May Reach the Highest in History* ; 5 Déc. 2005
 - *China to Balance Unbalanced Sex Ratio* ; 15 Juil. 2004
 - *Income Gap Grows Wider in Beijing* ; 22 Fév. 2005
 - *Gender Imbalance not Direct Result of Family Planning* ; 27 Avr. 2006
 - *Measure Urged to Close Income Gap* ; 22 Déc. 2005
 - *Minister : 12.7 Million More Boys Than Girls Under 9* ; 5 Oct. 2004
 - *Party School Journal Warns Against China's Widening Income Gap* ; 21 Sept. 2005
 - *Program of Action for Sustainable Development in China in the Early 21st Century* ; 26 Juil. 2003
- 23) China (P. R) *Law on Population and Birth Planning* ; Sept. 2002 ; Pg. 579-585 ; Population and Development Review ; Vol. 28 ; N°3
- 24) China (P. R.) ; *Law on Maternal and Infant Health Care* ; 27 Oct. 1994 ; Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China ; cf. <http://www.women.org.cn/english/english/laws/09.htm> (Consulté en juillet 2006)
- 25) China (P. R.) ; *National Family Planning Program of China (The) : 1995-2000* ; 1994 (?) ; State Family Planning Commission ; People's Republic of China ; Cf. http://www.unescap.org/esid/psis/population/database/poplaws/law_china/ch_record015.htm ; (Consulté en juillet 2006)
- 26) China P. R. ; *Main Achievements of Population and Family Planning Program of China* ; 2004 (?) ; National Population and Family Planning Commission ; Cf. <http://www.npfpc.gov.cn/en/fpcn01-en.htm> (Consulté en juillet 2006)
- 27) China P. R. ; State Council ; *Methods for Administration of Family Planning Technical Services* ; 01 Oct. 2001 ; China Population Today ; Vol. 18 ; N°3
- 28) *China's Population Policy* ; Déc. 1997 ; Population and Development Review ; Vol. 23, N° 4 ; Population Council ; Pg. 926
- 29) *Chinese Government [1994] White Paper on Family Planning* ; Juin, 1996 ; Pg. 385-390 ; Population and Development Review ; Vol. 22 ; N°2
- 30) *Chinese Government [2001] White Paper on Population in China* ; juil. 2001 ; Information Office of the State Council ; www.sfpc.gov.cn/en/whitepaper.htm (l'accès à cet URL nécessite de passer par le site suivant, qui archive l'internet) www.archive.org

- 31) *Chinese Official (Statement by a) : Accomplishments of China's Family Planning Program* ; Juin. 1993 ; Pg. 399-403 ; Population and Development Review ; Vol. 19 ; N°2
- 32) *Chinese Statements on Population at Bucharest, 1974, and Mexico City, 1984* ; Juin, 1994 ; Pg. 449-459 ; Population and Development Review ; Vol. 20 ; N°2
- 33) Committee on International Relations, House of Representatives ; Hearing Before the Subcommittee on International Operations and Human Rights ; *Forced Abortion and Sterilization in China : The View From the Inside* ; 10 Juin 1998 ; Committee on International Relations (49-740 CC) ; Washington D. C.
- 34) Committee on International Relations, House of Representatives ; Hearing Before the Subcommittee on International Operations and Human Rights ; *China : Human Rights Violation and Coercition in One-Child Policy Enforcement* ; 14 Déc. 2004 ; Committee on International Relations (97-363PDF) ; Washington D. C.
- 35) DAS GUPTA Monica & SHUZHUO Li ; *Gender Bias and the Marriage „Squeeze” in China, South Korea and India 1920-1990 : The Effects of War, Famine and Fertility Decline* ; Nov. 1997 ; Working Papers Series ; N°97.05
- 36) DEN BOER A. & HUDSON V. M. ; *The Security Threat of Asia's Sex Ratios* ; 2004 ; Pg. 27-43 ; SAIS Review ; Vol. XXIV ; N°2
- 37) DWAYNE Benjamin, LOREN Brandt & SCOTT Rozelle ; *Aging, Wellbeing and Social Security in Rural Northern China* ; 2000 ; Population and Development Review ; Pg. 89-116 ; Vol. 26 ; Supplement : Population and Economic Change in East Asia
- 38) EDLUND Lena ; *Son Preference, Sex Ratios, and Marriage Patterns* ; déc. 1999 ; Pg. 1275-1304 ; The Journal of Political Economy ; Vol. 106 ; N°6
- 39) ENGEL J. W. ; *Marriage in the People's Republic of China : Analysis of a New law* ; nov. 1984 ; Pg. 955-961 ; Journal of Marriage and the Family ; Vol. 26 ; N°4
- 40) FALBO Tony, SOON K. & POSTON Dudley L. Jr. ; *Playing Well With Others in China : The Effects of Having Siblings* ; 2005 ; Séance de Poster Présenté à la Convention Annuelle de l'Association pour la Population des Etats-Unis ; Washington D. C.
- 41) FALBO Tony, POSTON Dudley L. Jr. ; *The Academic, Personality, and Physical Outcomes of Only Children in China* ; 1993 ; Pg. 18-35 ; Child Development ; Vol. 64 ; N°1
- 42) FITZPATRICK Liam ; *Asia's Overscheduled Kids* ; 20 Mars 2006 ; Time Magazine
- 43) FRANCIS Andrew M., *Sex Ratios and The Red Dragon : Using the Chinese Communist Revolution to Explore the Effects of The Sex Ratio on Women and Children in Taiwan* ; 31 Mars 2006 ; Document de Travail ; Université de Chicago
- 44) GILES John (éd.) ; *What is China's True Unemployment Rate ?* ; Oct. 2004 ; Pg. 149-170 ; China Economic Review ; Vol. 16 ; N°2
- 45) GIMENEZ Martha E. ; *The Population Issue : Marx VS. Malthus* ; déc. 1973 ; Journal of the Institute for Development Research ; Version révisée d'un article présenté à la Pacific Association Meeting (Honolulu, avril 1971)
- 46) GOODKIND Daniel ; *Marriage Squeeze in China : Historical Legacies, Surprising Findings* ; 9 mars 2006 ; US Census Bureau ; International Program Center ; Eurasia Branch ; Population Division

- 47) GOODKIND Daniel ; *China's Missing Children : The 2000 Census Underreporting Surprise* ; 2004 ; Pg. 281-295 ; Population Studies ; Vol. 58 ; N°3
- 48) GREENHALGH Susan ; *Missile Science, Population Science : The Origins of China's One-Child Policy* ; juin 2005 ; pg. 253-276 ; China Quarterly (The) ; Vol. 182
- 49) GREENHALGH Susan ; *Planned Birth, Unplanned Persons : Population in the Making of Chinese Modernity* ; Mai 2003 ; Pg. 196-215 ; American Ethnologist ; Vol. 30 ; N°2
- 50) GREENHALGH Susan ; *Science, Modernity, and the Making of China's One-Child Policy* ; 2003 ; Pg. 163-196 ; Population and Development Review ; Vol. 29 ; N°2
- 51) GREENHALGH Susan ; *Fresh Winds in Beijing: Chinese Feminists Speak Out on the One Child Policy and Women's Lives* ; Printemps 2001 ; Pg. 847-886 ; Signs ; Vol. 26 ; N°3 ;
- 52) GREENHALGH Susan ; *The Social Construction of Population Science: An Intellectual, Institutional, and Political History of Twentieth-Century Demography* ; 1996 ; Pg. 26-66 ; Comparative Studies in Society and History ; Vol. 38 ; N°1
- 53) GREENHALGH Susan ; *Controlling Births and Bodies in Village China* ; 1994 ; Pg. 3-30 ; American Ethnologist ; Vol. 21 ; N°1
- 54) GREENHALGH Susan ; *Population Studies in China : Privileged Past, Anxious Future* ; juil., 1990 ; Pg. 357-384 ; The Australian Journal of Chinese Affairs ; N°24
- 55) GREENHALGH Susan ; *The Evolution of the One-Child Policy in Shaanxi, 1979-88* ; 1990 ; Pg. 191-229 ; China Quarterly (The) ; N°122
- 56) GREENHALGH Susan ; *The Peasantization of Population Policy in Shaanxi : Cadre Mediation of the State-Society Conflict* ; Policy Research Division Working Paper no. 21. ; Population Council ; New York
- 57) GREENHALGH Susan ; *Fertility As Mobility : Sinic Transitions* ; 1988 ; Pg. 629-674 ; Population and Development Review ; Vol. 14 ; N°4
- 58) GREENHALGH Susan ; *Shifts in China's Population Policy, 1984-86: Views from the Central, Provincial and Local Levels* ; Sept. 1986 ; Pg. 491-515 ; Population and Development Review ; Vol. 12 ; N°3
- 59) GREENHALGH Susan & BONGAARTS John ; *Fertility Policy in China : Future Options* ; 1987 ; Pg. 1167-1172 ; Science ; Vol. 235 ; N°4793
- 60) GREENHALGH Susan ; BONGAARTS John ; *An Alternative to the One-Child Policy in China* ; Dec.1985 ; Pg. 585-617 ; Population and Development Review ; Vol. 11, N°4
- 61) GREENHALGH Susan & LI Jia ; *Engendering Reproductive Policy and Practice in Peasant China : For a Feminist Demography of Reproduction* ; 1995 ; Pg. 601-641 ; Signs ; Vol. 20 ; N°3
- 62) GREENHALGH Susan & WINCKLER Edwin A. ; *Chinese State Birth Planning in the 1990's And Beyond* ; 2001 ; INS Resource Information Center Washington ; Perspective Series
- 63) GREENHALGH Susan ; ZHU Chuzhu & LI Nan ; *Restraining Population Growth in Three Chinese Villages 1988-1993* ; Juin 1994 ; Pg. 365-395 ; Population and Development review ; Vol. 20 ; N°2

- 64) GRIFFITH F. ; *Below Replacement Fertility in China ? A Close Look at the Evidence* ; Nov. 1994 ; Pg. 381-394 ; Population Studies ; Vol. 48 ; N°3
- 65) GRIFFITH F. (éd.) ; *Parity Progression and Birth Intervals in China : The Influence of Policy in Hastening Fertility Decline* ; Mars, 1993 ; Pg. 61-101 ; Population and Development Review ; Vol. 19, N°1
- 66) GUILMOTO C. Z. & ATTANE Isabelle, *The Geography of Deteriorating Sex Ratio in China and India*, 2005 (avant-projet), LPED/ IRD & INED, pg. 16
- 67) GUOFENG Hua ; *Hua Guofeng on the Promotion of Family Planning in China* ; Déc. 1980 ; Pg. 685-588 ; Population and Development Review ; Vol. 6 ; N°4
- 68) HARDEE Karen ; ZHENMING Xie; BAOCHANG Gu ; *Family Planning and Women's Lives in Rural China* ; Juin., 2004 ; Pg. 68-76 ; International Family Planning Perspectives ; Vol. 30 ; N°2
- 69) HENRICH Joseph & MCELREATH Richard ; *The Evolution of Cultural Evolution : The Evolutionary Origins of Human Cultural Capacities and their Implications for Understanding Human behavior* ; 2003 ; Pg. 123-135 ; Evolutionary Anthropology ; Vol. 12
- 70) HONG L. K.; *Potential Effects of the One-Child Policy on Gender Equality in the People's Republic of China* ; Sept., 1987 ; Pg. 317-326 ; Gender and Society ; Vol. 1 ; N°3
- 71) HONG Zhang ; *Bracing for an Uncertain Future : A Case Study of New Coping Strategies of Rural Parents Under China's Birth Control Policy* ; Jul. 2005 ; Pg. 53-76 ; China Journal (The) ; N°54
- 72) Human Rights in China ; *"The Right to Food : What (and Who) is at Stake ?* ; 2005 ; Pg. 55-63 ; China Rights Forum ; N°3
- 73) International Family Planning Perspectives ; *STD Rates Soar in China ; Three in Four Cases are Among the Unmarried* ; Sept. 2000 ; International Family Planning Perspectives ; Vol. 26 ; N°3
- 74) JACKSON Richard & HOWE Neil ; *The Graying of the Middle Kingdom : The Demographics and Economics of Retirement Policy in China* ; Avril 2004 ; Center for Strategic and International Studies & Prudential Fondation
- 75) JIANG Leiwen ; *Has China Completed Demographic Transition?* ; 2000 : Article Présenté à la Conférence Régionale de l'USSP (Seconde Session)
- 76) JIANG Zemin ; *Statement of President of China, Jiang Zemin, at Welcoming Ceremony for Fourth World Conference on Women* ; 4 Sept 1995 ; Pekin
- 77) JOHNSON L. & EPSTEIN Edward ; *Expanding Eugenics and or Improving Health Care in China: Commentary ...]* ; Juin 1997 ; Pg. 199-234 ; Journal of Law and Society ; Vol. 24 ; N°2
- 78) JUNHONG Chu ; *Prenatal Sex determination and Sex-Selective Abortion in Rural Central China* ; Juin 2001 ; Pg. 259-281 ; Population and Development Review ; Vol. 27 ; N°2
- 79) JUNHONG Chu ; *Quality Reorientation of the Family Planning Program in China : Some Conceptual Issues* ; Déc. 1997 ; Harvard Center for Population and Development Studies ; Working Paper Series ; N°99.17

- 80) KANAZAWA Satoshi ; *Where Do Cultures Comes From ?* ; Jan. 2004 ; London School of Economics and Political Science
- 81) KAUFMAN J. ; ZHANG Zhirong ; QIAO Zinjian & ZHANG Yang ; *Family Planning Policy and Practice in China : A Study of Four Rural Counties* ; Déc. 1989 ; Pg. 707-729 ; Population and Development Review ; Vol. 15 ; N°4
- 82) KAUFMAN Joan, ERLI Zhang & XIE Zhenming ; *Quality of Care in China : Scaling Up a Pilot Project Into a National Reform Program* ; 2006 ; Studies in Family Planning ; Vol. 37 ; N° 1
- 83) KNIGHT J. & JINJUN Xue ; *How High is Urban Unemployment in China ?* ; 2004 ; Université d'Oxford, R. U. ; Université de Oita ; Tokyo ; Japon
- 84) KWAN Daniel ; South China Morning Post Ltd. (Hong Kong) ; *Guangdong Promotes 'Flexible' One-Child Policy, Sparking Protests* ; 8 Sept. 1997
- 85) LAVELLY William R. ; *China's One-Child Policy and Gender Equality : A Comment on Hong and Mandle* ; Juin, 1988 ; Pg. 241-242 ; Gender and Society ; Vol. 2 ; N°2
- 86) LEE James ; CAMBELL Cameron & WANG Feng ; *Positive Check or Chinese Checks ?* ; 2002 ; Pg. 591-607 ; Journal of Asian Studies (The) ; Vol. 61 ; N°2
- 87) LEE James & WANG Feng ; *Malthusian Models and Chinese Realities : The Chinese Demographic System 1700-2000* ; Mars 1999 ; Pg. 33-65 ; Population and Development Review ; Vol. 25, N°1
- 88) LEISERING Lutz ; GONG Sen & HUSSAIN Athar ; *People's Republic of China : Old-Age Pensions for the Rural Areas : From Land Reform to Globalization* ; Asian Development Bank ; Sept. 2002 ; Manille
- 89) LI Jia ; *China's One-Child Policy : How and How Well Has it Worked? A Case Study of Hebei Province : 1979-88* ; 1995 ; Pg 563-585 ; Population and Development Review ; Vol. 21 ; N°3
- 90) LIU C., MUANKATA T., FUJIYAMA H & USUBA M. ; *Mental Health and Psychosocial Factors With Single-Child High School Students in an Urban City of China* ; 2003 ; Pg. 15-26 ; Nippon Koshu Eisei Zasshi ; Vol. 50 ; N° 1 ; Graduate School of Comprehensive Human Sciences ; Université de Tsukuba (Article en japonais)
- 91) LUTHER Norman Y. & Al ; *One-Child Families or a Baby Boom? Evidence from China's 1987 One-per- Hundred Survey* ; Juil., 1990 ; Pg. 341-357 ; Population Studies ; Vol. 44, N°2
- 92) MACARTNEY Jane ; *Little Miss and Little Emperor* ; 1er Juin 2006 ; Times (The) Cf. http://timescorrespondents.typepad.com/sinofile/2006/06/little_miss_to_.html
- 93) MANDLE Joan D ; *Comment on Hong* ; 1987 ; Pg. 327-331 ; Sage Publications ; Vol. 1 ; N°3
- 94) MARLYN Dalsimer & NISONOFF Laurie ; *The Implications of the New Agricultural and One-Child Family Planning Policies for Rural Chinese Women* ; Autumn 1987 ; Pg. 585-607 ; Feminist Studies ; Vol. 13 ; N°3
- 95) MCINTOSH Alison C. & Finkle Jason L. ; *The Cairo Conference on Population and Development : A New Paradigm ?* , Juin 1995 ; pg. 223-260 ; Population and development review ; Vol. 21 ; N°2
- 96) MERLI Giovanna M. & SMITH Herbert L. ; *Has the Chinese Family Planning Policy Been Successful in Changing Fertility preferences ?* ; Aug. 2002 ; Pg. 557-572 ; Demography ; Vol. 39 ; N°3

- 97) MERLI Giovanna M. & RAFTERY Adrian E. ; *Are Births Underreported in Rural China? Manipulation of Statistical Records in Response to China's Population Policies* ; Fév. 2000 ; Pg. 109-126 ; Demography ; Vol. 37 ; N°1
- 98) MURPHY Rachel ; *Fertility and Distorted Sex Ratios in a Rural Chinese County Culture, State and, Policy* ; Déc. 2003 ; Pg. 595-626 ; Population and Development Review ; Vol. 29 ; N°4
- 99) OCHIAI E., *The Japanese Family System in Transition*, 1996, S. 47. F
- 100) PALMER Michael ; *The Re-emergence of Family Law in Post-Mao China : Marriage, Divorce and Reproduction* ; Mars 1995 ; Pg. 110-134 ; China Quarterly (The) ; N° 141 ; Special Issue : China's Legal Reforms.
- 101) PANG Lihua ; DE BRAUW Alan & ROZELLE Scott ; *Working Until Dropping : Employment Behavior of the Elderly in Rural China* ; 9 Avril 2004 ; Institute of Population Research ; Université de Pékin ; R. P. Chine
- 102) PARK Chai Bin & HAN Jing-Qing ; *A Minority Group and China's One-Child Policy : The Case of the Koreans* ; 1990 ; Pg. 161-170 ; Studies in Family Planning ; Vol. 21 ; N°3
- 103) PENG Fei ; *Le Vieillissement Démographique en Chine : Tendances Récentes et Perspectives* ; 2000 ; Pg. 391-397 ; Espace-Populations-Sociétés ; N°3
- 104) PENG Peiyun ; *The 2002 International Parliamentarians' Conference On The Implementation Of The ICPD Of Action* ; Vice President, The Standing Committee of the National People's Congress, R. P. Chine ; 21 Nov. 2002 ; Ottawa, Canada
- 105) PENG Xizhe ; *Is it Time to Change China's Population Policy?* ; 2004 ; Pg. 135-149 ; China : An International Journal ; Vol. 2 ; N°1
- 106) PENG Xizhe ; *Demographic Consequences of the Great Leap Forward in China's Provinces* ; 1987 ; pg. 639-670 ; Population and Development Review ; Vol. 13 ; N°4
- 107) People's Daily
- *China Polishes Medical Services in the Countryside* ; 04 Nov. 2001 ; People's Daily Online, Cf. http://english.people.com.cn/english/200111/03/eng20011103_83833.html (Consult en juillet 2006)
 - *Full text of Human Rights Record of the US in 2004* ; 03 Mars 2005 ; People's Daily Online ; Cf. http://english.people.com.cn/200503/03/eng20050303_175406.html (Consulté en juillet 2006)
 - *New Five Year Plan to See Revolutionary Changes* ; 18 Oct. 2005 ; Cf. http://english.people.com.cn/200510/12/eng20051012_213909.html (Consulté en juillet 2006)
- 108) PERROW Frances ; *The Road to Reproductive Health : Reproductive Health and Rights on the International Agenda : 1968-2003* ; 2003 ; United Nations Population Fund & Eurongos
- 109) PING Shu ; *Lineage Making in China Since the 1980's* ; 29 Juin-02 Juillet 2004 ; Article Présenté à la 15^{ème} Conférence Bi-Annuelle de l'Association Australienne D'Etudes Asiatiques ; Canberra
- 110) PISON G. ; *Moins de Naissances mais un Garçon à tout Prix, l'Avortement Sélectif des Filles en Asie* ; Sept. 2004 ; Population et Sociétés ; N°404

- 111) POMFRET John ; *In China's Countryside "it's a boy!" Too Often* ; 29 Mai 2001 ; Washington Post (The)
- 112) POSTON Dudley. L. Jr. ; *China : Bachelor Bomb* ; 14 Sept. 2005 ; International Herald Tribune
- 113) POSTON Dudley. L. Jr. ; *Patterns of Contraceptive Use in China* ; 1986 ; Pg. 217-227 ; Studies in Family Planning ; Vol. 17 ; N°5
- 114) POSTON Dudley. L. Jr. & SHU Jing ; *The Demographic and Socioeconomic Composition of China's Ethnic Minorities* ; 1987 ; Pg. 703-722 ; Population and Development Review ; Vol. 13 ; N°4
- 115) POSTON Dudley L. Jr. & FALBO Toni ; *Scholastic and Personality Characteristics of Only Children and Children with Siblings in China* ; 1990 ; Pg. 45-48 + 54 ; International Family Planning Perspectives ; Vol. 16 ; N°2
- 116) POSTON Dudley L. Jr. & GLOVER Karen S. ; *Too Many Males : Marriage Market Implication of Gender Imbalances In China* ; 1 sept. 2004 ; Department of Sociology ; Université A & M du Texas ; College Station ; Texas
- 117) ROBERTSON Benjamin & LIU Melinda ; *Can the Sage Save China ? Beijing is Hoping a Return to Confucian Values will Help Quell Growing Dissent, and Inspire New Loyalty* ; 20 mars 2006 ; Newsweek International
- 118) ROSEN Stanley ; *The Victory of Materialism : Aspirations to Join China's Urban Moneyed Classes and the Commercialization of Education* ; Jan. 2004 ; pg. 27-51 ; China Journal (The) ; N°51
- 119) SHIN Eun-Young ; *Economic and Social Factors that Influence the Status of Women : Comparing Taiwan and South Korea* ; 2005 (?) ; Center for East Asian Studies ; Université de Sogang ; R. Chine
- 120) SHORT Susan E. ; ZHAI Fengying ; XU Siyuan & YANG Mingliang ; *China's One-Child Policy and the Care of Children : An Analysis of Qualitative and Quantitative Data* ; 2001 ; Pg. 913-943 ; Social Forces ; Vol. 79 ; N°3
- 121) SHORT Susan E. & ZHAI Fengying ; *Looking Locally at China's One-Child Policy* ; 1998 ; Pg. 373-387 ; Studies in Family Planning ; Vol. 29 ; N°4
- 122) SISCO Francesco ; *Is China Headed For a Social "Red Alert" ?* ; 20 Oct. 2005 ; Asia Times Edition en Ligne) ; Cf. « http://www.atimes.com/atimes/China_Business/GJ20Cb01.html » (Consulté en juin 2006)
- 123) SMIL Vaclav ; *Who Will Feed China ?* ; 1995 ; Pg. 801-813 ; China Quarterly (The) ; Vol. 143
- 124) SMITH Christopher ; *No U.S. Support for Forced Abortion Program* ; 1999 (?) ; Subcommittee on International Operations and Human Rights ; United States Congress
- 125) SOLOW Robert M. ; *"To Grow or not to Grow"*, Newsweek ; 13 Mars 1972 ; Pg. 103
- 126) SPOORENBERG T ; *Malthus et l'Asie : Relecture et Mise en Perspective du Système Démographique Préindustriel Japonais* ; 2004 ; Pg. 309-338 ; Cahiers Québécois de Démographie ; Vol. 33 ; N°2

- 127) STATESMAN (The) ; *China Firm on One-child Regulation* ; 25 Avr. 2006 ; Kolkata
- 128) State Family Planning Commission of China ; Ford Foundation ; Population Council & ICMPP ; *Report on the International Symposium on Quality of Care* ; 17-19 Nov. 1999 ; Population Council
- 129) SUN Lena H. ; *China Failing To Curb Births, Provinces Implementing Harsher Penalties* ; 28 Déc. 1990 ; Jiagu, R. P. Chine ; Washington Post (The)
- 130) TANG Yuantai ; *Les Enfants Sous Pression* ; 6 Juin 2006 ; Beijing Review ; N°23
- 131) TARNOFF Curt ; *Population and Development : The 1994 Cairo Conference* ; 25 Août 1994 ; 94-533 F ; CRS Report for Congress ; Foreign Affairs and Defense Division
- 132) TSUI Ming & RICH Lynne ; *The Only Child and Educational Opportunity for Girls in Urban China* ; 2002 ; Pg. 74-92 ; Gender and Society ; Vol. 16 ; N°1
- 133) TSUYA O. Noriko & CHOE Minja Kim ; *Achievement of One-Child Fertility in Rural Areas of Jilin Province, China* ; 1988 ; Pg. 122-130 ; International Family Planning Perspectives ; Vol.. 14 ; N°4
- 134) United States Congress ; *Testimony of John Aird : China's New Family Planning Law* ; 23 sept 2002 ; Congressional-Executive Commission on China ; Washington D. C.
- 135) WALLIS Cara ; *Chinese Women in The Official Chinese Press : Discursive Constructions of Gender in the Service of the State* ; 2006 ; Pg. 94-108 ; Westminster Papers in Communication and Culture, Vol. 3 ; N°1
- 136) WANG D. (éd.) ; *Physical and Personality Traits of Preschool Children in Fuzhou, China : Only Child VS. Sibling* ; 18 Nov. 1998 ; Pg. 49-60 ; Child : Care, Health and Development ; Vol. 26 ; N°1
- 137) WEIXIONG Li ; *Family Planning in China* ; 1998 ; National Research Institute for Family Planning ; Pékin
- 138) WHITE Tyrene ; *Domination, Resistance and Accommodation in China's One-Child Campaign* ; Cf. Perry E. J. & Selden M. ; *Chinese Society, Change Conflict and Resistance* ; 2000 ; Pg. 102-119 ; Routledge ; Londres
- 139) WHITE Tyrene ; *Two Kinds of Production : The Evolution of China's Family Planning Policy in the 1980's* ; 1994 ; Pg. 137-158 ; Population and Development Review ; Vol. 20 ; Supplement : The New Politics of Population : Conflict and Consensus in Family Planning
- 140) WILSON Dominic & PURUSHOTHAMAN Roopa ; *Dreaming With the BRIC's : The Path to 2050* ; Oct. 2003 ; Goldman Sachs ; Global Economics Paper ; N° 99 ; Cf. <http://www2.goldmansachs.com/insight/research/reports/99.pdf> (Consulté en août 2006)
- 141) WINCKLER Edwin A. ; *Chinese Reproductive Policy at the Turn of the Millennium: Dynamic Stability* ; sept., 2002 ; Pg. 379-418 ; Population and Development Review ; Vol. 28, N°3
- 142) WU Jiao ; *Nanjing Sees Many More Twins* ; 13 Fév. 2006 ; China daily
- 143) WING Kam Chan & Al ; *Urban Population Growth and Urbanization in China since 1949 : Reconstructing a Baseline* ; 1985 ; Pg. 49-71 ; China Quarterly (The) ; Vol. 3 ; N°2

- 144) WREN Christopher S.; *China's Birth Goals Meet Regional Resistance* ; 15 Mai 1982 ; New York Times (The)
- 145) WREN Christopher S. ; *Peking Shows Renewed Concern Over Increase in Birth Rate* ; 15 Mars 1982 ; New York Times (The)
- 146) WU N. ; *Dealing With the "Spoiled Brats"* ; 1986 ; Pg. 26-28 ; Beijing Review ; Vol. 19
- 147) XIAO Yi ; SHUZHOU Li.& Feldman W. Marcus ; *Marriage Form and Fertility in Rural China : An Investigation in Three Counties* ; 22 Avril 2004 ; Institute For Population and Development Studies ; School of Public Policy and Administration ; Université Jiaotong ; Xian ; Morrison Institute For Population and Resource Studies ; Université de Stanford ; Stanford
- 148) XINHUA General News Service
- *Birth Control Card for Roving Workers* ; 27 Déc. 1991 ; Pékin
China Has Not Relaxed Family Planning : Official ; 1er Mai 2006, ; cf. http://news.xinhuanet.com/english/2006-05/01/content_4499663.htm (consulté en juin 2006)
 - *China's Social Security and Its Policy* (White Paper) ; 7 Sept. 2004 ; cf. http://news.xinhuanet.com/english/2004-09/07/content_1952059.htm
Facts and Figures : China's Drive to Build New Socialist Countryside ; 5 Mars 2006, cf. http://english.gov.cn/2006-03/05/content_218920.htm
 - *Family Planning Becomes Controversial Topic* ; 30 Déc. 2005, cf. http://news.xinhuanet.com/english/2005-12/29/content_3986715.htm
- 149) YAMAGUCHI Machi ; *Victims Begin to Talk About Japan's Sterilization Program* ; 19 Déc. 1997 ; Associated Press
- 150) YANG Bin (éd.) ; *Only Children and Children with Siblings in the People's Republic of China : Levels of Fear, Anxiety, and Depression* ; Oct., 1995 ; Pg. 1301-1311 ; Child Development ; Vol. 66, N°5
- 151) YONG Da ; *New Policy Eases One-Child Restrictions* ; 13 Avril 2004 ; China Daily
- 152) ZHANG F. ; *Minister : One-Child Policy to Remain* ; 07 Jan. 2006 ; China Daily
- 153) ZHANG Weiguo ; *Dynamics of Marriage Change in Chinese Rural Society in Transition : A Study of a Northern Chinese Village* ; 2000 ; Pg. 57-69 ; Population Studies ; Vol. 54 ; N°1
- 154) ZHANG Weiguo ; *Implementation of State Family Planning Programs in a Northern Chinese Village* ; 1999 ; Pg. 202-230 ; China Quarterly (The) ; Vol. 157
- 155) ZHANG Weiqin ; *Speech at the 5th Asian and Pacific Population Conference* ; 16 Déc. 2002 ; State Family Planning Commission of China ; Bangkok
- 156) ZHANG Yuanling & GOZA F. W. ; *Who Will Care for the Elderly in China ? A Review of the Problems Caused by China's One-Child Policy and their Potential Solutions* ; 2005 ; Center for Family and Demographic Research ; Department of Sociology ; Université d'Etat Bowling Green ; Ohio ; Etats-Unis
- 157) ZHANG Yuqin ; *New Progress Made in Promoting Quality of care in China's Reproductive Health and Family Planning Services since ICPD* ; 8 nov. 1998 ; State Family Planning Commission of China ; Le Caire

- 158) ZHENG Li ; *China Faces Elderly Dilemma* ; 21 Août 2004 ; China Daily
- 159) ZHENG Yi ; TU Ping ; GU Baochang XU Yi ; LI Bohua & LI Yongping ; *Causes and Implication of the Recent Increase in the Reported Sex Ratio at Birth in China* ; 1993 ; Pg 283-302 ; Population and Development Review ; Vol. 19 ; N°2
- 160) ZHENG Yi ; TU Ping ; GUO liu & XIE Ying ; *A Demographic Decomposition of the Recent Increase in Crude Birth Rates in China* ; 1991 ; Pg. 435-458 ; Population and Development Review ; Vol. 17 ; N°3
- 161) ZHENG Yi ; VAUPEL J. & YASHIN A. ; *Marriage and Fertility in China : A Graphical Analysis* ; 1985 ; Pg. 721-736 ; Population and Development Review ; Vol. 11
- 162) ZIMMER Zachary & KWONG Julia ; *Urban and Rural China : Current Effects and Future Implications* ; Fév. 2003 ; Pg. 23-44 ; Demography Vol. 40 ; N° 1

Site Internets

BBC NEWS

- ❖ *China Acts to Protect Baby Girls* ; Cf. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/3896669.stm> (Consulté en Juin 2006)
- ❖ *Monitoring Asia Pacific ; Chinese Official Says No Change in Basic Family Planning Policy* ; Avr. 23, 2006 ; (Consulté en Juillet 2006)

Beijing Information ; « *L'intraduisible qualité Humaine* » ; Cf. <http://www.bjinformation.com/fawen-2002/pic-2004-21/021-comm.htm> (Consulté en juillet 2006)

CAROLINA Adoption Agency ; Chine ; cf. <http://www.carolinaadoption.org/china.asp> (Consulté en Mai 2006)

Central Intelligence Agency ; « *World Factbook* » ; Cf. <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ch.html> ; (Consulté en Juin 2006)

Central People's Government of the People's Republic of China (The) ; « *NDRC Minister on 11th Five-Year Plan* » ; 19 mars 2006 ; Cf. http://www.gov.cn/english/2006-03/23/content_234832.htm (Consulté en Juin 2006)

Chinaknowledge ; « *Confucius* » ; Cf. <http://www.chinaknowledge.de/Literature/Classics/confucius.html> ; (Consulté en Juin 2006)

China Population Information and Research Center ; Cf. « *China's Reverse Baby Bonus* » ; Cf. <http://www.cpirc.org.cn/en/enews20040805.htm> (Consulté en Juillet 2006)

CNN ; « *Infanticide* » ; cf. <http://www.cnn.com/interactive/specials/9908/china.social.overview/content/infanticide.html> ; (Consulté en Mai 2006)

Dieoff ; « *Environment and Natural Ressource Economics* » ; Cf. <http://dieoff.org/page25.htm> (Consulté en Août 2006)

Harbaugh Rick ; « *Learn Chinese Characters* » ; 2006 ; Yale University Press ; Cf. <http://zhongwen.com/> (Consulté en juillet 2006)

Hindu (The) ; « *India Set to Rank 3rd By 2040* » ; Cf.
<http://www.hindu.com/biz/2003/12/29/stories/2003122900341600.htm> (Consulté en Août 2006)

Hong Kong University of Science and Technology ; « *Chinese writing and culture* » ; Cf.
<http://teaching.ust.hk/~huma002/5-15%20Culture%20Web.pdf> ; (Consulté en Juin 2006)

International Institute for Applied System Analysis ; « *Various population projections for China : The problem of uncertainty* », Cf. http://www.iiasa.ac.at/Research/LUC/ChinaFood/data/pop/pop_5.htm ; (Consulté en Juin 2006)

Japanese Organisation for International Cooperation in Family Planning

- ❖ *The Progress of IP [Integrated Approach] Development in China* ; Déc. 2005 ; E-news ; N° 27 ; Cf. http://joicfp.or.jp/eng/e-news/2005_dec/02-051130China_visit.php (Consulté en Août 2006)
- ❖ *Kunii's Dream Awakes With New RH & Family Care Training Center in China*, Déc. 2005, E-news, N° 27 ; Cf. http://joicfp.or.jp/eng/e-news/2005_dec/01-CTC.php (Consulté en Août 2006)

LIM Louisa ; BBC NEWS ; « *China Stops Baby Trafficking Ring* » ; 3 Fév. 2005 ; Pékin ; Cf.
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/4232231.stm> ; (consulté en juin 2006)

MONTGOMERY Kate ; « *The Demographic Transition* » ; Cf.
<http://www.uwmc.uwc.edu/geography/Demotrans/demtran.htm> ; (Consulté en Mai 2006)

National Population and Family Planning Commission of China ; « *Progress Since the International Conference on Population and Development* » ; Cf. <http://www.npfpc.gov.cn/en/fpcn02-en.htm> (Consulté en Août 2006)

State Council (The) ; China Daily ; cf. <http://english.people.com.cn/data/organs/statecouncil.shtml> (Consulté en Mai 2006)

UNESCO ; « *Global Monitoring Report* » ; Avril 2003 ; Cf.
http://portal.unesco.org/education/en/file_download.php/5cbdec51e57fa1ab58f2077914dc467dtable2.25.pdf ; (Consulté en Juin 2006)

United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific ; « *Population and Family Planning Law of the People's Republic of China* (Traduction Non-Officielle) » ; Cf.
http://www.unescap.org/esid/psis/population/database/poplaws/law_china/chttitle.htm (Consulté en Juin 2006)

United Nations ; « *United Nations Conference on Population and Development* » ; 5-13 Sept. 1994 ; Cf. <http://www.iisd.ca/Cairo.html> (Consulté en Juillet 2006)

United Nations : World Population Prospects ; « *World Population Ageing : India* » ; 2006 (?) Cf.
<http://www.un.org/esa/population/publications/worldageing19502050/pdf/111india.pdf> (Consulté en Août 2006)

United Nations : World Population Prospects ; « *The 2004 Revision Population Database* » ; Cf.
<http://esa.un.org/unpp/p2k0data.asp> (Consulté en Juin 2006)

United Nations Population Fund ; « *L'Etat de la Population Mondiale 2000, à L'Occasion du Lancement du Rapport sur L'Etat de la Population Mondiale en 2000* » ; Cf.
<http://www.unfpa.org/news/news.cfm?ID=302&Language=3> (Consulté en Juillet 2006)

Washington State University ; « *Modern China ; Mao-tse-Tung* » ; Cf.
<http://www.wsu.edu:8001/~dee/MODCHINA/MAO.HTM> (Consulté en Juin 2006)

WIKIPEDIA ; L'Encyclopédie Libre en ligne

- ❖ « *Compulsory Sterilization* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Compulsory_sterilization (Consulté en Août 2006)
- ❖ « *Confucianism* » ; Cf. <http://en.wikipedia.org/wiki/Confucianism> (Consulté en Juin 2006)
- ❖ « *Deng Xiaoping* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Deng_Xiaoping (Consulté en Mai 2006)
- ❖ « *Filial Piety* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Filial_piety (Consulté le 1er Juin 2006)
- ❖ « *Guizhou* » ; Cf. <http://en.wikipedia.org/wiki/Guizhou> (Consulté en Juin 2006)
- ❖ « *Jiang Zemin* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Jiang_Zemin (Consulté en Mai 2006)
- ❖ « *Limits to Growth* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/The_Limits_to_Growth (Consulté en Mai 2006)
- ❖ « *Nien Rebellion* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Nian_Rebellion (Consulté en Juin 2006)
- ❖ « *Ningxia* » ; Cf. <http://en.wikipedia.org/wiki/Ningxia> (Consulté en Juin 2006)
- ❖ « *Shao Lizi* » ; Cf. <http://zh.wikipedia.org/wiki/%E9%82%B5%E5%8A%9B%E5%AD%90> (Consulté en Mai 2006, article en Mandarin)
- ❖ « *State Council of the Republic of China* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/State_Council_of_the_People%27s_Republic_of_China (Consulté en Mai 2006)
- ❖ « *Republic of China* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Republic_of_China#1949-2005 (Consulté en Août 2006)
- ❖ « *United Nations Population Fund* » ; Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/United_Nations_Population_Fund (Consulté en Juillet 2006)
- ❖ « *Yunnan* » ; Cf. <http://en.wikipedia.org/wiki/Yunnan> ; (Consulté en Juin 2006)

Women in World History ; « *Women and Confucianism* » ; Cf. <http://www.womeninworldhistory.com/lesson3.html> (Consulté en Mai 2006)

YUANTAI Tang ; « *Les Enfants Sous-Pression* » ; Beijing Review ; Cf. <http://www.bjinformation.com/fw-2005/2006.23/2006.23-fm1.htm> ; China International Publishing Group ; Pékin (Consulté en Juin 2006)

Autres

GOOSSAERT Vincent ; *L'état et la Religion en Chine* ; Cours Donné à l'Université de Genève ; Année Académique 2005 – 2006

WENLIN ; « *Software for learning chinese* » ; Version 3.3 ; Institut Wenlin, INC ; 2500 Springs Street ; Eureka ; CA ; Etats-Unis

ZHANG Laure ; *Tradition et modernité juridique en République Populaire de Chine* ; Cours Donné à l'Université de Genève ; Année Académique 2005 – 2006